

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

**N°334**

**JANVIER 2013**

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **PARIS : TROIS MILITANTES KURDES ASSASSINÉES**
- **TURQUIE : LE PREMIER MINISTRE INITIE DES NÉGOCIATIONS AVEC ÖCALAN**
- **HUMAN RIGHTS WATCH PUBLIE SON RAPPORT POUR 2012**
- **IRAN : DEUX KURDES ET UN AZÉRIS MENACÉS D'EXÉCUTION**
- **VIENNE : UN MONUMENT BIENTÔT ÉLEVÉ À LA MÉMOIRE DE GHASSEMLOU**

---

## PARIS : TROIS MILITANTES KURDES ASSASSINÉES

**L**e 9 janvier, trois militantes kurdes de la mouvance du PKK étaient retrouvées abattues de plusieurs balles dans la tête au Centre d'information du Kurdistan (CIK), le bureau de communication et de relations politiques du PKK européen. Sans nouvelles depuis le milieu de la journée, ce sont des Kurdes proches des victimes qui ont finalement enfoncé la porte, aux alentours de minuit, et découvert les corps. Il s'agissait de Sakine Cansiz, une responsable du PKK en Europe, Fidan Dogan qui dirigeait le CIK et Leyla Soylemez, présentée comme une jeune «stagiaire» du CIK.

Se rendant sur les lieux en début de matinée, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a qualifié ces actes d'« exécution ».

Survenant quelques jours après l'annonce, par le Premier

Ministre turc, d'un début de négociations directes entre Abdullah Öcalan et Hakan Fidan, le directeur du MIT (Renseignements) turc, ces meurtres ont tout de suite été présentés comme une tentative de saborder le processus de règlement du conflit.

Sakine Cansiz a naturellement été désignée comme la cible réelle, les deux autres semblant n'avoir été éliminées que pour s'être trouvées sur les lieux.

Née en 1957, dans le Dersim, Sakine Cansiz s'est vite engagée dans les mouvements révolutionnaires des milieux étudiants d'Elazığ, et en 1976, elle a rejoint le mouvement kurde révolutionnaire. Peu de temps après avoir participé au congrès fondateur du PKK, le 27 novembre 1978, elle est arrêtée et emprisonnée avec plusieurs autres. Dans le climat de terreur

politique qui suit le coup d'État du 12 septembre 1980, elle subit, dans la prison de Diyarbakir, de féroces tortures, un de ses bourreaux allant même jusqu'à la mutiler aux seins, et payant, de l'aveu de ses compagnes de cellules, le fait d'être kurde mais aussi de confession alévie.

Relâchée en 1991, elle rejoint le PKK au Kurdistan d'Irak et se bat dans la guérilla. Entrant en conflit avec plusieurs commandants militaires, elle doit quitter ses fonctions au Kurdistan et gagner l'Europe mais sans être inquiétée personnellement, ayant toujours été une proche loyaliste d'Öcalan. Elle obtient le statut de réfugiée politique en France, mais réside plus souvent en Allemagne.

Fidan Doğan, était aussi une Kurde alévie, du district de Maraş-Elbistan, une région qui vit, à la fin des années 1978, une

période de pogroms orchestrés par l'extrême-droite turque contre la communauté alévie. Née en 1982, elle émigre très tôt avec sa famille, en France, où elle grandit et commence ses études qu'elle interrompt pour s'engager au sein du PKK, à partir de 1999, l'année de l'arrestation d'Öcalan et de la première déclaration de cessez-le-feu unilatéral proclamée par le PKK. Elle est active dans la branche politique et européenne du parti à partir de 2002 et était responsable du CIK au moment de sa mort.

Leyla Söylemez, quant à elle, n'était pas alévie mais venait d'une famille yézidie de la province de Lice et était née et avait grandi à Mersin (Mersin Adana abritant de nombreux Kurdes déportés après la destruction de leurs villages par l'armée turque). Sa famille émigre en Allemagne dans les années 1990. Elle entreprend des études d'architecture une année avant de rejoindre le mouvement kurde en 2006 et passe un an et demi dans les camps du PKK au Kurdistan d'Irak, avant de revenir en Europe, en 2010.

Les victimes ont reçu, pour Sakine Cansız et Leyla Söylemez, trois balles dans la tête et Fidan Doğan, quatre balles, dont une dans la bouche, apparemment de la même arme, un 7.65 mm. Le fait que l'accès aux étages de l'immeuble ne se fait que par une porte intérieure qui n'ouvre que par interphone a tout de suite indiqué que les femmes connaissaient leur(s) meurtrier(s) et avaient ouvert d'elles-mêmes la porte. La position des corps montre également qu'elles ont été tuées par surprise ou, à tout le moins, sans opposer de résistance.

À l'annonce du meurtre, des centaines de Kurdes se sont rassemblés devant le 147 rue La Fayette

en scandant des slogans accusant la Turquie.

Mais bien que désignée spontanément par les militants kurdes, la responsabilité de l'État turc a laissé sceptique presque tous les observateurs et connaissances du « dossier kurde » en Turquie puisque, de fait, on ne voit pas très bien quel intérêt peut avoir le gouvernement AKP à saborder des négociations qu'il venait lui-même d'avoir initié.

Une autre piste a aussitôt été soulevée, celle de divisions internes au PKK, et ce d'abord par Recep Teyyip Erdoğan, qui a déclaré que ces assassinats étaient de nature « crapuleuse » et liés aux dissidences internes du PKK, notamment de la part de « factions » hostiles au processus de paix. Le porte-parole de l'AKP, Hüseyin Çelik a de même rappelé les nombreuses exécutions politiques internes qui émaillent l'histoire du PKK.

De la même façon, et comme en miroir, la piste des extrémistes nationalistes turcs a aussi très vite été évoquée, chaque camp, kurde et turc, accusant ainsi mutuellement les « faucons » de l'autre bord. L'existence d'un « État profond », avec la collusion entre des cercles d'extrême-droite, la mafia et des protections à un haut niveau dans l'État a été remise sur le tapis, certains n'y voyant ainsi qu'un rebondissement de l'affaire Ergenekon.

Deux autres États ont été suspectés d'avoir trempé dans les assassinats car n'ayant aucun intérêt à ce que le PKK et la Turquie concluent une trêve : l'Iran et la Syrie.

Mais le 20 janvier, on annonçait que deux Kurdes proches du CIK étaient en garde-à-vue. L'un d'eux était très vite relâché tandis que l'autre, Ömer Güney,

présenté comme le « chauffeur occasionnel » de Sakine Cansız, était inculpé d'homicide, le procureur de Paris François Molins déclarant, dans une conférence de presse, qu'il y avait assez d'éléments sérieux pour le considérer comme étant au moins l'un des auteurs des meurtres, même si la possibilité qu'il n'ait pas été seul n'était pas totalement écartée, des traces d'ADN ne correspondant pas à celui de Güney ayant été retrouvées sur une des douilles.

Selon le procureur, Güney, lors de son audition par les services de police, aurait déclaré avoir déposé Sakine Cansız au CIK dans la matinée du mercredi 9 et avoir quitté les lieux vers 11 h. Or les caméras de surveillance le montrent sortir de l'immeuble à 12 h 56, ce qui correspond à la tranche horaire pendant laquelle les meurtres ont été commis. Sorti du CIK vers 13 h, portant un sac dans lequel on a retrouvé des traces de poudre, ce sont les caméras de surveillance (dont il ignorait peut-être l'existence) qui l'ont « trahi ».

Âgé de 30 ans, Ömer Güney a été d'abord présenté comme un « Kurde » par les autorités et la presse françaises. Mais très vite, les media pro-PKK se sont empressés de « révéler » que le suspect n'était pas kurde mais turc, comme si le fait d'être turc était incompatible avec celui d'être pro PKK et même militant du parti. Or, il y a toujours eu des Turcs au PKK et dans les années 1990 l'un d'eux était même officiellement président de FEYKA (Fédération des associations kurdes de France). Mais il est vrai que ces Turcs prokurdes sont la plupart du temps alévis, alors que le village d'où est originaire Ömer Güney, Şarkışla (région de Sivas), n'est pas du tout alévi et surtout pas sympathisant de la cause kurde.

Les élections ont vu voter Şarkışla pour les deux partis d'extrême-droite.

L'oncle d'Ömer Güney, contacté par la presse, a nié toute implication de sa famille avec le PKK et décrit son neveu comme mentalement invalide, avec d'importantes pertes de mémoire dues à une tumeur au cerveau.

Les fonctions d'Ömer Güney au sein de la communauté kurde pro-PKK n'étaient sans doute pas assez importantes pour qu'il ait pu faire l'objet d'une enquête serrée de la part des Kurdes : il servait de traducteur occasionnel, il parlait un bon français car sa famille s'était installée en France quand il avait 5 ans. Il pouvait aussi aider à remplir des formalités administratives et Fidan Doğan lui demandait parfois de servir de « chauffeur » au besoin, ce qui ne l'a pas empêché de se présenter aux policiers comme un « membre du PKK depuis deux ans ».

Murat Karayılan, qui dirige le Conseil de présidence du PKK à Qandil (Kurdistan d'Irak) a répliqué qu'on ne devenait pas membre du PKK aussi facilement, sans formation idéologique ou militaire, ce qui est vrai : il y a, à FEYKA comme dans le reste de ces associations pro-PKK, la masse des sympathisants ou militants de base, qui, hormis une participation aux manifestations, aux activités associatives, et à « l'impôt révolutionnaire », ne sont pas tenus par les règles et les obligations propres aux « cadres » : ils se marient, ont des enfants, et ne partent pas se battre dans les montagnes ou ne vivent pas la vie monacale des cadres européens. Ils ne sont pas non plus impliqués dans les affaires les plus secrètes du parti mais, par contre, peuvent côtoyer facilement des hauts responsables.

Selon Murat Karayılan, il s'agit d'un « agent » infiltré depuis deux ans et il a accusé le gouvernement turc de vouloir éliminer les cadres européens, dans une coopération avec le Gladio turc, ainsi que les USA et l'Europe : « Ni l'Europe ni les U.S.A n'ont soutenu une solution au problème kurde, aucune de ces puissances n'a jamais fait le moindre effort pour parvenir à une solution via des négociations, alors qu'ils ont toujours pris parti pour une solution basée sur la violence. »

À la fin du mois de janvier, les révélations de la presse (qu'elle soit turque, internationale ou kurde) se sont concentrées sur la vie et la personnalité d'Ömer Güney. Les co-locataires qui avaient vécu un certain temps avec lui, en France ou en Allemagne, pays où il vivait après son mariage, en 2003, et dont il revient après son divorce, en 2011, le dépeignent comme un personnage au comportement contradictoire ou changeant : vu comme un Turc nationaliste en Allemagne, il se présente comme sympathisant du PKK aux Kurdes d'Ile-de-France. Mais tous le décrivent comme un garçon plutôt gentil, sans grande intelligence, avec une fascination pour les armes et une garde-robe de près de 50 costumes, 4 ou 5 téléphones mobiles. Des crises d'épilepsies ont fait détecter chez lui une tumeur au cerveau pour laquelle il a été soigné à Saint-Anne et lui ont permis d'obtenir, d'après son avocate, une pension d'invalidité (Libération, 11/2/13).

Plus troublant, l'enquête va révéler qu'en 2012, il s'est rendu de nombreuses fois en Turquie, ce qu'il cachait aux Kurdes, parlant de visites chez sa sœur, en Normandie.

Témoignant de façon anonyme à l'agence FiratNews (pro-PKK),

un de ses co-locataires en France raconte la façon dont il a appris les meurtres et les réactions de Güney : « Je n'ai rien observé d'anormal dans son comportement ce jour-là quand un ami m'a appelé vers 3 h 05 du matin pour me dire que nos trois camarades avaient été tuées. Sous le choc j'ai immédiatement réveillé mes co-locataires et leur a dit ce qui s'était passé. Il [Güney] a dit qu'il n'y croyait pas, qu'il les avaient vues saines et sauvées le même jour. Cependant, il n'a pas dit ce qu'il avait fait avec elles au bureau ce jour-là. »

Se rendant plus tard avec le même co-locataire pour être interrogé par la police, il ne semblait pas inquiet et pensait visiblement être convoqué pour son témoignage ou des traductions, alors qu'il aurait eu tout le temps pour fuir entre le 9 à la mi-journée et l'aube du 10 janvier quand on a découvert les corps.

L'arrestation et l'inculpation d'Ömer Güney déclenchent alors de multiples « révélations » dans la presse turque, de sources plus ou moins fiables, souvent reprises par les Kurdes. Ainsi le journal turc Akşam a-t-il publié celles de son oncle Zeki Güney, parlant de deux autres personnes ayant accompagné son neveu sur les lieux du crime, filmées par les caméras de surveillance, mais dont les images auraient été « escamotées » dans les films saisis par la police. Zeki Güney affirme, de la même façon, sans que l'on puisse savoir d'où il peut tenir toutes ces affirmations, qu'Ömer Güney mentionne lui aussi deux personnes avec lui et qu'il nie les meurtres, ce qui « met sa vie en danger ».

Du côté de la presse kurde, Yeni Özgür Politika (pro PKK) a publié les confessions de Murat Şahin, Kurde d'Elazığ se prétendant agent du MIT quand il a été

arrêté en décembre 2011 dans une opération policière qui visait une organisation d'extrême-gauche. Assurant alors être un agent, il aurait été relâché une semaine plus tard et serait revenu en Suisse. Se sentant « exploité » par l'État qui, selon lui, l'employait, il aurait quitté les Renseignements turcs.

Ce personnage, au profil peut-être un peu mythomane, affirme à *Özgür Politika* et à la chaîne *Nûçe TV* reconnaître *Ömer Güney* d'après une photographie qu'une agente du MIT lui aurait montré, indiquant qu'il s'agissait d'un des leurs, à Paris. Lui aussi insiste sur la thèse des « deux ou trois » agents qui devaient l'accompagner.

S'appuyant par ailleurs sur un article de *Hürriyet* daté du 19 octobre 2012, *Yeni Özgür Politika*, mentionne une récompense de 4 millions de liras turques (1.6 million d'euros), que la Turquie avait prévu de verser pour l'exécution de 50 responsables du PKK, dont 20 cadres européens.

S'agit-il d'un règlement de compte interne au PKK pour des motifs politiques ? C'est douteux. D'abord parce que Sakine Cansız n'avait pas le profil d'une « opposante » à la ligne *Öcalan*. De plus, même en cas de « litige » avec des membres du Conseil de présidence moins enclins à signer en blanc ce qui se négocie à *Imralı*, Sakine Cansız ne participait visiblement pas aux négociations et n'a jamais accompli de missions diplomatiques. Si sa personnalité était légendaire, c'était

en raison de son passé « historique », car finalement peu de gens demeurent au sein du PKK parmi ceux qui ont participé à sa fondation, entre les épurations politiques et les dissidences, ou les morts au combat. Tuer Sakine Cansız ne pouvait faire capoter les négociations.

Ce qui, du coup, fait s'interroger sur la thèse « extrême-droite ». En admettant que des factions ultranationalistes hostiles à la négociation aient envisagé, comme cela avait été le cas pour *Ergenekon*, d'assassiner des personnalités politiques ou représentatives afin de susciter des troubles et d'embraser à nouveau la question kurde en Turquie, pourquoi infiltrer le PKK en Europe afin de tuer un membre, certes respectée mais dont la mort ne changera rien à la politique du mouvement ? Pourquoi tuer, presque au hasard, un cadre européen, alors qu'il aurait été plus simple et sûrement plus efficace, pour lancer une vague d'émeutes en Turquie, d'assassiner un membre en vue du BDP, un député élu, un maire médiatique, un des dirigeants du parti... Il est probable que « l'exécution » d'un Ahmet Türk, d'un Osman Baydemir, ou de Selahattin Demirtaş, notamment au moment des élections, aurait causé une onde de choc plus forte en Turquie.

Si ce n'était pas la « paix » qui était visée, peut-il y avoir un autre motif à tuer Sakine Cansız ? Dans un câble diplomatique datant de 2007 et révélé par *wikileaks*, elle était désignée par les USA, avec Riza

Altun, comme un des personnages-clef concernant le financement du PKK, son armement et sa stratégie, ce qui était vrai, et correspondait à son profil de « loyale inconditionnelle » d'*Öcalan* et de personne au-dessus de tout soupçon concernant les détournements de fond ou la corruption, si faciles quand il s'agit de lever ou de transférer d'importantes sommes, toutes clandestines.

Cet extrait a été bien sûr largement repris et commenté par des Kurdes qui vont vu même la main des USA dans les meurtres, via un Gladio turc. Mais en 2012, soit six ans après, les USA sentaient-ils la même urgence de neutraliser le financement et l'armement du PKK ?

S'il s'agit d'un acte solitaire d'un nationaliste, *Ömer Güney* n'a, en tout cas, pas le comportement d'un *Ogün Samast* revendiquant le meurtre de *Hrant Dink* : il nie les faits et se présente bel et bien comme sympathisant du PKK. Pourrait-il s'agir d'un acte de folie, due à sa maladie ? C'est ce que son avocate laisse entendre, au moins concernant son « trou de mémoire » au moment des crimes, ou bien présentant son client comme susceptible d'être « manipulé » par des commanditaires, mais n'ayant en aucun cas le profil d'un agent secret ou d'un tueur professionnel. Il se peut que des expertises psychiatriques ou à tout le moins psychologiques, plus poussées, en disent davantage sur la personnalité floue d'*Ömer Güney* et sur ce qui s'est passé, le 9 janvier, entre 11 heures et 13 heures, au 147 rue La Fayette.

## TURQUIE : LE PREMIER MINISTRE INITIE DES NÉGOCIATIONS AVEC ÖCALAN

**L**e 30 décembre dernier, le gouvernement turc annonçait son intention d'entreprendre des pourparlers avec le leader du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999. Son

but : obtenir que la guérilla du PKK dépose les armes et mettre un terme à une guerre qui dure depuis bientôt 30 ans.

Ce n'est pas la première fois que des tentatives politiques de

régler le conflit ont été amorcées mais jusqu'ici, elles n'ont jamais tenu la distance sur le terrain : les cessez-le-feu unilatéraux fréquemment reconduits par le PKK depuis la capture d'*Öcalan* n'ont jamais été pris en considé-

ration par l'armée turque qui poursuivait ses opérations, ou bien les négociations secrètes entre Ankara et le PKK comme à Oslo, en 2011, échouaient en raison de fuites dans la presse, et laissaient place à une répression judiciaire de grande ampleur contre les membres du KCK et/ou du parti BDP.

Mais cette fois, un des principaux conseillers du Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, Yalçın Akdoğan, a assuré au journal Taraf que les discussions porteraient sur toute autre chose qu'une trêve provisoire et qu'il s'agissait d'amener le mouvement kurde armé à cesser définitivement le combat.

Le détail et le déroulé de ces négociations menées par les services secrets turcs (MIT) dirigés par Hakan Fidan, ont été peu dévoilés pour le moment. Du côté turc, la priorité est le désarmement de la guérilla, voire sa reddition et l'exil de ses hauts commandants. Les revendications du PKK et du parti BDP portent (avec des variantes dans les déclarations des uns et des autres) sur l'enseignement de la langue kurde dans les écoles primaires (ou bien un enseignement total en kurde), un processus de gestion autonome des régions kurdes en Turquie (l'ampleur de cette autonomie n'est pas toujours précisément explicitée), l'arrêt des attaques militaires turques contre les bases du PKK et, concernant le sort d'Abdullah Öcalan, des demandes allant de la levée de son isolement jusqu'à sa libération pure et simple.

Mais des conditions personnellement formulées par Öcalan, très peu a filtré des entretiens qui ont débuté le 23 décembre. Selon des responsables du MIT, dont les propos ont été rapportés par le journal Hürriyet, en plus d'une amélioration de ses conditions

de détention, le chef du PKK aurait réclamé pouvoir reprendre directement contact avec la guérilla, actuellement dirigée « en son nom » par le Conseil de présidence réunissant plusieurs vétérans des forces armées. On ne sait si cette demande a été depuis agréée.

Dans son allocution de Nouvel An donnée sur Stêrk TV, le président du Conseil exécutif du PKK, Murat Karayılan, a rappelé que 90 ans de « turcification » avaient échoué et qu'il fallait qu'Ankara l'admette. Répondant plus directement à la possibilité envisagée par le gouvernement turc que lui-même et le haut-commandement de la guérilla quittent leurs bases sans être poursuivis, à condition qu'ils ne résident pas dans des États voisins mais dans « d'autres pays », Murat Karayılan a répliqué que cette proposition était une « attaque contre le peuple kurde et ses valeurs » :

« Chacun doit savoir que la guérilla du mouvement de la liberté et de la résistance du peuple kurde doit rester en vie aussi longtemps que la répression armée et le massacre politique du peuple kurde continuent. »

Sur le principe de négociation et de paix, Murat Karayılan a ajouté qu'ils ne se retireraient pas du combat sinon via une solution obtenue par le dialogue et la négociation, à condition que « les autorités [turques] reconnaissent le peuple kurde, voient sa réalité et mettent fin à leur politique d'occupation ».

Mais le 4 janvier il était annoncé que deux députés kurdes, Ayla Akat Ata et Ahmet Türk avaient pu rencontrer Abdullah Öcalan, ce que personne, hormis son frère Mehmet, n'avait pu faire depuis près d'un an, et surtout pas ses avocats. Dès le lendemain, 5 janvier, le co-président du BDP, Selahattin Demirtaş twitta laconi-

quement qu'aucune déclaration spéciale ne serait faite sur la rencontre d'Imralı et que les développements politiques seraient livrés au public « quand le temps sera venu ». S'exprimant un peu plus tard sur la chaîne Nûçe TV, le même Demirtaş promit une déclaration « dans les prochains jours », en qualifiant simplement la rencontre de « positive ». Finalement, aucun compte-rendu détaillé n'allait être fourni à la presse concernant cet entretien.

Paradoxalement – ou est-ce pour ménager son opinion publique ? – la Turquie n'a pas cessé ses opérations militaires contre le PKK et déclare ouvertement ne pas en avoir l'intention, par la voix du ministre de l'Intérieur Idris Naim Şahin (remplacé depuis) qui a assuré à l'agence de presse Anadolu, que les assauts se poursuivront jusqu'à ce que « le groupe qui porte l'inimitié contre notre peuple ne soit plus en position d'attaquer ou de verser le sang », objectif qui, s'il était véritablement retenu, pourrait rallonger le conflit de quelques trente ans supplémentaires...

Même mise en garde belliciste de la part de Yalçın Akdoğan, conseiller de Recep Tayyip Erdoğan, qui avait pourtant annoncé lui-même la réalité des négociations, affirmant qu'il n'était pas question de : « de suspendre ou de stopper le combat contre le terrorisme » et présentant la « politique sécuritaire » comme « un facteur complémentaire » des négociations. Par contre, toute attaque armée de la part des Kurdes ne sera vue que comme un « sabotage » de ces mêmes pourparlers. Optimiste, Akdoğan allègue la « fatigue » des combattants, las de vivre dans la clandestinité des montagnes et juge que la perspective de pouvoir en « redescendre » serait une incitation suffisante à déposer les armes.

Plus prudent, Nurettin Canikli, un haut responsable de l'AKP, a admis que des « progrès » avaient été faits, mais qu'il ne pouvait dire si le PKK était sur le point de cesser la guerre, d'autant que le Premier Ministre a, pour le moment, écarté toute possibilité d'une amnistie générale des combattants, ce qui est une des revendications de la guérilla, de même que le placement d'Öcalan en résidence surveillée.

Alors que les opérations militaires ne cessent pas, Erdoğan exhorte directement la guérilla à déposer les armes, en gage de « sincérité » et en leur assurant, au passage, un abandon de toute poursuite judiciaire dans un pays tiers. Le remaniement de son cabinet, qui voit remplacer Idris Naim Sahin à son poste de ministre de l'Intérieur pour Muammer Güler, un Kurde originaire de Mardin, est au moins apparu comme un signe d'apaisement ou de bonne volonté vis-à-vis des Kurdes qui appréciaient peu Naim Sahin et ses sorties contre les députés du BDP, stigmatisés comme « représentants des bandits du PKK » et « gens qui ne valent pas un centime ». Muammer Güler, en plus d'être kurde, est vu, lui, comme un modéré au sein de l'AKP.

Concernant le retrait du PKK de Turquie, voire même l'exil de ses commandants militaires, le BDP de son côté, assure ne pas être au courant et Demirtaş, son co-président, a rejeté cette éventualité, tout comme Karayılan l'avait fait le 1er janvier, et à peu près dans les mêmes termes :

« Ce n'est pas une formule que le PKK peut accepter. Après tout, le PKK est une organisation qui vit au Kurdistan. Pourquoi voudraient-ils déposer les armes au Kurdistan et partir vivre dans d'autres pays ? »

Demirtaş continue d'insister sur la

demande « d'autonomie » accordée aux régions kurdes : « Comment cette autonomie sera créée, en quoi elle consistera, peut être discuté mais dire que, du point de vue kurde, il y a renoncement à l'autonomie, est faux. Seule la façon dont elle sera implantée peut changer ».

Le co-président du BDP a indiqué que lui-même et l'autre leader du parti, Gultan Kışanak, avaient demandé au ministre de la Justice de pouvoir rencontrer à leur tour Öcalan mais qu'ils n'avaient toujours pas reçu de réponse. Il a aussi ajouté que ce plan annoncé ne serait sans doute pas l'accord définitif agréé par Öcalan, qu'il fallait auparavant en « discuter [avec lui], et échanger nos idées ».

En fin de mois, Gultan Kışanak a, à son tour, critiqué l'isolement d'Öcalan durant les négociations, rappelant que Nelson Mandela avait été transféré de sa prison pour une résidence surveillée lors d'un même processus. Selon elle, la reddition préalable de membres du PKK relève du domaine « spéculatif » et il lui semble indispensable que le BDP et le PKK jouent un rôle plus actif, notamment en permettant au BDP de rencontrer Öcalan (aucune allusion ou révélation n'a été publiée sur la rencontre avec Ahmet Türk et Ayla Akat Ata).

Le BDP n'est pas le seul à se plaindre de l'opacité des négociations. L'opposition turque réclame aussi plus de « transparence ». Ainsi le vice-président du CHP, Faruk Loğoğlu, se plaint que le Parlement n'ait, pour le moment, pas son mot à dire dans le processus. De façon surprenante, Loğoğlu, s'il se dit favorable à une solution non-militaire, réclame en effet qu'en place et lieu d'Öcalan pour interlocuteur, le gouvernement choisisse de s'adresser à

l'Assemblée nationale turque pour trouver une solution, en blâmant le fait que l'avenir de la Turquie soit à présent subordonné à des pourparlers avec le leader du PKK. Il critique par ailleurs le flou et l'incertitude qui règnent sur les modalités d'un possible désarmement du PKK dont les déclarations contredisent les « avancées » publiées dans la presse turque.

On ne voit pas trop ce que le Parlement turc pourrait apporter de nouveau à un conflit de 28 ans, même si une réforme radicale de la constitution turque réussissait enfin à être votée. Mais il est certain que s'appuyer uniquement sur Öcalan pour négocier un plan de route menant à une paix définitive peut être irréaliste si Ankara ne tient pas compte des positions de la guérilla. Dans le même temps, le Conseil de présidence, tout comme le BDP, ayant toujours proclamé agir soit au nom, soit pour le compte d'Öcalan, il leur sera difficile, surtout devant leurs militants, de totalement désavouer les choix politiques de leur leader, au risque de voir une désintégration du mouvement (ce qui n'est pas non plus dans l'intérêt de la Turquie).

Dans une interview donnée au journal *Aswat al-Iraq* le 25 janvier, Hajar Zagros, une des cinq responsables du PKK a confirmé que les conditions de base demandées par son parti pour négocier la paix avec la Turquie étaient la libération d'Öcalan, plus celles des 44 avocats et des 10 000 militants kurdes sous les verrous. Elle a indiqué qu'« à ce stade », le PKK ne souhaitait pas un État kurde indépendant, mais souhaitait la reconnaissance des Kurdes comme seconde nation en Turquie dans un cadre constitutionnel (reprenant l'idée préalable d'Atatürk d'un État bi-national, ou bien l'actuelle bi-nationalité de l'État irakien).



## HUMAN RIGHTS WATCH PUBLIE SON RAPPORT POUR 2012

**C**omme chaque année, Human Rights Watch publie son rapport sur l'état des droits de l'homme dans le monde, continent par continent, en détaillant les pays « à problèmes ».

Les Kurdes sont mentionnés, en tant que victimes et parfois auteurs des abus, dans les chapitres traitant de la Turquie, de l'Iran et de la Région du Kurdistan d'Irak. Cette année, la Syrie n'est étudiée que via les crimes commis par le gouvernement baathiste et ceux aussi imputés à l'ASL. Apparemment, les zones kurdes n'ont pas été visitées.

La Turquie est, sans surprise, blâmée pour son usage abusif des lois « anti-terroristes » et de sa persécution judiciaire contre des journalistes, des politiciens kurdes et des restrictions de libertés envers les Kurdes en général. L'indépendance des tribunaux suscite de « sérieux doutes ».

Les procureurs et les cours utilisent les lois de lutte contre le terrorisme pour poursuivre ou prolonger l'incarcération des militants kurdes, des défenseurs des droits de l'homme, d'étudiants, de journalistes et de syndicalistes. La liberté d'expression et celle des media est réduite et « des violations graves et persistantes » sont observées au sujet de l'équité des procès.

Du fait que l'AKP « ferme les yeux sur les détentions massives de militants kurdes » et de « l'escalade des attaques du parti hors-la-loi, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), 2012 a sombré dans une spirale de violence avec des conflits armés qui ont causé des centaines de morts parmi les soldats et les membres du PKK, ce qui est signi-

ficativement plus élevé que les années précédentes. Au cours de 2012, le PKK a kidnappé des membres de la sécurité et des civils, dont des politiciens, un député et des enseignants, les relâchant périodiquement. Un attentat attribué au PKK, en août à Gaziantep, a tué 9 civils, dont 4 enfants. La non-résolution de la question kurde demeure le principal obstacle à l'avancée des droits de l'homme en Turquie.»

Parmi les milliers de prisonniers accusés de terrorisme, emprisonnés et/ou dont le procès est en cours, l'universitaire Büşra Esanlı, l'éditeur Ragip Zarakolu et les journalistes Ahmet Şık et Nedim Şener ont été remis en liberté mais les charges de terrorisme n'ont pas été levées.

La majorité de ces prisonniers sont des militants kurdes et des responsables du Parti de la paix et de la démocratie (BDP). Ils sont accusés de liens avec l'Union des communautés du Kurdistan (KCK/TM), une organisation reliée au PKK. De façon générale, l'état judiciaire s'est resserré sur le BDP et les cercles du militantisme kurde en 2012, avec des vagues d'arrestation et des prolongements de procès. Parmi eux, de nombreux journalistes, étudiants, avocats, syndicalistes et défenseurs des droits de l'homme.

Dans le procès le plus massif, celui de Diyarbakir, qui englobe 175 accusés, 108 sont en détention depuis 3 ans et demi, dont le directeur de la branche de Diyarbakir de l'Association des droits de l'homme, Muharrem Erbey, six maires BDP, des membres de conseils municipaux, tous BDP et 5 députés élus.

HWR rappelle le bombardement de 34 jeunes villageois (jeunes

gens et enfants) à Roboski (Uludere) en décembre 2011, alors qu'ils traversaient la frontière du Kurdistan d'Irak pour passer des biens de contrebande et fait part de ses inquiétudes au sujet d'un étouffement de l'affaire, au vu des déclarations du Premier Ministre, rejetant les demandes des familles, des partis d'opposition et des media réclamant une élucidation, et au vu de l'absence d'enquêtes publique et criminelle.

Cependant, il y a un progrès dans le débat public concernant des faits passés, et de nouvelles informations ont vu le jour sur des crimes antérieurs, ce qui a donné «un nouvel élan à des enquêtes criminelles portant sur des abus des droits de l'homme par des agents de l'État dans les années 1980 et 1990. En octobre, un général de brigade a été jugé pour le meurtre ou la disparition de 13 villageois à Dêrîk, au début des années 1990.

Il faut des réformes gouvernementales pour abolir le recours à l'assassinat et à la torture.

Enfin, le procès de 2 leaders encore en vie du coup d'État du 12 septembre 1980 a débuté en avril, ce qui est une occasion importante de rendre justice aux victimes des violations massives de droits de l'homme qui ont suivi le coup d'État.

Concernant l'Iran, le gouvernement refuse d'accorder la liberté de culte aux adeptes du bahaïsme, la plus importante minorité religieuse non-musulmane d'Iran. Parmi les musulmans, les non-chiites font face à des discriminations dans l'emploi et la représentation dans la société, alors que les sunnites forment 10% de la population. Ils ne peuvent construire de mosquées dans les grandes

viles ni conduire des prières séparées durant l'Eïd. Les soufis sont souvent pris pour cible par le gouvernement.

Les activités culturelles et politiques des Azéris, des Kurdes, des Arabes et des Baloutches sont soumises à d'importantes restrictions. En septembre 2012, au moins 28 militants kurdes

attendaient leur exécution, accusés de menaces contre la sécurité nationale et d'être moharebeh (ennemis de Dieu).

Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Irak n'a fait aucun progrès pour appliquer la loi de 2011 condamnant l'excision. Cependant, en juillet 2012, les plus hautes autorités musul-

manes ont délivré une fatwa signée par 33 imams et docteurs de la loi, déclarant que l'islam ne requiert pas l'excision. Mais l'application et la mise en œuvre de la loi contre les violences familiales, qui a pris effet le 11 août 2011, incluant plusieurs dispositions pour éradiquer cette pratique, n'a eu que des effets médiocres.

---

## IRAN : DEUX KURDES ET UN AZÉRI MENACÉS D'EXÉCUTION

**A**mnesty a lancé le 17 janvier un appel pour sauver de l'exécution de deux prisonniers politiques kurdes, Zanyar et Loghman Moradi, ainsi qu'un azéri de la religion des Yarsans ou Ahl-é Haqq, Yunes Aghayan.

Zanyar et Loghman Moradi sont actuellement détenus à la prison Raja'i Shahr, à Téhéran. Ils ont été arrêtés le 1er août pour Zanyar et le 17 octobre pour son cousin Loghman, à Mariwan, province du Kurdistan. Détenus pendant 9 mois, sans accusation, par le ministère des Renseignements, ils ont été transférés de plusieurs centres de détention, sans jamais voir un avocat. Ils ont finalement atterri à la prison d'Evin, à Téhéran, section 209 (sous contrôle des Renseignements).

En novembre 2009, la chaîne Press TV, une chaîne officielle iranienne de langue anglaise, annonçait finalement que quatre "terroristes" liés au gouvernement britannique avaient été arrêtés à Mariwan : Plusieurs religieux kurdes occupant des fonctions religieuses officielles au Kurdistan, mais sans être des personnages clés, avaient été mystérieusement assassinés, sans que les revendications de pseudo-peshmergas kurdes aient été bien convaincantes. La plupart des Kurdes

d'Irak y voyaient la main du régime afin de discréditer les groupes de résistances kurdes auprès de la population.

Le 22 décembre 2010, ils avaient été condamnés par la 15ème chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran, comme moharebeh (ennemi de Dieu) et pour le meurtre du fils de l'imam de Mariwan, ainsi que d'actions armées au sein du Komala et d'espionnage pour le compte de la Grande-Bretagne.

Une semaine après leur procès, Zanyar et Loghman avaient été transférés à la prison de Raja'i Shahr. De là, ils ont raconté, dans une lettre publique, que tous leurs aveux leur avaient été extorqués sous la torture et des menaces de viol, comme le précise Zanyar Moradi : « Je n'ai avoué aucune des accusations jusqu'à ce qu'ils me menacent de viol. Ils ont apporté une bouteille et m'ont dit que je devais avouer ou ils m'assiéraient sur cette bouteille. »

S'exprimant au sujet de l'accusation de meurtre du fils d'un mollah de Mariwan, Eqbal Moradi, le père de Zanyar, étale les irrégularités et l'aspect très artificiel de ce dossier :

"Mon fils a été arrêté il y a 20 mois, et c'est seulement 17 mois après qu'il a été accusé de

meurtre et de terrorisme. Mais tous les gens de Mariwan, et même la famille de la victime, savent bien que ce n'est pas Zanyar et quelques autres de ces jeunes qui ont fait cela. Tous les gens de Mariwan et même la famille de la victime savent que ces cas récents de meurtres ne sont rien d'autre que le fait du régime, et que cela n'a rien à voir avec ces jeunes."

De même, le père de Loghman Moradi, Osman Moradi a confirmé le caractère tardif des accusations :

"Durant les 9 premiers mois qu'il était détenu par les services de renseignements, il n'y avait pas d'accusation de meurtre dans son dossier. Même plus tard, durant les 7 mois où il était en prison, on n'a jamais parlé de cela. Mais ils l'ont ramené au ministère du Renseignement une fois de plus et ils l'ont gardé 25 jours. Il a été torturé et maltraité à un point tel qu'il a reconnu le meurtre. Je veux dire qu'il l'a reconnu pour échapper à une telle situation. Il a fallu 17 mois pour obtenir de lui cette confession."

En janvier 2012, La Cour suprême a maintenu la sentence et un mois plus tard, l'ordre de son application a été envoyé au bureau compétent de la magistrature à Téhéran.

---

Un an plus tard, des informations ont circulé sur Internet que l'exécution des deux cousins pouvait être imminente. Amnesty International, qui suit ce dossier depuis plusieurs années, a en effet eu connaissance que l'imam, père de la victime, et le procureur du Kurdistan, se seraient rendus ensemble à Téhéran, ce qui pourrait signifier que la peine de mort pourrait être prochainement appliquée.

Yunes Aghyan a été arrêté en novembre 2004, après des heurts entre des fidèles Ahl-e Haqq (Yarsans) et la police, où au moins 3 membres des forces de sécurité ont été tués quand des Yarsans avaient refusé de cesser d'entonner des slogans religieux dans leur ferme d'élevage. Yunes, ainsi que sa famille, a toujours nié être impliqué dans ces

heurts, indiquant qu'il n'était qu'ouvrier là-bas. Durant sa détention préventive, il aurait été torturé et soumis à de mauvais traitements.

Jugé avec 4 autres Yarsans par la 2<sup>ème</sup> chambre du tribunal révolutionnaire de Mahabad, Yunes Aghyan a été condamné, avec Mehdi Qasemzadeh, à la peine capitale, en tant qu'« ennemis de Dieu », en janvier 2005. Ces sentences ont été confirmées par la Cour suprême en avril 2005. Mehdi Qasemzadeh a été exécuté le 28 février 2009.

Trois autres Yarsans – Sehend Ali Mohammadi, Bakhshali Mohammadi et Ebadollah Qasemzadeh – avaient été aussi initialement condamnés à mort, mais leur peine a été commuée par la Cour suprême en septembre 2009 et ils purgent à présent une peine de 13

ans de prison en exil intérieur dans la province de Yazd.

Les Yarsans ou Ahl-e Haqq, majoritairement kurdes et, en nombre moindre, azéris, ne sont pas reconnus en tant que minorité religieuse et leurs rites, l'expression de leur foi et leurs pratiques sont interdits.

Yunes Aghyan a été transféré de la prison de Mahabad (Azerbaïdjan occidental) le 26 décembre 2012, pour être détenu en isolement dans la prison d'Ourmieh. Les transferts en isolement sont souvent, pour les condamnés qui attendent dans le couloir de la mort, le signe que leur exécution approche. Yunes Aghyan a entamé une grève de la faim totale (ni nourriture ni boisson) dès le premier jour de son arrivée à Ourmieh. Depuis, sans contact avec l'extérieur, la poursuite de cette grève et son état de santé demeurent inconnus.

---

## VIENNE :

### UN MONUMENT BIENTÔT ÉLEVÉ À LA MÉMOIRE DE GHASSEMLOU

**A**tta Nasiri, ancien membre du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran a annoncé qu'après 5 ans d'efforts et de requêtes, il avait réussi à persuader les autorités autrichiennes d'accorder l'autorisation d'élever un monument commémorant l'assassinat du leader kurde Abderahman Ghassemlou, assassiné à Vienne en 1989 par les services iraniens.

Pendant plusieurs années, l'Autriche s'était montrée réticente à tout hommage de ce genre, en invoquant ses « bonnes relations avec l'Iran », selon Atta Nasiri, lui-même ancien peshmerga. Finalement, l'actuel président autrichien, Heinz Fischer, a répondu favorablement en invoquant ses liens d'amitié avec Ghassemlou. Le monument sera érigé sur les lieux mêmes de l'assassinat du leader kurde, par des émissaires ira-

niens se présentant comme des « négociateurs ». Les autorités autrichiennes se sont montrées d'abord réticentes sur l'inscription prévue mentionnant le crime des « terroristes iraniens » mais ont finalement accepté.

Atta Nasiri avait été envoyé étudier à l'étranger par Abdurahman Ghassemlou après avoir perdu une jambe au combat. Il a obtenu un master en sociologie et est l'auteur d'un livre sur la question kurde.

---

1<sup>er</sup> janvier 2013

# La Turquie négocierait un désarmement de la rébellion kurde

Par RFI / Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

Des négociations directes entre l'Etat turc et le chef de la rébellion kurde Abdullah Öcalan se tiennent secrètement depuis des mois. Ojectif : un désarmement des séparatistes kurdes avec Abdullah Öcalan, leur dirigeant emprisonné depuis 1999. C'est ce que rapporte le quotidien turc Hürriyet le 31 décembre. Ces informations ont été confirmées par Yalçın Akdoğan, principal conseiller politique du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan.

En Turquie, l'année 2013 pourrait être l'année d'une solution pacifique à la rébellion kurde qui, depuis son lancement en 1984, a fait plus de 40 000 victimes. Il n'est plus un secret depuis que le Premier ministre Tayyip Erdogan l'a reconnu lui-même, des négociations directes entre l'Etat turc et le chef de la rébellion kurde Abdullah Öcalan se tiennent secrètement depuis des mois, c'est une première depuis son arrestation en 1999. Une feuille de route et un calendrier sont en préparation, dont l'un des premiers rendez-vous devrait



Des rebelles kurdes brandissent le portrait de leur leader Abdullah Öcalan, le 1 août 2010 AFP/MUSTAFA OZER

être un appel au dépôt des armes par le PKK.

Le tournant a été pris le mois dernier, le 18 novembre exactement, après plus de deux mois de grève de la faim de centaines de détenus kurdes. Pour mettre un terme sans le moindre décès à ce mouvement d'une ampleur sans précédent, le gouvernement avait concédé que des négociations discrètes avaient bien lieu avec Abdullah Öcalan.

En annonçant cette fois ouvertement que ces discussions se poursuivaient « au plus haut niveau », le chef du gouvernement confirme qu'un dialogue sérieux est engagé pour mettre un terme à la lutte armée. Pour preuve, ces quatre heures d'entretien, dimanche dernier, entre des responsables des services de renseignements et le chef du PKK, dans l'île-prison où il purge une peine de prison à vie.

Dans la balance donc, un appel au dépôt des armes par les chefs militaires de la rébellion, et la possibilité pour eux de se réfugier dans un pays tiers, pays qui n'aurait pas de frontière avec la Turquie et ne ferait pas partie de l'Union européenne.

Le conseiller du Premier ministre a promis beaucoup de bonne volonté « de la part des autorités turques pour parvenir enfin à faire taire les armes, alors que l'instabilité en Irak et surtout en Syrie menace les frontières les plus poreuses d'infiltration de militants kurdes armés ».

C'est au printemps, au moment où traditionnellement les hostilités reprennent entre rébellion et armée turque, que l'on verra si ce processus connaît un début de concrétisation. □



2 JANVIER 2013

## Iraq: Maliki fait face à une contestation grandissante

**L'instabilité et les perspectives de « balkanisation » du pays se renforcent suite aux récentes manifestations. Les divisions entre chiïtes, sunnites et Kurdes restent vives, un an après le retrait américain**

« Le peuple veut la chute du régime ! », ont scandé plusieurs dizaines de milliers de membres de la minorité sunnite iraquienne. Ils sont descendus dans les rues pour manifester contre la politique du premier ministre chiïte, Nouri Al-Maliki. Ce dernier est accusé par ses détracteurs d'être l'instigateur d'une série d'arrestations menées pour des raisons politiques. Ces manifestations ravivent les tensions politiques et religieuses, déjà particulièrement tendues. Les manifestations font suite à l'arrestation, le 20 décembre, pour « terrorisme » d'au moins 9 gardes du ministre des Finances, Rifaa Al-Issawi, un sunnite. L'arrestation des gardes de Issawi intervient un an après celle des gardes du vice-président, Tarek Al-Hachimi, membre d'Iraqiya, également pour « terrorisme ». Plusieurs d'entre eux ont depuis été condamnés à mort. Un mandat d'arrêt a également été émis contre Hachimi, juste après le retrait des troupes américaines d'Iraq, mais il s'est

enfui à l'étranger. Plusieurs fois condamné à mort par contumace, Hachimi rejette toutes les accusations portées contre lui, notamment celle de meurtre, assurant qu'elles ont été montées de toutes pièces pour des raisons politiques.

### MALIKI SUR LA DÉFENSIVE

Défendant sa politique, Maliki a déclaré qu'« il vaut mieux que nous parlions et que nous nous mettions d'accord pour mettre fin à nos problèmes et à nos différences », en exprimant son « étonnement » face au lien établi entre ces arrestations et les « querelles politiques » entre Iraqiya et l'Alliance nationale, une coalition de partis religieux chiïtes. Le premier ministre parle de tentative de « pousser le pays vers un conflit confessionnel ». Le bloc Iraqiya, un parti laïque soutenu par la communauté sunnite, ainsi que d'autres membres du gouvernement d'union de Maliki accusent depuis plus d'un an le premier ministre d'accaparer le pouvoir. Beaucoup de sunnites, qui ont dominé l'Iraq jusqu'au renversement de Saddam Hussein, accusent le chef du gouvernement de s'opposer au partage du pouvoir et le jugent trop →

⇒ proche de l'Iran chiite et non arabe.

#### LOI DISCRIMINATOIRE

En réaction aux déclarations de Maliki, les manifestants revendiquent l'abrogation d'une législation antiterroriste qu'ils jugent discriminante pour les sunnites. Ils ont appelé à la libération des prisonniers arrêtés, selon eux, sur des motifs confessionnels par le pouvoir, dominé par les chiïtes. « Les Irakiens sont unis », indiquait un communiqué diffusé par l'un des groupes organisateurs de la manifestation, la Coordination des comités de la révolution. « Ils n'ont pas besoin d'une conférence de réconciliation supervisée par un premier ministre sectaire », ajoute le texte, en référence à la proposition de Maliki de réunir les différents acteurs de la crise. Soutenant les manifestations,

l'influent imam chiïte Moktada Sadr, rival du chef du gouvernement, a aussi condamné la politique sectaire de Nouri Al-Maliki. Le premier ministre chercherait à monter ses rivaux les uns contre les autres pour renforcer ses alliances avant les élections régionales de l'année prochaine et les législatives de 2014. Certains commentateurs évoquent la perspective d'une confrontation armée avec le Kurdistan autonome pour le contrôle des gisements pétroliers du Nord, qui permettrait à Nouri Al-Maliki de rallier la minorité sunnite à sa cause. Un an après le retrait américain, les tensions confessionnelles sont toujours importantes en Irak, ces tensions religieuses s'ajoutent aux divergences entre Arabes et Kurdes et menacent à nouveau la stabilité de l'Irak. Les violences intercommunautaires avaient explosées entre 2005 et 2007 faisant des dizaines de milliers de morts. □

Maha Salem

THE WALL STREET JOURNAL. JANUARY 2, 2013

## Turkish Government Revives Talks with Kurdish Leader

By Ayla Albayrak

**T**he Turkish government said this week it revived talks with the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party after a two-year break, instilling some much-needed hope that the decades' old conflict over Kurdish independence could be solved.

The increasingly bloody conflict has claimed the lives of about 40,000 people since the organization—known as PKK and considered a terrorist group by the U.S. and the European Union—launched its armed campaign against the Turkish state in 1984. It declared at the time it wanted to set up an independent Kurdistan in Turkey's predominantly Kurdish southeast, and now says is fighting for autonomy within Turkey.

Turkey jailed PKK's leader, Abdullah Ocalan, in 1999, who currently serves his life sentence in isolation on the prison island of Imrali, just outside Istanbul. But the country is now in talks with the imprisoned leader.

"The aim of this integrated strategy is to disarm [the PKK]," Deputy Prime Minister Besir Atalay said in an interview with Turkish daily Milliyet on Wednesday, adding that talks with Mr. Ocalan were part of the government's new effort to tackle Turkey's Kurdish issue.

Earlier this week, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's senior political advisor,

Yalcin Akdogan, publicly acknowledged that the government was holding talks with the organization's leadership in an attempt to convince the PKK to disarm as a part of a broader plan to end the conflict.

Between 2005 and 2011, the Turkish government held talks with Mr. Ocalan and other PKK leaders in intense secrecy. The talks became public after audio recordings from meetings between members of Turkish state intelligence agency and the PKK, some of which apparently took place in Oslo, were leaked online in 2011 after the negotiations had stalled.

This time, the government has obviously adopted a more open stance.

Mr. Ocalan "is one of the instruments of this strategy," Mr. Atalay said, adding that Turkey was also holding talks with the leaders of Iraqi Kurdistan, Iraq's autonomous region and a major trading partner for Turkey, as well as with the U.S. government and the European Union. Turkey's main Kurdish political party, the Peace and Democracy Party abbreviated as BDP, has been excluded from the process as the government seeks to strip ten of its lawmakers of parliamentary immunity for expressing their support of the PKK.

According to Mr. Atalay, the government's priority will be to address economic and social problems in the Kurdish region and promote investment to boost employment in Kurdish towns, which

experience the highest unemployment rates in the country.

But many analysts, Kurds and Turks alike, say that the demands regarding political rights and Kurdish identity, such as the right to Kurdish-language education and greater degree of self-government, should also be addressed to reach a solution. Mr. Atalay promised that some democratization measures will be taken by the Ministry of Justice in laws expected this year. According to Turkish press reports, the legislation would make public services available in Kurdish without making it a second official language alongside Turkish.

In recent years, the PKK has stepped up its attacks on Turkish security forces, which resulted in nearly 900 deaths since Turkey's parliamentary elections in 2011, according to the statistics updated by International Crisis Group. The pressure to solve the Turkish-Kurdish conflict has also increased due to the developments in neighboring Syria, where the Kurdish minority has made significant gains in the midst of a civil war by taking control over several Kurdish towns in Northern Syria, right outside the border with Turkey.

"Talking to Mr. Ocalan will not itself solve the Kurdish problem," said Hugh Pope, Turkey and Cyprus Project Director of International Crisis Group. "Convincing the insurgents is the most difficult part, and disarmament is what you get at the end of the process."

"Most of the steps to solve the problem are things that Turkey could do by itself, without talking to Mr. Ocalan, by making constitutional amendments and meeting the demands concerning the use of mother tongue, for example. I think the Turkish people are ready for those reforms," Mr. Pope said. ■

SYRIE : "MÊME LES RÉSISTANTS LAÏQUES ASPIRENT À LES REJOINDRE..."

# Ces salafistes qui noyautent la résistance

Les Etats-Unis viennent d'inscrire les islamistes du Front Al-Nosra sur la liste des organisations terroristes. Mais, sur le terrain, mieux armés, plus déterminés, plus disciplinés, ils prennent peu à peu l'avantage sur les autres groupes



Vidéo attribuée aux djihadistes du Front Al-Nosra

## DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Ils ont marché vingt-quatre heures pour atteindre le camp de réfugiés de Zaatari. Le village qu'ils ont fui n'est pas à plus d'une quinzaine de kilomètres de la frontière jordanienne. Mais il a fallu porter la grand-mère grabataire et les petits enfants, se cacher dans les fourrés, couper à travers champs. Surtout, ils ont dû procéder par petites avancées, s'arrêtant pour souffler tous les 200 mètres, priant en silence pour qu'un obus ou un tir ne vienne stopper leur laborieuse progression.

Comme la plupart des 1 500 réfugiés de Syrie arrivés au petit matin dans cette immense ville de tentes qui s'étend à perte de vue dans le désert jordanien, Ahmed et sa famille viennent de Tsil, un village de la région de Deraa. C'est l'odeur qui aura finalement convaincu ce boulanger de partir. Cette odeur âcre qui vous prend à la gorge, dit-il, celle des corps en putréfaction, les cadavres abandon-



nés de ces pauvres gens abattus alors qu'ils faisaient la queue pour chercher du pain. « Jusqu'ici le village n'était touché que par huit obus chaque jour. Mais depuis que l'Armée libre a investi le centre de Tsil, il y a quelques jours, les forces gouvernementales tirent quotidiennement près de 80 obus », soupire le boulanger. Sur son téléphone portable, Ahmed montre les images qu'il a filmées avant de quitter le village, la désolation, les corps qui jonchent le sol. « Sans l'Armée libre et les combattants du Front Al-Nosra qui contrôlent

la région de Deraa, jamais nous ne serions arrivés jusqu'ici. »

Dans la ville frontalière de Ramtha, en Jordanie, à 3 kilomètres seulement de Deraa, la ville syrienne où la révolte contre le régime de Bachar al-Assad a commencé, c'est un cortège incessant d'ambulances, remplies de Syriens souvent gravement blessés. Fouad, un jeune combattant de l'Armée libre qui arbore une barbe noire, a reçu des éclats d'obus dans la jambe mais affirme pourtant vouloir retourner se battre dès qu'il sera remis, pour rejoindre ses dizaines de camarades qui partent chaque jour par autobus vers la frontière syrienne et la guerre. Il affirme aussi vouloir rejoindre le Front Al-Nosra parce qu'il est le seul groupe rebelle, selon lui, à disposer d'armes lourdes.

Qui sont les combattants du Front Al-Nosra? On sait très peu de choses sur cette milice de salafistes. En un an, elle a revendiqué plus de 600 attentats qui ont coûté la vie à de nombreux Syriens, militaires et

civils. Et, sur le terrain, ils sont les seuls rebelles à systématiquement écarter les journalistes, se chargeant eux-mêmes de diffuser sur internet les images de leurs actions.

Selon une partie de l'opposition syrienne, les soldats du Front Al-Nosra sont les mieux organisés au sein de la résistance armée au régime de Bachar al-Assad. Et s'ils prennent peu à peu l'ascendant sur les autres groupes, c'est parce qu'ils sont les plus déterminés, les mieux armés et qu'ils sont financés par de riches institutions de charité, notamment saoudiennes. « Sur le terrain, même les résistants laïques aspirent à les rejoindre, puisqu'ils concentrent les armes et l'argent », affirme le chef d'une milice kurde. Certains opposants les ont même présentés comme « les forces spéciales d'Alep », des combattants dont la discipline et le savoir-faire auraient été décisifs l'été

dernier, lors de l'attaque de la deuxième ville du pays.

Or pour les Américains, qui viennent de les inscrire sur la liste des « *organisations terroristes internationales* », ce sont de dangereux extrémistes qui jettent l'opprobre sur la résistance armée syrienne et font redouter le pire pour l'après-Bachar. Et dans la mouvance de l'opposition syrienne, certains soulignent à quel point l'extrémisme du Front Al-Nosra conforte la rhétorique du régime, l'accusant d'être une création des services secrets syriens, il est vrai jamais en retard d'une manipulation, comme au Liban avec le groupe Fatah al-islam. Le régime de Damas n'avait-il pas étrangement libéré de prison plusieurs djihadistes au début de la révolte? Cependant, tous s'accordent à dire que, même dans ce cas, il est évident que la créature a comme toujours échappé à son maître, et qu'elle lui inflige désormais les pires revers.

« *Vous avez vu le bel attentat suicide que nous venons de faire à Damas? Grâce à nos kamikazes, nous avons un*

*beau palmarès!* » C'est dans le hall d'un grand hôtel de la capitale jordanienne que le chef des djihadistes salafistes de Jordanie nous confirme avoir participé à la création du Front Al-Nosra. Avant de combattre en Syrie, Mohammad al-Chalabi, plus connu sous le nom d'Abou Sayyaf, menait le djihad contre les Américains, aux côtés du chef d'Al-Qaida en Irak, le Jordanien Abou Moussab al-Zarkaoui. Son groupe a aussi été accusé d'avoir perpétré l'assassinat du travailleur humanitaire américain Laurence Foley en 2002 à Amman. Il est sorti de prison l'an dernier après avoir purgé plusieurs années de prison pour avoir planifié des attaques contre des bases de l'armée jordanienne où se trouvaient des instructeurs américains. Dans le salon de thé



Abou Sayyaf, à Amman, en décembre

du Sheraton, Abou Sayyaf caresse sa longue barbe noire et jongle avec ses portables, indifférent aux regards stupéfaits et inquiets de la jet-set jorda-

**AL-NOSRA EN DATES**

**24 JANVIER 2012**

Le Jabhat Al-Nosra ou Front Al-Nosra annonce sa création.

**3 AOÛT 2012**

Al-Nosra publie un communiqué revendiquant l'assassinat d'un présentateur de la télévision syrienne, Mohamed al-Saeed.

**3 OCTOBRE 2012**

Al-Nosra revendique l'attentat de la place Al-Jabiri à Alep qui a fait 48 morts et 122 blessés.

**19 NOVEMBRE 2012**

Al-Nosra et plusieurs groupes islamistes annoncent vouloir fonder un émirat islamique en Syrie et rejettent la formation de la coalition de l'opposition syrienne.

**11 DÉCEMBRE 2012**

Le Département d'Etat américain inscrit le Front Al-Nosra sur la liste des « *organisations terroristes internationales* ».

nienne venue siroter des cocktails dans une atmosphère internationale. L'homme est pressé. Il sillonne sans cesse le pays pour mobiliser des combattants et les acheminer vers la ville syrienne de Deraa. Sa voix couvrant le jazz sirupeux qui résonne dans l'hôtel, Abou Sayyaf se fait pédagogue: « *Pour faire vite, je vous dirais que notre idéologie est celle d'Al-Qaida. Nous avons transposé notre combat de l'Irak à la Syrie où nous sommes en passe de dominer tous les autres groupes de*

*combattants.* » Une information confirmée plus tard par le ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, selon lequel « *le mouvement qui conduisait les djihadistes de Syrie jusqu'en Irak s'est aujourd'hui inversé.* »

A en croire Abou Sayyaf, ce sont aujourd'hui deux Jordaniens qui dirigent le Front Al-Nosra dans la région de Deraa: Abou Joulabi al-Ourdouni et un autre Zarkaoui, Abou Anas, le cousin de celui qui a été tué en 2006 par les Américains en Irak. Abou Sayyaf explique que chaque cellule du Front Al-Nosra comprend un chef militaire, mais aussi un chef « *spirituel* » qui détermine s'il est moral ou non de piller un appartement, de confisquer tel bien, de châtier tel collaborateur du régime de Bachar, et qui rend aussi la justice. « *Nous avons une bonne image et nous sommes très bien acceptés par le peuple* », dit-il.

Contrairement à ce qui s'était produit en Irak où Al-Qaida se livrait aux pires exactions sur la population civile, il semble que les combattants salafistes en Syrie aient limité les attaques sectaires et confessionnelles. Ce qui leur permet de ne pas subir pour le moment le rejet qu'avait rencontré le mouvement djihadiste d'Irak, entre 2004 et 2008. Abou Sayyaf précise toutefois que l'objectif des combattants d'Al-Nosra est bel et bien d'instaurer en Syrie, l'antique « *pays de Cham* », un émirat islamique. Mais comment les chrétiens seront-ils traités dans cette Syrie-là? « *Ils auront un statut spécial: jamais les chrétiens n'ont été aussi en sécurité qu'au temps du califat* », affirme le djihadiste. Quant aux alaouites, « *nous ne les tuons pas, ils n'auront qu'à se convertir!* » Toujours selon Abou Sayyaf, si le chef militaire du Front Al-Nosra, Abou Mohammed al-Joulani, est un Syrien, plusieurs des guides spirituels qui l'entourent sont des Jordaniens d'origine palestinienne. Comme son ami, le cheikh Abou Mohammed al-Maqdissi qui est toujours en prison en Jordanie. ●●●

Autrefois mentor de Zarkaoui, il avait pris ses distances lorsque celui-ci avait appelé au meurtre de tous les chiites irakiens.

Pour trouver l'autre grand chef spirituel d'Al-Nosra, Abou Mohamed Ataoui, il faut se rendre dans le camp palestinien de Widat. Là, le cheikh, qui a longtemps enseigné en Arabie saoudite avant de revenir en Jordanie, affirme que la puissance du Front Al-Nosra, déjà fort de 8 000 hommes, est en constante augmentation.

D'ailleurs, le vieil homme n'hésite pas à prédire que la victoire est désormais une question de mois et qu'elle ne s'arrêtera pas à la Syrie: « *Le "printemps arabe" va nous aider, nous les salafistes, à conquérir le monde, d'abord la Tunisie, l'Égypte, la Libye, puis la Syrie, bientôt la Jordanie, ensuite, nous continuerons notre combat contre Israël et les Américains. C'est le sens de l'histoire, on ne peut pas revenir en arrière...* » Quant à la mise à l'index d'Al-Nosra par la com-

munauté internationale, « *ce n'est qu'une plaisanterie*, affirme le cheikh. *Comme si nous avions besoin du soutien des Américains qui ne nous donnent pas d'armes et assistent les bras croisés à la destruction de la Syrie!* » Faut-il pour autant sourire de ces certitudes grandiloquentes? Non, car il est tout sauf certain qu'en qualifiant le Front Al-Nosra d'organisation terroriste les Américains aient visé juste.

Déçus par un Occident dont ils se sont toujours méfiés, et qui les a laissés seuls, coincés entre la terrible répression du régime de Bachar al-Assad et une opposition de l'extérieur impuissante et désunie, les Syriens pourraient être tentés d'admirer une organisation certes bannie par l'Amérique, mais qui fait ses preuves en les défendant sur le terrain. Sa mise à l'index serait ainsi jugée comme une trahison de plus par nombre de Syriens. Et les Etats-Unis auraient alors renforcé les forces fondamentalistes en Syrie. Au lieu de les affaiblir.

SARA DANIEL

## Gov't highlights Öcalan's role in dialogue with PKK

ANKARA - Hürriyet Daily News

Imprisoned Kurdish militant leader Abdullah Öcalan is critical to any dialogue process that seeks to convince his Kurdistan Workers' Party (PKK) to lay down its arms, a senior adviser to the premier has said.

"Abdullah Öcalan is still the most important actor for a resolution. We know that the organization frustrated him, used his name and benefited from his name from time to time," Yalçın Akdoğan said in an interview with NTV news channel on Dec. 31, 2012.

The comment comes days after Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan made public on Dec. 28, 2012, that intelligence agents were meeting with Öcalan. "He has been in prison for a long time, and it is not possible for him to effectively command the organization. But he is an important tool within the emotional body of the organization," said Akdoğan.

Akdoğan is also a deputy for the ruling Justice and Development Party



Yalçın Akdoğan is a ruling party lawmaker and PM Erdoğan's adviser.

(AKP).

Main opposition Republican People's Party (CHP) leader Kemal Kılıçdaroğlu, meanwhile, welcomed Erdoğan's public acknowledgement of the talks. "It is a very important step taken toward telling the truth to people. When we talked earlier about similar things, we faced very tough accusations. This means that telling the truth to people is always beautiful," Kılıçdaroğlu told reporters on Dec.

31, 2012.

"I cannot hold such meetings myself as a politician, but the state has agents and they do [hold talks]. The meetings on [the İmralı prison island] are still under way because we must get a result. As long as we see a light [at the end of the tunnel], we will continue to take steps. If there is no light, we will stop there," Erdoğan said last week.

Media reports following Erdoğan's statement claimed that the fresh talks with Öcalan aimed to determine a timetable for the PKK to release a declaration to lay down arms within few months. Accordingly, if the target is achieved, the PKK, which has halted operations due to winter conditions, would ostensibly begin to disarm in the spring.

"These kinds of issues should be approached with cautious optimism. We will be realistic, will continue processes with good intentions and will exert a sincere effort to get a result," Akdoğan said. "People should not be left without hope, but their hopes should not be played with either. There is a serious effort, but I don't think that it is correct to say 'a result will be out within three to five months.' We don't know the content of the meetings." □

## Government authorized the İmralı meeting: Justice Minister

ANKARA - Justice Minister Sadullah Ergin said late on Thursday that the government authorized two pro-Kurdish lawmakers to meet with the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, on İmralı island yesterday.

"Our government was informed about the visit and we have authorized it. We consider this as a helpful step for the country. But this process won't last long if it is abused," he said.

Ergin also said that meetings might continue in the oncoming days.

### KURDISH MPS 'VISIT' PKK CHIEF ON İMRALI

Two pro-Kurdish lawmakers reportedly met with the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan, on İmralı island yesterday.

Their visit is the first visit to İmralı by lawmakers since Öcalan was imprisoned in 1999.

Ayla Akat Ata, a Peace and Democracy Party (BDP) lawmaker and Ahmet Türk, an independent deputy and co-chair of umbrella group Democratic Society Congress (DTK), traveled to İmralı, where Öcalan is serving a life sentence, from İstanbul's Ataköy marina at around 8 a.m. and returned to İstanbul at around 3 p.m., according a report by daily Radikal. Fırat news agency, known for its close ties with the PKK, also reported the deputies' visit to İmralı island yesterday.

The visit came amid an announcement from Kemal Kılıçdaroğlu, head of the main opposition Republican Peoples' Party (CHP), who said his party cautiously backed talks between Turkey's intelligence agency and jailed PKK leader Öcalan.

The main opposition leader has said his



Independent deputy and co-chair of Democratic Society Congress Türk and BDP MP Akat Ata reportedly visit the PKK's jailed leader on İmralı

party is concerned but not biased against talks facilitated by Turkey's intelligence agency and the imprisoned leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Abdullah Öcalan.

If talks result in both sides unconditionally laying down arms, the Republican Peoples' Party (CHP) will have no problem with any deal, party's leader, Kemal Kılıçdaroğlu, was quoted as saying →



► yesterday.

"We also want to see the [PKK] lay down its arms, but once we look at the facts, we see the government does not sincerely target the solution of the issue as much as it is interested in turning the talks into a matter of political advantage," Kılıçdaroğlu said, according to daily Milliyet. "These studies should not be done for the upcoming elections but must be done in order to genuinely solve the Kurdish issue."

Government and ruling party officials have recently made it public that another set of talks have been launched with Öcalan, who is serving a life sentence in a prison on İmralı island. Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan said Dec. 28, 2012, that his agents were meeting with Öcalan.

"I cannot hold such meetings myself as a politician, but the state has agents and they [hold talks]," Erdoğan told state-run TRT television. "The meetings on [İmralı

İsland] are still underway because we must get a result. As long as we see a light [in the potential for a result], we continue to take steps. If there is no light, we will stop there."

Daily Radikal Editor-in-Chief Eyüp Can wrote in his column yesterday that National Intelligence Agency (MİT) chief Hakan Fidan, who was also a part of the failed "Oslo talks" before being appointed as MİT head, spent two days on İmralı late last month to negotiate with Öcalan.

"Fidan and Öcalan agreed on a strategy and according to the agreement, Öcalan is now waiting for a delegation to visit him to talk about the new stage," Can wrote. "The names to be included in the list are not certain yet, but it will mostly include politicians from the [Peace and Democracy Party] BDP."

BDP politicians and Öcalan's lawyers have not been allowed to visit the PKK leader for the last 17 months. His brother,

Mehmet Öcalan, visited Öcalan on Nov. 17 for the first time in months and conveyed a call from the PKK leader that led to more than 700 prisoners ending hunger strikes that were risking their health.

Öcalan will issue a call that will include ordering PKK militants to lay down arms after the delegation's visit, according to Can.

Meanwhile, Oktay Vural from the Nationalist Movement Party (MHP) heavily criticized the talks and slammed the ruling Justice and Development Party (AKP) for "trying to run the country by holding on to Öcalan's rope, ignoring the will of the millions that voted for them."

Vural organized a press meeting in Parliament yesterday where he said the most embarrassing events in all of Turkey's history had happened during the AKP's term in power. He also condemned all negotiations with the PKK leader. □



## Kurdistan starts independent crude oil exports

LONDON, January 7, 2013 (Reuters) By Julia Payne

- First crude from Taq Taq oilfield reaches Turkish port
- Fresh tender for Kurdish condensate imminent
- KRG oil exports via Baghdad-controlled pipeline halted

**KURDISTAN has begun to export crude oil directly to world oil markets through Turkey, industry sources said on Monday, which poses the biggest challenge yet to Baghdad's claim to full control over Iraqi oil.**

The export of crude, in addition to small volumes of niche condensate, demonstrates the semi-autonomous region's growing frustration with Baghdad as it moves towards ever greater economic independence, the sources said.

The volume of oil involved is small, but industry sources said the direct export is highly symbolic as the KRG seeks more financial independence from Baghdad.

The first crude has been delivered by truck to the Turkish port of Mersin on the Mediterranean, shipping and industry sources said.

"The KRG gave us permission to start crude exports from the Taq Taq oilfield," Genel Energy President Mehmet Sepil said in an interview.

Control of oil is at the heart of a dispute between Iraq's Arab-led central government and the autonomous region run by ethnic Kurds in the north. Baghdad insists the central government has the sole constitutional right to export oil.

In an apparent renewed dispute over payment, the Kurdistan Regional Government (KRG) halted shipments through the Baghdad-controlled Iraq-Turkey pipeline last month.

The KRG began exporting its own very light oil, or condensate, inde-

pendently to world markets in October by truck to a Turkish port, where it was sold via an intermediary.

Now the Kurdish region is adding crude from the Taq Taq oilfield, where London-listed explorer Genel Energy has a stake, to its slate of exports.

A fresh cargo of condensate is also ready to sell through an imminent tender, said a shipping source.

Industry sources reckon around 15,000 barrels per day (bpd) of condensate from the Khor Mor gas field are reaching the Toros terminal in Turkey. Crude oil exports from Taq Taq, for now, are also small.

In exchange, Turkey is sending back refined products to the Kurdish region, which is short of fuel.

Over the past year and a half, Kurdistan has upset Baghdad by signing deals directly with oil majors such as Exxon Mobil and Chevron, providing lucrative production-sharing contracts and better operating conditions than in Iraq's south.

The KRG says its right to grant contracts to foreign oil firms is enshrined in the Iraqi constitution, which was drawn up following the 2003 invasion that ousted Sunni dictator Saddam Hussein.

But payments to foreign operators in Kurdistan are getting caught up in the long-running spat over land and petroleum rights.

Baghdad said last month it would not pay oil firms operating in Kurdistan because the region had failed to export the volume of crude it pledged under a deal struck in September.

That agreement stipulated that Kurdistan would pump crude through the Baghdad-controlled Iraq-Turkey pipeline in return for payment.

An export target of 200,000 bpd was set for the last two months of 2012, and Kurdish authorities pledged to raise exports to 250,000 bpd in 2013.

But exports of Kurdish oil have been halted since around mid-December, after nearing the 200,000 target early in the month.

Baghdad transferred an initial sum of 650 billion Iraqi dinars (\$560 million) to the KRG. But a second payment is still pending for the foreign companies in Kurdistan.●

# Les fortes tensions entre les sunnites et le premier ministre chiite fragilisent l'Irak

Un vent de révolte souffle dans les provinces sunnites d'Irak. Depuis deux semaines, des dizaines de milliers d'habitants y manifestent contre le premier ministre, Nouri Al-Maliki, un chiite, accusé de mener une politique discriminatoire à l'encontre de la deuxième communauté religieuse du pays. Cette crise se superpose aux tensions plus anciennes entre le pouvoir central et la zone autonome du Kurdistan, susceptibles de dégénérer en conflit armé, ainsi qu'aux effets déstabilisateurs générés par la guerre civile en Syrie. « Si l'on additionne tous ces facteurs de troubles, on constate que l'Irak traverse sa crise la plus grave depuis la fin de la guerre civile de 2006-2007 », estime Hosham Dawod, anthropologue au CNRS, installé en Irak.

A Ramadi, chef-lieu de la province d'Anbar, une région à majorité sunnite, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, des manifestants bloquent depuis dix jours l'autoroute qui se scinde en deux branches pour relier la capitale à la Jordanie et à la Syrie. A Samara, dans la province de Salaheddine, au nord de Bagdad, où d'autres rassemblements ont eu lieu, le slogan phare du « printemps arabe » – « le peuple veut la chute du régime » – a retenti. « Nous avons été très patients avec vous, mais ne vous attendez pas à ce que cette situation dure éternellement », a menacé en réaction M. Maliki.

Les protestataires, qui ont appelé à la grève générale, réclament l'abrogation d'une législation antiterroriste jugée abusive et la remise en liberté de détenus. La contestation a éclaté le 20 décembre, à la suite de l'arrestation pour « terrorisme » de neuf gardes du corps du ministre des finances, Rifaa Al-Issawi, un sunnite, membre du bloc laïc Iiraqiya et opposant à



Manifestation d'Irakiens sunnites, mercredi 2 janvier à Samara, pour protester contre la politique gouvernementale, jugée discriminatoire envers leur communauté. MAHMOUD AL-SAMARRAI/AFP

M. Maliki au sein de la coalition au pouvoir. Pour le camp sunnite, il s'agit d'une simple cabale destinée à évincer un adversaire politique, une répétition de la manœuvre dont a été victime le vice-président Tarek Al-Hachémi. Il y a un an, ses propres gardes du corps, avaient eux aussi été accusés de « terrorisme », avant que leur patron ne s'enfuit à l'étranger. Accusé d'avoir dirigé un escadron de la mort durant la guerre civile, condamné à mort par contumace, M. Hachémi martèle qu'il est la cible d'un simple règlement de compte politique, téléguidé par M. Maliki.

Taxé de sectarisme, perçu comme un politicien brutal, inapte au partage du pouvoir, le premier ministre cristallise sur sa personne une bonne part de la grogne des

manifestants. Pour tenter de désamorcer leur colère, il a accédé à l'une de leurs revendications, en annonçant mardi 1<sup>er</sup> janvier la libération de plus de sept cents femmes détenues. Le même jour, il

L'inquiétude du pouvoir est d'autant plus grande que la fronde tend à s'inspirer du soulèvement syrien

encaissait cependant un coup dur avec le ralliement au mouvement de protestation de Moqtada Al-Sadr, porte-parole des déshérités chiites.

En compétition pour les voix de cette communauté, à l'approche du scrutin régional d'avril – des législatives sont prévues en 2014 – les deux hommes sont à couteaux tirés depuis l'offensive menée par l'armée irakienne, en 2008, contre l'Armée du Mahdi, la milice de Moqtada Al-Sadr. Ordonnée par M. Maliki, au nom de l'Etat de droit, cette opération fit des milliers de morts parmi les partisans du tribu chiite.

Autre mauvaise nouvelle pour le premier ministre : le retrait du jeu politique du président Jalal Talabani, victime d'une hémorra-

gie cérébrale à la mi-décembre et hospitalisé depuis à l'étranger. « Avec son charisme, sa longue expérience politique et les bonnes relations qu'il entretient avec toutes les parties, il aurait pu jouer un rôle de médiateur, fait remarquer Hosham Dawod. Son absence laisse les deux camps dressés face à face, enfermés dans une logique visant à casser les os de l'autre. La crise de confiance est totale ».

L'inquiétude du pouvoir central est d'autant plus grande que la fronde tend à s'inspirer du soulèvement contre le régime de Bachar Al-Assad, le voisin syrien, apparenté au chiisme et allié comme Bagdad, de Téhéran. Ces derniers jours, des manifestants ont défilé avec le drapeau des rebelles syriens et des portraits de Recep Tayyip Erdogan, le premier ministre turc, qui soutient l'insurrection syrienne. « L'Irak dehors, Bagdad doit rester libre », ont scandé des protestataires.

Les tensions confessionnelles pourraient dégénérer alors que les chiites devaient célébrer jeudi 3 février la fête de l'Arbaïn, qui marque le quarantième jour de deuil après l'achoura, la commémoration de la mort de l'imam Hussein, figure phare du chiisme. Lundi, plusieurs attentats visant des pèlerins chiites et des policiers, avaient fait 23 morts. ■

BENJAMIN BARTHE

## Un conflit armé entre Bagdad et Erbil « évité de justesse »

Selon Hosham Dawod, anthropologue au CNRS, le pouvoir central irakien et l'entité autonome du Kurdistan, qui sont en conflit notamment sur la question du pétrole, ont été, à la mi-décembre 2012, « à deux doigts » d'une confrontation armée. « Des dizaines de milliers de militaires étaient massés des deux côtés, explique le chercheur. Les Kurdes avaient amené des chars et des missiles. Nouri Al-Maliki [le premier ministre irakien] et Mas-

soud Barzani [le dirigeant du Kurdistan] ont passé leurs troupes en revue. Le conflit a été évité de justesse, du fait des pressions des Etats-Unis. » Outre la question des hydrocarbures, Bagdad et Erbil s'opposent sur la délimitation des frontières du Kurdistan et plus largement sur la conception de l'Etat irakien. Contre M. Maliki, partisan d'un pouvoir central fort, M. Barzani est adepte d'une décentralisation plus poussée.

# Iraqi firebrand supports protests against premier

BAGHDAD

BY YASIR GHAZI  
AND CHRISTINE HAUSER

A populist Shiite leader in Iraq, Moktada al-Sadr, has expressed support for fresh protests against Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, a fellow Shiite but his political opponent, saying that Mr. Maliki bears "full responsibility" for the unrest in the country.

As with many developments in Iraq, the timing and venue of Mr. Sadr's comments to reporters on Tuesday were as notable as their meaning. He spoke in Najaf, one of the holiest cities of his Shiite Muslim sect, just as Iraq ended its bloodiest year since 2009, a reflection of unabated ethnic, sectarian and political tensions among the country's Kurdish, Arab, Sunni and Shiite populations.

Several times during the gathering, Mr. Sadr directed his remarks at Mr. Maliki, who has taken recent steps that suggested that he was asserting greater control over many aspects of the government and that prompted fears he was cracking down on his political opponents. Mr. Sadr's remarks could indicate that he is trying to test the political waters or possible support from the street before Iraqi provincial elections, which are scheduled for the spring.

Mr. Sadr also tried to assert broader credibility for the anti-Maliki protests



ALAA AL-MARJANI/AP

Moktada al-Sadr spoke in the Shiite holy city of Najaf as Iraq ended a violent year.

by comparing them to the movements that have swept many other Arab countries in the past few years, calling for new government leaders and better representation.

"The Iraqi spring is coming," Mr. Sadr said in a tone that implied a warning to Mr. Maliki. "We are with the demonstrators, and Parliament must be with them, not against them," he said. "The legitimate demands of the demonstrators, by which people know what they want, should be met."

Mr. Sadr was careful to appear moderate and to say he was speaking for all Iraqis in his remarks, which his media office distributed to journalists throughout the country. He said he supported the widespread demonstrations as long as they were peaceful and did not

seek to create divisions, driving the last point home by adding that he was willing to go to Anbar Province, which is dominated by Sunnis, to take part in protests.

Demonstrations against Mr. Maliki's Shiite-dominated government erupted in Sunni areas last month in response to a raid by the security forces on the office and home of the Sunni finance minister, Rafie al-Issawi. In one protest last week, tens of thousands of Sunnis blocked Iraq's main trade route to Syria and Jordan, Reuters reported.

Aside from reaction in the street, the raid had immediate political fallout. Mr. Issawi described it as a "pre-election blow" intended to weaken Mr. Maliki's rivals. Leaders from the Sunni-dominated bloc, Iraqiya, threatened to pull out of the government and called for a no-confidence vote on Mr. Maliki.

Mr. Sadr has now added his voice to discord that has left Iraq in disarray a year after the pullout of U.S. forces left seemingly intractable problems among political factions and ethnic groups.

The discord has translated into bloodshed. While attacks have not been as frequent or widespread as they were during the height of the insurgency, Iraqis marked the end of 2012 with a grim milestone. Iraq Body Count, a nonprofit group that tallies casualties, said Tuesday that civilian deaths from attacks in Iraq rose to at least 4,471 in 2012 from 4,136 in 2011, the first annual rise since 2009. Deaths during the final two weeks were still being tallied.

Christine Hauser reported from New York.

# Syrian toll is put at over 60,000

GENEVA

U.N. rights chief's report condemns Assad and faults Security Council

BY NICK CUMMING-BRUCE

More than 60,000 people have died in Syria's 22-month-old conflict, the United Nations' human rights chief said Wednesday, expressing dismay at the findings of an analysis that far exceeds previous estimates of casualties.

"The number of casualties is much higher than we expected, and is truly shocking," Navi Pillay, the U.N. high commissioner for human rights, said in

a statement that condemned President Bashar al-Assad's government for the scale of the carnage and sharply admonished the U.N. Security Council for a failure to act on the bloodletting "that shames us all."

An "exhaustive analysis" of Syria's casualties found that 59,648 individuals were killed from mid-March 2011 through November 2012, Ms. Pillay reported.

"Given there has been no lull in the conflict since the end of November, we can assume that more than 60,000 people have been killed by the beginning of 2013," she said. "The failure of the international community, in particular the Security Council, to take concrete actions to stop the bloodletting, shames us all."

Ms. Pillay's comments coincided with reports that an airstrike on Wednesday

on a gas station in a suburb of Damascus, the Syrian capital, might have killed dozens and wounded many more, while heavy fighting around the northern city of Aleppo had forced closing of its international airport.

The analysis of deaths in Syria, described by Ms. Pillay as the most detailed and wide ranging to date, was based on a study of seven data sets, including one from the Syrian government, conducted on behalf of the U.N. human rights office by Benetech, a nonprofit technology company whose three earlier analyses of Syrian casualties used fewer data sets.

The analysis, which took five months to complete, drew from a combined list of 147,349 reported killings. Duplicate listings were excluded, as was any report that did not include at least the first and last name of the victim and the date and location of the death. In the end, the analysts came up with a unique record of 59,648 conflict-related deaths as of Nov. 30, 2012. Given that the total excluded reports with insufficient detail, the true toll could easily be higher.

The Syrian Observatory for Human Rights, an opposition group that tracks

the war and is based in Britain, reported two days earlier that more than 45,000 people, mostly civilians, had been killed.

The United Nations said its data could not distinguish between civilians and combatants, but, like the opposition group, it concluded that the rate of killings had accelerated. The toll had climbed from about 1,000 a month in the summer of 2011 to more than 5,000 a month since July, the report for the United Nations said.

"This massive loss of life," Ms. Pillay said, "could have been avoided if the Syrian government had chosen to take a different path than one of ruthless suppression of what were initially peaceful and legitimate protests by unarmed civilians."

Most of the killings happened in Homs (12,560), Damascus and its environs (10,862) and Idlib (7,686), with those three areas accounting for about half the total, followed by Aleppo, Dara'a and Hama. About three-quarters of those killed were male, the analysis found.

"Unless there is a quick resolution to

the conflict," Ms. Pillay said, "I fear thousands more will die or suffer terrible injuries as a result of those who harbor the obstinate belief that something can be achieved by more bloodshed, more torture and more mindless destruction."

Her comments echoed warnings in the past week by Lakhdar Brahimi, the U.N. and Arab League mediator for Syria, that Syria must achieve a political solution or face "hell," with the danger that 100,000 people could die in 2013 if the conflict was not halted.

Mr. Brahimi spoke after visits to Moscow and Damascus at the end of last month in his latest push to restart stalled negotiations on a transitional government based on the formula agreed to in Geneva in June 2012, but his efforts have attracted scant support from Syrian opposition groups.

In addition to the fighting around Aleppo on Wednesday, rebels clashed with government troops near at least two other airports, part of their push to cut into the government's air power, The

Associated Press reported from Beirut.

A number of rebel groups, including Jabhat al-Nusra, an extremist Islamic group, attacked a helicopter base near the village of Taftanaz, in Idlib Province. Videos posted online showed rebels firing at targets inside the airport with heavy machine guns mounted on the backs of pickup trucks, The A.P. reported. Rebels also clashed with government forces near the Mannagh airport in Aleppo Province.

In another setback to the government and the Syrian economy, a Philippine-based container port operator said it had pulled out of Syria and withdrawn all of its Filipino workers from Tartus, Syria's largest port, because of the civil war, The A.P. reported.

The move by the company, International Container Terminal Services, through its Syrian subsidiary, Tartous International Container Terminal, could effectively derail cargo services in Tartus.

Le Monde

Dimanche 6 - Lundi 7 janvier 2013

GÉO & POLITIQUE

## Démonstration de force en Irak

GÉRARD CHALIAND

Des troupes irakiennes se trouvent depuis trois semaines devant Kirkouk, à environ 250 km au nord de Bagdad. Les Kurdes de la province autonome – qu'il s'agisse des peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani ou de ceux de l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, le président irakien d'origine kurde – leur font face, l'arme au pied. Depuis près de trois ans, la région kurde, grâce à un accord tacite avec la Turquie, achemine vers ce pays du pétrole et du gaz extraits sur son territoire, ce qui irrite fort Bagdad. Le premier ministre irakien (chiite), Nouri Al-Maliki, y concentre tous les pouvoirs, et entend imposer un Etat centralisé mais, à moins d'un conflit armé, il est trop tard pour renverser la situation.

Les attentats, en Irak, n'ont jamais cessé, avant comme depuis le départ des troupes américaines, fin 2011. Les relations entre communautés se sont encore détériorées. Le vice-président (sunnite), Tarek Al-Hachémi, l'un des plus véhéments critiques de M. Maliki, auquel il reproche ses dérives dictatoriales, a été accusé d'avoir commandité des meurtres de personnalités. Réfugié en Turquie, il a été condamné à mort par contumace en septembre. Les relations du premier ministre Al-Maliki ne sont pas meilleures avec certaines des factions chiïtes, dont celle de Moqtada Al-Sadr.

Rien n'a été réglé en Irak, afin que soient équitablement partagés les bénéfices des hydrocarbures. Aussi les Kurdes ont-ils décidé de commercialiser eux-mêmes leurs ressources naturelles, ce qui convient à la Turquie voisine, sunnite, qui collabore activement à la déstabilisation du régime de Bachar Al-Assad,

allié de l'Iran et de l'Irak chiite. En 2011, les échanges entre Ankara et la région kurde ont atteint 8 millions de dollars (6 millions d'euros).

La région kurde est en pleine expansion économique à la manière, toutes proportions gardées, des émirats : hôtels, centres commerciaux et immeubles prolifèrent. Le niveau de vie de la population s'est amélioré, et les investisseurs, dont des entreprises françaises, se font de plus en plus nombreux. Des sociétés turques sont omniprésentes dans le bâtiment comme dans les institutions scolaires et universitaires de l'imam Gülen, qui dispensent en anglais et en turc un enseignement de qualité, imprégné d'un islam relativement modéré. La démonstration de force de Nouri Al-Maliki au Kurdistan vise à rappeler qu'il se veut le maître du pays. Elle est d'autant plus significative que des territoires considérés par les Kurdes comme leur appartenant sont contestés. Les relations du gouvernement chiite de Nouri Al-Maliki avec Ankara se sont fortement dégradées. Les Etats-Unis s'inquiètent de la tension actuelle et regrettent l'absence conciliatrice du président Jalal Talabani, qui se remet d'une intervention chirurgicale en Allemagne.

Dans la région, la contre-offensive sunnite actuelle, visant à destituer le régime syrien et à affaiblir l'Iran, va sans doute se retourner contre Nouri Al-Maliki qui se retrouvera alors fort isolé. ■

Géopoliticien, professeur invité aux universités anglophones d'Erbil et de Soleimanyé (Kurdistan d'Irak).  
chaliandg@gmail.com

## Iraq presidency claims progress in stroke recovery

**BAGHDAD (AP)** — The office of Iraq's ailing president says he is making progress in a German hospital recovering from a stroke last month.

A brief statement Saturday described the health situation of Jalal Talabani as "reassuring" and says his medical team has started rehabilitation. It did not give more details on his condition.

Talabani, a 79-year-old senior Kurdish leader, was flown to Germany for treatment more than two weeks ago.

The statement was responding to a late Friday report in the French newspaper *Le Figaro* that described the president as "clinically dead." Talabani's office described the report as "totally baseless."

The president's illness has injected more uncertainty into the country's political future, as unrest grows in Iraq's Sunni areas over detainees held by the Shiite-led government. ♦



*Jalal Talabani President of Iraq addresses the 66th United Nations General Assembly at UN Headquarters*

## Iraqi Sunnis stage protests against 'discrimination'



*Thousands of Sunni Muslims pray on the main road in Ramadi, centre of demonstrations against the government. Thousands of Sunni Muslims pray on the main road in Ramadi, centre of the recent demonstrations against the government*

**T**ens of thousands of Sunni Muslims in Iraq have been staging anti-government protests in Baghdad and other cities.

It is the latest in two weeks of protests over alleged discrimination.

They are also calling for the release of female detainees they say have been arrested in place of husbands or sons wanted on charges of terrorism.

Prime Minister Nouri Maliki has urged security forces to show restraint in their handling of the demonstrations.

The protests highlight the belief of many Sunnis that they are second-class citizens in their country.

The focus for the demonstrations has been Ramadi in the west, but on Friday there were also marches in the capital Baghdad and in Mosul in the north.

The Sunni campaign began shortly after the arrest of bodyguards of the Finance Minister Rafie al-Issawi, a Sunni member of the government of Prime Minister Nouri Maliki, who is a Shia.

Mr Issawi is the most high profile Sunni in the cabinet following the dismissal in 2011 of Vice-President Tariq al-Hashemi, who has been sentenced to death in absentia on charges of running death squads.

Mr Hashemi denied the charges but fled

to the semi-autonomous Kurdish region in northern Iraq before moving to Turkey.

Sunnis believe they are disadvantaged in getting jobs, that the laws are unequally applied and that Mr Maliki's government is in the sway of Shia Iran.

In a mosque in a Sunni district of Baghdad, there were loud cries of "Iran out" and "Nouri Maliki is a liar" after mid-day prayers.

Police prevented the demonstrators from leaving the compound to protest on the street, AFP reports.

In a statement read out on national television, Mr Maliki called on security forces not to target peaceful protesters nor to give what he called terrorist organisations a pretext for armed confrontation.

He urged demonstrators to avoid acts of civil disobedience.

Mr Maliki warned that what he called "foreign agendas" sought to push Iraq towards sectarian conflict.

The demonstrators say theirs is not a sectarian conflict - simply one against Mr Maliki and Iran.

The protests this week have coincided with a string of attacks targeting security forces and Shia gatherings.

On Thursday, 20 Shia pilgrims were killed in a bomb attack south of Baghdad as they were returning from a religious festival. □

# Ankara s'ouvre au dialogue avec le PKK

Le gouvernement islamo-conservateur a entamé des négociations directes avec le chef kurde emprisonné Abdullah Öcalan.

LAURE MARCHAND  
ISTANBUL

**TURQUIE** Ankara change de tactique et ne se cache plus de négocier avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) pour tenter de mettre un terme à un conflit vieux de trois décennies. « Des progrès importants ont été accomplis » lors de discussions avec Abdullah Öcalan, le leader kurde qui purge une peine de prison à vie, a déclaré vendredi Nurettin Canikli, le vice-président du groupe parlementaire du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir.

**Ahmet Türk, figure modérée du mouvement, aurait dit avoir « cette fois-ci (...) vraiment de l'espoir »**

Le gouvernement islamo-conservateur a reconnu la semaine dernière que des pourparlers étaient en cours et a révélé la visite, fin décembre, du chef des services secrets, Hakan Fidan, à Abdullah Öcalan sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara. « La lutte armée ne suffit pas à venir à bout » du PKK, a déclaré dans une interview télévisée Yalçın Akdoğan, le principal conseiller du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, insistant sur la nécessité « du dialogue ». Il y a quelques années, ce discours aurait été inaudible auprès d'une population chauffée à blanc par la surenchère nationaliste. Les démarches auprès de l'organisation autonome se déroulaient dans la plus grande discrétion. Ce n'est qu'après leur échec que les rencontres entre des émissaires gouvernementaux et des cadres du PKK à Oslo, en Norvège, de 2009 à 2011, avaient été divulguées.

## Répression

Les négociations directes d'Imrali confirment qu'Abdullah Öcalan, en prison depuis 1999, est incontournable dans tout processus de désarmement des rebelles. En novembre, il avait une nouvelle fois démontré son autorité en faisant cesser une grève de la faim de 68 jours menée par 1 700 prisonniers kurdes qui réclamaient une amélioration des conditions de détention de leur guide. Placé à l'isolement, « Apo » n'a le droit de rencontrer que sa famille et ses avocats. Et encore ces derniers sont-ils empêchés d'accéder à l'île depuis un an et demi, au prétexte d'une récurrente panne du bateau à moteur.

La visite à Imrali, jeudi dernier, de deux députés du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), la formation prokurde, est donc perçue comme une ouverture politique du gouvernement. Les parlementaires n'ont pas encore relevé la teneur de leur entrevue. Selon la presse, Ahmet Türk, l'un des deux parlementaires et figure modérée du mouvement, aurait dit avoir « cette fois-ci (...) vraiment de l'espoir ».

Hormis à l'extrême droite, l'initiative gouvernementale a été bien accueillie par la classe politique et les médias. Même si la prudence domine sur la possibilité d'obtenir la paix, alors que le conflit a fait plus de 45 000 morts, essentiellement kurdes, depuis 1984. Éclipsés par la guerre en Syrie et les tensions au Moyen-Orient, les combats n'ont jamais été aussi intenses que ces derniers mois depuis dix ans. Près de 900 tués ont été recensés par International Crisis Group entre juin 2011 et fin novembre 2012. Cengiz Candar, éditorialiste au quotidien *Radikal* et spécialiste de la question kurde, s'interroge sur « la capacité et le courage politique » du gouvernement « nécessaires à une solution ».

Si assumer ouvertement des tractations avec l'ennemi public numéro un constitue une avancée, quels compromis concrets Ankara est-il prêt à faire en échange de la paix ? Le PKK réclame, entre autres, une autonomie politique pour la région majoritairement kurde dans le sud-est du pays. Un écueil pour l'État turc ultracentralisé. Des droits culturels ont été accordés ces dernières années aux 15 millions de Kurdes du pays. Mais la répression à l'encontre des militants s'est intensifiée depuis 2009. Des milliers sont derrière les barreaux, accusés « d'appartenance à une organisation terroriste ». La semaine dernière, un premier verdict très sévère a condamné 40 opposants à des peines allant jusqu'à 17 ans de prison. ■



Des manifestants défilent en portant des drapeaux à l'effigie du chef kurde Abdullah Öcalan, à Strasbourg, en février dernier. VINCENT KESSLER/REUTERS

## İmralı meeting is correct decision: PKK Europe head

**I**STANBUL - Zübeyir Aydar, the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) European head, has denied recent reports that his group is against negotiations between Kurdish deputies and PKK leader Abdullah Öcalan, Doğan News Agency has reported.

"The PKK is a whole and it follows its leader. It doesn't have sects. Meeting with our leader, constructing dialogue and negotiating with him is the right decision. We have said for years that our interlocutor is Öcalan. The dialogue which has been started with him is our demand. It is unthinkable for us to be

against it. Any other comments are manipulations of psychological warfare," he said.

"What we are against is the jail of İmralı [where Öcalan is held]. For this dialogue to continue properly and to reach a conclusion, our leader has to be freed. This is our demand," he said.

Ayla Akat Ata, a Peace and Democracy Party (BDP) deputy, and Ahmet Türk, an independent deputy and co-chair of the umbrella group Democratic Society Congress (DTK), met with Öcalan on İmralı on Jan. 3.

There were subsequent reports that negotiating with Öcalan to stop militant



Zübeyir Aydar, the outlawed Kurdistan Workers' Party's (PKK) European head. DHA photo

activity was insufficient and that other sects had to be convinced as well.

The PKK is recognized as a terrorist organization by Turkey, the European Union and the United States. □

REUTERS

## Kurdish militants attack Turkish outpost, 13 killed

DIYARBAKIR, January 7, 2013 (Reuters)

**TWELVE KURDISH militants and one Turkish soldier were killed in clashes along the Turkey-Iraq border after the militants opened fire from inside Iraq on a remote outpost in southeast Turkey, security sources said on Tuesday.**

The attack coincides with efforts to end a near three-decade insurgency through talks with the jailed leader of the Kurdistan

Workers Party (PKK) militant group.

A group of PKK militants, located in northern Iraq about 8 km (5 miles) from Cukurca, a remote and mountainous border district in Turkey's Hakkari province, opened fire on the Karatas military outpost on Monday night, the sources said.

Turkish security forces fired mortars at the militants who were using the area's thick fog and snowfall as cover, they said. One Turkish soldier was killed in the initial attack and 12 rebels were killed by the return fire.

More than 40,000 people have been killed in the conflict between Turkey and the PKK. The militants began fighting in 1984 with the aim of carving out a separate state in mainly Kurdish southeast Turkey. They now seek autonomy in the region.

The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.●

## US backing talks with imprisoned PKK chief

Serkan Demirtaş  
ANKARA - Hürriyet Daily News

**S**enior Turkish officials are headed for Washington in a bid to calm down US concerns over Ankara's increasing involvement in northern Iraq

The United States affirmed its support of the Turkish government's fresh attempt to find a peaceful solution to

the Kurdish question and terrorism through dialogue with Abdullah Öcalan, the imprisoned leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), and encouraged Turkey to diversify its methods against terrorism.

"These talks are a positive development. We encourage Turkey to tackle domestic terrorism from multiple angles, taking a broad approach in engagement with the Kurds and other marginalized communities," Washington said of the new process launched by Ankara.

In a bid to end the four-decade-old Kurdish question and disarm the PKK, the Turkish government sent Intelligence Chief Hakan Fidan to İmralı Island, where Öcalan is serving a life sentence. Öcalan was later allowed

to meet with two prominent Kurdish politicians.

In clear support of the new peace process launched by Ankara, Washington noted that it continues to stand with Turkey in its fight against the PKK, maintaining support of the government's efforts to combat terrorism in all its forms while at the same time stressing the importance of observing human rights.

Washington has been vocal in encouraging the Turkish government to use democratic means to solve the Kurdish question, apart from its armed struggle against terrorists. A politically inclusive approach that would ensure individual rights was highlighted by prominent American officials, in a particular reference to the new

► Constitution being drafted in Parliament.

The U.S. has been providing real-time intelligence to Turkey since late 2007, increasing the capacity of Turkish security forces in their fight against the PKK.

Turkey's Ambassador to

Washington, Namık Tan, appreciated the U.S. support to this end, but added that "they could do more considering their experience in combating terror." For Tan, the support to be delivered by Washington would facilitate Turkey's efforts to solve the Kurdish problem in light of the new process. "One should

not forget, the region is passing through a tectonic transformation. The only country that could maintain its stability is Turkey. Turkey should get rid of this terror trouble in order to accomplish this transformation. The U.S. is aware of this and has the will to support Turkey," he said. □

**Hurriyet**  
DailyNews.com

January / 8 / 2013

## Islamic scholar Gülen supports talks with imprisoned PKK leader

**I**STANBUL - Turkish Islamic scholar Fethullah Gülen has extended his support to recent talks between pro-Kurdish lawmakers and Kurdish militants' jailed leader, saying everything necessary should be done for peace, according to Herkül.org, a website close to the movement.

"Peace is good and goodness is from peace. [You can] kiss a hand or the hem of garment as long as [you don't] disregard national pride," said Gülen, who lives in self-imposed exile in Pennsylvania but remains an influential figure in Turkey's

political scene.

"We should not let the country be divided," Gülen told his followers, adding that everything necessary should be done and people should conceal past distresses if required to do so.

Last week, two pro-Kurdish lawmakers were permitted to meet with outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) leader Abdullah Öcalan on İmralı island, where he is currently serving a life sentence.

Ayla Akat Ata, a Peace and Democracy Party (BDP) deputy, and



Fettullah Gülen, Hürriyet Photo

Ahmet Türk, an independent deputy and co-chair of the umbrella group Democratic Society Congress (DTK), traveled to İmralı from Istanbul's Ataköy marina on Jan. 3. □

**Hurriyet**  
DailyNews.com

January / 9 / 2013

## Nationalist Movement Party slams gov't over İmralı talks

ANKARA - Hürriyet Daily News

**N**ationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli claims that the talks with the PKK chief is the first step of 'the project of separating Turkey'

The government, the main opposition party, media, civil society organizations and intellectuals who lent support to the İmralı meetings received severe criticism from Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli during an address to his party's parliamentary group yesterday.

It was the first occasion on which Bahçeli commented on a Jan.3 visit by Peace and Democracy Party (BDP) deputy Ayla Akat Ata and independent deputy and co-chairman of Kurdish the umbrella organization the Democratic Society Congress (DTK) Ahmet Türk to İmralı Island, where Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), has been imprisoned since 1999. The meeting took place with the government's consent.

'BETTER CONDITIONS'

Accusing the ruling Justice and



Development Party (AKP) of cooperating with terrorists, Bahçeli said the government's next steps would offer better conditions for Öcalan, legal amendments in Parliament and finally constitutional amendments; noting that all these steps were related to the project of separating Turkey under a federal system.

"Only the MHP is standing next to the Turkish nation," Bahçeli said. "Did our martyrs die for nothing?"

Bahçeli said that the government see-

king help from the "baby-killer in İmralı" was a situation of degeneration. "As visiting the chief of the terrorists is blessed, in this case, let the terrorist in İmralı be yours. You should know that I will go to Silivri and visit our 26th chief of general staff, who is accused of being a terrorist and forming a terrorist organization and who, according to us, assumed a historical duty in the fight against terror and has carried out unique services on this issue; and with God's permission, will hug him in a short time," Bahçeli said, referring to former Chief of General Staff Gen. İlker Başbuğ, who is currently being held under arrest in connection with the Ergenekon case, which aims to unravel an alleged ultra-nationalist gang accused of planning to topple the government. The MHP leader also criticized the main opposition Republican People's Party (CHP) for "issuing credit for separatism," referring to the CHP leader's recent support of the government's talks with Öcalan.

EU Minister Egemen Bağış, meanwhile, urged Bahçeli not to use the current process with "populist and exploitative" motives. "Let alone allowing disintegration of Turkey, these concepts cannot be even comfortably used by us like Mr. Bahçeli did," Bağış said. "Nobody should have doubt; our nation's sensitivity and expectations are also red lines for us." □



# Syrie : « Il faut accepter d'aider des rebelles qu'on ne pourra pas contrôler »

Selon Jean-Pierre Filiu, le régime syrien tire sa seule énergie de ses soutiens russe et iranien

## Entretien

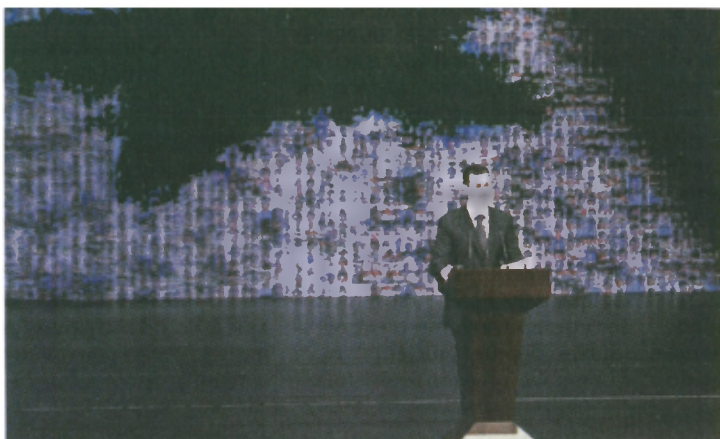
Professeur à Sciences Po (Paris), Jean-Pierre Filiu est un spécialiste de la Syrie, où il a séjourné notamment comme diplomate. Il publie, le 9 janvier, *Le Nouveau Moyen-Orient, les peuples à l'heure de la Révolution syrienne* (Fayard).

**Alors que la Tunisie s'apprête à fêter les deux ans de sa révolution, comment comprendre l'enkystement en Syrie ?**

Il s'explique pour l'essentiel dans l'externalisation de la légitimité du régime syrien qui n'a plus grand-chose à offrir à son propre peuple, le discours tenu dimanche 6 janvier par Bachar Al-Assad le prouve. Ce pouvoir projette en permanence sur son peuple l'image que lui renvoient aussi bien ses amis que ses ennemis. L'internationalisation favorise le régime syrien, qu'elle soit positive – le soutien inconditionnel qui frise avec la cobelligérance de la Russie et de l'Iran – ou négative – l'Occident diabolisé et Israël. C'est cela qui constitue le socle de légitimité pour un régime qui n'a absolument rien à présenter en termes de réalisations intérieures. C'est la base sociale d'Assad père qui s'est soulevée contre Assad fils. Face à cette perte de légitimité absolue, ne reste plus que l'internationalisation. Le moins que l'on puisse dire est qu'elle a fonctionné sans doute au-delà de ce que le régime espérait.

**Pourquoi n'y a-t-il pas d'intervention internationale ?**

On a tiré les mauvaises leçons du précédent libyen. Au lieu d'accepter ce qu'était ce succès : une intervention au profit de forces qu'on ne contrôle pas et qui réalisent par elles-mêmes le projet révolutionnaire, on a voulu, parce qu'il y a certaines frustrations du côté occidental, n'aider cette fois que des forces qu'on manipulerait, ce qui est tout simplement une chimère. Il faut accepter d'aider des gens sur lesquels on n'aura pas la barre. C'est un pari, mais qui me paraît beaucoup plus raisonnable que celui que font



Le président Bachar Al-Assad, lors de son allocution télévisée, à l'Opéra de Damas, le 6 janvier. REUTERS

encore de beaux esprits qui pensent qu'il vaudrait mieux qu'Assad reste en place plutôt qu'avoir une alternative présentée comme immédiatement catastrophique.

L'insertion internationale constitue l'énergie principale du régime. Ses ressources financières sont dérivées du pétrole iranien et ses ressources militaires dérivées du potentiel russe. En face, et j'inclus là la Turquie et les Arabes, on refuse de donner à la révolution les moyens militaires de mettre un terme à la tragédie du peuple syrien, ce qui ouvre un boulevard aux djihadistes.

À l'automne 2012, la France a fort honorablement été à l'avant-garde de la reconnaissance internationale de l'opposition, mais elle n'en a pas tiré les conséquences. C'est le cas de l'ensemble des pays du monde, sauf un, la Libye révolutionnaire, qui, justement, s'identi-

fie complètement à cette révolution dont elle a vécu l'expérience dans sa chair.

**Le thème de l'« automne islamiste » qui succéderait aux « printemps » n'est-il pas dissuasif ?**

Deux considérations ont malheureusement convergé au détri-

« La révolution va l'emporter, et elle aura une conscience de sa force qui va changer le Moyen-Orient »

ment des Syriens à la faveur d'une guerre impitoyable du régime contre l'information libre qui a permis à des analyses de seconde main ou à des préjugés plus ou loin argumentés de devenir la doxa sur la Syrie. Il y a effective-

**Bachar Al-Assad propose un plan pour rester au pouvoir**

Le président syrien, Bachar Al-Assad, a proposé, dimanche 6 janvier, un plan politique de sortie impliquant son maintien au pouvoir, une solution aussitôt rejetée par l'opposition, exigeant son départ comme préalable à toute solution au conflit qui déchire le pays depuis vingt et un mois. Dans sa première allocution en sept mois, M. Assad a assuré que ce conflit

qui a fait, selon l'ONU, plus de 60 000 morts, n'opposait pas le pouvoir et l'opposition mais « la patrie et ses ennemis », « le peuple et ses assassins » qui souhaitent sa partition. Si un dialogue ne s'est pas ouvert jusqu'à présent, selon M. Assad, « ce n'est pas parce que nous ne voulons pas d'une solution politique, mais parce que nous n'avons pas trouvé de partenaire ». – (AFP.)

ment ce que vous dites des « automnes islamistes », un désenchantement qui est relatif puisque la plupart des commentateurs qui entonnent ce refrain sont justement ceux qui avaient d'emblée émis les doutes les plus vifs sur la profondeur et la sincérité des « printemps ».

Mais il y a aussi les retombées négatives de la mauvaise analyse du précédent libyen. En Libye, malheureusement, alors qu'ils ont eu « tout bon », le bilan, qui est tiré par la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, est beaucoup plus mitigé, parce qu'au fond, quand on gagne une guerre, on préfère la gagner pour soi. L'idée de faire la guerre pour les autres, d'accepter que le peuple libyen souverain, incontrôlable, remporte son droit à l'autodétermination est une idée « simplissime » mais qui a beaucoup de mal à passer.

Il est difficile d'accepter que l'histoire soit en marche et qu'il vaut mieux se projeter dans l'avenir. Cela vaut pour la puissance de statu quo régional qu'est Israël. Avec toute son intelligence et son expertise humaine, il est incapable d'envisager autre chose que ce qui existe.

Il y a ensuite les puissances qui se projettent, la Turquie et le Qatar, mais qui font comme si l'influence, le *soft power*, pouvait suppléer la puissance militaire, le *hard power*. Le *hard power*, le Qatar n'en a pas, et la Turquie a toujours réagi à minima aux violations syriennes de son territoire.

Il y a, enfin, les deux grandes puissances contre-révolutionnaires, l'Iran et l'Arabie saoudite. L'Iran est engagé très directement aux côtés du régime et l'Arabie saoudite l'est avec l'opposition mais de manière privée, ce qui fait qu'à supposer que les obligés des Saoudiens remportent la victoire, ils n'en sauront pas gré à l'Etat mais à des forces qui sont probablement aujourd'hui les plus menaçantes pour la monarchie et pour lesquelles, comme en Iran, mais pour des raisons opposées, il s'agit de dévoyer une révolution

pour en détourner la puissance de subversion.

**Riyad peut-il être touché par un effet boomerang de la révolution syrienne ?**

Les formes de l'engagement actuel en Syrie sont porteuses de beaucoup plus de troubles intérieurs que ne le croit le régime, tout comme l'engagement saoudien en Afghanistan dans les années 1980 a amené la contestation, Al-Qaida, mais aussi la *sahwa* [le « réveil » islamique].

Il faut d'ores et déjà accepter deux choses assez simples : la révolution va l'emporter et parce qu'elle aura gagné sans aucun soutien extérieur digne de ce nom, elle aura une image d'elle-même, une conscience de sa force, qui va complètement changer le Moyen-Orient. Ça prendra le temps que ça prendra, mais c'est comme cela que ça s'achèvera. Avec des conséquences immédiates pour l'Irak de Nouri Al-Maliki, non pas parce que le régime est chiite mais parce qu'il est identifié à l'Iran. Ce sont les deux puissances contre-révolutionnaires qui ont construit ce cliage chiite/sunnite qui est tout sauf spontané, même si au bout de deux ans de carnage en Syrie, il est de plus en plus intégré. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR GILLES PARIS**

## Ankara tend prudemment la main au chef historique de la rébellion kurde du PKK

Après des années de blocage, Recep Tayyip Erdogan a rouvert des négociations avec Abdullah Öcalan

**Istanbul**  
Correspondance

Après quasiment trente ans de guerre et 45 000 morts dont 7 000 membres des forces de sécurité, 2013 sera-t-elle l'année de la paix entre la Turquie et la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ? Quelques jours avant la fin 2012, Ankara s'est lancé dans des négociations avec le chef du mouvement kurde, Abdullah Öcalan – qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'Imralı –, comme l'a confirmé le premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

La direction du Parti pour la justice et le développement (AKP, au pouvoir) a fait état de « progrès importants » pour un règlement du conflit. Alors que ses partisans dénonçaient depuis plusieurs mois un isolement grandissant du chef de file du PKK, M. Öcalan a été

autorisé, pour la première fois depuis le début de sa détention, à recevoir la visite de deux députés kurdes, membres du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), vitrine légale du PKK. « Jamais des négociations directes n'ont été à ce point encouragées par un premier ministre turc », souligne l'éditorialiste Cengiz Candar.

L'ouverture de cette série de discussions était inévitable : un mouvement de grève de la faim mené par des centaines de prisonniers politiques kurdes dans les prisons avait fragilisé le gouvernement et souligné la capacité de mobilisation du PKK. Seul un ordre d'Abdullah Öcalan, fin novembre, avait pu mettre fin à ce « jeûne de la mort ».

Ankara s'inquiète également de voir le mouvement kurde prendre ses aises dans le nord de la Syrie. Enfin, avant de se lancer dans la

course à la présidence de la république en 2014, le premier ministre aimerait obtenir de la guérilla qu'elle dépose les armes. M. Erdogan a confié la lourde tâche de mener les pourparlers à l'un de ses hommes de confiance, Hakan Fidan, le patron des services secrets turcs.

**Mesures concrètes**

La prudence reste de mise. Cette tentative n'est pas la première : en 2005, M. Erdogan avait reconnu l'existence du « problème kurde » et libéralisé progressivement l'usage de la langue kurde. En 2010, le gouvernement turc avait enterré le « processus d'Oslo », une série de rencontres avec des responsables en exil du PKK, ajournées sitôt leur révélation dans la presse.

La Turquie devra proposer des mesures concrètes. « Déposer les armes est nécessaire pour résoudre la question kurde mais ce n'est pas suffisant », estime le politologue Fuat Keyman, de l'université Sabanci d'Istanbul, qui plaide pour « la reconnaissance de l'identité politique et démocratique » des Kurdes. M. Erdogan a rejeté, dimanche 6 janvier, la possibilité d'une amnistie générale. Et les dernières opérations militaires ont fait, selon l'état-major turc, 46 morts dans les rangs du PKK. ■

**GUILLAUME PERRIER**

## Shirin Ebadi : « Les sanctions contre le régime iranien doivent être plus intelligentes »

**Le Monde**  
Dimanche 6 - Lundi 7 janvier 2013

**Entretien**

Installée au Royaume-Uni depuis juin 2009, l'avocate et militante des droits de l'homme iranienne Shirin Ebadi, Prix Nobel de la paix 2003, se prononce sur l'effet des sanctions occidentales et sur l'élection présidentielle en Iran prévue en juin 2013.

**L'économie iranienne est en crise. Pensez-vous que les sanctions économiques et financières occidentales portent leurs fruits ? Vont-elles dissuader la République islamique de poursuivre son programme nucléaire ?**

Ces sanctions ont sans doute affaibli sensiblement l'économie, mais elles n'ont pas pu mettre fin aux politiques de Téhéran. Malheureusement, le peuple souffre à cause de ces sanctions. J'ai toujours dit qu'elles devaient être plus intelligentes : elles doivent

viser le régime mais pas la population. C'est dans ce sens-là que j'ai demandé, à de nombreuses reprises, que l'Union européenne interdise aux autorités iraniennes l'accès aux satellites européens. Car le régime les utilise pour diffuser sa propagande sur ses télévisions et ses radios, en farsi et en quinze autres langues. Il incite à la haine contre les juifs et les bahais [minorité religieuse opérant un syncrétisme entre l'islam, le judaïsme et le christianisme, persécutée en Iran], ainsi que des minorités ethniques comme les Baloutches.

Ces chaînes diffusent des aveux de prisonniers politiques obtenus sous la torture. En outre, l'Etat iranien brouille les chaînes de télévision diffusées en persan depuis l'étranger. Quand un régime persiste à enfreindre la loi, pourquoi lui permet-on de continuer à utiliser une technologie à son seul pro-

fit ? C'est un exemple de sanction ciblée qui n'a pas encore été mis en œuvre. Je demande au gouvernement français d'obliger Eutelsat à rompre son contrat avec l'Iran. Cette société, dont l'Etat français possède un tiers, préfère, jusqu'à présent, ses intérêts économiques aux droits de l'homme.

**Ne craignez-vous pas que les questions relatives aux droits de l'homme soient oubliées dans d'éventuelles négociations sur le nucléaire ?**

Cela fait des années que la question nucléaire fait de l'ombre aux violations des droits de l'homme en Iran. Je pose la question aux négociateurs du groupe « 5+1 » [Etats-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne], à leurs gouvernements et à leurs peuples : si le régime iranien acceptait demain de mettre fin à l'enrichissement de l'uranium et de col-

laborer entièrement avec l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA], tendrez-vous la main à un régime qui lapide les femmes, emprisonne les mineurs et tue les blogueurs sous la torture ? Je demande aux Européens de ne pas penser qu'à leurs intérêts économiques, mais aussi à la sécurité du peuple iranien.

Les manifestations de juin 2009 [après la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad] ont prouvé que le peuple voulait un changement. Sans concertation, trois millions d'Iraniens sont descendus dans la rue [le 15 juin 2009] pour montrer leur mécontentement. Les gens ont marché en silence, avec un seul slogan : « Où est mon vote ? » Pas même une vitre n'a été brisée. Le mouvement vert a montré au monde entier à quel point les Iraniens étaient civilisés et pacifiques. Malheureusement,

ce jour-là, on a tiré sur la foule. Beaucoup ont été arrêtés, torturés, condamnés à des lourdes peines de prison. Ce mouvement a dévoilé la vraie nature de ce régime.

**Mais depuis, nombre d'opposants ont quitté l'Iran, comme vous.**

Nous poursuivons notre lutte pour la démocratie et les droits de l'homme, même hors d'Iran. Des manifestations et des réunions sont organisées à l'étranger. Il y a aussi les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter. Ceux qui sont partis n'ont jamais quitté l'Iran, ils sont partis pour pouvoir mieux se battre pour l'Iran.

**Le changement peut-il venir de la diaspora ?**

Que quelques millions d'Iraniens de la diaspora veuillent renverser le régime depuis l'étranger est de l'ordre de la plaisanterie. Il est évident que tout changement se fera par les 75 millions d'Iraniens vivant en Iran.

**Une nouvelle présidentielle va avoir lieu en juin 2013. Pensez-vous que des tensions vont resurgir ?**

Les Iraniens ne croient plus aux élections ; celle de 2009 a démontré que le changement n'était pas possible par les urnes. D'autant que la loi électorale a été modifiée pour ne permettre qu'à un très petit nombre de candidats de se présenter : ceux en qui les services de renseignements et le Guide suprême ont une totale confiance. Les gens ordinaires ne participent pas à la présidentielle, car ce sera une parodie d'élection. Et des tensions entre les partisans de Mahmoud Ahmadinejad et d'autres factions conservatrices sont probables. ■

**PROPOS RECUEILLIS PAR ASSAL REZA (AVEC CHRISTOPHE AYAD)**

Le Monde

Vendredi 11 janvier 2013

## Un accord de paix se dessine entre le gouvernement turc et le PKK

Selon la presse, un plan aurait été conclu entre Abdullah Öcalan, le chef de la guérilla kurde emprisonné, et le patron des services secrets turcs

**Istanbul**  
Correspondance

C'est l'esquisse d'une feuille de route qui pourrait déboucher sur une solution politique pour un conflit vieux de trente ans. Les négociations entre les émissaires du gouvernement turc et le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, auraient abouti à un compromis, selon le quotidien turc *Radikal* (gauche), qui révèle les détails de ce futur plan de paix. Après deux jours de discussion sur l'île-prison d'Imrali, où Abdullah Öcalan purge une peine à vie, le patron des services secrets turcs, Hakan Fidan, serait revenu avec un accord, assure Eyüp Can, le rédacteur en chef du journal.

Ce plan se composerait de quatre étapes, dépendant chacune de la réussite de la précédente. La première mènerait à l'arrêt des violences d'ici au mois de mars. Le dirigeant kurde Ahmet Türk, qui a été autorisé à se rendre à Imrali le 3 janvier, doit y retourner dans les jours qui viennent, à la tête d'une nouvel-

le délégation du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), la vitrine légale du PKK. Abdullah Öcalan devrait remettre aux élus kurdes quatre lettres contenant ses directives. Une à l'adresse du BDP, deux autres pour le commandement militaire kurde retranché dans les monts Qandil, dans le nord de l'Irak, et pour les représentants de la guérilla en Europe. La quatrième serait destinée à la population turque. Öcalan demanderait au PKK de respecter un « pacte de non-agression à effet immédiat », point de départ de la feuille de route.

### Accrochages le 7 janvier

Une atmosphère plus propice aux réformes démocratiques s'installerait alors au printemps : le gouvernement en profiterait pour mettre en application le « quatrième paquet de réformes judiciaires », attendu par l'Union européenne. Un assouplissement de la loi antiterroriste permettrait la libération de milliers de prisonniers politiques, détenus dans le cadre de l'enquête sur le Conseil des communautés du Kurdistan, une adminis-

tration clandestine mise en place par le mouvement nationaliste. Environ 4 000 militants du PKK se retireraient alors du territoire turc.

Des négociations s'engageraient avec la guérilla, pour parvenir à lui faire déposer les armes. Des réformes politiques d'envergure seraient lancées par Ankara : abolition des obstacles à l'utilisation de la langue kurde, révision de la définition de la citoyenneté, renforcement du pouvoir des administrations locales...

Les accrochages qui ont fait 15 morts, lundi 7 janvier, le long de la frontière turco irakienne, selon l'armée turque, montrent à quel point la prudence reste de mise. Mais le « processus d'Imrali » a sans doute plus de chances d'aboutir que les tentatives précédentes. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, est ainsi soutenu par l'opposition kémaliste et par la puissante confrérie religieuse de Fethullah Gülen. Depuis son exil aux Etats-Unis, le prédicateur a apporté son soutien aux négociations. ■

**GUILLAUME PERRIER**

AFP

## Turquie: 14 rebelles kurdes et un soldat tués dans des combats (officiel)

DIYARBAKIR (Turquie), 08 janvier 2013 (AFP)

**QUATORZE REBELLES du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et un soldat turc ont été tués dans des combats survenus lundi soir dans la province turque de Hakkari (sud-est), à la frontière irakienne, a annoncé mardi le gouvernorat local.**

Les forces armées turques sont intervenues contre un groupe "important" de rebelles qui voulait attaquer dans la nuit un poste avancé de gendarmerie situé à proximité de la frontière avec l'Irak, précise un communiqué du gouvernorat de Hakkari, une province située dans l'extrême sud-est du pays, à la frontière de l'Irak et de l'Iran, et particulièrement montagneuse.

Le PKK utilise le nord de l'Irak comme base arrière de ses opérations dans le sud-est de la Turquie, peuplé en majorité de Kurdes.

Ces combats surviennent alors que l'Etat turc a relancé ces dernières semaines un dialogue avec le chef du PKK, Abdullah Öcalan, emprisonné à vie dans le nord-ouest de la Turquie depuis 1999, afin d'obtenir de la rébellion qu'elle

dépote les armes.

Le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), premier mouvement légal pro-kurde représenté au Parlement turc, a salué mardi ce dialogue qui va dans "le bon sens" mais rappelé que seul l'arrêt des opérations militaires et de l'incarcération des militants kurdes permettrait d'ouvrir de véritables négociations.

"Il s'agit d'un pas raisonnable et rationnel qui s'inscrit dans un processus important", a estimé le co-président du BDP, Selahattin Demirtas, devant les députés de son mouvement.

"Nous ne pouvons cependant pas parler de véritables négociations. On n'en est pas encore là", a-t-il ajouté.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et de nombreuses capitales mondiales.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 45.000 morts depuis le début de l'insurrection du PKK en 1984. Les rebelles ont d'abord revendiqué l'indépendance du Sud-Est anatolien, avant d'évoluer vers une demande d'autonomie régionale. ○

# Stuck on the fence in Syria's war

BEIRUT

Many citizens remain  
unable to choose sides,  
adding to the stalemate

BY ANNE BARNARD  
AND HWAIDA SAAD

At his government office in the Syrian capital, Damascus, the civil servant avoids, discussing what Syrians call "the situation." But he quietly ponders his own private endgame, toying with defecting to the rebels, yet clinging to his post, increasingly sure there are no fighters worth joining.

A multilingual former military officer, he says he is among many friends and colleagues who feel trapped: disenchanted with President Bashar al-Assad, disgusted by the violence engulfing Syria and equally afraid of the government and the rebels, with both sides, as he puts it, ready to sacrifice "the innocents."

Mr. Assad remains in power in part because two years into the uprising, a critical bloc of Syrians remains on the fence. Among them are business owners who drive the economy, bankers who finance it, and the security officials and government employees who hold the keys to the mundane but crucial business of maintaining an authoritarian state. If they abandoned the government or embraced the rebels en masse, they might change the tide. Instead, their uncertainty contributes to the stalemate.

The Egyptian and Tunisian rebellions that inspired Syria's initially peaceful uprising reached tipping points within weeks, with far less bloodshed. In those cases, widespread desire for change overwhelmed the fear of the unknown, and toppled governments — or rather, the dictatorial cliques that headed them. But in Syria, each side has bloodied the other while many stay on the sidelines, and a core contingent of supporters feels obligated to stick with the government even as their doubts grow. That is in part because the government's ruthless crackdown has made protest far more risky than in other uprisings. But it is also because of doubts, among the urban elite and others, about the direction of the revolution and how a rebel-ruled Syria would look.

"Me and my neighbors, we were the first to go down to the street and scream that we want a country, a real country, not a plantation," said Samar Haddad, who runs a Syrian publishing house. "But this armed revolution, I refuse it as much as I refuse the regime."

Ms. Haddad, who is in her late 40s and now spends much of her time outside Damascus, said that she and her circle of intellectuals and professionals embrace unarmed Syrian protesters as heroes, but believe that the armed rebellion is creating warlords and cycles of revenge that will be hard to uproot.

The fence sitters include government employees, security forces, intellectuals and wealthy Syrians. Some, including members of Mr. Assad's minority Alawite sect, say they fear the rule of Islamists, or the calls for vengeance from some factions of the Sunni Muslim-dominated uprising.

Some are former soldiers who say they defected only to be disappointed by rebels who lack discipline or obsess about religious ideology. One young man, Nour, said he gave up on revolution when he tried to join an Islamist brigade, Al Tawhid, but was rejected for wearing skinny jeans.

Others, like the Damascus civil servant, a Sunni, simply fear a post-Assad vacuum and are confused about the safest course for their families and the country.

Fewer and fewer Syrians appear to believe the government can restore order; the fraying of the country has become hard to miss. This has resulted in countless private debates over how to survive — amid growing alarm that without a political settlement or intervention, endless fighting will gut the Syrian state.

For those who support neither Mr. Assad nor his opponents, life has become a fearful wait.

In Damascus, little gets done in offices that tremble with explosions and empty out by dusk. Government salaries are still paid, the civil servant said, but fewer workers show up. Ms. Haddad said her publishing employees still come to work, in what has become an act of defiance to show that life goes on.

Many people express a wish for a political solution — perhaps a transitional government involving moderate government officials — but believe that

**"We want a country, a real country, not a plantation. But this armed revolution, I refuse it as much as I refuse the regime."**

decisions are being made by armed men on both sides who refuse to compromise.

"Both sides have the same mind," said Abu Tony, a shopkeeper in central

Damascus who favors a compromise and gave only a nickname for safety reasons.

"This is not life," he said, "to spend half of the day without electricity, without heating oil and without even bread just because the two sides refuse to give up some of their demands."

Ms. Haddad said she and like-minded friends were trying quietly to build civil society. But she said: "We feel depressed, useless, helpless. We are not the decision makers."

Even as some Alawites grow frustrated with Mr. Assad — believing he has poisoned their future in Syria — many believe there is no safe place for them on the other side. Partly because of this, there have not been mass defections by senior Alawite military officers.

But even Sunni soldiers under strong pressure to defect sometimes feel that "we can't offer them much," said one rebel commander based in the northern province of Idlib.

He said many were in touch with colleagues who defected earlier, who recount months without salaries, and the humiliation of former colonels commanded by junior fighters with swollen egos.

One such disappointed defector is Nour, who said he served in the feared Fourth Division commanded by Mr. Assad's brother Maher. He said he defected after security forces raped and killed his fiancée and many friends begged him to join the rebels.

But he was let down, first by fighters who drank and took drugs and offered him money for sexual acts; then by Al Tawhid Brigade, whose fighters, he said, taunted him, saying, "You want to join us and you're wearing skinny trousers?" He said he had decided to stay in Turkey and avoid both sides in the conflict.

The Damascus civil servant and would-be defector — who has talked for months about defecting, first to rebels from his hometown and then to a reporter — said he hesitates over many questions about the rebels and their plans: "Are the people aware enough? Can they practice self-control? Can the rebels set up a security zone?"

"Many questions need answers," he said.

The government, he added, long ago stopped forcing him to attend pro-Assad demonstrations, but rebel supporters call him a traitor for asking questions.

"Why should I join a group where I am obliged to curtsy?"

*An employee of The New York Times contributed reporting from Damascus, and Hania Mourta from Beirut.*

# In speech, Assad erases hopes for compromise

BEIRUT

## His peace plan rules out talks with rebels as he disregards calls to resign

BY ANNE BARNARD

Sounding defiant, confident, and to critics, out of touch, President Bashar al-Assad of Syria on Sunday dashed hopes for a political breakthrough to resolve the country's 21-month uprising, using his first public address in six months to justify his harsh crackdown, and to rally his supporters to fight and inform on his opponents.

He sharply rejected the overtures of diplomats trying to broker a compromise.

Mr. Assad offered what he called a peace plan, which would involve a new cabinet, a new constitution replacing one adopted just last year in a widely dismissed reform package, and talks with officially tolerated opposition groups. But he ruled out negotiations with the armed opposition and pointedly ignored its central demand that he step down, making his proposal a non-starter for most of his opponents.

He sounded much as he did at the start of the uprising, dictating which opposition groups were worthy and labeling the rest terrorists and traitors. He gave no sign of acknowledging that in the interim, rebels have come to control large swaths of the north and east of the country, the aspirations for change among Syrians have remained steadfast in the face of a crackdown that has killed tens of thousands, and even longtime allies like Russia have signaled that Mr. Assad may not be able to defeat the insurgency.

He even painted as foreign interference the efforts of the U.N. envoy Lakhdar Brahimi, a senior Algerian diplomat who last week visited Damascus and warned both sides that they risked Syria's disintegration if they did not negotiate a solution.

"Everyone who comes to Syria knows that Syria accepts advice but not orders," Mr. Assad told a cheering, chanting crowd at the Damascus Opera House, in Umayyad Square, where residents said security forces had deployed heavily the night before.

Yezid Sayigh, an analyst at the Carnegie Middle East Center in Beirut, said



that Mr. Assad "doesn't seem to have moved an inch since summer 2011" and noted that he gave "barely the slightest nod" to Mr. Brahimi's proposals.

That stance could create painful choices for the United States and its allies, who are eager to see Mr. Assad go without being drawn more deeply into the military conflict. It raises the possibility that Mr. Brahimi will decline to continue his mission, forcing the Friends of Syria, a grouping of nations supporting the opposition, which include Western and Arab countries and Turkey, to choose between the options of intervention and allowing the conflict to drag on.

"Assad is not letting the Friends of Syria off the hook by making it easy for them to declare victory and close the Syria file," Mr. Sayigh said. "Now what will they do?"

The United Nations estimates that more than 60,000 people have died in what began as a peaceful protest movement and transformed into armed struggle after security forces fired on demonstrators. Rebels have made gains in the north and east of Syria and in the Damascus suburbs, but Mr. Assad's government has pushed back with devastating air and artillery strikes and appears confident that it can hold the capital. Neither side appears ready to give up the prospect of a military victory.

Lebanese news outlets close to the Syrian government, citing anonymous inside sources, reported on Saturday that Mr. Assad would offer to share some power with the armed opposition, but if anyone close to Mr. Assad were pushing that view, it did not make it into the speech.

Instead, he repeated his longstanding assertions that the movement against him was driven by "murderous criminals" and terrorists financed by rivals like Qatar and Saudi Arabia with American blessing.

"Who should we negotiate with — terrorists?" Mr. Assad said. "We will negotiate with their masters."

The main opposition body, the National Coalition of Syrian Revolutionary and Opposition Forces, issued a statement calling the speech "a pre-emptive strike against both Arab and international diplomatic solutions."

Mr. Assad's speech appeared unlikely to satisfy even those among his opponents who reject the armed rebellion, since it made no apology for the arrests of peaceful activists or for airstrikes that have destroyed neighborhoods nor admitted the uprising had any goals other than to inflict suffering.

"They killed the intellectuals in order to inflict ignorance on us," Mr. Assad

said. "They deprived children from school in order to bring the country backward."

He added, "The enemies of the people are the enemies of God, and the enemies of God will burn in hell."

But in Midan, a contested neighborhood in southern Damascus, a shopkeeper said the speech had dashed his hopes that Mr. Assad would end the conflict.

"He divided Syrians in two camps, one with him who are patriots and one against him who are criminals, terrorists and radicals," said the shopkeeper, who gave only a nickname, Abu Omar, for safety reasons, and said he heard the speech secondhand because of an electricity outage. "He doesn't see Syrians who are patriots but don't like him and want to have another president in democratic, fair elections."

Some armed rebel groups have used techniques that randomly target civilians, like car bombs, and there are foreign fighters among the rebels. But most of the armed movement is made up of Syrians who took up arms during the uprising or defected from the armed forces.

Speaking against a backdrop of snapshots, apparently of people killed in the conflict, Mr. Assad thanked officers and conscripts and vowed that he would stay by their side, seeking to dispel speculation that he will flee the country. He also reminded Syrians that they were "at war" and praised those who have taken up arms "hand in hand with the armed forces."

The crowd of government officials and university students chanted, "With our souls, with our blood, we defend you, Assad," and vowed to be his "shabiha," the term that has come to designate pro-government militias that have attacked demonstrators.

When he finished his speech, scores of people rushed to greet him with an almost aggressive frenzy. Bodyguards formed a phalanx that slowly escorted Mr. Assad through the crowd.

Many observers wryly noted on social media that the opera house was a fitting setting for the speech.

"It was operatic in its otherworldly fantasy, unrelated to realities outside the building," Rami Khouri, editor of The Daily Star, a newspaper in Beirut, wrote on Twitter.

Mr. Assad said the first step in his plan would be for foreign countries to stop financing the rebels; then his government would put down its arms, he said — although he reserved the right to continue to fight terrorism, which his government has defined as nearly any opponent.

Next would come national dialogue, but only with groups Mr. Assad termed acceptable; then a constitution approved by referendum; then a coalition government. There was no mention of holding elections before Mr. Assad's term expires in 2014.

# Turkey, Ocalan map out steps to end Kurdish conflict

By Daren Butler (Reuters)

**I**STANBUL - The Turkish government and the jailed leader of a Kurdish insurgency have agreed on the framework for a plan to end a war that has killed 40,000 people since 1984, envisaging rebel disarmament in exchange for increased minority rights, a newspaper said on Tuesday.

The Radikal daily said senior intelligence officials had held meetings with Kurdistan Workers Party (PKK) chief Abdullah Ocalan in his island jail near Istanbul, yielding a four-stage plan to halt the conflict.

Previous negotiations with the PKK were highly secretive and appeared to have run aground. The open acknowledgment of the latest contact has raised hopes for a renewed peace effort, including from the main pro-Kurdish party in parliament.

"Meeting with Ocalan...is a correct step, it's logical and appropriate," Peace and Democracy Party (BDP) leader Selahattin Demirtas told members of his party in the assembly in Ankara.

"Peace in Turkey can only begin with this step."

Radikal said that after an initial end to hostilities the PKK fighters would withdraw from Turkish territory, after which disarmament talks would begin, before a final process of the militants laying down their weapons.

Ocalan will prepare four letters setting out his vision for a solution to the conflict to be addressed to the BDP, to the PKK commanders in northern Iraq, to Europe, where many PKK activists are based, and to the Turkish public, Radikal said.

The "roadmap" would involve releasing from custody thousands of people accused of PKK links.

It would also lead to constitutional reforms removing obstacles to Kurdish language education, strengthening local administrations and an ethnically neutral definition of citizenship, describing people as citizens of Turkey rather than Turkish citizens.

There was no official confirmation of any agreement and Radikal did not specify its sources but it is generally regarded as being reliable on the Kurdish issue.

Ocalan's demands appeared to be limited, with no references to an independent Kurdistan, a federation or the concept of "democratic autonomy" which has been proposed by Kurdish politicians, according to the report.

While there was cautious optimism regarding the prospect of negotiations in Ankara, violence continued in the southeast.

Fourteen PKK fighters and a Turkish soldier were killed overnight after a group of militants, located in northern Iraq some 8 km (5 miles) from the border, opened fire on a military outpost, the local governor's office said.

Since the PKK took up arms in 1984 violence has been focused in Turkey's mountainous southeast border region with Iran, Iraq and Syria but bomb attacks have also been staged in cities.

Talks with the PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, would have been unthinkable only a few years ago. Ocalan is widely reviled by Turks who hold him directly responsible for the bloodshed.

Many Turks rejoiced when Ocalan was hounded from a series of Middle East hideouts, denied refuge in Europe and finally tracked to Kenya by Turkish special forces in 1999.

Television footage at the



Demonstrators take part in a protest in favor of jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan in Strasbourg February 18, 2012. REUTERS/Vincent Kessler

time showed him strapped into the seat of a plane transporting him to Ankara, flanked by masked soldiers. After a televised trial, he was sentenced to death while crowds chanted "hang, hang, hang" outside the court.

Demirtas said Ocalan, held on the island of Imrali since his capture, had shown a determination to work towards peace but that progress would depend on the government.

His own party, which is popular in the mainly Kurdish southeast, should be involved in any talks, Demirtas added.

## PKK DEMANDS ACCESS TO OCALAN

Prime Minister Tayyip Erdogan has played down the concessions which Turkey would make to end the conflict, ruling out the prospect of Ocalan being released from Imrali and placed under house arrest or a general amnesty.

Erdogan is under pressure to stem the violence, Turkey's main domestic security concern, particularly with presidential elections due in 2014 in which he is expected to stand.

From his prison cell, Ocalan has not been able to express his views on the process directly as he has not had access to his lawyers for 16

months, although he has had a meeting with Kurdish politicians.

The main opposition CHP party expressed support for the process for the sake of ending the bloodshed but said parties in parliament needed to work together to achieve a solution.

The leader of the nationalist MHP was fierce in his criticism of the state talks with the "Imrali monster".

"Prime Minister Erdogan has crossed a threshold and dropped the government's anchor in the bloody port of separatist terror," the MHP's Devlet Bahçeli told his deputies.

There was a cautious response from senior PKK commander Murat Karayılan in northern Iraq, who said the active PKK leadership must be given direct access to Ocalan himself.

"The (PKK) armed forces are what is fundamentally important. For that reason we must have direct dialogue with the leader," Karayılan said in an interview with a news agency close to the militants.

"There is the problem of convincing the broad command structure and fighters, not just the leadership," he said. □

# Details emerge about roadmap of peace talks, radical steps ahead

TODAY'S ZAMAN, İSTANBUL,

**P**ossible steps to be taken as part of ongoing talks between Turkish officials and the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK) aimed at disarming the PKK are gaining clarity, with possible plans in the works to issue a general amnesty for the PKK's higher commanders.

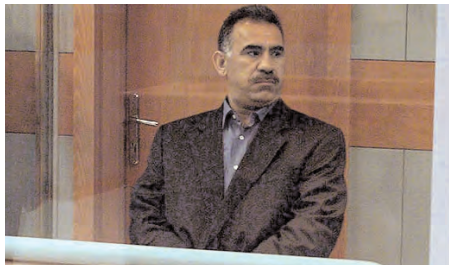
It has also become clear at this point that Kurds do not want a homeland independent from Turkey nor do they want autonomy, according to the latest developments in the ongoing talks between state officials and PKK leader Abdullah Öcalan.

Turkey has tried to conduct negotiations with the PKK twice before. Each time, the talks were abandoned due to violent attacks staged by groups inside the PKK who were not interested in peace. Last week, talks that had begun earlier were resumed and National Intelligence Organization (MIT) Undersecretary Hakan Fidan has been meeting with Öcalan on İmralı Island where the PKK leader has been jailed since his capture in 1999.

Abdülkadir Selvi, a Yeni Şafak columnist with good knowledge of the content of the talks, wrote yesterday that one of the first questions during the talks -- aimed at initially disarming the PKK according to government officials -- from MIT's Fidan was whether the PKK insists on having a separate homeland. Selvi writes that Öcalan was very clear on this, stating that there are no demands for independence.

According to Selvi's sources, a comprehensive project is in the works for the withdrawal of PKK militants from Turkey. The talks, which are a continuation of a 2010 negotiation process that began in Oslo but was interrupted in 2011 following a deadly PKK attack, resumed when Öcalan intervened in a collective hunger strike held by Kurdish inmates in November and asked the protestors to stop, which they listened to.

Whether it will be possible to have PKK militants withdraw from Turkey will only become clear in May, according to Selvi's sources. Selvi also wrote that at the time when Fidan was speaking to Öcalan on İmralı in late December, a group of MIT officials had meetings with PKK commanders in Kandil, northern Iraq. Decisions on whether it was possible for the PKK to pull out of Turkish territory were made after these talks, according to



*PKK leader Abdullah Öcalan sits behind bulletproof and bombproof glass during his trial on the prison island of İmralı on May 31, 1999. (Photo: AP)*

Selvi.

The most crucial issues that Fidan and Öcalan took up during the negotiations included independence and autonomy, which Öcalan said were not the PKK's demands. A more administratively autonomous local government however, might be possible. According to Selvi, both sides have agreed that if Turkey removes its reservations placed on articles four and five of the European Charter of Local Self-Government, an arrangement that allows Kurdish mayors greater autonomy might be possible. There are also plans by the government to have the public vote for governors -- who are currently appointed by the Cabinet -- which will strengthen local governments in Kurdish regions.

Also, according to the information acquired by Selvi, a roadmap has been set out for the core administrative group of the PKK. These individuals, who number 50, will be settled in several European capitals. There will also be a general amnesty -- although it will most certainly have a different name -- for other senior PKK commanders in Kandil -- where the PKK is based -- to return to Turkey with impunity and conditions will be laid out to allow them to enter politics in a legitimate manner.

In the last phase of the roadmap, a peace force will be established to monitor the withdrawal of PKK militants from Turkish territories. In 1999, the PKK began withdrawing from Turkey but 500 militants were killed by security forces. The government is intent on not letting this happen again. Security forces, MIT officials and political party representatives will be part of the peace force.

PKK leader Öcalan has also offered cooperation in Syria, where the PKK has a powerful presence in the form of an armed

group called the Democratic Union Party (PYD). Öcalan offered the Turkish state cooperation in Syria and is ready to call on the PYD to not support the Bashar al-Assad regime but the opposition instead.

In related news, chief consultant to Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan Yalçın Akdoğan on Wednesday made statements to the Bugün daily. Akdoğan said the first step in the negotiations should come from the PKK and this should be withdrawal. "As a first step, the PKK should move to across the border." He also said that the release of suspects and inmates in the Kurdistan Communities' Union (KCK) -- a larger group that includes the PKK which prosecutors say is an attempt to form an alternative state -- trial and changing Öcalan's sentence to a house arrest was out of the question.

Meanwhile, village guards -- individuals armed and paid by the state in the Kurdish dominated regions of Turkey to fight the PKK -- have also expressed support for the talks. Ata Altın, the general coordinator of the Assistance and Solidarity Association for Temporary Village Guards and Martyr Families said, "As village guards and their families, we support every step that will stop the bloodshed in our region." Altın said the village guards have been fighting terrorism for the past three decades. "We have not only been fighting terror with guns but also with our ideas," he said, explaining the reasons behind forming an association. Altın said village guards and their families number about 1 million people in total. "These people are of Kurdish origin, they speak Kurdish, they practice Kurdish customs but they don't want terror." He also complained that some segments were trying to slander the village guards.

Although Altın and his association are sensitive about the issue, the village guard system, established to fight the PKK, is seen as a shady institution. There have been many cases where village guards have been suspected of colluding with the PKK in addition to the ethical problems associated with arming some members of a society against others. In fact, according to Selvi's column, the roadmap which the government has been working on is taking specific measures into consideration to ensure that the void left from the withdrawal of PKK militants is not filled by village guards in a region where illegal guns, weapons trade and smuggling is the only source of income for many. ○

# Vent de colère contre le premier ministre irakien

**Un an après le retrait américain, sunnites et Kurdes dénoncent la confiscation du pouvoir par Nouri al-Maliki.**

Par Georges Malbrunot

Dix ans bientôt après sa libération, l'Irak reste un pays instable et quasiment ingouvernable. Chaque jour depuis trois semaines, des manifestations éclatent dans les provinces sunnites contre le premier ministre Nouri al-Maliki, un chiite accusé de défavoriser la minorité sunnite, grande perdante de l'après-Saddam Hussein en 2003.

La révolte sunnite a éclaté après l'arrestation, le 20 décembre, de gardes du corps du ministre des Finances, Rifaa al-Issawi, un sunnite membre du bloc laïque Iraqiya, qui s'oppose à Maliki. Depuis, les protestataires bloquent la route qui mène à la frontière syrienne à travers le désert d'al-Anbar.

Les sunnites - 25 % de la population - réclament également l'abrogation d'une législation antiterroriste jugée pénalisante pour leur communauté. En décembre 2011, Maliki s'était déjà attiré les foudres des sunnites en ordonnant l'arrestation du vice-président sunnite Tarek al-Hashemi, accusé de diriger des escadrons de la mort. Celui-ci est depuis réfugié en Turquie. Début janvier, al-Maliki a consenti à faire libérer quelque 700 femmes détenues dans les prisons du pays. Mais le geste n'a pas éteint la fronde.

«Bagdad, libre! Va-t-en l'Iran», ont scandé vendredi dernier des centaines de personnes rassemblées dans une mosquée sunnite de Bagdad. Ils reprochaient à Maliki d'obéir aux injonctions de Téhéran, dont l'influence reste importante à travers l'Irak. D'autant que la crise syrienne a encore creusé la fracture con-



Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki, mercredi à Bagdad, lors d'un discours célébrant le 91<sup>e</sup> anniversaire de la création de la police irakienne. Crédits photo : AHMAD AL-RUBAYE/AFP

fessionnelle. La plupart des sunnites irakiens soutient la rébellion de leurs coreligionnaires syriens contre Bachar el-Assad, un alaouite, une secte issue du chiisme. Des djihadistes irakiens ont même franchi la frontière et combattent avec les insurgés. Mais en face, des miliciens chiites irakiens ont, eux aussi, fait le voyage jusqu'en Syrie pour défendre le régime de Damas. Même s'ils nourrissent de solides rancœurs contre Assad, les dirigeants chiites irakiens ont la hantise qu'un pouvoir sunnite, proche des Frères musulmans et de leurs parrains qatariens et saoudiens, ne succède à un régime resté globalement dans leur orbite confessionnelle.

Pour aggraver les tensions, le différend entre M. Maliki et ses anciens alliés kurdes du Nord a failli virer à l'affrontement armé le mois dernier. Depuis des années, les deux camps s'opposent sur la délimitation des frontières des régions autonomes kurdes. Grands vainqueurs de l'après-Saddam, les

Kurdes continuent d'occuper plus de 80 000 km<sup>2</sup> entre Mossoul et la province de Dyala, plus au sud, tout en revendiquant la cité pétrolière de Kirkouk.

## DE TRÈS MAUVAIS SOUVENIRS

Profitant du départ des troupes américaines il y a un an, Maliki paraît décidé à reprendre ces «zones disputées». Sa décision de créer en juillet le «commandement militaire du Tigre», seul responsable de la sécurité dans les provinces de Kirkouk, Dyala et Salahedine, a rappelé de très mauvais souvenirs aux Kurdes. «Surtout que Maliki a nommé à sa tête un colonel - Abdul-Amir Zaidi - dirigeant de l'ancienne Garde républicaine de Saddam Hussein», regrette un responsable kurde joint au téléphone à Bagdad.

Au-delà, le style autoritaire du premier ministre est largement dénoncé, y compris par son frère ennemi au sein de la communauté chiite, l'imam Moqtada Sadr, qui soutient les manifestants sunnites. En 2008, Maliki avait envoyé son armée écraser la révolte des sans-culottes sadristes dans le sud de l'Irak, un affrontement qui a laissé des traces entre les deux hommes dans un pays où l'assassinat n'en finit pas d'être un moyen de règlement des crises politiques.

Un an après le départ des troupes américaines, «les centres de pouvoirs qui résistaient à Maliki ont disparu, déplore le responsable kurde. La direction religieuse chiite qui intervenait dans les différends politiques se fait discrète et, en raison de ses problèmes de santé, le président de la République, Jalal Talabani, ne peut plus jouer les médiateurs dans les crises».

En 2012, pour la première fois depuis trois ans, la violence terroriste ou sectaire a augmenté, tuant 4471 civils contre 4059 l'année précédente, selon le rapport annuel du groupe de défense des droits de l'homme Iraq Body Count (IBC). Chaque jour, il meurt encore une douzaine de personnes en Irak. Un pays qui reste aux prises avec «une guerre de basse intensité», rappelle IBC. ●

AFP

## Turquie: Öcalan peut désormais regarder la télévision dans sa cellule

ANKARA, 15 janvier 2013 (AFP)

**LE CHEF FONDATEUR** du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), Abdullah Öcalan, peut désormais regarder la télévision dans la prison où il purge une peine de réclusion à perpétuité depuis bientôt quatorze ans, a annoncé lundi soir le porte-parole du gouvernement turc.

"Un téléviseur LCD 42 pouces a été installé samedi dans sa cellule", a rapporté le vice-Premier ministre Bülent Arinç en rendant compte à la presse des travaux du conseil des ministres.

Ce geste intervient après la reprise, il y a plusieurs semaines, de négociations de paix entre le gouvernement turc, via le chef des services secrets Hakan Fidan, et Abdullah Öcalan, pour tenter de mettre un terme aux combats qui opposent depuis 1984 les rebelles du PKK aux forces de sécurité d'Ankara.

Le chef rebelle, âgé de 63 ans, n'était jusque-là autorisé qu'à écouter la radio dans sa cellule de la prison d'Imrali, dans le nord-ouest de la Turquie. Il y était détenu à l'isolement total jusqu'au transfert de quelques autres détenus en 2011.

M. Öcalan pourra profiter d'émissions en kurde diffusées par la chaîne publique TRT mais aussi de plusieurs autres chaînes privées, 12 au total, a détaillé M. Arinç.

Selon les médias turcs, les discussions qui ont repris ces dernières semaines entre le chef du PKK et Ankara ont permis d'élaborer un cadre général prévoyant la fin des attaques du PKK en échange de droits pour la minorité kurde de Turquie. Ces progrès n'ont pour l'heure été confirmés par aucune des deux parties. ○



# This could be the birth of an independent Kurdish state

## The great losers in the breakup of the Ottoman empire could be winners in the wake of Syria's civil war and the Arab spring



David HIRST

I was surprised to read an article in the Baghdad newspaper al-Sabah, by its editor Abd al-Jabbar Shabbout, suggesting it was time to settle the "age-old problem" between Iraq's Arabs and Kurds by establishing a "Kurdish state". I had never heard a formerly so heretical view expressed in any Arab quarter so publicly. And this was no ordinary quarter: al-Sabah is the mouthpiece of the prime minister, Nouri al-Maliki himself. Shabbout went on to suggest a negotiated "ending of the Arab-Kurdish partnership in a peaceful way".

He called his proposal plan B, plan A being what was already in train: that is, a continuous dialogue between central government and the Kurdish regional government conducted within the framework of the "new Iraq" which emerged after the fall of Saddam Hussein.

But plan A, he said, was getting nowhere. Differences – over power and authority, oil and natural resources, territory and borders – were so deep that the dialogue had repeatedly failed. And in recent weeks it almost came to war instead. For a while the Iraqi army and Kurdish peshmerga faced each other across the frontiers between Kurdistan and the rest of Iraq in an atmosphere so tense, said Shabbout, that hostilities could have broken out at any moment. And it wasn't only Shabbout but Maliki himself who warned that if war did break out, it wouldn't be just a war between Kurdish rebels and a dictatorial regime in Baghdad, as it used to be under Saddam, but an "ethnic war between Arabs and Kurds".

Be it plan A or plan B – war or diplomacy – the latest, dangerous stand-off has made one thing clear: the "Kurdish question" has now reached another critical stage, and it is intimately bound up with the region-wide cataclysm that is the Arab spring.

It was ever thus for the Kurds, their destiny as a people shaped less by their own struggles than by the vagaries of regional and international politics, particularly the great Middle Eastern upheavals they periodically produce. These began, in modern times, with the first world war and the fall of the Ottoman empire. In the 1916 Sykes-Picot agreement Britain and France promised them a state of their own, but then reneged, and they ended up as minorities, more or less severely repressed, in the four countries – Iran, Iraq, Turkey and Syria – among which their vast domains were divided.

They repeatedly rebelled against this new order, especially in Iraq. But their landlocked location and the wider geopolitical environment were always against them. Their rebellions were always crushed – the last one, under Saddam, with the genocidal use of gas.

But they never ceased to dream of independent statehood. And the first of two great breakthroughs in the road towards an independent Kurdish state grew out of the megalomaniac folly of Saddam himself, with his invasion of Kuwait in 1990, and one of its entirely unforeseeable consequences, the establishment of the internationally protected "safe haven" in northern Iraq.

The second breakthrough grew out of the new constitutional order

ushered in by the US-led invasion of Iraq in 2003. Under it, the Kurds consolidated their autonomy with broad new legislative powers, control of their own armed forces, and some authority over that mainstay of the Iraqi economy: oil.

But from the outset they had made it clear that they would only remain committed to the "new Iraq" if it treated them as an equal partner. It wasn't long before this ethno-sectarian, power-sharing democracy began to malfunction, intensifying the Kurds' yearning for independence. Openly or surreptitiously, they began accumulating constitutional, political, territorial, economic and security "facts on the ground", designed to ensure that, if and when they proclaimed their newborn state, it would have the ability to stand on its own feet.

So are the Iraqi Kurds now on the brink of their third, perhaps final, breakthrough, and the great losers of Sykes-Picot about to become, 90 years on, the great winners of the Arab spring?

It seems that they await one last thing – another of those game-changing events, such as the break-up of Syria – that can transform the whole geopolitical environment in the Kurds' favour. But the quarter in which they are actively looking to bring it about is Turkey. That they should even think of this is, historically speaking, extraordinary. Turkey probably has most to lose from independence-seeking Kurdish nationalism, and has been brutal as any in its repression of it. Ever afraid of Kurdish gains in another country as a progenitor of them in Turkey, it has long set great store on Iraq remaining a united country.

But since 2008, in a complete reversal of earlier policy, which had once been to boycott Kurdistan altogether, the government of Recep Tayyip Erdogan has been pursuing "full economic integration" with it. Meanwhile its relations with the Iraqi government have been deteriorating, with the two now on opposite sides in the great Middle Eastern power struggle that pits Shia Iran, Maliki's Iraq, Bashar al-Assad's Syria and Hezbollah against the Syrian revolutionaries, most Sunni Arab states and Turkey itself. Turkey's courtship with Iraqi Kurds has moved so far, the Kurds believe, that Turkey might soon break with Maliki's essentially Shia regime and deal separately with the other main components of a fragmenting Iraqi state, its Arab Sunnis and its Kurds.

In return, an independent Kurdistan could be a source of abundant and reliable oil supplies, a stable ally and buffer against a hostile Iraq and Iran, and even, in a policy option as extraordinary as Turkey's own, a collaborator in containing or combating fellow Kurds in the shape of the PKK – who, having established a strong presence in "liberated" Syrian Kurdistan, are seeking to turn it into a platform for a reviving insurgency in Turkey itself.

It is even said that Erdogan has gone so far as to promise Massoud Barazani, the Iraqi Kurd president, that Turkey would protect his would-be state in the event of an Iraqi military onslaught – though presumably that would never come to pass if, adopting plan B, the Maliki regime really is contemplating the seismic step of letting the Kurds go of their own free will. ♦

# Militantes kurdes tuées: ce que l'on sait



**Plusieurs douilles ont été retrouvées près des corps des trois femmes dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, à Paris.**

Une enquête est en cours, jeudi 10 janvier, après la découverte des corps de trois militantes kurdes dans les locaux du Centre d'Information du Kurdistan, au premier étage du 147 rue Lafayette, dans le 10ème arrondissement de Paris. Un drame qui intervient au moment où le gouvernement turc et Abdullah Öcalan sont en discussion pour un arrêt des hostilités qui durent depuis 1984 et, comme l'indique un des nombreux membres de la communauté kurde rassemblés jeudi matin au pied de l'immeuble, "travaillent à un processus de paix."

## 1. Que s'est-il passé ?

Mercredi, plusieurs membres de la communauté ont tenté de joindre les trois femmes par téléphone. En vain. Inquiets d'être sans nouvelles, d'autres se sont déplacés plus tard dans la soirée. Ils auraient vu du sang, défoncé la porte, découvert les corps et donné l'alerte. Selon "Europe 1", la police a été appelée à 1h45. Selon plusieurs sources concordantes, les trois victimes ont été tuées d'une balle dans la tête. Deux d'entre elles auraient été atteintes à la nuque. Selon la fédération des Kurdes de France, la troisième présentait des blessures dans le ventre et au front. Le responsable de la fédération des associations kurdes, Leon Edart, a quant à lui précisé que les trois femmes étaient seules dans les locaux mercredi midi. La co-présidente du Mrap Renée Le Mignot, proche de Fidan Dogan, précisait aussi ce matin au

"Nouvel Observateur" que les trois femmes faisaient chacune en sorte de n'être jamais seule dans les locaux.

"Trois femmes ont été abattues, tuées, sans doute exécutées", a déclaré le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, qui s'est rendu sur place jeudi matin. "La scène peut laisser penser qu'il s'agit d'une exécution, mais l'enquête devra éclaircir les circonstances exactes de ce drame" a à son tour affirmé une source policière dans l'après-midi. D'après Leon Edart, les victimes auraient peut-être ouvert la porte à leur(s) assassin(s).

La fédération des associations kurdes de France indique aussi dans un communiqué que "selon des sources kurdes, des armes munies de silencieux auraient été utilisées". Citant la police, la fédération note que les crimes auraient pu se produire mercredi après-midi, aux alentours de 15 heures. Un voisin a quant à lui confié à "Europe 1" avoir entendu une détonation à 18 heures.

Des douilles ont par ailleurs été retrouvées sur place, près des corps des victimes. Ainsi qu'une valise, "avec des affaires bien rangées" selon la même source policière qui appelle à la prudence "on ne sait pas encore à qui appartient cette valise."

## 2. Qui sont les victimes ?

Les trois victimes sont des militantes kurdes. Fidan Dogan, 32 ans, était une permanente du Centre d'Information du Kurdistan, représentante en France du Congrès national du Kurdistan (KNK) basé à Bruxelles. Selon une de ses amies rencontrées jeudi matin par "Le Nouvel Observateur", la jeune femme, installée en France depuis longtemps qu'elle décrit

comme "très souriante, très sociale, très vivante" et appréciée de tous, s'était rendue en Belgique en décembre "pour son travail." Selon le responsable de la fédération des associations Edart Leon, elle tenait la permanence du centre.

Sakine Cansız, 55 ans, est présentée par des médias turcs comme une membre fondatrice du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Turquie). Selon le président de l'Institut kurde de Paris Kendal Nezan interrogé par "le Nouvel Observateur", Sakine Cansız était "une figure importante du PKK" (Parti des travailleurs du Kurdistan) et était "proche d'Abdullah Öcalan (le chef des rebelles kurdes du PKK, emprisonné). C'était, dit-il aussi, une "résistance très respectée des militants de sa mouvance."

La plus jeune des trois victimes, Leyla Soyılmaz, âgée d'une vingtaine d'années, est présentée par des sources kurdes de Paris comme une "jeune activiste". Selon Kendal Nezan, elle serait arrivée en France récemment.

## 3. Quelles sont les pistes ?

"Qui a fait ça ? Le gouvernement turc ? Les services secrets d'un autre pays ?" s'interroge Celil Akdogan, membre de l'académie culturelle du Kurdistan rencontré jeudi matin. Selon un spécialiste des Kurdes en France, plusieurs pistes sont envisageables : règlement de comptes au sein de la mouvance lié aux négociations en cours entre Ankara et le PKK, action du mouvement d'extrême droite turc des "Loups gris", crime crapuleux,... Rassemblés jeudi matin devant le centre, de nombreux membres de la communauté kurde dénoncent un "acte politique". "Probable" selon le président de l'Institut kurde de Paris Kendal Nezan : "A chaque fois qu'il y a eu des discussions dans le passé, il y a toujours eu des mécontents, de part et d'autre, qui ont cherché à saboter le processus par des coups tordus."

Manuel Valls a assuré la "détermination des autorités françaises" à élucider ces crimes. A la mi-journée jeudi, les corps des trois victimes ont été acheminés vers l'institut médico-légal. La section antiterroriste du parquet de Paris a été saisie, et a confié l'enquête à la sous-direction antiterroriste (Sdat) et à la section antiterroriste (SAT) de la brigade criminelle de la police judiciaire.

Plusieurs associations ont lancé un appel à manifester samedi à Paris. ●



11 JANVIER 2013

Par **RAGIP DURAN**  
(à Istanbul)  
**MARC SEMO**  
et **PATRICIA**  
**TOURANCHEAU**  
Photo **VINCENT**  
**NGUYEN. RIVA**  
**PRESS**

Trois militantes ont été assassinées dans la capitale. Règlement de comptes interne au PKK ou barbouzerie turque ?

# La politique kurde ensanglante Paris

**T**rois femmes ont été abattues mercredi en plein Paris. Le lieu de ces assassinats était éminemment symbolique: le centre d'information du Kurdistan abrité dans un deux pièces discret – sans plaque ni étiquette – au 1<sup>er</sup> étage du 147, rue Lafayette, non loin de la gare du Nord (X<sup>e</sup> arrondissement). Et plus encore les victimes: Fidan Dogan, 28 ans, qui en est la présidente et y habite; Leyla Soylemez, activiste de 25 ans et surtout Sakine Canziz. Agée de 55 ans, elle fut dès le début en 1978 de l'aventure du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Ce groupe marxiste devenu indépendantiste puis autonomiste mène la lutte armée contre Ankara.

Ce triple meurtre suscite plusieurs hypothèses toutes axées sur des mobiles politiques. Règlements de comptes internes au PKK, interdit en France? Attentat perpétré par des extrémistes

ultranationalistes turcs ou opération d'agents secrets en rupture de ban pour torpiller les négociations en cours entre Ankara et le leader kurde Abdullah Ocalan (lire ci-contre)?

**«EXÉCUTIONS».** En tout cas, selon un enquêteur de la PJ antiterroriste, *«il ne s'agit a priori pas de crimes crapuleux. Il n'y a pas vol constaté. La scène de crime laisse penser que les trois victimes ont été tuées d'une ou plusieurs balles dans la tête, ça ressemble vraiment à des exécutions, apparemment avec un pistolet automatique de calibre 7,65mm».* Les assassinats ont été commis *«probablement mercredi après-midi».* Le ou les tueurs sont *«entrés, sans effraction».* *«Ces femmes ont dû ouvrir la porte à quelqu'un qu'elles connaissaient ou pas, genre "c'est la poste". Vu qu'elles portaient leur manteau, elles s'apprêtaient à sortir ou venaient de rentrer, et quelqu'un a pu en profiter pour s'introduire dans*

*l'appartement»*, suppose une source proche du dossier. Déjouant ainsi la vigilance extrême de ces activistes du PKK habituées à la semi-clandestinité et qui se savent surveillées par la Direction centrale du renseignement intérieur.

Un voisin a déclaré à la PJ avoir *«entendu des bruits comme des détonations»* vers 18 heures, mais n'a pas donné l'alerte. C'est le *«petit ami de l'une des trois femmes, sans nouvelles d'elle tout le mercredi, qui a fini par se procurer un trousseau de clés et a découvert les trois corps peu avant 1h45, heure à laquelle nous avons été avertis»*, dit un policier. Le parquet antiterroriste de Paris a confié l'enquête à la brigade criminelle de Paris et à la sous-direction antiterror-



Des membres de la communauté kurde se recueillent à l'Académie des arts et culture du Kurdistan, à Paris (X<sup>e</sup>) hier, en hommage aux trois militantes tuées mercredi.

**«Trois femmes ont été abattues, tuées, sans doute exécutées. Soyez assurés de la détermination des autorités françaises pour faire toute la lumière sur cet acte tout à fait insupportable.»**

**Manuel Valls** hier sur les lieux du crime

riste de la PJ qui rassemble depuis plus de vingt ans les affaires de racket au sein du PKK pour financer la cause. Selon le parquet de Paris, Sakine Canziz elle-même a *«un casier judiciaire vierge et inconnue du fichier Stic [système de traitement des infractions constatées, ndlr]».* Mais 18 leaders et membres du PKK ont été condamnés fin 2011 par le tribunal correctionnel de Paris pour extorsion de fonds, notamment Nedim Seven, considéré comme le *«caissier»* de l'organisation en France. Un officier de renseignement a remarqué, ces derniers temps, *«un regain d'agitation et de conflits parmi les activistes kurdes qui s'accompagnent parfois de violences et de tentatives de règlements de comptes, notamment autour de la caisse pour alimenter le PKK, mais jamais à ce point».*

Les militants et sympathisants du PKK qui ont manifesté hier à Paris (lire sur [liberation.fr](http://liberation.fr)) aux cris de *«Turquie assassin, Hollande complice»* agitant des drapeaux à l'effigie d'Ocalan, le chef emprisonné des rebelles kurde, penchaient franchement pour *«une attaque»* de l'Etat turc. *«Il y a une claire tentative de saboter le processus de négociations»*, clamait depuis Bruxelles Ramzi Kartal, figure en

exil du mouvement kurde. A Ankara, les autorités privilégient en revanche l'hypothèse d'un règlement de comptes interne. Au sein du PKK, les divergences politiques finissent souvent dans le sang, mais pas par de telles exécutions à l'étranger.

**MAIN DE FER.** Au sein de l'organisation, Sakine Cansiz était tout à la fois considérée comme la voix de Qandil – c'est-à-dire les maquis dans les montagnes du nord de l'Irak – et une proche d'Abdullah Öcalan. Kurde de confession alevîje (secte moderniste issue du chiïsme), elle avait été de tous les combats du PKK passant plus de quinze ans en prison. Avant de venir en Europe en 1993 où elle était responsable des activités idéologiques et politiques de ce mouvement considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne et les États-Unis. Elle avait fait un long séjour dans les camps de l'organisation dans la Bekaa libanaise, alors sous

contrôle syrien. C'était une militante de fer, peu bavarde et bonne organisatrice. «*Elle était mariée dès sa jeunesse avec le parti*», souligne un de ses proches. Et toujours dans la ligne d'une organisation tenue d'une main de fer par Öcalan, dont elle est toujours restée proche.

Mais, avec l'ouverture des négociations entre les autorités d'Ankara et le chef historique du PKK, les choses sont devenues plus compliquées au sein même d'une organisation éclatée entre les camps de guérilla de Qandil dans le nord de l'Irak, les militants à l'intérieur de la Turquie, la diaspora en Europe et le chef suprême dans son île prison d'Imrali. Toutes les hypothèses sont donc ouvertes. Ainsi, l'assassinat de Sakine pourrait être un avertissement lancé à Öcalan par les plus durs. Pour les organisations kurdes en tout cas, celle qui était surnommée «Sara» dans sa longue clandestinité est une nouvelle martyre de la cause. ◆

leParisien.fr

11 janvier 2013

# Enquête à Paris

## Le mystère des trois Kurdes assassinées

**T**rois corps gisant dans une mare de sang dans un appartement, situé dans un immeuble de la rue Lafayette à Paris (X<sup>e</sup>), qui abrite une antenne du centre d'information du Kurdistan (CIK). Trois femmes abattues, chacune d'au moins une balle en pleine tête. Trois militantes de la cause kurde, membres actives du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dès la découverte de cette scène insoutenable – un triple assassinat qualifié d'« horrible » par le chef de l'État, François Hollande, et qui a suscité de multiples manifestations – l'enquête a été confiée à la brigade criminelle et à la sous-direction antiterroriste de la police judiciaire.

■ **Une froide exécution.** Selon nos informations, les corps de deux des trois victimes étaient enchevêtrés sur le bord d'une table basse, tandis que le troisième était allongé près d'un canapé. La porte de ce petit trois-pièces était fermée à clé. C'est le compagnon de l'une des victimes, inquiet de ne pas avoir de nouvelles, qui a donné l'alerte, après avoir découvert, vers 1 h 40, dans la nuit de mercredi à jeudi, leurs dépouilles. Quatre douilles de balles ont été retrouvées.

« Les munitions pourraient être de calibre 7, 65 mm, précise une source proche de l'affaire. C'est un petit calibre très répandu et qui ne correspond pas à celui des armes utilisées dans le milieu du grand banditisme, par exemple. Deux balles ont également été retrouvées. « Ces femmes qui ont, peut-être, ouvert à leur(s) agresseur(s)

étaient habillées comme si elles allaient sortir ou venaient de revenir, poursuit la même source. Une valise, remplie de vêtements, soigneusement pliés, a également été saisie. Le mobile crapuleux paraît exclu car les sacs à main des victimes, contenant des téléphones et de l'argent, n'ont pas été volés. Le ou les auteurs sont manifestement venus pour tuer. »

Un voisin a entendu, mercredi, entre 17 heures et 18 heures, une première série de trois détonations, puis deux autres coups de feu. Mais il n'a pas osé « déranger » la police, n'étant pas certain d'avoir distingué des tirs.

■ **Trois femmes engagées.** Parmi les victimes, Sakine Cansiz, 55 ans, était l'un des membres fondateurs du PKK, considérée comme une proche du chef de la rébellion du PKK, Abdullah Öcalan. Condamnée à vingt-quatre ans de prison, elle était libre depuis 1991 et n'avait jamais cessé de militer depuis, en Turquie, en Allemagne et en France.

Fidan Dogan, 28 ans, était la présidente du CIK, une association quali-

fiée de « groupe de lobbying sensible » par les policiers du renseignement parisien. Domiciliée à Strasbourg, elle était aussi la représentante officielle en France du Congrès national du Kurdistan. Elle était connue pour son activisme politique, sans pour autant participer à la collecte de fonds pour assurer le financement du PKK. Elle n'était pas connue des services de police. Tout comme Leyla Söylemez, 25 ans, la troisième victime. Décrite comme une jeune activiste au sein du PKK, elle habitait en Allemagne.

■ **Un mystérieux mobile.** Aucune revendication ni « signature » n'ont été relevées. « Il est encore bien trop tôt pour privilégier une piste, assure un haut fonctionnaire. Les victimes semblent avoir été évidemment prises pour cible pour leur appartenance au PKK. » L'hypothèse privilégiée dans la communauté kurde est celle d'une volonté de déstabiliser les négociations en cours entre Öcalan et les autorités turques sur le principe d'un arrêt des hostilités.

CÉCILE BEAULIEU ET STÉPHANE SELLAMI





The Kurdish Information Center in Paris on Friday, a day after Sakine Cansiz, Fidan Dogan and Leyla Soylemez were found dead there.

# Mystery unfurls in killings of Kurds

PARIS

## 3 women activists found shot at information office in the center of Paris

BY DAN BILEFSKY  
AND ALAN COWELL

Three Kurdish women, including a founding member of a leading Kurdish militant group fighting for autonomy in Turkey, were found shot to death on Thursday in what appeared to be a targeted attack that brought the Kurds' violent political struggles to the heart of the French capital.

The culprit and precise motive in the shootings remained a mystery. While some Kurdish activists were quick to blame Turkey nationalists or authorities, the killings set off immediate speculation that the attack was the bloody result of an internecine struggle within the Kurdistan Workers' Party, known by the initials P.K.K. The group has been fighting a bitter guerrilla war against the Turkish authorities for almost three decades to reinforce demands for greater autonomy.

Analysts and officials in Turkey argued that it seemed no coincidence that the killings had come just days after reports of the peace negotiations involving Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the P.K.K. who was incarcerated in 1999 in a fortresslike prison on the western Turkish island of Imrali. The killings could now jeopardize that peace effort.

The attack bore the hallmarks of an

assassination, though it was not clear that all those found were intended as targets. It took place in a nondescript building that housed a Kurdish Information Center in the gritty 10th Arrondissement near the Gare du Nord rail station, a working class immigrant neighborhood of Turkish kebab shops and hair salons.

The Kurdish Information Center is only accessible from the outside by a digital code, and there is no plaque outside, suggesting that the operation had been carefully planned, said Rusen Werdi, a Kurdish activist at the neighboring Paris Kurdish Institute on Rue La Fayette, the street where the killings took place, and a colleague of two of the victims.

Ms. Werdi said that the door of the first floor where the victims were found was locked and covered with blood stains. When colleagues broke down the door, she said they discovered three bodies, two with bullets to the back of the head and one with a bullet in the stomach.

The bodies, she said, were first discovered in the early hours of Thursday by friends who had become concerned about the whereabouts of the women after cellphone calls went unanswered and none returned home.

Speaking to French reporters, Leon Edart, who manages the Kurdish Information Center, suggested the victims may have opened the door to their killer or killers.

Police acknowledged that the motive behind the executions remained mysterious. The women's bodies were discovered shortly before 2 a.m. on Thursday, according to Agnès Thibault-Lecuire, a spokeswoman for the Paris prosecutor's office, who said that the

anti-terror department of the prosecutor's office would oversee the investigation of the killings.

News reports identified one of the women as Sakine Cansiz, a founder of the P.K.K. Another was identified as Fidan Dogan, the head of the Kurdish Information Center and a representative of the Kurdistan National Committee. The third woman was Leyla Soylemez, a youthful Kurdish activist.

Ms. Thibault-Lecuire confirmed that Ms. Dogan, born in 1984, and Ms. Soylemez, born in 1988, were victims in the killings, but declined to confirm the identity of the third woman.

An organization called the Federation of Kurdish Associations in France, representing many of the estimated 150,000 Kurdish exiles in the country, said in a statement that the women might have been killed on Wednesday afternoon with weapons equipped with silencers.

French police officials said the bodies and three shell casings were found in a room at the institute. The women were all said to hold Turkish passports.

"Why anyone would want to do this is unclear," Ms. Werdi said. "It was an ambush."

She said that she believed Ms. Cansiz, the founding member of the P.K.K., had been the main target and that the other two women were collateral damage. She said that at least one of the women had been under surveillance by French police because of their activist activities. She said that Ms. Cansiz had been keeping a low profile in recent months and it was rare for her to be at the information center.

"No hypothesis can be excluded at this stage" about the motive for the killing, Ms. Thibault-Lecuire said. Visiting the crime scene on Thursday, Interior Minister Manuel Valls called the killings "intolerable" and said they were "without doubt an execution."

Huseyin Celik, the deputy chairman of the ruling party in Turkey, said the

shootings seemed to be part of an internal dispute but offered no evidence to support the claim. "Whenever in Turkey we reach the stage of saying 'friend, give up this business, let the weapons be silent,' whenever a determination emerges on this, such incidents happen," Mr. Celik told reporters in Ankara. "Is there one P.K.K.? I'm not sure of that."

Turkey, the United States and the European Union have labeled the P.K.K. a terrorist organization, but sympathy for the group, and its goals remains widespread in many towns in Turkey's rugged southeast.

The mood was angry and somber as hundreds of Kurds filled the street in Paris where the bodies were found. Police erected barricades. Some people waved Kurdish flags while other chanted, "we are all P.K.K.!" On Thursday evening a single police officer stood guard outside; six roses, five red and one white, were laid against the door.

The killings came against a complex political backdrop after the Turkish government opened talks with the political wing of the P.K.K. in Oslo last year. The negotiations faltered after a recent surge of violence in southeastern Turkey that prompted complaints from nationalist Turks that the authorities should not talk to the guerrillas.

In the absence of any clear-cut military outcome, democracy advocates in Turkey have been pressing for a political settlement that would give greater rights to the Kurds, who account for around 15 million of Turkey's 74 million people.

Several Turkey experts said that the most likely scenario was that the killings were linked to reports of tentative peace negotiations between Turkish authorities and Mr. Ocalan.

Sinan Ulgen, a Turkish expert and

visiting scholar at Carnegie Europe in Brussels, said he suspected that the killings were the product of factional infighting within the P.K.K., including more militant and hawkish elements within the group who wanted to destabilize the talks and derail any peace deal that would invariably involve the disarming of P.K.K. militants.

While Mr. Ocalan still has wide support among the rebels, Mr. Ulgen said that years in prison may have moderated his views and that some militant branches of the P.K.K. could be concerned that he was now too prone to compromise at a time when Kurds were agitating for independence with renewed intensity.

"To me these killings are no coincidence," Mr. Ulgen said by phone from Istanbul. "They are the first signs that factions are not happy with the peace

**"No hypothesis can be excluded at this stage," a spokeswoman for the prosecutor's office said.**

process and are intent on trying to sabotage a deal."

He noted that while Turkey has repeatedly used military operations to try and fight the P.K.K. in their outposts in southeast Turkey and northern Iraq, there was no known history of political assassinations by Turkey of Kurdish activists in western Europe.

But Dorothee Schmid, a Turkey expert at the French Institute of International Relations in Paris, did not rule out that the killings could be the work of extreme Turkish nationalists, some of whom are virulently opposed to negoti-

ations that would lead to Turkey granting Kurds further rights and autonomy. She noted that France and Turkey had been cooperating closely in recent years on combating terrorism, suggesting that involvement by a mainstream Turkish group was very unlikely.

Most of the Kurdish exiles in France are from Turkey. Their presence dates to the mid-1960s when migrant workers from Turkey began arriving in France. Ms. Schmid said France's Kurdish population came from Turkey's nationalist heartland in the southeast and included many supporters of the P.K.K.

In recent years, Turkey has sought to clamp down on the activities of Kurdish activists outside of Turkey, where sizable communities in France, Germany, Belgium and Denmark have established civic and media organizations that Kurdish officials say are a refuge from Turkish censorship. Turkey has accused some of the institutions of being fronts for separatist activities or terrorism.

In a speech on Wednesday, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan said the negotiations were being conducted on the Turkish side by senior intelligence officials.

While Mr. Ocalan, the P.K.K. leader, has a powerful following among the rebels, he was denied a role in earlier political talks. But, analysts say, Turkish officials are hoping that his participation in the current negotiations, authorized by the state, has enhanced the prospects of a breakthrough.

*Scott Sayare contributed reporting from Paris and Sebnem Arsu from Istanbul.*



**Protesting the killing of Kurdish activists**

# Triple meurtre de militantes kurdes à Paris : les accusations fusent

Anne Dastakian - Marianne

Des centaines de Kurdes de France se sont rassemblés à Paris et à Marseille pour dénoncer le meurtre de Sakine Cansiz, 55 ans, co-fondatrice du PKK, de Fidan Dogan 32 ans, représentante du Congrès national kurde, basé à Bruxelles, et de Leyla Soyomez, 24 ans, membre d'un mouvement de jeunesse. A entendre les slogans et les banderoles, telle « Turquie assassin », nombre d'entre eux accusaient Ankara, ou, encore l'obscur bras armé de « l'Etat profond », les Loups gris. Le Conseil de Coordination des Organisations Arméniennes de France (CCAF) leur emboîtait le pas. « Nous avons la conviction que cet attentat porte la marque des nationalistes turcs qui ont des réseaux très bien structurés en France et en Europe, et dont les liens avec certains services de l'Etat turc sont de notoriété publique », affirme un communiqué.

De retour d'une tournée africaine, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a pour sa part d'emblée accusé le PKK du triple assassinat. « Ces trois personnes



ont ouvert la porte. Elles ne l'auraient sûrement pas fait si elles ne connaissaient par l'assassin, ou alors celui-ci possédait le code», a lancé Erdogan, soulignant que le bâtiment dans lequel s'est produit le drame était muni d'un système de sécurité à code confidentiel. Rappelant qu'il fallait tout de même attendre les conclusions de l'enquête de la police française, le

chef du gouvernement turc a ajouté que ces crimes pouvaient être l'oeuvre de certains milieux, qu'il n'a pas identifiés, voulant «saboter» les récentes négociations de paix lancées par ses soins entre Ankara et le PKK. «Chaque fois qu'il y a une initiative de bonne volonté, on a tenté de l'empêcher», a-t-il regretté, omettant de mentionner la vague

d'arrestations et de procès pour terrorisme, lancée en Turquie depuis plus d'un an contre des centaines de sympathisants de la cause kurde.

S'il se refuse à toute spéculation, Andrew Gardner, de l'ONG Amnesty International, met en revanche tous ses espoirs dans l'enquête de la police française, à laquelle les autorités turques ont promis assistance. « C'est d'autant plus important que c'est la première fois qu'un membre fondateur aussi important du PKK est assassiné. Et en Turquie, nombre d'enquêtes concernant des assassinats politiques n'ont jamais abouti ».

Pour ce chercheur spécialiste de la Turquie, il faut surtout souhaiter que ce triple meurtre ne mette pas fin aux pourparlers entre Ankara et Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du PKK, sur l'arrêt des combats qui opposent le PKK et les forces de sécurité turques depuis 1984 et ont coûté la vie à plus de 45.000 personnes. « Il serait important, conclut-il, qu'à la fois le PKK et les autorités turques réaffirment leur intention de mener à terme les négociations de paix ». ■

## Kurdish Separatist PKK says France responsible if Paris killers not found

By RFI

The Kurdistan Workers' Party (PKK) said on Friday that it would hold France responsible if it does not quickly establish who killed three female Kurdish activists in Paris.

"The fact that the attack was carried out in France is a clear demonstration of France's responsibility," the People's Defence Forces (HPG), the military wing of the rebels, said in a statement published on its website.

"France has a responsibility to immediately shed light on the massacre," it said. "Or it will be held responsible for the murder of our comrades."

The warning came a day after three Kurdish women, one of them a founding member of the PKK, were found shot dead at a Kurdish cultural centre in Paris.



Photos of the three activists killed in Paris on 10 Janvier 2013 Reuters

Turkish authorities blamed the killings on hawkish factions within the PKK who, they maintain, might have wanted to derail recent peace talks between Turkey and jailed PKK leader Abdullah Öcalan.

The PKK accused Ankara of trying to shift the blame on to Kurds for what it called a "well-organised and professional political murder."

The killings came days after Turkish media reported that Turkey and the PKK leadership had agreed a roadmap to end a three-decade old insurgency that has claimed more than 45,000 lives. Neither side has confirmed the reports.○

# L'assassinat qui porte un coup au dialogue Ankara-PKK

Règlement de comptes ou provocation, la mort de trois militantes kurdes à Paris fragilise les espoirs de paix entre le gouvernement et la guérilla

Istanbul  
Correspondance

De part et d'autre, on disait craindre une « provocation » pour faire capoter le dialogue entre le gouvernement turc et le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan. Elle n'aura pas tardé. Deux jours après la révélation, par le journal turc *Radikal*, d'une feuille de route pour mettre fin au conflit qui sévit en Turquie depuis 1984 et qui a fait environ 45 000 victimes, l'assassinat de trois militantes du PKK à Paris, mercredi 9 janvier, est venu assombrir les espoirs de paix.

« Cette attaque est dirigée contre les négociations sur l'île d'Imrali [l'île prison où est détenu Abdullah Öcalan depuis 1999 qui y purge une peine de prison à vie et où se déroulent les pourparlers] », a affirmé Zubeyir Aydar, haut responsable du PKK en Europe, accusant au

passage « des forces de l'ombre liées à l'Etat profond turc », d'être derrière ce triple assassinat.

Les victimes ont été tuées, « sans doute exécutées », selon le ministre de l'intérieur Manuel Valls, qui s'est rendu jeudi sur les lieux, près de la gare du Nord, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris. François Hollande a, lui, dénoncé un assassinat « horrible ». « L'une [de ces personnes] était connue de moi et de beaucoup d'acteurs politiques parce qu'elle venait régulièrement nous rencontrer », a ajouté le président.

Le moment choisi par les commanditaires pour éliminer ces trois militantes proches de la guérilla kurde laisse peu de doute sur le caractère politique de ce crime.

## Torpiller le processus

Le gouvernement turc a reconnu qu'il venait de relancer des négociations aussi cruciales que délicates avec le PKK. Le chef des services

de renseignements, Hakan Fidan, un fidèle du premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est rendu sur l'île d'Imrali à plusieurs reprises. Le 3 janvier, deux députés kurdes ont également été autorisés à rendre visite, pour la première fois depuis 1999, à Abdullah Öcalan. Une deuxième délégation de parlementaires du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), le parti kurde légal proche du PKK, est attendue sur l'île prison dans les prochains jours, sans doute dimanche.

A cette occasion, le chef du mouvement clandestin devrait remettre à ses visiteurs une feuille de route détaillée pour mettre progressivement fin aux violences qui ensanglantent la Turquie depuis une trentaine d'années. De chaque côté, des éléments radicaux opposés à un accord de paix peuvent donc avoir décidé de passer à l'acte pour torpiller ce processus.

Depuis le Sénégal où il achève une tournée diplomatique africaine, M. Erdogan a commenté prudemment la nouvelle de ce triple meurtre. « Nous devrions attendre que la France fasse la lumière sur ces

événements qui pourraient être le résultat d'un règlement de comptes interne ou d'une provocation. » Son bras droit, le vice-premier ministre Bülent Arınç, a « déploré » la « sauvagerie » de cet assassinat. « Nous voulons lutter contre le terrorisme dans le cadre de la loi », a-t-il confié. Hüseyin Celik, le porte-parole du Parti de la justice et du développement (AKP), le parti au pouvoir, a affirmé, pour sa part, que le crime était « probablement un règlement de comptes au sein du PKK ».

La thèse d'une guerre sourde au sein de la guérilla a la faveur d'Ankara. Le mouvement d'Abdullah Öcalan a une longue tradition de purges et d'assassinats de ses propres militants dès lors qu'ils sortent de la ligne idéologique. Mais la personnalité des victimes ne plaide pas pour cette thèse. « On ne peut pas faire plus dans la ligne majoritaire que ces militantes », observe un spécialiste du PKK, à Bruxelles.

La plus âgée des trois victimes, Sakine Cansiz, 55 ans, était une confidente d'Abdullah Öcalan et l'un des hauts cadres du PKK. A travers elle, c'est l'une des principales courroies de transmission entre le commandement et les militants disséminés en Europe qui pourrait avoir été éliminée. Cofondatrice du PKK en 1978, M<sup>me</sup> Cansiz avait passé les années 1980 en prison en Turquie, subissant la torture, puis était passée par les camps militaires de

la guérilla dans la plaine de la Bekaa, au Liban, avant de devenir la responsable du PKK en Allemagne, une base arrière stratégique pour le financement. Arrêtée en 2007, elle avait gagné la France où, selon ses proches, elle avait obtenu le statut de réfugiée politique. La coprésidente du BDP, Gültan Kisanak, a qualifié Sakine Cansiz d'« idole du peuple et des femmes kurdes ».

Fidan Dogan, 32 ans, était responsable du Centre d'information du Kurdistan (un bureau de liaison du PKK) où a été perpétrée la tuerie, tandis que Leyla Söylemez, 24 ans, dirigeait l'organisation de jeunesse.

Un haut responsable européen du mouvement kurde, venu de Bruxelles, voit dans cet acte « une provocation de l'armée ou des services secrets turcs ». Pour la communauté kurde, l'assassinat porte la marque de l'« Etat profond » ou des réseaux ultranationalistes turcs, très implantés en France et bénéficiant de solides appuis politiques. « Sommes-nous certains que ceux qui affirment qu'il s'agit d'un règlement de comptes interne ne sont pas derrière ce massacre ? », s'interroge Selahettin Demirtas, le chef du BDP, arrivé jeudi soir à Paris. ■

GUILLAUME PERRIER



Des Kurdes rendent hommage, jeudi 10 janvier, aux trois militantes assassinées la veille dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan, à Paris. CHRISTOPHE ENA/AP



# The Kurdish challenge

Three murders in Paris underscore the hurdles facing peace talks in Turkey.

## Sinan Ulgen

The assassination of three Kurdish activists in Paris only days after the Turkish government announced it had started peace talks with the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party, the P.K.K., underscores the difficulties of finding a lasting solution to Turkey's most acute and thorny internal problem.

Neither the killers nor the motive in the deaths of the three women, all associated with the P.K.K., are known at this stage. But the murders were most likely an attempt to sabotage the talks.

The recently initiated negotiations involving Abdullah Ocalan, the imprisoned leader of the P.K.K., and Hakan Fidan, the head of Turkey's intelligence services, are to address some of the main demands of the Kurds in return for a cease-fire in the P.K.K.'s long guerrilla war against the Turkish authorities, followed by the disarmament of the P.K.K. and eventually its repudiation of armed violence.

Turkey's large Kurdish minority has long chafed under restrictions on its culture and language, including the lack of public education in Kurdish or the inability to use Kurdish in official dealings and courts. Some Kurds seek more autonomy for Kurdish-dominated areas in southeastern Turkey; most want a lowering of the 10 percent threshold for political parties to enter Parliament, which Kurdish parties cannot achieve. These requests have so far proved to be anathema to Turkey's rulers, who fear that moves in this direction could unravel national unity.

The P.K.K. was formed in 1978 and in the 1980s resorted to armed violence, leaving little room for a political settlement.

The latest attempt at one was prompted by the civil war in neighboring Syria, which has also fed Kurdish national ambitions. In Ankara's view, a settlement with the Kurds in Turkey would safeguard the country from the ethnic turbulence in Syria, and would strengthen Turkey's regional authority.

The Turkish leadership, however, is not certain that Ocalan will be able to convince others leaders and members of the P.K.K. to abandon the armed struggle. The historical analogy with Northern Ireland, where a cease-fire by the I.R.A. in 1997 led militants to break away and form the "Real I.R.A.," which continues to wage a terror campaign, fuels the skepticism.

For his part, Ocalan also must have doubts that the Turkish government is

interested in anything more than the disarmament of the P.K.K.

To overcome this mutual distrust, the negotiations are supposed to produce a road map with a progression of confidence-building measures. Each side will be expected to implement specific measures before they proceed to the next step. The idea is to start with easier step and to move toward more difficult ones as confidence grows.

For instance, as a first move the Turkish government is expected to pass a judicial reform package that decriminalizes all nonterror political activities, thus leading to the freeing of several hundred Kurdish activists from prison. More difficult and politically sensitive measures, such as the total disarmament of the P.K.K. or the improvement of Ocalan's own conditions of imprisonment on a Turkish island, would be tackled later.

The question is whether Turkey's body politic would allow the process to proceed in the face of more attempts to derail it. The P.K.K. has often been used in the past by Turkey's regional foes as an instrument to contain Ankara's influence. In the 1990s, President Hafez al-Assad of Syria harbored Ocalan and the P.K.K.'s armed fighters. Tehran has also been occasionally accused by the Turkish authorities of engaging in similarly unfriendly practices. There is every reason to believe that there will more efforts by forces fearful of Turkey's growing regional influence to encourage the extremist wing of the

P.K.K. to sabotage the peace process.

But there are also grounds for optimism.

This time around, other domestic political groups, including the Kurdish Peace and Democracy Party (B.D.P.) and the main Turkish opposition party in Parliament, the Republican People's Party (C.H.P.), have demonstrated a sense of responsibility. The B.D.P. leadership is willing to act as a facilitator for the talks and C.H.P. has given its clear support to the government for the negotiations.

More can and should be done. In particular, Turkey's friends and allies abroad should focus their efforts on helping Turkey's political leaders resist any inclination to leave the negotiating table before a settlement is reached.

*SINAN ULGEN is the chairman of the Center for Economic and Foreign Policy Studies (EDAM), an independent think tank in Istanbul, and a visiting scholar at Carnegie Europe in Brussels.*



# Öcalan, diable ou « Soleil » des Kurdes



LAURE MARCHAND  
ISTANBUL

**P**our les Turcs, le diable a un visage. Il a de petits yeux noirs rapprochés, froids comme deux balles de revolver, et une épaisse moustache de patriarce. C'est celui d'Abdullah Öcalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre Ankara depuis 1984.

C'est pourtant avec cet ennemi public numéro un qu'il faut négocier, vient d'avouer aux Turcs Yalçın Akdoğan, principal conseiller du premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan. Dans une interview télévisée, le 31 décembre, il a reconnu qu'Abdullah Öcalan était « un acteur clé » de la résolution du conflit qui a fait plus de 45 000 morts, confirmant par la même occasion que le MIT (service de renseignements turc) discutait avec lui sur l'île-prison d'Imralı, en mer de Marmara. La semaine dernière, deux députés kurdes ont été autorisés à le rencontrer. Une première depuis son incarcération en 1999.

Des médias ont fait état, mardi 9 janvier, d'un accord-cadre qui aurait été trouvé et aboutirait, à terme, au désarmement des rebelles. Des lettres d'Abdullah Öcalan pour expliquer sa vision de la paix à l'opinion publique turque et kurde sont évoquées par la chaîne NTV. Aucune des deux parties n'a confirmé ces informations, mais l'intensification des échanges avec Imralı montre à quel point le chef kurde est incontournable. C'est la seule voie « vers la paix en Turquie », a commenté Selahattin Demirtaş, président du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), la vitrine politique de la guérilla.

Les autorités turques ont pourtant tenté de le couper de ses troupes. Au prétexte d'une malencontreuse panne de bateau, ses avocats n'ont pas le droit de le voir depuis seize mois. Privé de télévision et d'Internet, mais pouvant lire les journaux « s'il les achète », jouer au basket le mardi et au volley le vendredi avec cinq autres détenus, Apo, « Oncle », comme l'appellent respectueusement ses partisans, a démontré en novembre une autorité intacte. Pour sortir d'une crise, le gouvernement a dû se résoudre à envoyer l'un de ses frères à Imralı : un mot d'Öcalan a suffi à faire cesser la grève de la faim de 1 700 détenus kurdes qui réclamaient depuis 68 jours une amélioration des conditions de détention de leur chef. Quatorze ans après son arrestation au Kenya, « celui qui se venge », selon la signification de son patronyme, revient ouvertement dans le jeu politique.

Son isolement au large des côtes turques a même réussi à faire oublier son comportement peu héroïque lors de son procès. Prêt à tout pour échapper à la corde - sa condamnation à mort sera commuée en prison à perpétuité grâce à l'abolition de la peine ca-

pitale sous l'impulsion de Bruxelles -, le « Soleil » n'avait pas hésité à plaider la fin de la lutte armée.

Né d'une mère turque et d'un père kurde en 1949 dans le village d'Ömerli, non loin de la Syrie, l'ancien étudiant en droit à Ankara dans les années 1970 est aujourd'hui vénéré par des millions de Kurdes en Turquie (mais aussi en Syrie, en Iran et en Irak). De Diyarbakir, la « capitale » kurde du pays, à Stockholm en passant par Strasbourg, ses partisans sont toujours prêts à descendre dans la rue. En fondant le PKK en 1978, Abdullah Öcalan s'est inscrit dans une longue tradition de lutte contre le pouvoir central turc. Chef de guerre charismatique, dont la cruauté à l'égard des dissidents n'est pas une légende, il a convaincu des milliers de jeunes de prendre les armes pour résister à l'oppression turque.

## La question de son état mental

La sale guerre menée par l'armée dans les années 1990, la discrimination culturelle et la répression politique qu'Ankara continue d'imposer ont renforcé son aura et permis à son idéologie marxiste-léniniste de s'implanter profondément. Malgré les rafles de milliers de militants par la police, le sud-est du pays est quadrillé par le BDP et une nébuleuse d'organisations civiles qui font allégeance au chef historique kurde. Dans ces régions si violemment meurtries par l'État, Abdullah Öcalan est le porte-drapeau d'un peuple, de ses souffrances et de sa fierté.



**Le fondateur du PKK reste le porte-drapeau de la cause kurde en Turquie et au-delà. Mais ce chef de guerre emprisonné depuis quatorze ans peut-il négocier la paix au nom des siens ?**

Il dit avoir renoncé à la revendication d'un Kurdistan indépendant sur le territoire turc. Ces derniers mois, ses ambitions ont trouvé un autre terrain, la Syrie, où il s'était retiré dès 1979. Bénéficiant du chaos de la guerre civile, un embryon d'État PKK grossit dans le nord-est du pays.

Selon le quotidien *Radikal*, Abdullah Öcalan serait prêt à demander à ses troupes de quitter la Turquie et de déposer les armes en échange d'une libération des prisonniers et de droits accrus pour les 15 millions de Kurdes de Turquie. Mais la question de son aptitude à négocier depuis une cellule et celle de son état mental se posent. Certains redoutent qu'il ne soit plus qu'une marionnette entre les mains de ses geôliers. La branche politique et militaire du PKK demande la levée de son isolement. « Obtenir le désarmement sans accorder de mise en résidence surveillée n'est pas possible », juge le journaliste Kadri Gürsel, spécialiste du PKK - qui l'avait enlevé en 1994.

S'il a accédé au rang de demi-dieu dans l'opinion kurde, qu'en est-il de son influence sur le commandement militaire du PKK, retranché dans les monts Qandil, dans le nord de l'Irak ? « Ce dernier ne peut pas contester ouvertement l'autorité du chef », poursuit Kadri Gürsel. Mais cela ne l'empêche pas de le court-circuiter. L'attaque lundi par une centaine de combattants d'un poste de gendarmerie à la frontière irakienne, en plein hiver, est la réponse de Qandil aux discussions en cours (14 rebelles et un soldat tués selon le gouverneur de la province, NDLR). » ■



## Kurd protest in Paris demands justice in killings

**PARIS (AP)** — Thousands of Kurds from across Europe descended upon Paris on Saturday, demanding justice for three activists shot dead in the French capital. The Turkish leader, meanwhile, demanded how a wanted militant could have found a comfortable refuge in France.

Crowds of Kurds streamed to Paris from throughout Europe, marching through the neighborhood where Sakine Cansiz's body was found inside a Kurdish information center along with two other activists. Cansiz was a founder of the Kurdish rebel group that has been battling the Turkish government for three decades.

Kurdish activists have accused Turkey in the deaths. Turkish officials suggested the killings may be part of an internal feud or an attempt to derail government peace talks with the jailed leader of the Kurdistan Workers' Party, which is known as the PKK

and is considered a terrorist organization by Turkey and its U.S. and European allies.

"We are all PKK," the crowd chanted, raising Kurdish flags and giant banners plastered with photos of the three women.

The deaths have put France in a difficult position as it tries to improve ties with Turkey. Turkey frequently accuses France and other European nations of not cooperating in its struggle against the rebel group, and notably of failing to extradite wanted militants.

Cansiz received asylum from France in 1998, according to Devris Cimen, head of the Frankfurt-based Kurdish Center for Public Information. At the same time, according to a WikiLeaks cable, she and another PKK member were considered key fundraisers for the rebel group in Europe.

French President Francois Hollande has said he and several other politicians knew one of the women professionally. He did not say which one.

"How can one regularly meet with a person or persons who are a member of an organization that has been declared a terror organization by the European Union and are wanted by a warrant?" Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan demanded on Saturday. "What kind of a policy is this?"

France must "immediately shed light (on the crime), immediately find the culprits and leave no question marks," Erdogan said.

The Kurdish crowd in Paris had similar demands, calling for justice from France.

Aylin Erten, an 18-year-old high school student, said she came from her hometown of Strasbourg in eastern France to attend.

"I came to the protest today because I feel concerned," she said. "First of all as a French citizen I feel concerned because it is a shock for us. As a Kurd I feel concerned because these three women were symbols of our community and this crime didn't happen in Turkey or another country, it happened in France, in Paris."

Nazmi Gur, a Kurdish legislator who accompanied Kurdish leaders to Paris from Turkey, said the bodies of the three women were expected in Turkey this week. ●



## Anti-government protests sweep Iraq

Thousands of Sunnis take to streets of Baghdad and other parts of the country to decry alleged targeting of minorities.

**T**housands of Sunni Iraqis have taken to the streets of Baghdad and other parts of the country to decry the alleged targeting of their minority, in rallies hardening opposition to the country's Shia leader.

Counter-demonstrations were held on Friday in predominantly Shia areas of southern Iraq calling for authorities to resist demands to reform anti-terror laws or consider a wide-ranging prisoner release, both key demands in majority-Sunni areas.

The protests have worsened a political crisis, pitting Prime Minister Nuri al-Maliki against his erstwhile government partners, with the premier facing accusations of authoritarianism and sectarianism ahead of key provincial polls.

Anti-government protests were held in Baghdad's mostly-Sunni districts of Adhamiyah and Ghazaliyah, as well as the cities of Ramadi, Samarra, Mosul and Tikrit, AFP news agency journalists said.

Several smaller towns north of Baghdad also held rallies.

In Ghazaliyah, hundreds of protesters rallied after Friday prayers at the Umm al-Qura mosque, holding up banners calling for the repeal of anti-terror laws, the release of women prisoners, and improved human rights in jails.



"These sounds do not represent only one community," Ahmed Abdulghafur al-Samarraie, head of the foundation that manages Sunni mosques across Iraq, said in a speech at the rally, referring to the shouts of protesters.

"No, these are the sounds of Iraqis from all over Iraq, all

➔ shouting 'No to suffering, no to the absence of services, no to injustice, no to foreign agendas, no to conflict, no to the return of the Baath, Qaeda or militias, no to torturing until death.'

#### Heavy security presence

Hundreds of protesters also gathered at Adhamiyah's Abu Hanifa mosque, despite a heavy security presence and soldiers barring people from outside the district from taking part, an AFP journalist said.

"We do not have any demands in our protests - we are just here for our rights," said a 62-year-old man who gave his name as Abu Fares.

"The government should provide a good quality of life for people."

Protesters also blocked off the highway linking Iraq to Syria and Jordan for a 20th day in western Anbar province, while in the northern city of Kirkuk, hundreds of protesters waved banners and raised flags, both Iraq's new flag, and that of now-executed dictator Saddam Hussein.

Maliki has threatened to direct security forces to intervene in the protests, which were sparked by the December 20 arrest of at least nine guards of Sunni Finance Minister Rafa al-Essawi.

Essawi is a leading member of the secular Sunni-backed Iraqiya bloc that, while a member of Maliki's unity government, has called for him to resign.

Powerful Shia cleric Moqtada al-Sadr, whose movement counts 40 MPs and five ministers among its ranks, has also publicly opposed Maliki.

In the holy Shia city of Najaf, meanwhile, thousands of demonstrators called for the government to resist calls to reform anti-terror and De-Baathification laws.

Those attending - including local officials, tribal chiefs and religious leaders - held banners reading, "No to the return of the Baath, No to the return of killers", and "No to terrorists". □

Daily Press

January 16, 2013

## Turkey to pursue Kurd rebels till they lay down arms: PM

By Jonathon Burch and Daren Butler  
ANKARA/DIYARBAKIR, Turkey (Reuters)

Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan said on Wednesday military operations against Kurdish rebels would continue until they laid down their arms, as Turkish media reported warplanes had bombed militants in northern Iraq for a third day.

The prospect of an end to three decades of war between the Turkish state and the Kurdistan Workers Party (PKK) has gained momentum in recent weeks after the government acknowledged it was talking to the insurgents' jailed leader.

Erdogan, under pressure to bring an end to the violence, has said his government's renewed peace efforts are sincere but has also maintained Ankara's hard-line rhetoric over a conflict that has burned for 30 years.

"We want a solution with all our hearts, but to achieve this we will never compromise our dignity," Erdogan told members of his ruling AK Party at their headquarters in Ankara.

"Until the terror organization lays down its arms, until they end their attacks, our security forces will continue their operations," he said, describing the nascent peace talks as a "test of sincerity".

Turkish warplanes bombed PKK targets in northern Iraq overnight, according to media reports. Broadcaster CNN Turk said on Tuesday jets had also attacked PKK forces there on Sunday and Monday, in the first such raids since details of talks with PKK leader Abdullah Ocalan emerged.

Firat news agency, which has close links to the PKK, reported on Wednesday



Turkey's Prime Minister Tayyip Erdogan speaks to the media during a meeting with Senegal's President Macky Sall at the presidential palace in Dakar January 10, 2013.

seven PKK fighters had been killed this week in air strikes.

There was no official Turkish confirmation of the raids.

Turkey is still reeling from one of the most violent summers since the PKK, which is designated a terrorist group by Ankara, the United States and the European Union, took up arms against the state in 1984. More than 40,000 people, mostly Kurds, have been killed since then.

Late last year Turkish intelligence officials began talks with Ocalan, imprisoned on an island south of Istanbul. Those talks have drawn fierce criticism from nationalist circles which accuse the government of going soft on the PKK.

The discussions were overshadowed last week by the execution-style killings of three Kurdish women activists in Paris, which Erdogan has suggested could be the result of an internal feud in the PKK or

a bid to derail the peace moves.

#### ACTIVISTS' BODIES FLOWN HOME

The bodies of the activists, including that of PKK co-founder Sakine Cansiz, arrived by plane on Wednesday evening in Diyarbakir, the largest city in Turkey's mainly Kurdish southeast, ahead of a funeral ceremony on Thursday.

Amid tight security, thousands of Kurds gathered peacefully outside the airport, holding up pictures of Cansiz and chanting slogans in support of the PKK.

"Martyrs are immortal!", "Kurdistan will be a grave for fascism!" and "Long live leader Apo!" they shouted, referring to Ocalan, as vans carrying the coffins draped in green cloth drove slowly through the crowd.

Erdogan repeated his and other political leaders' call on Wednesday for calm at the funerals and said security forces would be "extremely sensitive and vigilant" against any provocation or sabotage.

Erdogan's government has widened cultural and language rights for Kurds, who make up about 20 percent of Turkey's population, since taking power 10 years ago. Kurdish politicians say the reforms do not go far enough.

While spelling out its demands from the insurgents, the government has given little hint of what concessions, if any, it might be willing to make. The PKK, like most Kurds in Turkey, still see "political autonomy" as one of their main demands in any solution to the Kurdish problem.

Underscoring the ongoing violence in Turkey's volatile southeast, PKK fighters attacked a police vehicle on Wednesday in the city of Mardin, southeast of Diyarbakir, killing one policeman, security sources said. ♦

# Kurdes et Turcs font pression sur Paris après les meurtres de trois militantes kurdes

Le Monde.fr avec AFP et Reuters

Plus de 15 000 personnes ont défilé dans les rues de Paris, samedi 12 janvier, pour dénoncer l'assassinat de trois militantes kurdes dans la capitale. Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Soylemez ont été retrouvées mortes dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan, dans le 10e arrondissement, dans la nuit de mercredi à jeudi. Selon les résultats de l'autopsie, elles ont toutes été tuées de plusieurs balles dans la tête.

Sous la pluie et une nuée de drapeaux dont certains à l'effigie d'Abdullah Öcalan, le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) emprisonné en Turquie, les Kurdes venus d'Allemagne et de nombreux autres pays d'Europe ont rendu un hommage aux trois femmes à l'appel de plusieurs associations.

"Cette agression a eu lieu au moment où les discussions en cours pour trouver une solution au problème kurde en Turquie



Plus de 15 000 personnes ont défilé pour dénoncer l'assassinat de trois femmes. La Turquie, qui estime qu'il s'agit d'un règlement de compte interne au PKK, demande à la France d'élucider "immédiatement" les meurtres. | AP/Michel Euler

sont d'actualité, souligne la Fédération des associations kurdes de France (Feyka) dans un appel distribué sur le parcours de la manifestation. L'Etat français a sa part de responsabilité. Si les auteurs de ces délits ne sont pas retrouvés, la France sera considérée indiscutablement comme complice".

**LA TURQUIE DEMANDE**

## UNE ENQUÊTE ET DES EXPLICATIONS

Pour sa part la Turquie, par la voix du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, a exhorté la France à élucider "immédiatement" le meurtre des trois femmes. Il a évoqué la piste d'un règlement de comptes interne au PKK pour expliquer ces trois meurtres, estimant qu'ils pour-

raient avoir eu pour objectif de saborder les efforts de paix entre Ankara et le PKK. La Turquie a récemment annoncé l'ouverture de discussions avec Abdullah Öcalan, condamné à la réclusion à perpétuité et emprisonné sur l'île d'Imrali, au large d'Istanbul.

M. Erdogan a également critiqué François Hollande, qui avait dit connaître une des trois militantes. "Le président français doit expliquer à l'opinion turque et au monde pourquoi il avait rencontré des membres d'une organisation terroriste", a-t-il poursuivi. Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie et un bon nombre de pays.

"Comment peut-il rencontrer régulièrement ces gens qui sont membres d'un mouvement placé sur la liste de l'Union européenne des organisations terroristes et pour lequel Interpol a émis un avis de recherche", s'est emporté M. Erdogan. "C'est quoi, cette politique?" s'est-il exclamé. ■

**LE TEMPS** 11 JANVIER 2013

## Conflit kurde Entre Turcs et Kurdes, un réchauffement qui dérange

Par Mathieu Signorell

**Un accord serait proche avec le leader du PKK Abdullah Öcalan, avec qui Ankara a entamé des négociations qui prévoiraient les conditions d'un arrêt de la lutte armée. Les précédentes, menées dans la discrétion à Oslo, avaient échoué en 2011**

L'assassinat hier à Paris de trois militantes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a eu lieu alors même que le gouvernement turc de Recep Tayyip Erdogan négocie avec ce mouvement de guérilla.

### ABANDON DE LA LUTTE ARMÉE

Les discussions sont notamment menées

par le chef des services secrets (MIT), Hakan Fidan, avec le leader historique du PKK, Abdullah Öcalan, condamné à la perpétuité et enfermé dans l'île-prison d'Imrali, au large d'Istanbul, afin de mettre un terme à une lutte armée qui a fait 45 000 morts depuis 1984. Les discussions portent sur des avancées en faveur des droits culturels de la minorité kurde (15% de la population) et sur le sort des cadres combattants du PKK qui, en échange de l'abandon de la lutte armée, pourraient être accueillis dans des pays non limitrophes de la Turquie.

Les autorités d'Ankara affichent un certain optimisme. «Des progrès importants ont été accomplis», assurait le week-end dernier Nurettin Canikli, vice-président du groupe parlementaire de l'AKP, parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002. Avant-hier, des médias turcs assuraient qu'un accord était proche. Il s'agit de

rassurer l'opinion publique alors même que les accrochages entre l'armée et les guérilllas sont les plus intenses depuis dix ans, avec 900 morts entre juin 2011 et novembre 2012, selon l'International Crisis Group. Côté kurde, on reste beaucoup plus prudent sur ces contacts. «C'est juste une démonstration de bonne volonté pour ouvrir le dialogue», affirmait mercredi soir le député Ahmet Turk, figure de proue du mouvement kurde, qui a rencontré Abdullah Öcalan dans sa cellule la semaine dernière.

La fin de l'isolement carcéral du leader du PKK, qui, pendant des années, ne pouvait rencontrer que sa famille et ses avocats, était la principale revendication de la grève de la faim de 80 jours menée à l'automne par quelque 700 détenus kurdes. La reconnaissance par Ankara du rôle central d'«Apo» dans le processus politique ➤

➤ représente incontestablement une nouvelle donne. «La guerre est possible sans Öcalan, mais la paix est impossible», reconnaît un diplomate européen.

#### AUTONOMIE EN SYRIE

Un constat qui est aussi celui de l'AKP au pouvoir comme du CHP, principale force de l'opposition de gauche. «L'usage de la force ne suffit pas pour en finir avec le PKK», a reconnu Yalçın Akdoğan, le principal conseiller politique d'Erdogan. L'autonomie conquise par les Kurdes

syriens dans les zones où ils sont majoritaires risque en effet d'attiser le conflit en Turquie, d'autant que le principal parti kurde syrien est proche du PKK.

Mais dans un tel processus le diable est dans les détails. Quel sera, notamment, le sort d'Öcalan? Pour le moment, Recep Tayyip Erdogan exclut sa remise en liberté ou un placement en résidence surveillée. En outre, aussi bien au sein de l'Etat que du PKK, il y a de féroces opposants au dialogue. Une première négociation menée discrètement à Oslo avait capoté en août

2011 après la diffusion d'une cassette révélant ces discussions qui avaient scandalisé une opinion turque chauffée à blanc contre le terrorisme. La fuite venait du sein même de l'Etat.

Mais des combattants, notamment parmi les 3000 guérilleros installés dans les monts Qandil, dans le nord de l'Irak, ou au sein de la diaspora kurde en Europe, considèrent qu'Öcalan, sous pression, est en train de trahir la cause d'une indépendance kurde, voire d'une large autonomie. ♦

le Parisien

12 janvier 2013

## Au moins 15.000 Kurdes d'Europe manifestent, Paris sommé d'élucider les meurtres

De Alix RIJCKAERT (AFP)

**P**ARIS — Au moins 15.000 Kurdes venus de toute l'Europe ont manifesté bruyamment samedi à Paris pour dire leur indignation après l'assassinat de trois militantes liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), insistant sur la nécessité de poursuivre les négociations de paix.

Au même moment que ses opposants kurdes, Ankara a relayé une exigence analogue, sommant Paris d'élucider le triple meurtre de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Soylemez, tuées de plusieurs balles dans la tête au centre d'information du Kurdistan dans le centre de Paris jeudi.

La préfecture de police a chiffré à 15.000 le nombre des manifestants, les organisateurs évoquant "plus de 50.000" participants.

Vêtus de couleurs sombres en signe de deuil, les manifestants se sont mis en marche gare de l'Est sous la pluie et une nuée de drapeaux dont certains à l'effigie d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK emprisonné en Turquie. Nombre d'entre eux portaient des foulards jaunes, rouges et verts aux couleurs du drapeau kurde et brandissaient les portraits des trois victimes.

"C'est la première fois qu'une chose comme ça arrive en Europe (...). On veut savoir qui a fait ça", a expliqué à l'AFP Céline Yildirim, serveuse à Paris, qui affirme être réfugiée politique en France après avoir été emprisonnée en Turquie.

Alors que la manifestation venait de débiter à Paris, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'exprimait à la télévision turque: "La France doit immédiatement élucider cet incident", a-t-il exhorté. Il a en même temps critiqué François Hollande, qui avait indiqué connaître une des victimes. "Le chef de l'Etat doit expliquer immédiatement aux Français, aux Turcs et au reste du monde,



Manifestation de milliers de Kurdes, le 12 janvier 2013 à Paris (AFP)

pourquoi (...) il est en relation avec ces terroristes", a dit M. Erdogan.

Les manifestants ont afflué à Paris depuis la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, mais surtout d'Allemagne, comme Fikriye Cinar, partie en voiture depuis Dortmund avec huit membres de sa famille. "Ca fait trois jours que je ne dors pas tellement ces meurtres m'ont secouée", dit-elle. "Tous les Kurdes sont démocratiques, on veut la paix", assure cette mère de famille.

#### "SABOTAGE"

Au départ de la manifestation, les organisateurs ont demandé l'arrestation des commanditaires, la suspension d'un accord de coopération policière entre la France et la Turquie et le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes.

"Cette agression a eu lieu au moment où les discussions en cours pour trouver une solution au problème kurde en Turquie sont d'actualité", souligne la Fédération des associations kurdes de France (Feyka) dans un appel distribué sur le parcours.

"L'Etat français a sa part de responsabilité. Si les auteurs de ces délits ne sont pas retrouvés, la France sera considérée indiscutablement comme complice", ajoute l'appel.

M. Erdogan a maintenu que le crime avait peut-être été commis pour saborder les négociations de paix entre Ankara et Öcalan dont la presse turque s'était fait l'écho. Certains manifestants semblaient de son avis.

"C'est un sabotage venant de l'Etat profond en Turquie, ces personnes de l'armée, des services secrets, des milieux ultranationalistes qui refusent toute idée de solution" au problème kurde, a jugé Devrim Polat, un étudiant en sciences politiques de Düsseldorf.

"Cette barbarie ne nous affaiblira pas!" et "Ces assassins renforceront notre lutte", proclamaient les pancartes noires et blanches brandies par des manifestants.

A l'arrivée du cortège, place du colonel Fabien, les manifestants ont écouté l'hymne kurde en levant les doigts en V. □

## Un échange spectaculaire de prisonniers montre le poids de l'Iran en Syrie

Les pro-régime s'élèvent contre un marché qui a permis la libération de 48 otages iraniens

Seul l'Iran a, jusqu'à présent, matière à se réjouir du plus important échange de prisonniers jamais réalisé depuis le début de la guerre civile en Syrie. Ses 48 ressortissants retenus en otages par les rebelles syriens ont été libérés, mercredi 9 janvier, à Damas, avant de repartir, le lendemain, à Téhéran, où la presse a salué leur libération comme une victoire nationale. Ces 48 hommes, accusés par les insurgés d'être des conseillers militaires venus aider le régime de Damas, ont été présentés par Téhéran comme des pèlerins, avant de concéder que se trouvaient parmi eux des gardiens de la révolution à la retraite.

Du côté des 2139 civils obtenus en échange par le groupe de l'Armée syrienne libre (ASL) qui avait enlevé les Iraniens, la situation est

nettement moins claire. Selon des sources proches de l'opposition, impossibles à vérifier, seul un millier d'entre eux a été relâchés, dont deux en tellement mauvaise santé qu'ils seraient décédés peu après. La libération des 1400 autres aurait été retardée par les autorités au prétexte des mauvaises conditions météorologiques qui affectent la région.

Nul ne sait exactement qui sont ces 2139 personnes libérées en échange des Iraniens. Il semble qu'il s'agisse de civils et non de combattants, de toutes les régions du pays et de toutes confessions. Ainsi, les quatre jeunes femmes qui avaient manifesté tête nue et en robe de mariée contre les massacres et la violence, il y a quelques mois dans le souk Hamidiyeh de

Damas, ont été libérées. Tout comme l'avocate alaouite de Tartous Majdoline Hassan. «Aucune de ces personnes n'a fait l'objet de condamnations ou de poursuites judiciaires, croit savoir une source proche du dossier. Elles relèvent toutes d'arrestations et de détentions administratives et arbitraires.»

### Tendance laïque de l'ASL

Du côté des rebelles, les négociations ont été menées par la brigade Al-Baraa, qui avait enlevé les Iraniens : cette milice, appartenant à la tendance laïque de l'ASL, est originaire de Rastan, près de Hama, mais active dans la plaine de la Ghouta, près de Damas. La médiation a été effectuée par l'IHH, une ONG islamiste très proche du gouvernement turc, en guerre larvée avec Damas, ainsi que le Qatar, hostile au régime syrien lui aussi.

«D'habitude, le régime ne veut pas négocier d'échange de prisonniers, observe Salam Kawakibi, politologue à l'Arab Reform Initiative et proche de l'opposition. Il ne l'a pas fait, même pour le pilote alaouite Rony Souleiman, abattu avec son Mig près d'Alep. Il n'a pas voulu relâcher l'opposant Abdalaziz Al-Khayer, malgré les demandes de ses alliés chinois et russes. S'il l'a fait pour des Iraniens, cela démontre l'énorme pouvoir d'influence de

### Des islamistes s'emparent de la base de Taftanaz

Tandis que la rencontre internationale sur la Syrie, vendredi 11 janvier à Genève, entre diplomates russes et américains et le médiateur international Lakhdar Brahimi n'a rien donné, les rebelles syriens ont remporté une importante victoire en s'emparant du plus grand aéroport militaire du nord du pays. La base de Taftanaz est le deuxième aéroport d'hélicoptères militaires du pays : elle est tombée aux mains de trois groupes radicaux islamistes, le Front Al-Nosra, Ahrar Al-Cham et Taliaa Al-Islamiya. – (AFP, Reuters.)

Téhéran sur Damas aujourd'hui. »

En Syrie même, cet échange ne passe d'ailleurs pas bien auprès des partisans du régime. Des familles de soldats se répandent sur les réseaux sociaux pour blâmer le pouvoir de Bachar Al-Assad, accusé de ne rien faire pour libérer les milliers de militaires faits prisonniers par l'ASL alors qu'il relâche plus de deux mille militants contre une cinquantaine de ressortissants iraniens censés faire du tourisme religieux. ■

CHRISTOPHE AYAD



16 janvier 2013

## La Turquie bombarde de nombreuses cibles au Kurdistan irakien

L'ampleur de l'opération menée mardi soir est sans précédent depuis plusieurs années. Elle coïncide avec l'ouverture de négociations entre Ankara et le leader emprisonné du groupe séparatiste PKK.

Des avions de l'armée turque ont bombardé la veille dans le nord de l'Irak plus de 50 bases arrière du principal mouvement séparatiste armé kurde, le PKK, ont affirmé mercredi des sources militaires turques sans préciser si les attaques ont fait des victimes.

Il s'agit d'une des attaques aériennes les plus massives de ces dernières années contre des bases présumées du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)

dans les montagnes du Kurdistan irakien mais elle intervient un mois après que la Turquie a amorcé des négociations de paix avec le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan. Lundi déjà, des chasseurs-bombardiers turcs avaient visé au moins 18 bases arrière présumées du mouvement rebelle dans le nord de l'Irak également. Il s'agissait des premiers raids depuis plusieurs semaines et, surtout, depuis l'ouverture des pourparlers avec Öcalan.

«Seize chasseurs F-16 ont décollé de leur base de Diyarbakir (sud-est de la Turquie)» mardi soir «et ont bombardé les cibles dans les montagnes de Qandil, dans le nord de l'Irak, à 90 km de la frontière» turque, a déclaré mercredi à l'AFP une source militaire, sous couvert de l'anonymat. L'attaque a été confirmée par un autre respon-

sable militaire, qui a assuré que «plus de 50 cibles ont été touchées en trois heures d'opérations».

«Un avion turc a visé deux villages (...) vers 23 heures, ils ont détruit cinq maisons (...), il n'y a aucune victime», a également déclaré par téléphone à l'AFP Abdulrazzaq Bayiz, le maire de la région de Senkasar, où les chasseurs turcs ont attaqué dans le Kurdistan irakien. Des bombes perforantes capables de percer les murs de bâtiments blindés, conçues en Turquie, ont été utilisées pour la première fois dans ce type de raid aérien, ont assuré à l'AFP des sources sécuritaires turques.

Selon Ankara, plus de 2000 combattants du PKK se cachent dans les zones montagneuses frontalières du Kurdistan irakien. Selon les médias turcs, le gouver-

nement d'Ankara et Abdullah Öcalan se sont mis d'accord au cours de récentes discussions sur le principe d'un arrêt des hostilités qui durent depuis 1984 et qui ont fait quelque 45 000 morts en 19 ans.

Les services de renseignement turcs, mandatés par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, mènent depuis la fin 2012 des négociations directes avec Öcalan, qui purge depuis 1999 une peine de prison à vie sur l'île d'Imrali (nord-ouest). Mais Erdogan avait prévenu il y a une semaine que les opérations militaires contre les bases arrière du PKK se poursuivraient tant que le mouvement séparatiste n'aurait pas déposé les armes.

Au pouvoir depuis 2002, le gouvernement islamo-conservateur du Parti de la justice et du développement (AKP) a déjà renforcé sensiblement les droits de la minorité kurde, qui représente environ 15 à 20% des 75 millions d'habitants de la Turquie. (AFP) ◆

# How Turkey Can Make Peace With the Kurds

By ALIZA MARCUS / WASHINGTON

**THE assassination of three Kurdish activists in Paris last week has raised fears that the true target was peace talks between Turkey and the rebel Kurdistan Workers' Party, or the P.K.K. But the so-called peace process was already in shambles before the killings, which have not been solved.**

Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, claims that he wants a deal to end nearly 30 years of war between the state and the P.K.K. rebels. But he has yet to take the decisive action needed for a credible peace process. Until he understands that the Kurdish problem in Turkey is about politics and identity, and not just about getting the guerrillas to withdraw from Turkey and give up their weapons, there will be no hope for peace.

The head of Turkish intelligence, Hakan Fidan, has recently been holding talks with the imprisoned P.K.K. leader, Abdullah Ocalan. Turkey's intelligence services have had discussions with Mr. Ocalan since he was captured in February 1999, but to no avail.

The problem is that Mr. Ocalan may not be the right partner to negotiate with. He is held in extreme isolation on an island prison, with all communication vetted by his jailers. He received a television in his cell for the first time just a few days ago. Visits must be approved, and rarely are. This means that Mr. Ocalan has limited knowledge of developments in the Kurdish region of Turkey. And while he remains the head of the P.K.K., he has no practical control over the rebels' day-to-day operations.

Even if he were in control, the highly authoritarian Mr. Ocalan is not necessarily the man to ensure democracy for Turkey's Kurds. During the nearly two decades he was based in Syria, Mr. Ocalan consolidated power by killing or isolating challengers.

A viable peace deal must answer Kurdish demands for human rights in a manner that protects the views of all Kurds, not just those of Mr. Ocalan and the P.K.K. And the best way to do this is through the Kurdish Peace and Democracy Party, known as the B.D.P., which won seats in Turkey's parliament in 2011 and

can genuinely claim to represent Kurdish aspirations.

Mr. Erdogan needs to recognize that the way to peace is through politics. Instead of engaging solely with Mr. Ocalan, as if the P.K.K. rebellion were purely a security problem, he must craft a political process that addresses Kurds' grievances about cultural rights and autonomy, giving the rebels a reason to lay down their weapons.

To end the conflict, which has killed more than 40,000 people and hampered Turkey's ability to exert its clout in the Middle East, Turkey needs to do three things.

First, Mr. Erdogan must unequivocally commit to a negotiated process that includes compromises by both sides. While Turkey's territorial integrity should not be up for debate, everything else should be. Mr. Erdogan has generally been dismissive of Kurdish grievances. In a recent interview, he said there was no need to instruct Kurdish students in their native tongue, because they can already study the language as an elective. Instead of belittling Kurds' cultural demands, he should demonstrate good faith by pushing through stalled constitutional and legal reforms, including changes to constitutional provisions that restrict the use of the Kurdish language in schools, punish criticism of the Turkish state and define citizenship through the prism of Turkish identity.

Second, Mr. Erdogan needs to understand that disarming the P.K.K. won't come at the beginning of the peace process, but at the end. He can, and should, ask for a cease-fire agreement, but it cannot be a one-sided call for Kurdish surrender. To silence the P.K.K.'s guns while talks are under way, Turkey will also have to suspend its military operations against rebels in the southeast and in northern Iraq.

Third, Turkey shouldn't limit itself to negotiating with an imprisoned authoritarian figurehead; it should also negotiate with the B.D.P. Unlike the P.K.K., the B.D.P. has legal recognition. But it also has legitimacy among Kurds due to its close ties to the P.K.K.; its members share the P.K.K.'s political goals of Kurdish autonomy and recognize Mr. Ocalan as a leader of the Kurds. This is what makes the

B.D.P. a serious negotiating partner; the party can be an effective conduit for P.K.K. demands and help devise a viable democratic reform package in Parliament.

Although the B.D.P. is dominated by its pro-P.K.K. members, the party is not an integral part of the rebel force. The B.D.P. has daily experience working in a democracy. It runs almost 100 municipalities; party leaders understand the give-and-take needed to govern effectively in a democracy. And the party contains other voices. They may feel beholden to the P.K.K., but they don't necessarily think the P.K.K. is always right.

Mr. Ocalan cannot be entirely excluded, because he is the leader of the most powerful Kurdish group inside Turkey and has the support of millions of Turkey's Kurds, who make up close to 20 percent of the population. He needs to be consulted and treated with respect, and his approval will be needed to prevent the possibility of a violent splinter group forming to oppose a peace agreement.

Unfortunately, instead of engaging the B.D.P., the Turkish government has been harassing many of its members. Over the past four years, around 8,000 Kurdish activists — among them elected mayors, journalists and lawyers peacefully campaigning for greater cultural and political rights — have been detained on charges, often trumped up, of working for the P.K.K. About 1,000 of them are facing trial. Turkey cannot demand that Kurds abandon violence and then imprison peaceful activists.

Turkey's government wants security and the preservation of its borders. The Kurds have replaced their demands for independence with the more practical goals of autonomy, native-language instruction in public schools, and an end to repression of Kurdish activism. They also want P.K.K. fighters to be able to return home from their mountain bases in northern Iraq and to freely engage in democratic politics.

Negotiating all of these issues is not beyond Mr. Erdogan's abilities. Having reduced the military's influence over civilian politics, he has shown that he isn't afraid of a fight. The same courage could help him steer his country toward a peaceful accommodation with its Kurdish citizens.

*Aliza Marcus is the author of "Blood and Belief: The PKK and the Kurdish Fight for Independence."*



# Opposition in Syria fails to win hearts and minds

BEIRUT

## Ordinary Syrians remain undecided, especially members of minorities

BY ANNE BARNARD

As the Syrian conflict nears the two-year mark, the opposition and its international backers have failed to win the support and trust of rank-and-file government supporters, including minorities, a slice of the population whose help is deemed essential not only to resolve the conflict but also to keep Syria from becoming a failed state.

Syrian opposition leaders in exile have repeatedly offered general promises that a future Syria will guarantee equal rights to all citizens regardless of religion and ethnicity, including members of President Bashar al-Assad's minority Alawite sect, and that government officials without "blood on their hands" will be safe. But that has done very little to win allegiance, or even neutrality.

"The opposition is in fact helping to hold the regime together," said Peter Harling, an analyst with International Crisis Group who meets in Syria with people on all sides of the conflict. "It seems to have no strategy to speak of when it comes to preserving what's left of the state, wooing the Alawites within the regime or reaching out to those who don't know who to hate most, the regime or the opposition."

Analysts with contacts in Syria said the opposition had failed because it has not spelled out how it will handle challenging political issues — like the fate of the Baath Party, the army rank and file, and the public sector, which employs at least 1.2 million Syrians — or how it will curb sectarian violence and revenge killings. The opposition, critics say, has failed to split the government from within and has allowed Mr. Assad to continue to appeal to fence-sitters as the embodiment of the Syrian state.

That vacuum, some analysts say, was the backdrop for Mr. Assad's confident-sounding speech on Jan. 6, when he offered to engage in political dialogue with opponents he considers acceptable. Mr. Harling said that what came off as "a lame speech" to some foreign ears had actually allowed Mr. Assad to try to persuade fence-sitters that he was still a plausible choice and reflected a belief in the president's circle — perhaps mistaken — that "people will ultimately come back to them, because they offer more of the prospect of a state."

On Sunday, the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, called pointedly on the opposition to offer specific counterproposals for a political solution rather than complain about Mr. Assad's refusal to negotiate. And on Monday, Kofi Annan, the former U.N. secretary general, chided the United States and Russia for not working harder to bring the sides together, warning that the opposition's insistence that Mr. Assad step down before any negotiations was per-

petuating a stalemate and risking a descent into chaos.

Yet the concerns come not only from Russia, Mr. Assad's strongest ally, and Mr. Annan, who quit as international envoy on the crisis when his mediation efforts went nowhere. They are shared by a growing chorus of Middle East analysts, Syrian intellectuals and a former Syria adviser to the Obama administration, which has recognized the Syrian National Coalition as the legitimate representative of the Syrian people.

That adviser, Frederic C. Hof, wrote last month that although the coalition had offered general assurances to the one-third of Syrians who belong to minority groups, "probably no more than a handful" believed them, especially as extremist jihadist fighting groups grow more prominent on the battlefield and issue videotaped calls for the restoration of the Islamic caliphate.

"And why should they?" he added in an article published by the Atlantic

**"Everyone feels and knows that there is a real dilemma and danger when it comes to the morale of the Syrian citizen."**

Council, a research institute in Washington, where he is a senior fellow. "What would weigh heavier on the brain of a non-Sunni Arab (or a Sunni Arab committed to secular governance): the occasional word about the primacy of citizenship, or the televised chanting of hirsute warriors?"

The coalition understands the danger, Samir Nachar, one of its members, said in an interview from Turkey.

"Everyone feels and knows that there is a real dilemma and danger when it comes to the morale of the Syrian citizen," he said. "Unfortunately, we don't have anything on the ground that can truly relieve the fears and the anxieties that are plaguing minorities at this time. Sadly, the Alawite sect has been taken hostage by this regime."

He vehemently rejected the criticism, saying the radicalization of the fighters on the ground was the fault of Mr. Assad for "portraying this as a Sunni revolution," and of the United States and others for failing to support the mainstream armed opposition with military intervention.

"This is the best way to reassure the minorities, by helping the moderate forces on the ground," he added.

The United States has long called for a pluralistic new government that preserves state structures, and it seems to be addressing the issue with new urgency. In a meeting with his Russian counterpart on Friday, Deputy Secretary of State William J. Burns emphasized that the exile opposition was reaching out to government technocrats on how to manage "the day after" — for instance, keeping electricity, security and other infrastructure running.

Paul Salem at the Carnegie Middle East Center says it is unfair to blame the



An explosion badly damaged part of Aleppo University on Tuesday. More than 50 people were killed, activists reported, after a series of blasts hit the campus, which is in northern Syria.

opposition, contending that it is extremely hard to change a dynamic that the Assad family worked for decades to create: stamping out all alternative Alawite leadership or moderate opposition to persuade Alawites and others that their fate is tied to the government's.

The opposition's efforts at reassurance and outreach have been mixed, analysts say. On Dec. 17, the Syrian vice president, Farouk al-Sharaa, seemed to reach out for compromise, suggesting to the Lebanese newspaper *Al Akhbar* that some in the government, the Baath Party and the Syrian Army had "believed from the start of the crisis, and still do, that there is no alternative to a political solution, and that there can be

no return to the past."

The coalition's only public response was a statement saying that Mr. Sharaa's comments showed that "the regime is facing its final days with difficulty and seeks not to die alone."

Protesters in Syria have raised signs calling for a general amnesty "for all supporters of the regime with no blood on their hands," Mr. Harling said — a statement probably intended to reassure but with the effect of suggesting that mere support for the government is a crime requiring amnesty.

Meanwhile, analysts say, the government has arguably spent more effort in trying to convince those on the fence. Since Mr. Assad's speech, the Syrian state news media have issued a drum-

beat of reports on preparations for "national dialogue."

The government also continues to pay the salaries of civil servants and the social security benefits of citizens, even in some rebel-held areas.

That process, said Emile Hokayem, an analyst with the International Institute for Strategic Studies, may succeed in "placating urban fence-sitters who are still attached to that illusion, as well as Syrians who have been alienated by the rebels."

"It costs him little to inundate this audience with promises of political progress, however meaningless they may be," Mr. Hokayem wrote of Mr. Assad in *Foreign Policy*.

INTERNATIONAL  
**Herald Tribune**

JANUARY 18, 2013

# Syrian villagers massacred

BEIRUT

## Assad loyalists blamed with killing up to 106 for possible sectarian motive

THE ASSOCIATED PRESS

Activists said Thursday that forces loyal to President Bashar al-Assad swept through a small farming village in central Syria this week, torching houses and shooting and stabbing residents in an attack that killed up to 106 people, including women and children.

The assault on the village, Haswiyeh, outside the city of Homs, took place Tuesday but was only coming to light two days later as the scale of the killings became more apparent. The attacks appeared to have sectarian motives and bore a resemblance to the offensive in May on the nearby village of Houla that killed 108 people and drew international condemnation of the Assad government.

The Syrian Observatory for Human Rights, based in Britain, put the death toll in Haswiyeh at 106, and said some of the dead were "burned inside their homes while other were killed with knives" and other weapons. It added that there were reports that "whole families were executed, one of them made up of 32 members."

Youssef al-Homsi, an activist based in Homs, also said at least 100 people were killed in Haswiyeh. He sent via Skype a list of 100 names of those said to have been killed. In addition to whole families, the list included individual names of 15 women and 10 children.

Omar Idilbi of the Local Coordination Committees put the death toll at 37, but said the figure was from Wednesday and that more bodies had been found since then.

Independent confirmation of the activists' reports was not possible because of severe reporting restrictions in Syria.

A government official in Damascus flatly denied the reports of carnage, saying no such killings took place in the area at all. He said that "the army protects civilians and their properties," and accused rebels of using civilians as human shields. He spoke on condition of anonymity because he was not authorized to brief the media.

But the pro-government daily *Al-Watan* reported Thursday that Syrian troops had advanced in the countryside of Homs, "cleansing the villages of Haswiyeh and Dweir as well as their fields" from gunmen. It did not elaborate.

Rebels and government troops are known to have clashed in the area around Haswiyeh earlier this week. Rebels still control several neighborhoods in Homs, Syria's third-largest city, as well as other areas in the region. The city and surrounding countryside have been hit by heavy fighting since shortly after the country's crisis began in March 2011. The United Nations says that at least 60,000 people have been killed in the conflict.

The Observatory and Mr. Homsi said all of the dead appeared to be Sunni Muslims, suggesting that the killings may have been sectarian in nature. Mr. Homsi also said local residents had reported that many of the attackers came from the nearby village of Mazraa,

which he said is predominantly Shiite.

Sunnis make up the majority of Syria's 23 million people, while Mr. Assad and most of the top officials in his government belong to the minority Alawite sect, an offshoot of Shiite Islam.

The opposition accuses Alawite militiamen loyal to Mr. Assad of trying to

carve out a breakaway enclave for themselves by driving out local Sunnis, killing entire families and threatening anybody who stays behind. They say killings in overwhelmingly Sunni villages close to Alawite communities are meant to lay the groundwork for such an enclave.

An amateur video posted online showed five women surrounded by children as they sat on the floor describing what happened in Haswiyeh.

"They entered homes, slaughtered women and children then burned

them," said one of the veiled women holding a young boy. "They slaughtered members of the same families then turned the diesel heaters on them."

"We did not fight and we had no gunmen. We are all workers trying to make a living," she said angrily. She added that some homes were robbed as the soldiers were looking for money and jewelry.

Another video showed a burned room with what appeared to be two charred bodies on the floor. A man could be heard weeping in the background. The caption says the video is from Haswiyeh.

The videos appeared genuine and corresponded to other reporting on the events depicted.

Elsewhere in Syria, activists reported violence in different parts of the country Thursday, including fighting in the Palestinian refugee camp of Yarmouk in Damascus.

“AVANT LUI, NOUS, KURDES, N'ÉTIIONS QUE DES HERBES FOLLES SANS CONSCIENCE...”

# Turquie: Öcalan, l'incontournable

Le gouvernement turc a ouvert des discussions avec le chef de la rébellion kurde, détenu à vie. Mais l'exécution à Paris de trois militantes du PKK montre que les adversaires d'un tel dialogue ne désarment pas



DE NOTRE CORRESPONDANTE

Un poste de télévision va prendre le ferry pour être acheminé jusqu'à la cellule d'Abdullah Öcalan, isolé sur l'île-prison d'Imrali, en mer de Marmara. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan en personne a annoncé que la demande du « *terroriste en chef* », comme il le surnomme, allait être satisfaite. En améliorant son traitement, le gouvernement islamo-conservateur veut donner un gage de sa volonté de traiter avec le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a pris les armes en 1984. L'ennemi public numéro un des Turcs a obtenu ce qui lui avait toujours été refusé : être admis ouvertement à la table des pourparlers. Un cadre pour conduire les discussions et aboutir à un retrait des rebelles du territoire turc aurait été trouvé, selon les médias. Aucune déclaration officielle n'a confirmé ce plan, mais l'intensifi-

## AUTONOMIE

Raison d'être initiale du PKK, l'établissement d'un Etat kurde indépendant ne fait plus partie de ses revendications. La guérilla demande désormais une modification de la définition de la citoyenneté turque, la reconnaissance de l'identité kurde et l'éducation des Kurdes dans leur langue maternelle, une « *autonomie démocratique* » de la région kurde, la libération de tous les prisonniers, dont Abdullah Öcalan, et le droit de mener des activités politiques sans restriction.

cation des contacts avec Imrali marque le grand retour dans le jeu politique de « Celui qui se venge », selon la traduction de son patronyme.

Depuis fin décembre, les visiteurs se succèdent auprès du chef kurde. Il a ainsi reçu le chef du MIT, les services secrets turcs, deux députés kurdes – du jamais-vu – au début de janvier, et son frère Mehmet. Le 31 décembre, Yalçın Akdoğan, principal conseiller de M. Erdogan, avait préparé l'opinion publique turque en expliquant que celui en qui elle voit une incarnation du mal était en fait un « *acteur clé* » de la paix et que l'« *usage de la force* » ne suffirait pas à mettre un terme au conflit qui a déjà fait plus de 45 000 morts.

Ankara n'avait pourtant pas ménagé sa peine pour le couper de son organisation. Il peut discuter trois heures par semaine avec les cinq détenus qui ont été transférés sur l'île pour lui tenir compagnie, jouer au basket le mardi et au volley le vendredi – un sport auquel

il s'adonnait en Syrie, où il avait installé son commandement dans les années 1980 et 1990. Mais ses avocats, qui transmettaient ses oukases et ses interminables analyses politiques, n'ont pas eu le droit de s'entretenir avec lui depuis seize mois. Accusés de terrorisme, ils ont été jetés en prison. Malgré son isolement, Abdullah Öcalan a réussi à démontrer que son autorité était intacte : en novembre, un mot de sa part a suffi pour que des centaines de prisonniers cessent la grève de la faim qu'ils avaient entamée soixante-huit jours plus tôt pour obtenir une amélioration des conditions de détention d'« Apo » (« Oncle »), comme l'appellent ses partisans.

Trente-quatre ans après la fondation clandestine du PKK, mouvement indépendantiste marxiste-léniniste, l'ancien étudiant en sciences politiques, également nommé « le Soleil de l'humanité », est un demi-dieu. « *Les mots ne suffisent pas*, explique une militante qui lui a sacrifié un de

ses fils, tué dans des combats avec l'armée. *Il contient tout, il est tout. Avant lui, nous n'étions que des herbes folles sans conscience.* » Même les Kurdes, qui sont effrayés par son orgueil insatiable et sa cruauté – notamment vis-à-vis de ses dissidents –, estiment que sans lui leurs revendications auraient été enterrées par l'Etat turc. Dans les années 1990, la « sale guerre » menée par Ankara, avec ses milliers d'exécutions extrajudiciaires, l'a transformé en porte-drapeau de ce peuple opprimé. Au pouvoir depuis 2002, le Parti de la Justice et du Développement (AKP) a bien accordé aux 15 millions de Kurdes vivant en Turquie des droits culturels, mais les arrestations de milliers de militants depuis trois ans ont renforcé son aura. Et, au fil des ans, le PKK a consolidé son emprise dans le Sud-Est via des structures civiles. Pourtant, pendant son procès, en 1999, le chef de guerre n'avait pas hésité à faire un très inattendu mea culpa pour échapper à la corde – sa condamnation à mort a été commuée en peine à perpétuité.

Suffit-il qu'Abdullah Öcalan, derrière les barreaux depuis quatorze ans, ordonne aujourd'hui à ses troupes de déposer les armes pour qu'elles s'exécutent ? « *Nous faisons bloc derrière lui, les dissensions n'existent pas*, assure Sebahat Tuncel, députée du Parti pour la Paix et la Démocratie, vitrine politique du PKK. *Mais le processus n'avancera que si son isolement est levé.* » Le PKK est éclaté entre la Turquie, l'Europe, où des figures du mouvement sont réfugiées, et les monts Qandil du Kurdistan d'Irak, où les rebelles sont retranchés. Parallèlement au canal ouvert avec Imrali, des agents du MIT discutent avec Qandil, explique Mehmet Ali Birand, un des très rares journalistes à avoir rencontré Öcalan. Murat Karayilan, le chef militaire, lui est entièrement fidèle. Mais des commandants comme Duran Kalkan ou Cemil Bayik ont peur de ne pas être pris en compte dans les discussions. « *Le problème est qu'ils ne disent pas ce qu'ils veulent* », souligne Ümit Firat, un intellectuel kurde indépendant. Quant au Syrien Bahoz Erdal, il représente l'aile la plus radicale du mouvement et ne veut pas traiter avec Ankara. « *Malgré tout, Öcalan reste le leader absolu, c'est la bonne adresse*

## Trois balles dans la tête...

**C'est un travail de professionnel. Pas d'effraction, pas de témoin, trois balles chacune dans la tête. Mercredi 9 janvier après-midi, trois militantes kurdes ont été froidement exécutées en plein cœur de Paris. Fidan Dogan, Leyla Soylemez et Sakine Cansiz se trouvaient au Centre d'Information du Kurdistan, le bureau de liaison du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), installé dans un petit appartement discret au premier étage du 147, rue La Fayette, quand elles ont été tuées. Fait divers ou assassinat politique ? Deux des victimes étaient des cadres importants du PKK en Europe, où vivent environ 1,2 million de Kurdes, dont 150 000 en France. Sakine Cansiz, 55 ans, était l'une des fondatrices du mouvement. Emprisonnée et torturée dans les geôles turques de 1980 à 1992, cette combattante très respectée, proche d'Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK, était responsable de sa branche féminine et son principal relais en Europe depuis qu'elle avait obtenu l'asile politique en France en 1998. Fidan Dogan, 32 ans, était la représentante en France du Congrès national du Kurdistan, la vitrine politique du PKK basée à Bruxelles. « *C'est elle qui menait avec brio la diplomatie pour le peuple kurde* », affirme le journaliste kurde Fuat Kav. François Hollande lui-même s'est attiré les foudres de la Turquie pour avoir avoué la connaître. Pour Ankara comme pour la communauté kurde, nul doute que ce triple meurtre est lié aux pourparlers de paix entamés entre la Turquie et Abdullah Öcalan. Les militantes jouaient-elles un rôle dans le cadre de ces négociations ? Qui pouvaient-elles gêner ? Là où Ankara voit un règlement de comptes interne aux rebelles kurdes, ces derniers soupçonnent l'extrême-droite, le noyau dur de l'armée ou les services secrets turcs, « *l'Etat profond* », comme ils l'appellent, qui refuse tout règlement politique du problème kurde. « *A chaque fois qu'il y a eu des discussions dans le passé, il y a toujours eu des mécontents, de part et d'autre, qui ont cherché à saboter le processus par des coups tordus* », résume Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris. Mais c'est aussi la France qui est mise en cause dans cette affaire : les Kurdes lui reprochent de ne pas avoir su protéger ces militantes alors qu'elles étaient sous surveillance policière, tandis que la Turquie l'accuse de complaisance à l'égard du PKK, pourtant placé dans la liste de l'Union européenne des organisations terroristes. SARAH HALIFA-LEGRAND**

*pour la paix, résume-t-il. Pour cela, il faut qu'il puisse parler directement avec son organisation, par téléphone ou via Skype. Si le gouvernement satisfait les revendications démocratiques des Kurdes en Turquie, il aura les moyens d'influencer les groupes qui ne sont pas sur la même ligne que lui.* »

Mais les bouleversements régionaux de ces deux dernières décennies rebattent les cartes en faveur des 35 millions de Kurdes, le plus grand peuple sans Etat, écartelé entre l'Iran, la Syrie, l'Irak et la Turquie. Depuis 1991 déjà, la région kurde irakienne jouit d'une autonomie de facto. En Syrie, la guerre civile profite au Parti de l'Union démocratique (PYD), l'aile syrienne du PKK. Ses milices contrôlent désormais une zone importante dans le Nord-Est qui court le long de la frontière turque jusqu'à l'Irak. Cette ébauche d'Etat est le cauchemar d'Ankara, qui redoute ses répercussions sur son territoire. Les évolutions en Syrie expliquent largement le regain d'intérêt du Premier ministre Erdogan pour des discussions avec la guérilla. « *C'est un point crucial des négociations*, indique un fin connaisseur du dossier proche des autorités turques. *Le gouvernement veut éviter à tout prix que ce soit une force armée kurde qui contrôle la sécurité dans le nord de la Syrie qui émergera après la guerre.* » Convaincre Abdullah Öcalan de renoncer à une telle revanche de l'histoire est-il envisageable ? D'autant qu'il ne maîtrise pas la stratégie des acteurs régionaux : Damas et Téhéran ont renforcé leur influence sur la rébellion turque et la gardent en réserve pour nuire à la Turquie. « *Tout est bon pour la santé du PKK ces temps-ci*, conclut Mehmet Ali Birand. *A leur place, je n'aurais pas envie de déposer les armes.* » LAURE MARCHAND



Fidan Dogan, Leyla Soylemez et Sakine Cansiz, les trois militantes kurdes assassinées le 9 janvier à Paris

The New York Times January 16, 2013

## IRAQ BOMBS KILL 19 IN KURDISH REGION

**B**aghdad -- At least two car bombs shattered a building housing the local headquarters of the Kurdistan Democratic Party in the restive city of Kirkuk on Wednesday, killing at least 19 people and wounding more than 200, according to police.

A third bomb at a nearby facility used by Kurdish security forces killed at least four more people, news agencies reported.

The suicide bombers' main target appeared to have been the local office of Massoud Barzani, the president of Iraq's semi-autonomous northern Kurdish region. Kirkuk is about 180 miles north of Baghdad.

Tensions have increased recently in the city, where government soldiers squared



A wounded man is transported on a stretcher to receive treatment after a suicide bomb blast attack in Kirkuk, 250 km (155 miles) north of Baghdad January 16, 2013. REUTERS/Ako Rasheed

off with Kurdish militias after Prime Minister Nouri al-Maliki sought to consolidate his control over security there.

"This is a political explosion," said Muhammed Kamal, the chief of the Kurdistan Democratic Party in Kirkuk. "Iraq is witnessing a political crisis that is being reflected on the security of the country and it's all because of the prime minister."

The attacks took place on Atlas Street, one of the busiest thoroughfares in central Kirkuk. There was no immediate claim of

responsibility, but car bombs have frequently been used by Sunni insurgents.

The bombings came a day after a member of the Iraqi Parliament was killed in a suicide bomb attack in Anbar province. The lawmaker, Efan al-Essawi, was also the leader of a local council of the Sunni Awakening, a U.S.-backed group of Sunni militias that switched sides to fight against al Qaeda in Iraq.

Also on Wednesday, gunmen killed three policemen at a checkpoint northeast of Baghdad, according to police. ■

Los Angeles Times January 19, 2013

## Syria's Arab rebels clash with Kurds on Turkish border

By Patrick J. McDonnell

**BEIRUT** — Syrian rebel and Kurdish militiamen were battling Saturday for control of a northeastern Syrian town in a dramatic illustration of the deep fissures within Syria's armed opposition.

A Kurdish umbrella group, the Kurdish National Council, called Saturday on the rebel leadership to exert influence with its fighters to cease their attack on Ras Ayn, along Syria's remote northeast border with Turkey.

The Kurdish group demanded that the opposition leadership "put pressure on these armed groups to stop this criminal war, which is detrimental to the principles and objectives of the Syrian revolution."

Whether the request will make any difference remains to be seen. Rebel combatants in Syria are heavily decentralized and generally follow no central command.

Several days of rebel-Kurdish clashes in Ras Ayn have left at least 33 combatants dead, according to the Syrian Observatory for Human Rights, a Britain-based pro-

opposition monitoring group.

The Kurdish and Arab militiamen share a deep mistrust, though both profess to back the downfall of Syrian President Bashar Assad.

The Kurds, a non-Arab ethnic minority, say the Arab rebels are using tanks and artillery to attack Kurdish positions and civilian neighborhoods in Ras Ayn, about 450 miles northeast of Damascus, the capital. The Kurds also accuse the rebels of collaborating with neighboring Turkey, which has long fought a Kurdish rebellion, in a bid to crush emerging Kurdish leadership in northern Syria.

Ras Ayn, home to about 50,000 people before intense fighting broke out last year, is just across the border from the Turkish town of Ceylanpinar.

Arab rebels also harbor doubt about the Kurdish fighters. Some suspect that the Kurdish militiamen remain loyal to Assad. The president's forces retreated in July from a vast swath of the Kurdish north, in effective ceding rule to Kurdish parties without a shot being fired. But the Kurdish groups in

Ras Ayn deny being Assad backers and say they support the revolution.

Many secular Kurds also object to the ultra-conservative Islamist bent of some of the Arab rebel battalions. Several Islamist militant groups, reportedly including Al Nusra Front, with asserted links to Al Qaeda, are said to be among the rebel factions operating in Ras Ayn. The Obama administration has labeled Al Nusra Front a terrorist group.

Turkish authorities have allowed Syrian rebels to use Turkish territory to move personnel and weapons into Syria. But Turkish officials have expressed alarm about the rise of Kurdish factions inside Syria.

The Turkish government has been engaged in a decades-long war against the autonomous-minded Kurdistan Workers Party, or PKK. Many Syrian Kurds support the PKK and its jailed leader, Abdullah Ocalan, who is serving a life term for treason in a Turkish prison. Some Syrian Kurds have even enlisted in the PKK.

Aside from Ras Ayn, Kurdish and Arab fighters have also clashed elsewhere in the north, notably in the city of Aleppo.

Many Syrian Kurds view the prospect of Assad's downfall as a chance to gain long-desired political autonomy. But some Arab rebels are hostile to Kurdish ambitions for autonomous rule, saying such a step could weaken a post-Assad Syria.

## Syria: Clashes pit Kurds against jihadists

**A**leppo - Fierce clashes raged late on Thursday in the majority Kurdish northern Syrian city of Ras al-Ain, on the Turkish border, pitting jihadists against Kurdish fighters, residents and an activist said.

The fighting comes six months after troops loyal to President Bashar Assad withdrew from majority Kurdish areas, leaving residents to fend for themselves.

Jihadists have since staged several assaults on the strategic city, and most of its residents have fled.

Syria's Kurds are divided over the revolt against Assad. Some support the regime, others back the revolt, and still others seek to remain neutral.

On Thursday, "the fighting became more intense in the evening after Kurdish fighters received reinforcements to try to stop the fiercest rebel assault ever since insurgents first arrived in the city" in November, a resident identifying himself only as Mohammed said.

The rebels are loyal to the jihadist Al-Nusra Front, which is listed by the United States as a "terrorist" organisation, as well as Islamist groups Ghuraba al-Sham and Ahfad al-Rasul, said Mohammed.

### Fears over consequences

While earlier reports said no jihadists were



*Kurdish anti-Syrian government activists parade the streets in celebration for the official declaration of liberation of the city of Derik. (Giulio Petrocco, AFP)*

involved in the fighting, an activist from Ras al-Ain - a Kurdish opponent of Assad - confirmed Mohammed's account.

"Armed groups loyal to Al-Nusra Front crossed the Turkish border with three tanks into the city of Ras al-Ain," the activist, who identified himself as Havidar, said in Beirut

via the internet.

While Turkey supports the revolt against Assad, it is also home to a sizeable Kurdish minority that has suffered much persecution and suppression.

Activists say they fear Turkey may be using jihadists in Syria to fight its own battle against the Kurds.

"The advancing rebels did not use the tanks to fight the regime. Instead, they used them to shell Ras al-Ain," said Havidar.

### Revolt in danger

Analysts and activists have voiced fears over the potential consequences should fighting between Kurdish militia and jihadists continue.

"We are concerned about continued clashes in Ras al-Ain between Kurdish militia and rebel fighters from Al-Nusra Front and Ghuraba al-Sham," said prominent Kurdish activist and journalist Massoud Akko.

"Should the fight morph into a struggle between Kurds and Arabs... Syria and the revolt [against Assad] are both in real danger," said Akko.

"We the Kurds have no problem with the [mainstream rebel] Free Syrian Army, so long as it is fighting the regime, but we see no justification for the assault on Ras al-Ain.(AFP) ♦

## Is Turkey using jihadists to fight Kurds in Syria?

Syrian Kurds urge opposition to halt siege against them by Islamist rebels, as UN condemns killing of dozens of children across country.

### Middle East Online

**D**AMASCUS - Syrian Kurds urged the opposition on Saturday to halt a siege against them by Islamist rebels, as the UN condemned the killing of dozens of children across the country over the past week.

The Kurdish National Council, a pro-opposition umbrella group of Syrian Kurdish parties, condemned what it said was an ongoing assault "against unarmed civilians" by jihadist insurgents on the northern town of Ras al-Ain.

It said the rebels, who came across the border from Turkey, were shelling the town indiscriminately, and called on the main opposition National Coalition and the Free Syrian Army to "pressure these militants



*Proxy war?*

to stop this criminal war which is detrimental to the Syrian revolution."

On Saturday, one rebel was killed in shelling and fierce clashes that pitted the jihadist Al-Nusra Front against Kurdish fighters, the Syrian Observatory for Human Rights said.

A resident of Ras al-Ain told AFP both sides appeared to be preparing for a fierce battle, with Kurdish fighters building fortifications and digging trenches, and rebels bringing in reinforcements from across the border.

Turkey, which supports the revolt against Syrian President Bashar al-Assad, is home to a sizeable Kurdish minority whose demands for greater independence it has moved to suppress, notably in air strikes on Kurdish militant groups.

Activists say Turkey may be using jihadists in Syria to fight its own battle against the Kurds.

Elsewhere, Syrian warplanes raided the eastern outskirts of Damascus as army reinforcements arrived in Daraya, a key battleground near the capital, the Observatory said.

The violence came a day after 149 people were killed, according to the Observatory, including 103 civilians and 18 children.

The United Nations Children's Fund condemned the killing of children in Syria..

"A series of reports from Syria this week underlines the terrible price children are paying" in a conflict that has ravaged the country for 22 months and killed more than 60,000 people, UNICEF said.

"Media reports (Friday) from the scene of mass killings in the village of Hasawiya outside Homs said whole families were among the dead," it added.

"UNICEF condemns these latest incidents in the strongest terms, and once again calls on all parties to ensure civilians -- and children especially -- are spared the effects of the conflict."

The Observatory, which relies on a network of activists and medics for

its information, says 3,538 children have been killed since the start of the revolt in March 2011.

Meanwhile, Syria's foreign ministry criticised a petition by UN rights chief Navi Pillay and 58 countries calling for a war crimes case against Damascus to be opened at the International Criminal Court.

"The Syrian government regrets the persistence of these countries in following the wrong approach and refusing to recognise the duty of the Syrian state to protect its people from terrorism imposed from abroad," it said.

Those countries, are "hindering the Syrian national dialogue for a peaceful settlement of the crisis as proposed by Assad on January 6." Those talks would only include opposition forces tolerated by the regime, disqualifying the vast majority of the country's rebels.

Rebels offered a stark reply on Saturday by assassinating Khaled al-Hilal, a local official responsible for arranging any such talks in the southern province of Daraa. ○

The Washington Post January 21, 2013

## Preliminary charges filed against Turkish man regarding 3 Kurdish activists killed in Paris

By Associated Press

**P**ARIS — French prosecutors have filed preliminary murder and terrorism charges against a Turkish citizen who worked as a driver for one of three Kurdish activists who were gunned down this month in Paris, an official said Monday.

The suspect, identified as Omer Guney, 30, drove for the most prominent victim, Sakine Cansiz, a woman in her 50s who helped found the Kurdistan Workers Party, or PKK, a rebel group seeking autonomy for Turkey's Kurds. Guney has told investigators he has been a member of the PKK for two years, Prosecutor Francois Molins told reporters.

There is "serious and corroborating evidence" to show that Guney had a role in the Jan. 9 killings, Molins said.

The preliminary charges of murder in connection with a terrorist operation and conspiracy in connection with a terrorist operation were filed against Guney, who is being detained, Molins said. This opens the way to a fuller investigation which would lead to formal charges, if sufficient evidence is found. If there is not enough evidence to support suspicions, the preliminary charges will be dropped.

Guney maintains his innocence.

The conflict in Turkey between the PKK and government forces has claimed tens of thousands of lives since 1984. Recently, Turkish officials have been holding talks with the PKK in an effort to persuade it to disarm. And Turkey's government has said those opposed to such talks may have been involved in the Paris killings.



Protests in Paris earlier this month against the killing of the three Kurdish activists.



Molins said video cameras show that Guney was inside the Kurdish Information Center in the 10th district of Paris on Jan. 9 at the time investigators believe the killings occurred there: between 12:43 p.m. and 1:21 p.m. The prosecutor said 10 shots were fired — four into the head of one of the victims and three into the heads of the other two.

Murder weapons have not been found, but investigators believe only one was used in the attack. The investigators say they found a bag in Guney's car that had traces of gun powder on it, and that police say the bag may have been carrying a gun.

Video evidence from a nearby store, a

parking garage and elsewhere shows Guney entering the Kurdish Information Center with Cansiz at 11:29 a.m. He left briefly to return to a nearby parking garage and was seen returning to the center at 12:11 p.m., the prosecutor said. Guney was in the center, where the bodies were found for about 45 minutes, leaving at 12:56 p.m., Molins said.

Investigators place the time of deaths at between 12:43 p.m. and 1:21 p.m.

When confronted with the video evidence of his presence at the center, Guney initially told police he had "forgotten" to tell them he had returned to the center, Molins. Later, Guney claimed the videotapes must have been manipulated, according to the prosecutor.

The other two victims were identified as Leyla Soylemez and Fidan Dogan, Kurdish activists in their 20s.

Many Kurds flocked to Paris from Germany and Turkey to mourn the deaths of the three women.

## Bagdad et Kirkouk ensanglantées - Les violences reprennent en Irak

Agence France-Presse

**Au moins 33 personnes ont été tuées et 245 blessées au cours d'une vague d'attentats mercredi qui a notamment ensanglanté Bagdad et deux villes du nord de l'Irak au centre d'une âpre dispute entre le gouvernement central et la région autonome du Kurdistan.**

Ces nouvelles violences risquent d'accroître encore un peu plus les tensions entre le premier ministre chiite, Nouri al-Maliki, et ses détracteurs sunnites, à l'origine de manifestations depuis trois semaines.

À Kirkouk et Touz Khourmatou, toutes deux peuplées d'Arabes, Kurdes et Turkmènes, trois attentats visant des partis kurdes ont tué au moins 24 personnes. Les deux villes font partie d'une bande de territoire que



*Des secouristes fouillaient mercredi les décombres à Kirkouk à la suite d'une explosion. Photo : Agence France-Presse Marwan Ibrahim Des secouristes fouillaient mercredi les décombres à Kirkouk à la suite d'une explosion.*

revendiquent tant le gouvernement fédéral que le Kurdistan irakien.

Pour nombre de diplomates et de dirigeants, ces tensions, alimentées en outre par des différends liés à l'exploitation pétrolière au Kurdistan, représentent à long terme la plus forte menace pour la stabilité du pays. Martin Kobler, représentant des Nations

unies en Irak, a condamné les attaques et exhorté les dirigeants « à oeuvrer sans tarder à calmer la situation ».

À Kirkouk, au moins 19 personnes ont été tuées et 190 blessées dans deux attentats, selon Sadiq Omar Rassoul, chef des services sanitaires de la province. Lors de la première attaque, un kamikaze a fait exploser une voiture

piégée. L'attentat s'est produit non loin d'un complexe appartenant au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du président de la région, Massoud Barzani. Un second attentat, également à la voiture piégée, s'est ensuite produit à 500 mètres de là. Il visait un responsable local du PDK, Mohammed Kamal.

Plus au sud, à Touz Khourmatou, cinq civils ont été tués et 40 personnes blessées dans l'explosion d'une voiture piégée, également conduite par un kamikaze. L'attaque s'est produite à proximité de locaux de l'Union patriotique du Kurdistan du président irakien Jalal Talabani. À Bagdad, cinq attaques distinctes ont fait six morts. Et à Baïji, Tikrit et Hawija, situées au nord de la capitale, des attentats ont fait trois morts.

Il s'agit de la vague de violence la plus meurtrière en Irak depuis le 17 décembre. Elle survient au lendemain de l'assassinat d'Aïfan Saadouné al-Issawi, un député sunnite engagé dans la lutte contre al-Qaïda aux côtés des milices Sahwa. □

## Combats d'une violence inédite entre islamistes et kurdes dans l'est syrien



ALEP (Syrie), 18 janvier 2013 (AFP)

**DES COMBATS** d'une violence sans précédent ont opposé combattants kurdes syriens pro-régime et groupes islamistes dans la localité syrienne de Rass al-Aïn frontalière de la Turquie, ont rapporté des habitants et un militant à l'AFP vendredi.

Les rebelles tiennent depuis novembre le poste-frontière de Rass al-Aïn dans le nord-est de la Syrie, et se déplacent librement entre les deux pays.

"Des membres de groupes armés liés au Front (jihadiste) Al-Nosra ont traversé la frontière turque avec trois chars pour entrer dans Rass al-Aïn" jeudi, a indiqué un militant anti-régime, se faisant appeler Havidar, via internet.

Selon Mohammed, un habitant de Rass al-Aïn, les combats se sont intensifiés et ont duré jusque tard dans la nuit, "après que les combattants kurdes ont reçu des renforts pour faire face à l'assaut le plus violent lancé par les rebelles depuis leur arrivée dans la ville" en novembre.

Les insurgés sont des membres d'Al-Nosra --placé par Washington sur sa liste des groupes terroristes pour liens présumés avec Al-Qaïda-- et des brigades islamistes Ghouraba al-Cham et Ahfad al-Rassoul, a-t-il ajouté.

Depuis le début du conflit en Syrie il y a 22 mois, les Kurdes avaient cherché à rester à l'écart de la guerre, même s'ils ont été accusés par les rebelles de faire le jeu du régime de Bachar al-Assad, dont les troupes se sont retirées sans résistance de plusieurs régions kurdes.

Des combattants du Parti de l'Union démocratique kurde (PYD), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebelles kurdes de Turquie), ont maintes fois combattu Al-Nosra et Ghouraba al-Cham à Rass Al-Aïn.

Des militants disent craindre que la Turquie, qui soutient les rebelles, n'utilise les groupes jihadistes en Syrie dans son combat contre les Kurdes.

"Les rebelles n'ont pas utilisé les chars pour combattre le régime, mais pour bombarder Rass al-Aïn", a dit Havidar.

Le journaliste et militant kurde syrien Massoud Akko s'est dit "inquiet face aux combats entre miliciens kurdes et rebelles. Si le combat se transforme en lutte entre Kurdes et Arabes, cela mettra en danger la Syrie et la révolte" contre M. Assad.

"Les Kurdes n'ont aucun problème avec l'Armée syrienne libre (ASL, principale faction rebelle), tant qu'elle combat le régime. Mais nous ne voyons aucune raison à cette offensive sur Rass al-Aïn", a-t-il dit. □





Des milliers de personnes ont défilé, jeudi, derrière les trois cercueils drapés aux couleurs du Kurdistan. UMIT BEKTAS/REUTERS

# Le Kurdistan enterre ses trois « martyres »

Une large foule a rendu hommage jeudi aux militantes tuées à Paris.

LAURE MARCHAND  
ENVOYÉE SPÉCIALE À DIYARBAKIR (TURQUIE)

**TURQUIE** Un chant sourd et sépulcral, l'hymne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), s'est propagé dans la foule qui attendait, jeudi, les dépouilles des trois militantes de la guérilla kurde assassinées à Paris la semaine dernière. À l'arrivée des cercueils drapés dans un drapeau rouge, jaune et vert, aux couleurs du Kurdistan, des dizaines de milliers de personnes ont fait le signe du V et scandé : « *Les martyrs ne meurent jamais.* »

L'hommage rendu à Diyarbakir, la capitale des Kurdes dans le sud-est de la Turquie, à Sakine Cansiz, une des fondatrices du PKK, Fidan Dogan et Leyla Soyomez avant leur dernier voyage jusqu'à leur ville natale, a montré des manifestants adhérant corps et âme à la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan.

L'absence de heurts avec les forces de l'ordre a donné un signal fort : celui de la poursuite des négociations entamées en décembre entre le gouvernement turc et Abdullah Öcalan, le chef du PKK, pour parvenir à un règlement du conflit qui a fait plus de 45 000 morts depuis 1984.

« *Je ressens une tristesse sans nom, explique Sebahat, coiffée du traditionnel voile blanc des paysannes et dont un fils est mort en "luttant". Ces femmes se battaient pour nos droits. Elles sont notre honneur et notre fierté.* » Entre larmes et colère, la confiance dans les pourparlers en cours n'a pas sa place au sein de l'assistance endeuillée. « *Comment croire à la paix après ces meurtres ?* », s'interroge Rojhat - qui signifie « Le soleil est arrivé » en kurde. Après s'être interrompu pour crier « *Erdogan, assassin !* », ce lycéen de 18 ans poursuit sa démonstration : « *Les Turcs essayent de nous entuber.* » Pour la communauté kurde, les

services secrets turcs sont derrière le triple meurtre. Le gouvernement désigne, lui, un règlement de comptes interne au mouvement autonomiste.

## Scepticisme généralisé

Malgré le scepticisme généralisé, les responsables du Parti pour la paix et la démocratie (BDP), la vitrine politique du PKK, ont exhorté leurs partisans à « *faire preuve de patience* ». « *Nous pouvons arrêter tout ce sang par la négociation, a proclamé Selahattin Demirtas, président du BDP. Ce n'est pas la revanche qui nous rassemble aujourd'hui, mais la paix. Voilà, le message que nous envoyons. Nous suivons les directives données par Abdullah Öcalan.* » Ahmet Türk, un des deux députés à avoir été autorisés par Ankara à rencontrer le chef de la guérilla sur l'île-prison d'Imrali, il y a quinze jours, a exhorté ses compatriotes à poursuivre les efforts « *pour parvenir à une paix honorable* ». Tout en accusant le gouvernement de se livrer à un jeu de dupes : en début de semaine, les F-16 de l'armée turque ont bombardé les bases arrière du PKK installées dans les monts Qandil, en Irak.

Le visage dissimulé derrière un keffieh, des adolescents brandissaient des portraits d'Öcalan mais ils n'ont jeté ni pierre ni cocktail Molotov sur la police. La veille des funérailles, le premier ministre Recep Tayyip Erdogan avait appelé à la retenue. « *Une fois n'est pas coutume, glisse Aysel, une manifestante. Mais nous restons sur nos gardes : après la dernière tentative de paix en 2009, des milliers de militants ont été jetés en prison.* » ■

# Some Kurds take up Syrian rebels' cause

ALGHOOZ, SYRIA

## More complex picture of ethnic group's stance toward regime emerges

BY C. J. CHIVERS

The arc of Omar Abdulkader's transformation from farmer to fighter resembles that of uncountable others in Syria, where since 2011 tens of thousands of men have been drawn into a civil war.

A rebel commander seeking to overthrow President Bashar al-Assad, he described the choice of a cornered man. His resistance began with peaceful demonstrations, he said. When the government answered with force, his tactics changed. "It was only after they showed that they would kill us that we became armed," he said.

But there is a difference between this story and many others. Mr. Abdulkader is a Kurd, not an Arab, which means his experiences and decisions upend conventional wisdom that holds that the Kurds do not see this as their fight.

To hear the governments of Turkey and Syria describe it, Syria's Kurds often side with or remain neutral toward Mr. Assad, whose government supported the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., in its insurgency against Turkey until 1998, when Syria grudgingly extradited the Kurdish group's leader at the brink of war with Turkey.

But the scenes in Alghooz and in a string of Kurdish villages north of Aleppo present a more complex picture of Syria's Kurds and their ambitions and relations with the government. Kurds here fiercely note that they have suffered under Mr. Assad's rule, too, and taken up arms against him. They sharply contradict the notion that they rely on Mr. Assad's government for protection.

While there have been signs that many Kurds remained pro-government, with some pro-P.K.K. fighters clashing with rebels, hundreds of others have joined the Free Syrian Army, as the loosely assembled anti-government fighters call themselves, Kurdish and rebel leaders say.

The flatlands north of Aleppo are spotted with towns. Local men said that about 40,000 Kurds live here, and that their families had produced more than 600 fighters against Mr. Assad. The fighters are organized into at least eight separate groups, Kurdish leaders and fighters said. Their names include the Islamic Kurdish Front, the Pesh Merga



A group of Kurds hating the government of President Bashar al-Assad gathered this week in the Kurdish village of Alghooz, in northern Syria.

Falcons and the Martyrs of Mecca.

Defying official and popular accounts of Kurdish loyalties, these men fight beside Arabs against Mr. Assad. They and their leaders bluntly denounce the P.K.K., which the United States and Europe consider a terrorist organization, and also criticize many Kurdish nationalists, saying that calls for an independent Kurdistan are not a vision they share.

"We are not interested in a separate homeland," said Yousef Haidar, 72, Alghooz's mukhtar, or village elder. "We want to be part of Syria."

He added, "For hundreds of years we have lived together with Arabs, and after the revolution we want to live together more."

The Kurdish revolutionary fighters also reject neutrality, like the public position of the Democratic Union Party, Syria's largest Kurdish political party, which has largely kept out of the uprising, furthering the impression that Kurds were not supporting the rebels.

"I am Kurdish, and as a Kurdish citizen I am fighting side to side with the Free Syrian Army, because you cannot find anybody who was not stepped on by the regime, or was not wronged," Mr. Haidar said. "We were wronged as well."

Alghooz is a small farming village on an agricultural plain. It lies a few kilo-

meters east of Marea, one of the area's thoroughly anti-Assad towns.

Fewer than 3,000 people live here. Its elders said that perhaps 30 men from local families were now fighting, and that these men had attracted Arabs, Christians and Turkmens to fight with them under the rebels' flag.

Mr. Abdulkader commands one of three sections of a group that calls itself the Grandsons of Saladin and claims to field nearly 90 fighters in all. It fights under the command of Al Tawhid Brigade, the largest Free Syrian Army unit in the Aleppo region.

The Grandsons of Saladin split time now between their home villages, organizing roaming patrols at night on the roads, and holding a small portion of the front in Aleppo's shattered neighborhoods. They have relied in part on the training many of their members received during their brief service as conscripts in Mr. Assad's army.

One man was previously a rifleman, another a machine-gunner. One — an Arab fighting inside the Kurdish group — was in a Syrian military communications unit. Two were trained in air defense.

All of them denounced the lack of Western support, and said their dearth of military equipment had slowed their progress and caused them many casualties.

"In general, we have a shortage of ammunition and weapons," said Hussein Abu Mahmoud, a construction worker who is one of Mr. Abdulkader's fighters. "Most of our fighters who were killed died because we don't have enough weapons."

Facing continued shortages, the Grandsons of Saladin make their own hand grenades, from pipes and locally

made explosives, and use a large sling-shot to heave some of their bombs, each slightly smaller than a grapefruit, toward army positions.

The fighters said that in recent months they had suffered five killed and seven wounded — proof enough, they said, of their role in the anti-Assad cause — and that Kurdish loyalties in Syria should not be defined by the statements

from Damascus or Ankara alone.

"There has been much propaganda that the Kurds are with the regime," Mr. Abdulkader said. "We are not with Assad. We are fighting him."

*Sebnem Arsu contributed reporting from Antakya, Turkey.*

## SYRIAN REFUGEE CRISIS

Neighboring countries have set up camps, clinics and schools. But the need is bigger than they can handle.

More than 60,000 innocent civilians have been slaughtered in President Bashar al-Assad's desperate bid to retain power in Syria. In the two-year reign of terror, he has also forced staggering numbers of Syrians to relocate within the country or flee across the border, creating a disaster that is threatening to destabilize the region. The international community has an obligation to do more to ease the suffering.

Some 650,000 Syrians are now registered as refugees by the United Nations or awaiting registration, an increase of almost 100,000 in the past month alone. That includes about 155,000 in Turkey, 148,000 in Lebanon, 142,000 in Jordan, 73,000 in Iraq and 14,000 in Egypt. Thousands more are not registered. The total could reach one million this year. Many Syrians have fled because of bombings by army troops, still others because of sexual violence. According to the International Rescue Committee, refugees identified rape — including gang rapes in front of family members — as a "primary reason" for fleeing.

Women and children still face sexual and other violence in the camps, and a lack of medical care and counseling to help them recover. Neighboring countries have opened borders and set up camps, clinics and schools. But the need is bigger than any host government can handle. The situation has been made worse by a harsh winter.

Complicating matters, the vast majority of refugees have settled not in camps but in towns and cities. A few have been taken in by families but most live in "wretched conditions," packed in small rented rooms and dilapidated apartments, says the I.R.C. Most international aid goes to the camps.

The main task facing the international community is to assist the countries that have welcomed the refugees and now confront political and economic pressures as a result. It is in no one's interest to see these countries destabilized by this humanitarian emergency. The United Nations' refugee agency has requested \$1 billion from the international community to meet the needs of refugees and \$500 million more to aid Syrians inside the country. Pledges have been slow.

The United States and the 27-member European Union have been the two top donors so far, with Washington giving \$210 million and the E.U. giving \$477 million. The laggards have been the wealthy Gulf states, which have a direct interest in regional stability but whose scattershot contributions totaling \$155 million have sometimes bypassed the United Nations and other agencies seeking to coordinate the response. More is also required of Russia and China, which have enabled Mr. Assad in his brutal war but done little to help his victims.

## France calls for pledges to Syrians to be honored

PARIS

### Empty opposition coffers open door for Islamists, foreign minister warns

BY STEVEN ERLANGER

The French foreign minister, Laurent Fabius, on Monday warned countries supporting the Syrian opposition that unless they honored their pledges of financing and aid, control of Syria might fall to militant Islamist groups.

"Facing the collapse of a state and society, it is Islamist groups that risk gaining ground if we do not act as we should," Mr. Fabius said in an address to the "Friends of Syria" group, more than 50 countries who support the official Syrian opposition. "We cannot let a revolution that started as a peaceful and democratic protest degenerate into a conflict of militias."

His comments seemed as much an analysis of the current bloody chaos in Syria as a warning about the future.

"Chaos is not tomorrow, it is today, and we need to end it," Mr. Fabius said to an audience that included the three vice presidents of the opposition group, called Syrian National Coalition. "We need to end it in a peaceful way, and that means increased and concrete support to the Syrian National Coalition."

Mr. Fabius spoke two days before an important donor conference in Kuwait sponsored by the United Nations to raise \$1.5 billion for displaced Syrians facing hardship both inside the country and outside.

Riad Seif, a coalition vice president, said numerous earlier pledges had gone unfulfilled. "From the beginning we said we should be based in Syria, but so far we haven't received any money to

run a government," he told reporters. "We need an interim or transitional government to provide assistance to

**"Chaos is not tomorrow, it is today, and we need to end it. We need to end it in a peaceful way."**

millions of Syrians in liberated zones and to help bring the collapse of the regime" of President Bashar al-Assad.

But the coalition has had its own difficulties, failing last week to form a transitional government, as Paris and Washington have urged. While the coalition has been recognized as the "legitimate representative of the Syrian people," without a provisional government it is harder for Western states to provide the opposition formal recognition or significant military aid.

Islamic militants, some of whom have come from outside Syria to fight what some consider a global jihad, have been the most organized fighters battling government troops in the conflict. The fear in the West is that the Islamist radicals might dominate the revolt and use any weapons supplied from outside against other countries.

Also on Monday, Jabhat al-Nusra, an Islamist group that Washington has declared a terrorist organization, took responsibility in a statement posted online for a suicide truck bombing a week ago at the headquarters of a pro-government militia in Salamiya.

In Jerusalem on Monday, Israeli officials warned that the Syrian government's control over its stockpiles of chemical weapons was precarious, adding a sense of urgency to long-held fears here that the weapons could fall into the hands of extremist groups.

"Things could happen at any moment," Amos Gilad, of the Israeli Defense Ministry, told Army Radio. For now, he said, the chemical stockpiles were under the control of the government of Mr. Assad, but the government "does not control large parts of Syria."

Adding to the sense of heightened alert in Israel were reports of feverish security consultations in recent days between Israel's political and security chiefs and the deployment of at least one Iron Dome anti-rocket missile defense battery in northern Israel.

# Turkey Seeks 'Interdependence' With Iraqi Kurdistan



By: Tulin Daloglu  
for Al-Monitor

**“Turkey’s policy is to strengthen economic interdependence with Iraqi Kurds, not to leverage them to independence,” a prominent Turkish official told Al-Monitor.**

As Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is trying to bring a closure to Turkey’s Kurdish issue once and for all, his policy also comes under the scrutiny of the neighboring countries.

Turkey has long been vexed by the aspirations for self-determination of the Kurdish people both inside its borders and in neighboring countries.

How strange then that Iraqi Prime Minister Nouri Al-Maliki would complain, as he did on Dec. 31 in an interview with the Someria TV channel, about Turkey’s efforts to “divide Iraq” into Arab and Kurdish entities, while pronouncing them a failure.

That was not the first time Maliki was complaining about Turkey’s intimate relationship with the Iraqi Kurdistan Regional Government (KRG). Turkey is “dealing with the (Kurdistan) region as an independent state, and this is rejected by us,” Maliki said in August 2012. If Turkey “wants to establish good relations, its relations with the region must be built through the gate of Iraq.”

At the core of the dispute lie the country’s hydrocarbon wealth and the way to share it, as well as through which oil and gas pipeline route that it will be brought to global markets. Although Iraq urgently needs to pass a reformed hydrocarbon law, KRG currently relies on the 17 percent share of the federal budget Baghdad allots it — and the state’s main revenue source so far continue to remain as its gas and oil reserves. Since April, KRG has been complaining that the central government has not invested as promised in pipelines, and therefore suspended its supply of oil to export through national pipelines.

As the tension was building, State Department spokesman Victoria Nuland urged in December, “The Iraqi government and the regional administration in Iraq’s north to reach an agreement over legislation so that they can enhance investment so that everybody knows what the fair legal basis is for this.” She also called on Turkey and other “neighboring states” to “similarly avoid any action or comment that could contribute in



*Kurdistan Regional Government Natural Resources Minister Ashti Hawrami (R) shakes hands with Turkey’s Energy Minister Taner Yildiz during a joint news conference in Erbil, about 350 km (217 miles) north of Baghdad, May 20, 2012. Iraq’s autonomous Kurdistan region expects to start exporting oil from its fields along a new pipeline to the Turkish border when the line is complete in August 2013. (photo by REUTERS/Azad Lashkari)*

any way to increasing tensions.”

That said, Turkey appears to have now fully thrown its lot with Iraqi Kurds in their struggle with the Baghdad government. Turkish Prime Minister Erdogan’s government is discussing hydrocarbon agreements with Iraqi Kurdistan, defying warnings that all contracts governing oil and natural-gas revenue should be approved by Baghdad, although stopping short of closing these deals.

Ankara argues that they need the Iraqi Kurdish option as a potential benefit from the rich hydrocarbon reserves in the north of the country, even though the Shiite-dominated Iraqi oil and natural-gas fields in the south are where the nation’s real wealth is. “The geography is clear,” the Turkish government source tells. “It’s only the oil and gas in the north that can go through Turkey. We’re not cutting our interests short by engaging with the Kurdish region, and in fact, we have also tried investments in the South, as well. They were however all already parceled out, and we could not really take a role there.”

“Prime Minister Erdogan strongly believes that once the economic ties are truly blended with the Iraqi Kurdish region, the PKK terror will naturally come to an end.” Asking to remain anonymous due to the sensitivity of the topic, this government source told Al-Monitor, “Although people may assume that we’re actually enhancing the possibilities of Iraqi Kurds break up from the rest of the country, everyone indeed knows the truth.” He went on to say this: “Turkey is trying to assure that Iraq’s federal govern-

ment finally passes a reformed hydrocarbon law, where the Kurdish region fully agrees to settle for the 17% share of the federal budget Baghdad allots it. Once Baghdad solves the money issue, there remains no reason for them to object to Turkey’s cooperation with the Iraqi Kurds.”

“It seems to us that the American administration does not yet want the Iraqi hydrocarbon to come to the global markets,” this source said. “But ExxonMobil and other giant companies have already put their feet in the field. This is now all a matter of timing, and as Turkey, we don’t want to be left out.”

Still though, it was a real embarrassment for Turkey when Baghdad denied direct-flight permission to a private plane carrying Turkish Energy Minister Taner Yildiz to attend an energy conference in Erbil on Dec. 4. And that it’s also possible that Erdogan’s Iraqi Kurdish policy may not succeed.

“There are many actors now who will try to do its best for Turkey to fail in its vision. Iran comes to mind as one potential country, that may provoke Maliki against Turkey, for instance,” the same government source claimed.

Ankara bristled when Maliki said in the interview that Turkey will fall apart under Erdogan’s rule, and that Bashar al-Assad will not be brought down in Syria. Clearly, not everyone is going to get all they want as the region goes through an exceptional time in which the rules of the geo-strategic game are re-drawn. ♦

# Oil firm to boost exports from Iraqi Kurdish area

By ADAM SCHRECK  
Associated Press

**B**AGHDAD — Genel Energy PLC, a company led by the former BP chief executive that recently started shipping oil from Iraq's self-rule Kurdish region, said Friday it plans to increase the amount it exports from the enclave despite Baghdad's opposition.

The exports risk provoking lawsuits from the central government and are likely to exacerbate tensions between Baghdad and Iraq's Kurdish minority, who have been at loggerheads for years over how to manage the country's oil wealth.

London-based Genel started

exporting small amounts of oil on Jan. 7 and expects to raise the amount to 20,000 barrels a day in the coming weeks, it said in a statement.

The company is led by Tony Hayward, who was CEO of BP at the time of the Deepwater Horizon explosion in the Gulf of Mexico. He left the British oil major after a number of perceived missteps related to the spill.

Genel began exporting oil by tanker truck to Turkey after getting a green light from Kurdish authorities. It defended the exports as allowable under Iraq's constitution.

"We are today exporting oil to

Turkey in accordance with the authority granted to us by the Kurdistan Regional Government and as the largest independent operator in Kurdistan, are well placed to take advantage of regional opportunities for a broader export market as the political situation continues to develop," Hayward said.

The Kurds and Baghdad are locked in a long-running spat over oil rights. Baghdad believes the central government should manage the country's oil policy and wants all exports to travel through state-run pipelines.

The Kurds in recent years have struck dozens of deals with foreign oil companies, including Exxon Mobil Corp., Chevron Corp. and France's Total S.A.

A group of investors led by Hayward acquired Genel, formerly a Turkish company, in a \$2.1 billion deal in 2011. It is the largest independent holder of reserves in the Kurdish region and one of the few companies actively producing oil in the

enclave so far.

In an apparent response to Genel's exports, Iraq last week threatened to seize oil exports "smuggled across borders" and sue companies dealing in what it says is illegal trade in crude.

The Kurds on Thursday blasted suggestion that is engaged in illicit trade in crude. In a lengthy statement, it said "the trade in oil and gas across Iraq's borders occurs as a result of official regional government policy. There is nothing clandestine or underhand(ed) about it."

Iraq sits atop the world's fourth largest proven reserves of conventional crude, with about 143.1 billion barrels. Oil revenues make up 95 percent of the country's budget - a portion of which is earmarked for the Kurdish region. The Kurds last month suspended oil exports through a pipeline managed by Baghdad over a payment dispute with the central government. ■

# Iraq Warns Exxon on Kurdish Deals Amid Plans for BP Development

By Kadhim Ajrash & Khalid al-Ansary

**IRAQ'S OIL minister asked Exxon Mobil Corp. (XOM) to stop dealing with Kurds if it wants to work with the central government even as he proceeded with plans for BP Plc (BP/) to develop fields in northern areas claimed by the Kurdish authorities.**

Chevron Corp. (CVX), Total SA (FP) and Exxon, which operates the West Qurna-1 oil field in southern Iraq, are among companies that have angered the central government with proposals to explore in the Kurdish area. While the Baghdad authorities don't recognize contracts signed by the semi-autonomous Kurdistan Regional Government without their permission, foreign investors say Kurdish authorities offer them more attractive terms.

Enlarge image Iraq Warns Exxon on Kurdish Deals Amid Plans for BP Development

"Any company that signs deals without the approval of the central government, we don't deal with them," Oil Minister Abdul Kareem al-Luaibi said in Baghdad today. "We can't allow Exxon to step over the constitution. It can't continue to work in both places at the same time,

they have to choose to work either in Iraq or in Kurdistan. We are waiting for a final answer in the coming few days."

The central government and the Kurds are entangled in a feud over disputed land and the sharing of energy revenue. The Kurdistan Regional Government halted exports of crude by pipeline last month, with shipments currently limited to volumes being trucked to Turkey. Iraq is seeking to boost oil sales to rebuild the economy after decades of wars and sanctions.

## Disputed Territory

In turn, the Kurdish authorities said in a Jan. 17 statement that the central government would be acting illegally if it proceeds with a plan to allow BP, Europe's second-biggest energy company, to work on oil fields in disputed territory. BP made a "good offer" to develop the Kirkuk fields and the Oil Ministry in Baghdad has sent the proposal to the government energy committee for approval, al-Luaibi said today.

Iraq started to export crude through a second single-point mooring facility in the south of the country, al-Luaibi told reporters today. The nation also signed an agreement with Kuwait Energy Co. and Dubai-based partner Dragon Oil Plc (DGO) to explore and develop oil in Block 9 along Iraq's border with Iran.

Kuwait Energy plans to invest \$125 million in the field as the company is optimistic about finding commercial quantities of oil, Chief Executive Officer Sara Akbar said at a ceremony in Baghdad. Iraq replaced Turkiye Petrolleri AO with Kuwait Energy for the project to develop the block in November, without giving any public explanation. The agreement is one of four licenses awarded since an energy auction last year.

Iraq holds the world's fifth-largest crude reserves, according to BP's Statistical Review of World Energy. The nation is the biggest producer, after Saudi Arabia, in the Organization of Petroleum Exporting Countries. ■

REUTERS

## Turkish forces kill four Kurdish militants as clashes rage on

DIYARBAKIR, Turkey / January 22, 2013 (Reuters)

**TURKISH SECURITY** forces killed four Kurdish militants on Tuesday, security officials said, during clashes that have raged on despite government moves to start a peace process with the fighters' jailed leader.

The four Kurdistan Workers Party (PKK) guerrillas were killed in countryside in the Midyat district of Turkey's southeastern Mardin province, near the border with Syria, and fighting was ongoing, the officials said.

The clash came a week after militants killed a police officer in Midyat

and media reports said security forces had trapped PKK fighters in a cave in the area.

More than 40,000 people have died in fighting since the PKK took up arms in 1984 seeking autonomy for Turkey's Kurdish minority.

Hopes of an end to the conflict have grown in recent weeks after the government acknowledged state intelligence officials were talking to jailed PKK leader Abdullah Ocalan.

The talks are focused on sealing a deal under which PKK militants would stop fighting, then withdraw from Turkish soil and finally disarm, according to Turkish media reports. In return, the government would carry out reforms boosting minority Kurdish rights.

While backing the moves towards peace, Prime Minister Tayyip Erdogan has said military operations will continue until the disarmament of the PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.

Kurdish politicians have criticized the continued operations, including the bombing of PKK targets at their bases in northern Iraq, saying they undermine efforts to build trust. ●



January 23, 2013

## Turkey-PKK Peace Talks Hit New Snag

Dorian Jones  
voanews.com

**I**STANBUL — Four leading members of Turkey's main pro-Kurdish political movement on Wednesday were denied a visit with Abdullah Ocala, imprisoned leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK) movement.

According to local news reports, the visit, part of government-led efforts to peacefully resolve the three-decades-long Kurdish insurgency, was cancelled by justice ministry officials after Kurdish leaders criticized recent Turkish air strikes against PKK bases in neighboring Iraq.

The Turkish military confirmed that its warplanes attacked numerous PKK targets across northern Iraq, following the purportedly PKK-backed killing of a Turkish police officer.

On Tuesday, Prime Minister Recep Erdogan defended the air strikes, drawing a distinction between the Kurdish people and PKK militants, whom he vowed to pursue.

"We have opened our hearts to our Kurdish brothers," he said. "We are sending bombs to terrorists; our fight against terror will continue today and tomorrow."

Political observers say Erdogan, who on Wednesday held talks with Kurdish legislators in his party, is facing growing criticism from Turkish nationalists



*Pro-Kurdish Peace and Democracy Party lawmakers Ahmet Turk, right, and Sirri Sakik at news conference, Ankara, Turkey, Jan. 13, 2012.*

for his peace initiative with the Kurds.

On Tuesday, parliament member Ahmet Turk, head of the pro-Kurdish Democratic Society Congress, again attacked the prime minister's stance on the Kurds as inconsistent.

"This creates mistrust among Kurdish people," he said. "The army held air strikes with 50 jet fighters while PKK showed no sign of offense."

Turk, who held talks with Ocalan earlier this month – the first such contact the rebel leader has had for more than a year – was expected to be among the political figures who intended to visit Ocalan Wednesday on the Turkish prison island of Imrali.

Analysts said ending Ocalan's isolation with visits by leaders of legal Kurdish parties was important to peace efforts and helped to build trust. It remains unclear if and when such visits will

resume.

Government peace efforts were also dealt a blow this month by the assassination in Paris of three women Kurdish activists, including a founding member of the PKK.

Kurdish groups have accused rogue elements of Turkish state of being involved, a charge strongly denied by the government. Earlier this week, French investigators arrested a Kurd from Turkey, saying the motive for the murders was most likely a feud within the PKK, a claim the rebel group denies.

Still, analysts in Turkey say deep distrust between Turkish and Kurdish leaders continues to pose one of the biggest threats to fledgling peace efforts.

## POIDS DE L'HISTOIRE ET MÉMOIRE DES PERSÉCUTIONS

Alors que les combats s'intensifient en Syrie et que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) déploie des missiles Patriot en Turquie, le régime de M. Bachar Al-Assad tente de réprimer un soulèvement populaire qui dispose de soutiens étrangers. Il s'appuie sur une violence sans limites, mais aussi sur la crainte qu'inspire aux minorités, et en premier lieu aux alaouites, la montée d'un islamisme sunnite djihadiste.

# L'étrange destin des alaouites syriens

PAR SABRINA MERVIN \*

QUEL avenir pour les alaouites, la minorité à laquelle appartient la famille du président Bachar Al-Assad et qui représente environ 10 % de la population syrienne ? La question est l'un des enjeux de la crise actuelle. Les membres de cette communauté se répartissent entre son berceau historique, dans la montagne qui longe le littoral méditerranéen, et des villes comme Damas ou Homs, où se sont installés nombre de migrants. Leur doctrine, rattachée au chiisme, en a fait un groupe à part dont une partie des convictions étaient, il y a encore quelques décennies, très éloignées de l'islam. Certains des migrants se sont urbanisés et ont « islamisé » leur pratique religieuse ; d'autres ont gardé à la fois leur mode de vie rural et leurs croyances ésotériques. On dispose de peu de données fiables à leur sujet. Sous le pouvoir de la famille Assad, le sujet a toujours été tabou : on n'ose parler des alaouites en public. Ils ont donc été surnommés « Allemands », à cause de la consonance des deux mots en arabe (*alawiyyin* et *almaniyyin*).

Aujourd'hui, les observateurs s'interrogent : vont-ils se diviser ? Se désolidariser du régime ? Peu d'alaouites ont rejoint l'opposition au risque de se voir exclus de leur communauté, que soudent avant tout la terreur des représailles et la conviction que personne ne peut représenter une solution de rechange économiquement ou politiquement crédible au clan Assad. Une longue histoire de dissidence religieuse, de persécutions et de répression explique en partie les hésitations des alaouites, qui, il y a un siècle, étaient appelés « nosairis ».

\* Chargée de recherche au Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux (Ceifr) du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ; auteure notamment de l'ouvrage *Histoire de l'islam. Fondements et doctrines*, Flammarion, Paris, 2003.

En 1903, le jésuite belge Henri Lammens rendit visite à un chef religieux nosairi de l'Antiochène – région de l'actuelle Syrie – afin de le « faire causer ». Comme d'autres orientalistes avant lui, il s'était pris d'intérêt pour ce peuple aux origines obscures qui professait des doctrines religieuses empreintes d'archaïsmes et de syncrétisme, telles la transmigration des âmes ou la croyance en une trinité (Mohammed, le prophète ; Ali, son gendre ; et Salman, l'un de ses compagnons) ; qui célébrait également des cérémonies chrétiennes ainsi que des fêtes aux allures plus païennes, et rendait un culte à des saints locaux sans pour autant avoir de mosquées où prier. Les secrets de la religion des nosairis se transmettant aux seuls initiés, ils constituaient autant de mystères à percer pour les orientalistes et les missionnaires.

Lammens avait d'abord cru voir dans les nosairis d'anciens chrétiens, mais il allait se raviser après un entretien avec le cheikh, qui se réclamait clairement de l'islam chiite. Celui-ci refusa par ailleurs l'idée d'une absorption des nosairis par les sunnites, et se plaignit des mauvais traitements que leur avait infligés l'Empire ottoman, dont la province dépendait avant la première guerre mondiale. Ce peuple était selon lui sans défense, car privé des protections extérieures dont bénéficiaient d'autres confessions. « *Et si vous deveniez chrétiens ?*, lui suggéra Lammens. *Cette démarche conférerait aussitôt à la France le droit d'intervenir en votre faveur* (1)... »

Ce récit préfigure les difficultés qu'ont rencontrées les nosairis dès le début du XX<sup>e</sup> siècle pour construire et affirmer leur identité au sein de l'Empire ottoman déclinant, puis de la Syrie sous mandat français (à partir de 1920), et enfin de la Syrie indépendante (1946). Durant cette période, ils durent sortir de leur isolement montagnard et faire l'apprentissage de la modernité.

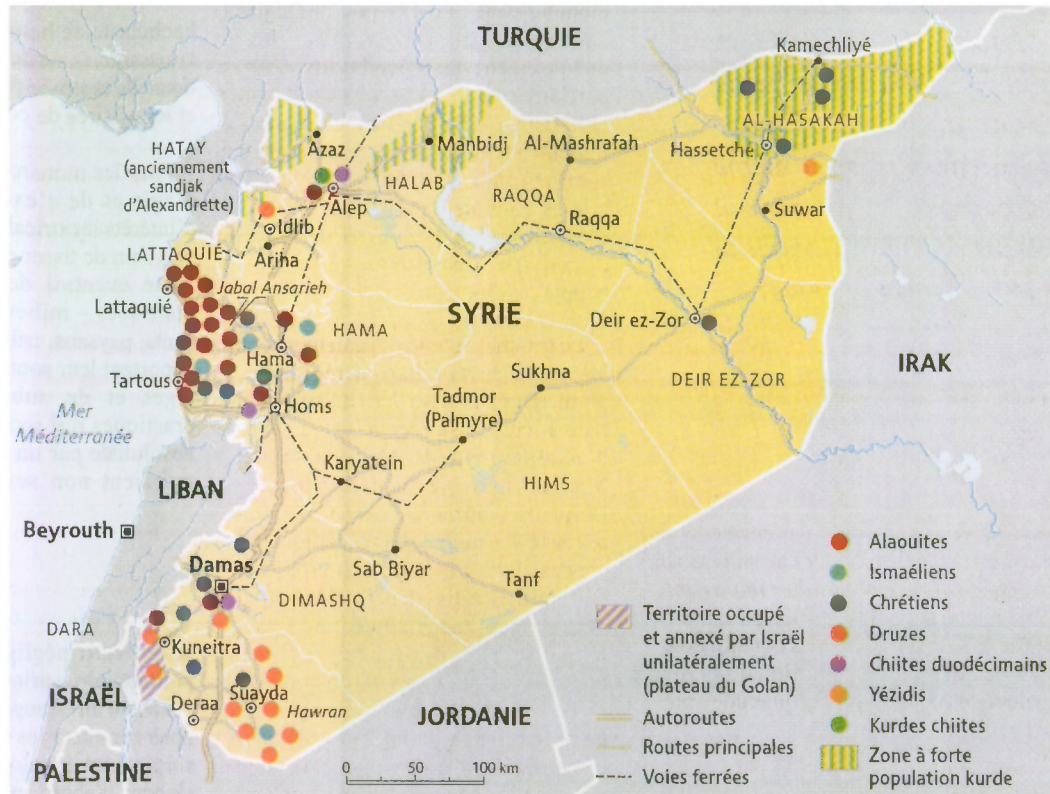
Leur religion s'est constituée au sein du chiisme, entre le IX<sup>e</sup> et le X<sup>e</sup> siècle, sous le nom de son fondateur, Mohammed Ibn

Nosair. Elle se rattache aux groupes appelés *ghulât* (« extrémistes »), accusés d'exagérer le culte voué à Ali jusqu'à le déifier (2). Après une phase d'expansion en Orient, ses adeptes se replièrent dans la montagne, et elle se développa en vase clos, puisant dans les croyances et les rites locaux. Religion initiatique, elle s'entoura de secret et cultiva une voie ésotérique, gnostique, mystique, en marge de l'islam, de sa loi et de ses rites. Aussi fut-elle taxée d'impiété, notamment par le fameux juriste du XIV<sup>e</sup> siècle Ibn Taymiyya, et les nosairis furent rejetés hors de l'islam.

## Un passé pétri de misère

AU COURS des dernières années de l'Empire ottoman, les nosairis furent discriminés, victimes de représentations souvent fantasmées. De leur côté, à l'instar d'autres chiites, ils conservaient des pratiques offensantes pour les sunnites, telle l'insulte rituelle des successeurs du Prophète (3). Istanbul tenta sans grand succès de les intégrer lorsqu'il entreprit de réformer son administration, notamment en construisant des mosquées. Les nosairis vivaient alors principalement dans les villages de la montagne (Jabal Ansariéh) et dans le sandjak d'Alexandrette (4), où ils étaient plus urbanisés et bénéficiaient d'un accès à l'éducation, ainsi que dans le nord du Liban – où, depuis le début du soulèvement en Syrie, des affrontements quotidiens les opposent à des groupes sunnites à Tripoli.

Dans la montagne, le quotidien des paysans analphabètes et exploités par les propriétaires terriens sunnites était pétri de misère. Quelques membres de la communauté accédèrent néanmoins à des postes de l'administration ottomane, et cette société rurale organisée en quatre fédérations tribales allait s'ouvrir quelque peu sur l'extérieur. A partir des années 1910, des dignitaires religieux nosairis nouèrent des relations avec des confrères chiites



duodécimains (5) de l'actuel Liban sud et de l'Irak. Certains commencèrent à se présenter comme « alaouites », afin de se rattacher à la figure d'Ali et au chiïsme, et de se distancer du terme « nosairi », devenu péjoratif.

Au moment d'instaurer leur mandat sur la Syrie et le Liban (1920-1946), les Français adoptèrent le terme « alaouites » pour les désigner. Préserver cette minorité religieuse et remédier à son arriération économique et sociale n'était pas leur seul but : ils voulaient aussi, et surtout, la séparer des nationalistes musulmans sunnites – diviser pour mieux régner. La Syrie fut morcelée et les alaouites se virent dotés d'un territoire autonome, qui devint en 1922 un Etat avec Lattaquié pour capitale, avant d'être rattaché à la Syrie en 1939.

Si certains notables et chefs de tribu avaient favorablement accueilli l'entreprise française, l'un d'eux, Saleh Al-Ali (1884-1950), y avait résisté par les armes dès décembre 1918, ralliant d'autres chefs pour mener le combat dans la montagne avant d'être vaincu en 1921. Il fut d'ailleurs le premier insurgé de toute la Syrie, et fut reconnu dès 1946, par le premier gouvernement indépendant, comme un héros national. Une autre figure se distingua : celle de Soleiman Al-Mourchid, berger thaumaturge qui se déclara prophète, veiller dieu. Il finit pendu pour trahison par la Syrie indépendante en 1946. Ses adeptes formèrent une secte (6).

Al-Mourchid étant partisan de l'autonomie des alaouites, les autorités françaises

s'en firent un allié. Au début des années 1930, les notables alaouites se partageaient en deux camps : d'un côté, ceux qui voulaient préserver l'autonomie de la communauté – et sans doute aussi le pouvoir qu'ils y exerçaient – et rester séparés de la Syrie ; de l'autre, ceux, souvent de jeunes gens instruits, qui se rangeaient du côté des sunnites des villes et revendiquaient leur rattachement à une Syrie unie (7).

Au cours des discussions qui précédèrent la signature du traité franco-syrien en 1936, la question de l'appartenance des alaouites à l'islam fut posée. Les chefs religieux alaouites eux-mêmes étaient divisés entre défenseurs de l'autonomie de leur communauté et partisans de l'unité syrienne. Derrière la figure de Soleiman Al-Ahmad (1866-1942), ces derniers clamaient leur adhésion à l'islam. En 1936, ils publièrent un texte affirmant leur identité arabe et musulmane, puis sollicitèrent le mufti de Jérusalem, Amin Al-Husseini. Celui-ci émit une fatwa : pour la première fois, une autorité musulmane incluait les alaouites dans l'oumma, la communauté des croyants.

Lors de l'indépendance de la Syrie, les alaouites représentaient 11 % de la population, et 80 % d'entre eux habitaient dans la montagne. Sous le mandat français, ils avaient commencé à s'installer dans les bourgs et les villes côtières. Le mouvement se poursuivit et, pour échapper à la pauvreté, ils se fixèrent surtout à Homs ou à Damas, où ils exercèrent de petits métiers. L'armée fut un autre débouché : déjà surreprésentés dans les troupes

françaises du Levant, les alaouites, comme d'autres minorités, intégrèrent l'École militaire à la fin des années 1940. Ils allaient ensuite former une base de recrutement du parti Baas, parti nationaliste arabe se réclamant du socialisme.

Soutenus par les autorités religieuses des chiïtes duodécimains résidant en Irak, ils fondèrent des institutions religieuses, construisirent des mosquées, publièrent des ouvrages sur leurs doctrines, et leurs clercs obtinrent en 1952 d'être reconnus comme jafarites, autrement dit chiïtes, par le mufti de Syrie. Le processus de rapprochement avec le chiïsme allait s'intensifier sous Hafez Al-Assad, père de l'actuel président : un important chef religieux libanais, Moussa Sadr, les qualifiait en 1973 de musulmans, et des écoles religieuses chiïtes furent ouvertes à Sayyida Zaynab, dans la banlieue de Damas. Des rumeurs de « chiïtisation » du pays circulèrent dans les années 2000, sur fond d'alliance avec le Hezbollah libanais et l'Iran.

Après le coup d'Etat militaire baassiste de 1963, les alaouites purent accéder aux positions-clés dans l'armée. Hafez Al-Assad, qui se débarrassa de ses rivaux en 1970, poursuivit cette politique en leur distillant ce message : « Tu es avec Assad, tu es avec toi-même (8). » Ce pacte vaut toujours, et résonne à la fois comme une promesse et comme une menace. Toutefois, l'ascension des alaouites dans l'armée et le Baas, leur conquête de l'Etat et de la capitale par leur infiltration dans les institutions et leur confiscation des ressources, méritent d'être nuancées (9).

Pour parvenir à ce contrôle et à ce maillage de la société, Assad père s'appuya sur d'autres stratégies clientélistes ou territoriales, d'autres forces et d'autres communautés : la communauté majoritaire d'abord, les sunnites (notamment dans l'armée, puis dans l'économie), et les autres minorités (chrétienne, druze, etc.). Au gré des moments de crise ou de relative détente, le régime oscilla entre le repli sur son assise alaouite, ainsi que sur l'appareil sécuritaire, où les membres de la communauté sont très nombreux, et l'ouverture aux autres. M. Bachar Al-Assad aménagea cette politique à sa manière, dans le cadre d'un néolibéralisme qui vira à l'affairisme.

Mais les alaouites ne sont pas tous avantagés par le régime. Si leur territoire d'origine a profité d'une modernisation soigneusement planifiée en vue de la constitution d'une possible base de repli, seuls le clan Assad et ses proches ont bénéficié des largesses de l'Etat. Le président a sapé l'organisation tribale et l'influence des chefs religieux, évincé les grandes familles traditionnelles, réprimé les opposants. L'ascension sociale des petits



fonctionnaires et des militaires est très relative et ils pâtissent, comme les autres Syriens, des difficultés économiques.

(1) Lire «L'entité alaouite», une création française», dans Pierre-Jean Luizard (sous la dir. de), *Le Choc colonial et l'islam*, La Découverte, Paris, 2006.

(2) Les chiites sont les partisans d'Ali, cousin et gendre du prophète Mohammed.

(3) Les chiites leur reprochent d'avoir usurpé le califat, qui aurait dû revenir à Ali.

(4) Cédée par la France à la Turquie en 1939, cette région correspond aujourd'hui à la province du Hatay et connaît des tensions entre alaouites et réfugiés syriens.

(5) Les duodécimains, ou imamites, forment la branche la plus importante du chiisme. En Syrie, ils constituent une infime minorité (1 à 2 %) résidant à Damas, dans des villages près d'Alep et dans la région du Hawran, dans le sud du pays.

(6) Après avoir été brimés, les adeptes de la mourchidiyya ont été favorisés sous Assad, mais sont peu présents au sein de l'Etat. Dans le conflit actuel, ils restent neutres.

(7) Ignace Leverrier, «L'Etat alaouite en Syrie, une remontée de l'histoire?», Un œil sur la Syrie, 27 juillet 2012, <http://syrie.blog.lemonde.fr>

(8) Michel Seurat, «Les populations, l'Etat et la société», dans André Raymond (sous la dir. de), *La Syrie d'aujourd'hui*, Editions du CNRS, Paris, 1980. Repris dans Michel Seurat, *Syrie, l'Etat de barbarie*, Presses universitaires de France (PUF), coll. «Proche-Orient», Paris, 2012.

(9) Philippe Droz-Vincent, *Moyen-Orient : pouvoirs autoritaires, sociétés bloquées*, Presses universitaires de France (PUF), 2004.

Le Monde Dimanche 20 - Lundi 21 janvier 2013

PASSÉ INAPERÇU

## Or turc contre pétrole iranien

Istanbul, correspondance

La Turquie semble avoir trouvé le moyen de contourner l'embargo commercial imposé contre l'Iran pour certains produits et pour les transactions bancaires. En vue de continuer à importer du pétrole et du gaz acheté à son voisin oriental – l'Iran est le deuxième fournisseur énergétique de la Turquie –, Ankara règle ses factures en lingots d'or. En 2012, les exportations d'or vers Téhéran ont ainsi augmenté de plus de 800 %, dépassant les 10 milliards d'euros pour les onze premiers mois de 2012 !

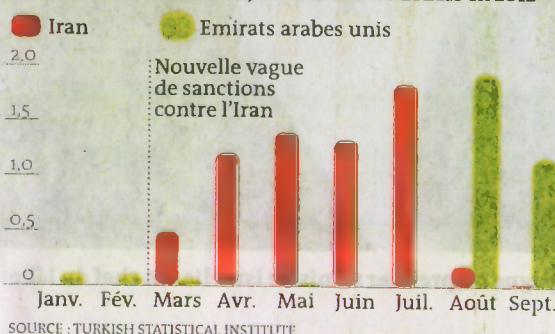
Ce flux de métal précieux, non concerné par les sanctions américaines, a permis à l'Iran de rester financièrement à flot malgré son maintien hors du système bancaire international. La Turquie, dont la banque centrale possède de solides réserves d'or, est pour l'Iran le principal acheteur de gaz naturel, un client stratégique.

### Dubaï, discrète plate-forme de transit

Les échanges entre les deux pays ont connu un boom spectaculaire en 2012 (+40 %) et les exportations turques ont été multipliées par trois, réduisant ainsi en apparence le déficit commercial du pays. Le phénomène est apparu dans les statistiques officielles dès mars 2012, après la mise en place en janvier des premières sanctions internationales contre l'Iran, soupçonné de poursuivre son programme nucléaire à des fins militaires.

Habituellement, les hydrocarbures étaient réglés en dollars ou en euros. Ce qui est désormais impossible. Les factures de gaz sont payées en livres turques, avec lesquelles les Iraniens règlent l'or avant son importation. Les courriers transportant des lingots dans leurs valises ont voyagé d'abord en direction de Téhéran puis, à partir de l'été 2012, sont passés par Dubaï, discrète plate-forme de transit. L'Iran, comme la Turquie, voulait éviter toute publicité au moment où la presse commençait à s'intéresser de près au phénomène. « Sur le papier, c'est comme si l'or partait vers Dubaï et non plus vers l'Iran », explique un trader à Istanbul.

Evolution des exportations d'or de la Turquie vers l'Iran et les Emirats arabes unis, en milliards de dollars en 2012



Le vice-premier ministre turc, Ali Babacan, a confirmé fin 2012 que cet or servait à payer les notes de gaz. « La Turquie vire les paiements sur les comptes iraniens ouverts en Turquie. Je ne sais pas exactement comment cet argent est ensuite transféré en Iran », a-t-il précisé. L'Union européenne et Washington ont tenté de faire pression sur la Turquie pour qu'elle mette fin à ce système de paiement. Ankara a accepté de réduire un peu ses importations en provenance d'Iran, qui lui fournissait jusqu'alors 20 % de son gaz et 50 % de son pétrole. Mais la Russie, son principal fournisseur, ainsi que l'Azerbaïdjan ou l'Irak ne peuvent que partiellement constituer une source d'approvisionnement alternative à l'Iran.

En décembre 2012, le département d'Etat américain a expliqué être en pourparlers avec son allié turc après que le Sénat a approuvé en novembre une extension des sanctions au commerce de métaux précieux – qui n'est toutefois pas encore appliquée. Le ministre de l'économie turc, Zafer Caglayan, a critiqué ces dernières sanctions contre l'Iran et conseillé à l'Union européenne de « s'intéresser à ses propres entreprises » plutôt que de faire pression sur Ankara. Les achats à Téhéran vont se poursuivre en 2013, a-t-il déclaré. Le contrat d'approvisionnement en pétrole doit être renouvelé en août, a précisé le ministre de l'énergie turc, Taner Yildiz. ■

GUILLAUME PERRIER

# The Dreams and Dilemmas of Iraqi Kurdistan

By Giorgio Cafiero

Once strong and unified states on the vanguard of Arab nationalism, Iraq and Syria are on the verge of partition, fragmentation, and dismemberment. In addition to the hundreds of thousands of Iraqis and at least 60,000 Syrians who have lost their lives, other victims of the two nations' sectarian strife may include the Iraqi and Syrian national identities themselves.

However, the victors of these two conflicts are the Kurds. Today, Iraqi and Syrian Kurds enjoy unprecedented autonomy from Baghdad and Damascus, and the prospects of an independent Kurdish state are real. Despite the Kurds' gains, the Kurdistan Regional Government (KRG), led by President Massoud Barzani, finds its semi-autonomous state in northern Iraq at several geopolitical fault lines. Barzani must tread carefully in this volatile region to safeguard the Iraqi Kurds' interests while pursuing independence from central Iraq.

The possibility of war with Baghdad over territory and energy resources constitutes Barzani's gravest security challenge, as demonstrated by the recent violence in Iraq's contested city of Kirkuk. Nonetheless, as Iraq's Arab-Kurdish problems do not exist in a vacuum, one cannot analyze Baghdad and Erbil's standoff without factoring into account the role of regional heavyweights.

## Turkey

To Turkey's alarm, last summer the Syrian Kurds gained de facto autonomy in certain Kurdish-majority areas of northern Syria. Ankara feared that the Kurdistan Workers' Party (PKK) would secure a safe haven just south of the Turkish border, encouraging Turkey's own Kurdish population to demand greater autonomy. Given that a PKK-affiliate group—the Democratic Union Party (PYD), the most heavily armed Syrian Kurdish faction—appeared to control most of Syria's Kurdish towns, Turkey's concerns were well grounded.



For its part, the KRG in Iraq began providing the Syrian Kurds with military training shortly after their region became autonomous, most likely to enable them to protect their autonomy once the Syrian crisis winds down. A semi-autonomous Kurdish state in neighboring Syria can be expected to provide the KRG with strategic depth during any future military confrontation between Erbil and Baghdad.

Nonetheless, Barzani's pan-Kurdish aspirations must be balanced with his interests in maintaining ties with Turkey. As relations between Erbil and Baghdad devolve from bad to worse, Turkey's demand for the Kurds' oil and Turkish investment in Iraqi Kurdistan will become increasingly valuable to the KRG.

Therefore, if Turkey invades Syrian Kurdistan to target PKK militants, as Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan has threatened, Barzani will face a difficult dilemma. The prospects for the KRG's independence from Iraq largely depend on Erbil's partnership with Ankara. However, Barzani's legitimacy within Kurdish circles could be undermined if his actions are perceived to be complicit with Turkey's determination to destroy the Kurdish dream of independence. Regardless of how the Turkey-PKK conflict unfolds in Syria, both actors will attempt to utilize their leverage over Barzani to affect the outcome. If Turkey and the PKK's current efforts to resolve their three-decade-old conflict prove

successful, Barzani would likely find much relief.

## Iran

A report in the Iraqi Kurdish media from last year claimed that Iran had begun to establish military bases in the Qandil Mountains, several miles into northern Iraq. In the past, Iran's military has conducted operations in northern Iraq to target militant Kurdish groups that have waged attacks against the Islamic Republic, primarily the Party for a Free Life in Kurdistan (PJAK). However, Iran's establishment of a permanent military presence in Iraqi Kurdistan must be understood within the context of Tehran's geostrategic rivalry with Turkey and adversarial relationship with Israel.

As Turkey and Iran are geopolitical rivals in the Arab world—a reality most highlighted by their opposing stakes in Syria—Iraqi Kurdistan factors into their rivalry. After the Western-imposed no-fly zone was implemented during the early 1990s, both Turkey and Iran were gravely alarmed by the prospects of an independent Kurdish state in northern Iraq. Ankara and Tehran engaged each other cooperatively to secure their mutual interest in weakening militant Kurdish nationalists and protecting Iraq's territorial integrity. However, as the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) fought each other in the Iraqi Kurdish civil war (1994-1997), Turkey (the KDP's sponsor) and Iran (the PUK's

☞ sponsor) staked out their own respective spheres of influence in Iraqi Kurdistan.

Since Saddam Hussein's ouster in 2003, Ankara and Tehran have accepted the Iraqi Kurds' autonomy as a reality. Moreover, Turkey and Iran have come to perceive Barzani as a Middle Eastern partner. In recent years, Turkey, with its growing energy demands and lack of indigenous sources of energy, has become increasingly reliant on the KRG for oil imports. In mid-January, Ali Hussain Belu, the KRG Undersecretary of the Oil and Natural Gas Ministry, stated that each day the KRG exports 15,000 barrels of oil to Turkey, and certain analysts forecast the KRG to become Turkey's second largest trading partner in 2013. While Iran's military incursions into Iraqi Kurdistan have naturally created tensions with the local Kurdish population, Iran-KRG trade increased more than 25 percent during early 2012. As Iran seeks to counter the impact of international economic sanctions and Erbil pursues partners with leverage over Baghdad, the KRG and Iran's expanded political, commercial, and energy ties make sense from a geostrategic standpoint.

Despite the value that Iran places on Turkey as an important energy and commercial partner, Iran's leadership has lashed out at Turkey over the two countries' differences on Syria. In this context, Iran must view Turkey's heavy military presence in northern Iraq (2,000 troops and several dozen tanks) with the suspicion that Ankara's motives extend beyond targeting the PKK to containing Iran. Meanwhile, Iran's buildup in northern Iraq is unlikely to be welcomed by the ruling administration in Ankara, as evident by Interior Minister Naim Sahin's accusation that Iran is sponsoring the PKK in the Qandil Mountains—an allegation Tehran denies.

Clearly, Barzani is aware that threats to Turkish and Iranian security interests, posed by the PKK and PJAK, have prompted the two states to conduct military operations in the KRG. However, the Kurdish leader is surely also aware that Ankara and Tehran's establishment of a more permanent military presence in the KRG is driven by his neighbors' rivalry. Erbil must balance these two powers off one another to expand the KRG's

energy ties and improve its strategic posture vis-à-vis Baghdad.

### Israel

Israel and Iran have held influence in northern Iraq for decades. Perceiving a strong Iraq as a threat, the Israelis began sponsoring Kurdish militants in northern Iraq during the 1960s. By 1980, Prime Minister Menachem Begin acknowledged to the public that his government had sent weapons and military advisers into northern Iraq. And Iran allied with certain Kurdish factions during the Iran-Iraq war to further drain Saddam Hussein's war machine. Nonetheless, today the KRG has become a pawn in Israel and Iran's standoff.

"It's Realpolitik. By aligning with the Kurds Israel gains eyes and ears in Iran," observed a former Israeli intelligence officer. According to several sources, the Mossad operates in the KRG to launch covert operations inside Iran and acquire intelligence on Iran's nuclear program. "Israeli drones are said to be operating against Iran from bases inside the KRG," wrote Patrick Seale, a British expert on the Middle East. The London-based Sunday Times reported that, according to "Western intelligence sources," during early 2012 Israeli commandos and special forces members carried out missions in Iran that were launched from the KRG. The Israeli commandos, dressed in Iranian military uniforms, entered Iran in modified Black Hawk helicopters and traveled to Parchin, the site of an Iranian military complex just 20 miles from Tehran, and Fordow, an Iranian military base with an underground uranium enrichment facility. The report claims that these forces utilized advanced technology to monitor radioactivity levels and record explosive tests carried out at the military facilities.

In February 2012, NBC reported that the Israeli secret service had "financed, trained, and armed" the Mojahedin-e Khalq (MEK), an Iranian dissident group that has been responsible for killing Iranian nuclear scientists since 2007 and has operated in northern Iraq for many years. Israel has also provided PJAK with "equipment and training" to carry out attacks against targets within Iran, according to a government consultant with ties to the Pentagon.

The military operations that Iran has waged in Iraq to strike blows against the MEK and PJAK highlight the extent to which Tehran perceives these two organizations as a grave security threat. As these groups collaborate with Israel to undermine Iran's capacity to acquire nuclear weapons capability, Iran will seek to strengthen its geostrategic posture inside Iraq. Therefore, the Iranian military's establishment of bases inside the KRG is a strategic action intended to thwart Tehran's adversaries from cornering it. If Israel were to preemptively strike Iran's nuclear facilities, thus precipitating a grander Middle Eastern war, Barzani may find his act of balancing cordial ties with Israel and Iran incredibly difficult, if not impossible.

The dispersed Kurds, who constitute the modern world's largest stateless ethnic group, have sought to play off their larger neighbors' divisions to gain an upper hand against their respective host governments for many decades. The KRG recently achieved a major step toward independence after it signed a contract with Exxon Mobil to drill for oil in Kirkuk. Furthermore, plans to transport Kurdish non-renewable sources of energy to Turkey and international markets may come to fruition. An aide to Iraqi Prime Minister Maliki, Sami Alaskary, warned that "if Exxon lays a finger on this territory... we will go to war for oil and for Iraqi sovereignty."

The KRG's alliances with Iran, Turkey, and Israel will be most valued if or when Iraq's two governments go to war with each other. If Barzani can maintain his cooperative ties with Tehran, Ankara, and Tel Aviv and effectively balance their hostilities and rivalries—while standing strong against Baghdad with the KRG's 200,000 well-trained Peshmerga fighters—there is reason to believe that amidst the Middle East's ongoing conflicts and turmoil, the Kurds of northern Iraq may come out on top with an independent state. ♦

# Turkey approves court reform, Kurds remain critical

By Daren Butler / (Reuters)

**I**STANBUL - Turkey's parliament has passed a law allowing defendants to use Kurdish in court, but Kurdish politicians said it fell short of their demands as the EU candidate country seeks to advance peace talks with the jailed leader of a 28-year-old insurgency. Kurdish and nationalist deputies clashed verbally and nearly came to blows during a tense debate over the bill late on Thursday seen aimed at breaking a deadlock in trials of hundreds accused of links to Kurdistan Workers Party (PKK) militants.

Courts have rejected suspects' efforts to use Kurdish in defence against charges of membership of a PKK umbrella group. The law allows defendants to speak in their mother tongue, if they speak it better than they do Turkish.

In an immediate sign of the law's application, a court allowed Batman Mayor Nejdet Atalay to defend himself in Kurdish at his trial in the southeastern city of Diyarbakir.

EU Enlargement Commissioner Stefan Fuele welcomed the law.

"This is an important step towards having a broader access to public services in mother

tongue. Looking forward to a rapid implementation," he said in comments emailed to Reuters.

The law was among the demands of hundreds of jailed PKK rebels who late last year staged a hunger strike which was ended by the intervention of their leader Abdullah Ocalan, in prison on the island of Imrali, south of Istanbul.

Ocalan's intervention is viewed as having paved the way for peace talks aimed at ending a conflict in which more than 40,000 people have been killed since his rebels took up arms in 1984.

Intelligence agency officials have held talks with Ocalan, establishing a framework for a deal under which the PKK would stop fighting, withdraw from Turkish soil and disarm. In return, the government would boost Kurdish minority rights.

Only Prime Minister Tayyip Erdogan and a few officials are believed to have first-hand knowledge of the peace framework. They have not disclosed details of it but have also not denied press reports on it reported by media close to the government.

With next year's local and presidential elections in mind, Erdogan is keen to keep the process under wraps due to fears of a nationalist backlash among voters and within the state against talks with a man reviled by most Turks.

## KURDISH PARTY SAYS LAW INADEQUATE

Deputies from Erdogan's ruling AK Party and the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP) voted in favour of the new law, while other opposition deputies voted against.

The BDP was still critical however of the law's requirement that defendants speaking their mother tongue pay for a translator.

Idris Baluken, a deputy BDP leader, also com-

plained the law only allowed Kurdish twice during spoken defence in court and not in written defence or during the pre-trial investigation.

"We want to make clear that this bill does not satisfy the BDP, or our people," he said in comments on the BDP website.

Under the peace moves, Kurdish politicians have also visited Ocalan. A second visit was expected this week but a verbal spat between them and Erdogan is believed to have delayed the talks.

Kurdish politician Ahmet Turk last week condemned attacks by Turkish warplanes on PKK targets in northern Iraq, drawing a strong rebuke from Erdogan who has vowed operations against the militants will continue until they put down their arms.

Despite the peace efforts, Erdogan has remained fierce in his public criticism of the BDP, accusing them of acting in line with the PKK, with whom they share the same grassroots support.

However Erdogan's appointment of a new interior minister, from Mardin in the mainly Kurdish southeast, in a cabinet reshuffle was seen boosting efforts to advance the process.

The outgoing nationalist minister was disliked by Kurds and his successor might be a positive factor if he plays a more constructive role, said Finansbank chief economist Inan Demir.

"We think the successful resolution of Turkey's age-old Kurdish conflict could significantly reduce Turkey's risk premium and it would constitute the ultimate argument for re-rating Turkish economy and assets," Demir said.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, seeks autonomy for the country's Kurdish minority, estimated to number some 15 million.○



## Le voile islamique et le kurde font leur entrée dans les tribunaux de Turquie

ANKARA, 26 janvier 2013 (AFP)

**LES AVOCATES TURQUES pourront désormais porter le foulard islamique dans les tribunaux de Turquie où les prévenus d'origine kurde seront autorisés à s'exprimer dans leur langue maternelle, a-t-on indiqué samedi de source judiciaire et parlementaire.**

Une décision prise au Conseil d'Etat, plus haute autorité administrative judiciaire du pays, à la suite d'une requérante affirmant être victime d'une discrimination religieuse, autorise les avocates à porter le voile lors des procès, ce qui était strictement interdite jusqu'à présent, a expliqué une source judiciaire à l'AFP.

La décision du Conseil d'Etat, intervenue vendredi, a été dénoncée par les milieux favorables à la laïcité. Le président du barreau d'Ankara, Metin Feyzioğlu, estime qu'une avocate "ne peut assurer sa fonction de défenseur d'un prévenu en affichant son appartenance religieuse dans un pays laïque".

Depuis des années, les militants islamistes réclament pour les avocates de pouvoir se couvrir la tête dans les procès judiciaires.

L'interdiction reste cependant en vigueur pour les procureurs et les juges, membres de la fonction publique où le port du voile est toujours interdit.

Par ailleurs, le Parlement turc a adopté un texte de loi autorisant les prévenus d'origine kurde à s'exprimer dans leur langue maternelle dans les prétoires.

Cette mesure, dont le vote a eu lieu tard jeudi et qui s'est déroulé dans une atmosphère houleuse à l'Assemblée nationale, était une exigence de responsables kurdes pour faire progresser les pourparlers de paix récemment entamés entre les autorités d'Ankara et Abdullah Öcalan, le chef emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), a précisé une source gouvernementale.

L'an dernier, des centaines de détenus kurdes avaient observé un vaste mouvement de grève de la faim à cet effet, qui n'a pris fin que sur ordre d'Öcalan.

Le gouvernement islamo-conservateur turc du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2002, a levé certaines restrictions sur le port du voile en Turquie, pays à écrasante majorité musulmane mais laïque. ○

# Sur le front des Kurdes de Syrie

Depuis le début du soulèvement contre le régime de Bachar Al-Assad, les Kurdes de Syrie ont acquis une autonomie dans le nord et l'est du pays. Ce qui les met en butte tant à l'armée régulière qu'aux islamistes de l'opposition

CHRISTOPHE AYAD

La question kurde est l'angle mort de la révolution syrienne. Invisible ou presque, le plus souvent oubliée, elle est pourtant un élément essentiel du puzzle syrien. Que le pays continue d'être dirigé par Bachar Al-Assad ou que le régime vienne à tomber, il sera difficile, voire impossible, d'arracher aux Kurdes de Syrie (un peu plus de 2 millions, répartis sur un territoire discontinu dans le nord et l'est de la Syrie) l'autonomie qu'ils ont conquise à la faveur du soulèvement depuis mars 2011.

Dès le début de la révolution, les Kurdes

ont observé une prudence dictée par les cuisantes leçons du passé. En 2004, leur propre intifada avait été réprimée sans susciter le moindre geste de solidarité dans le reste de la Syrie. En 2011, lorsque est déclenché le soulèvement contre Bachar Al-Assad, les Kurdes manifestent leur opposition à un régime qu'ils exècrent et qui a privé nombre des leurs de nationalité dans les années 1960. Mais ils veillent à se tenir à l'écart de toute violence, observant une relative neutralité, sous la houlette sourcilieuse du Parti de l'union démocrati-

que (PYD), le principal parti kurde syrien, proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK turc), qu'il a côtoyé au temps où Abdullah Öcalan, le fondateur du PKK, vivait en Syrie.

Profitant de l'affaiblissement du régime, le PYD tisse sa toile et fonde des écoles en langue kurde. Les autres formations kurdes, plus proches du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le mouvement du grand leader kurde irakien Massoud Barzani, se méfient de cet hégémonisme du PYD dont la discipline et le « centralis-



me démocratique» sont très inspirés de son jumeau de Turquie.

Quand les Kurdes ont senti le régime suffisamment faible, ils ont pris, en juillet 2012, le contrôle des principales villes kurdes, dont Derik et ses champs d'hydrocarbures, à l'exception de Kamechliye, capitale du Kurdistan syrien, où les forces du régime sont présentes, mais ne sortent plus de leurs casernes. Partout, les unités de défense populaires (YPG) du PYD installent des barrages, symboles de la toute nouvelle souveraineté kurde, ce qui ne plaît guère aux nationalistes arabes de l'opposition syrienne et encore moins aux islamistes, qui considèrent que les Kurdes sont bien trop laïques. À l'instar du PKK, le PYD comp-

te des brigades mixtes, au sein desquelles les femmes tiennent aussi les armes.

Attaqués sporadiquement par le régime et par des groupes islamistes de la rébellion, les Kurdes de Syrie ont fait taire leurs divisions pour le moment. Mais l'avenir est incertain. A quoi sert l'autonomie dans une région pauvre et enclavée? Quel sera l'avenir face à une opposition peu encline au compromis? Enfin, quelles conséquences auront les grandes manœuvres régionales, entre le gouvernement turc et le PKK, mais aussi entre Bagdad et le Kurdistan d'Irak? Le sort des Kurdes de Syrie reviendra tôt ou tard sur le devant de la scène. ■

**Jeunes combattants kurdes à Sérékaniyé, le 5 décembre. La tension sévit dans la région entre les Kurdes, les forces de l'Armée syrienne libre et des groupes islamistes.**



**Près de Derik (Nord-Est), le 3 décembre. La zone, hautement stratégique en raison de ses nombreux champs de pétrole, est contrôlée par les Kurdes.**





20 janvier 2013

## Syrie: à la frontière turque, affrontements entre Kurdes et rebelles syriens

Par RFI, Avec notre correspondant à Istanbul, Jérôme Bastion

Dimanche 20 janvier 2013, dans la matinée, l'aviation syrienne bombardait encore des banlieues de Damas. Et notamment Daraya, au sud-ouest de la capitale, où l'armée du régime envoie des renforts depuis ce samedi. Au moins 13 civils ont été tués ce dimanche matin, selon l'insurrection. De violents combats ont lieu, aussi, dans le nord de la Syrie, à Ras al-Ain, à la frontière turque. Des combats entre rebelles syriens et Kurdes. 33 personnes ont été tuées ces deux derniers jours, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Six mois après la prise de la ville et du poste-frontière des mains de l'armée syrienne par les forces rebelles, la situation



Un soldat turc à Ceylanpinar, face aux combattants rebelles syriens de Ras al-Ain, de l'autre côté de la frontière (novembre 2012). AFP PHOTO/BULENT KILIC

se dégrade régulièrement. Depuis jeudi, des affrontements ont repris à Ras al-Ain.

Les informations disponibles sont rares, mais elles font état de combats violents

entre la milice kurde des Unités de défense du peuple (YPG), liées au PKK turc, et les groupes islamistes du Jabhat al-Nusra et de Ghouraba al-Cham.

Ceux-ci auraient pris des familles civiles en otages, se seraient rendus coupables de tortures à leur rencontre, et auraient utilisé des tanks contre la population de la ville.

Les hostilités, après un accord de cessez-le-feu le mois dernier, ont repris en milieu de semaine après que les deux parties en présence aient reçu des renforts pour prendre le contrôle de cette ville et de ce point de passage stratégique, en zone kurde, avec la Turquie.

Plusieurs sources évoquent des dizaines de morts du côté des rebelles liés à l'Armée syrienne libre : entre 70 et une centaine. Une information étayée par l'arrivée de dizaines de blessés à Ceylanpinar ces derniers jours, dont certains sont morts dans les hôpitaux turcs.

Les Kurdes accusent d'ailleurs la Turquie de soutenir les rebelles syriens dans leur tentative de prendre le contrôle de la zone autonome kurde, qu'Ankara soupçonne d'être une base arrière du PKK. □

l'observateur

22 janvier 2013

## Affrontements meurtriers entre Kurdes et rebelles syriens, 56 morts en une semaine

BEYROUTH (Reuters) - Des combats dans le nord-est de la Syrie entre rebelles opposés au président Bachar al Assad et membres de la communauté kurde ont fait au moins 56 morts en une semaine, rapporte mardi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Cette ONG basée à Londres signale par ailleurs la mort lundi soir de 42 personnes, dont des femmes et des enfants, dans l'explosion d'une voiture piégée qui visait une milice pro-gouvernementale à Salamiyah, située à l'est de la ville de Hama, dans le centre de la Syrie.

Les Kurdes, qui représentent en Syrie 10% de la population, profitent de la guerre civile pour tenter d'obtenir leur autonomie. Ils ont ouvert les écoles et les centres culturels que le régime du parti Baas leur a longtemps refusés. Ils ont

aussi organisé une police et des milices armées.

Mais ils sont aussi étroitement surveillés par les rebelles arabes sunnites, au sein desquels les islamistes apparaissent de plus en plus présents. Ils craignent que ces derniers ne respectent pas leurs aspirations autonomistes. Leur terre recèle une partie importante des réserves de pétrole de la Syrie.

Mardi, les combattants des Unités de défense du Peuple kurde ont eu des heurts avec plusieurs groupes rebelles dans la ville de Ras al Aïn, située dans la province d'Hasaka, dans le nord de la Syrie, précise l'OSDH. Les rebelles ont utilisé des chars et des mortiers contre les forces kurdes, précise l'OSDH. "Les affrontements ont commencé mercredi (dernier) et se sont traduits par la morts



combats entre Kurdes et islamistes à la frontière turque

d'au moins 56 combattants", dit l'OSDH

Les affrontements entre Kurdes et rebelles arabes font partie des lignes de fracture qui empêchent l'émergence d'un mouvement uni susceptible de renverser le président Bachar al Assad. ●

# Kurdes assassinées : le « chauffeur » d'une des victimes soupçonné

Âgé de 31 ans, ce militant du PKK a été trahi par des images de vidéosurveillance. Il nie les faits et le mobile reste flou.

CHRISTOPHE CORNEVIN

**HOMICIDES** Moins de dix jours d'une enquête éclair auront été nécessaires à la brigade criminelle de Paris et à la sous-direction antiterroriste pour mettre un nom et un visage sur l'énigmatique équipée sanglante qui a coûté la vie à trois Kurdes, le 9 janvier dernier en plein Paris. Toutes étaient liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), interdit en Turquie. Parmi elles figurait Sakine Cansiz, 55 ans, considérée comme proche du chef emprisonné de la rébellion séparatiste, Abdullah Öcalan.

Enquêtant dans l'entourage de cette militante exécutée, les policiers ont orienté leurs soupçons sur un dénommé Omer G., le « chauffeur » et « accompagnateur » que le mouvement séparatiste avait mis à sa disposition. Âgé de 31 ans, jusqu'alors inconnu des services de police, il se dit membre lui aussi du PKK depuis deux ans. Il avait été entendu une première fois à la brigade criminelle avant d'être placé en garde à vue jeudi dernier, ainsi qu'un de ses compatriotes qui a été relâché depuis lors.

## Explication « fantaisiste »

Habitant La Courneuve, le « chauffeur » avait indiqué dans un premier temps n'être resté que quelques minutes dans l'immeuble de la rue La Fayette où les corps avaient été ensuite retrouvés dans la nuit du 9 au 10 janvier. Officiellement pour aller chercher des bonbons et du jus de fruit. Mais l'explication a été vite jugée « fantaisiste » dans la mesure où l'exploitation des bandes de vidéosurveillance de commerces et d'un parking voisin a permis d'établir que le « chauffeur » est resté près de 45 minutes sur place, de 12 h 11 à 12 h 56. Or le triple assassinat a eu très probablement lieu entre 12 h 45, heure de la dernière consultation de l'ordinateur du Centre d'information du Kurdistan (CIK), et 13 h 21, heure à partir de laquelle les appels sur les portables des victimes sont restés sans réponse. La fouille de son véhicule a en outre débouché sur la découverte d'une sacoche correspondant à celle apparaissant sur les bandes vidéo.



L'examen de ce précieux indice a révélé la présence de résidus de poudre. En revanche, l'empreinte génétique partielle découverte sur l'une des douilles n'est pas celle du principal suspect.

**Le ou les tueurs, familiers des lieux, avaient pu s'introduire sans effraction**

Lundi après-midi, ce suspect qualifié de « sérieux » a été mis en examen par un juge parisien dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour « assassinats » et « participation à une association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Le parquet a requis son placement en détention provisoire. « L'individu est susceptible d'être le ou l'un des auteurs des faits », a précisé le procureur de la République, François Molins. Les trois militantes kurdes d'origine turque avaient été tuées de plusieurs balles dans la tête. Deux d'entre elles ont été atteintes de trois projectiles dans la boîte crânienne, la troisième en a reçu quatre. L'analyse balistique avait vite établi que les victimes ont été

tuées par des munitions de calibre 7.65 mm. D'emblée, les limiers de la « Crime » et leurs homologues de la direction centrale de la PJ avaient constaté que le ou les tueurs, familiers des lieux, avaient pu s'introduire sans effraction. Les rebelles du PKK avaient averti qu'ils tiendraient l'État français pour « responsable » s'il n'élucidait pas immédiatement « cette tuerie ».

« Toutes les hypothèses demeurent ouvertes et nous continuons à rechercher le mobile de ces assassinats », confie une source proche du dossier. La thèse évo-

quée ça et là d'un « différend personnel », voire celle d'un geste fou commis par un amoureux éconduit, n'ont pas été corroborées. Les policiers n'ont de cesse d'explorer, parmi d'autres, la piste politique. Et pour cause. Loin d'être le fruit du hasard, le moment des assassinats correspond à celui du dialogue amorcé entre le régime turc et le PKK. Relayée par les médias du monde entier, la tuerie peut toujours déstabiliser le délicat processus visant à enterrer un conflit vieux de trente ans, et qui s'est déjà soldé par la mort de plus de 45 000 personnes. ■

## Kurdes assassinées à Paris : le bon coup de la police scientifique

Frédéric Ploquin - Marianne

MOINS D'UNE semaine après le triple assassinats perpétré en plein coeur de Paris, les enquêteurs de la brigade criminelle et de la sous-direction antiterroriste (SDAT) ont arrêté un premier suspect. Prénommé Omer, âgé de 30 ans, domicilié à La Courneuve (93), membre du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) depuis deux ans, l'homme était le chauffeur et l'accompagnateur de l'une des trois victimes, Sakine Cansiz, 55 ans, proche du chef emprisonné de la rébellion, Abdullah Öcalan .

Le suspect a été confondu par les images extraites de la vidéosurveillance. Il disait avoir quitté les lieux du crime vers 11 h 30, le 9 janvier, mais des images le montrent en train de sortir du Centre d'information du Kurdistan peu avant 13 h. Omar Guney nie toute



implication dans le triple meurtres, sauf qu'il devra s'expliquer sur les traces de résidus de poudre d'arme à feu découvertes sur une sacoche retrouvée dans sa voiture. Traces dont les experts sont en train de chercher à voir si elles sont comparables à celles de la scène de crime.

Les enquêteurs restent cepen-



tant prudents. On ignore tout en effet, à ce jour, de la raison pour laquelle ces trois femmes ont été passées par les armes en plein Paris, à l'heure où le PKK est engagé dans des pourparlers de paix avec le gouvernement turc. Mobile d'ordre privé ou infiltration menée de main de maître par une organisation rivale, tout reste possible.

En attendant, force est de constater que les auteurs de ces crimes sont montés au feu comme s'ils partaient à la guerre, en oubliant un élément majeur : la police technique et scientifique, rarement utilisée il est vrai dans les conflits militaires. ■

## Erdogan promet aux Kurdes qui désarment de pouvoir quitter librement la Turquie

AFP

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a promis mardi aux combattants kurdes qu'ils pourraient quitter librement la Turquie s'ils le souhaitent et déposent les armes, réaffirmant sa détermination à négocier la fin du conflit avec le groupe séparatiste du PKK qui a fait 45.000 morts en 30 ans.

Mais il a également répété que l'armée continuera "à combattre les terroristes (...) sans concession", pour ceux des Kurdes qui continueraient la lutte armée.

"Si vous êtes sincère et honnête, vous déposez vos armes", a lancé Erdogan à l'adresse du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), devant des députés de son Parti de la jus-

tice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, au pouvoir depuis 2002.

"Si vous ne voulez pas vivre ici, vous êtes libre d'aller dans n'importe quel autre pays. Nous vous assurons que (...) nous ferons de notre mieux pour ne pas laisser se reproduire ce qui s'est déroulé à nos frontières par le passé", a-t-il ajouté.

M. Erdogan faisait allusion aux affrontements entre les forces de sécurité turques et le PKK, qui se produisent quand des groupes de combattants kurdes tentent de franchir la frontière pour rejoindre leurs bases arrières dans le nord de l'Irak.

Ankara a reconnu qu'un nou-



veau round de négociations se tenait entre les services secrets turcs et le leader du PKK emprisonné, Abdullah Öcalan, en vue d'un désarmement de la rébellion séparatiste.

M. Erdogan a répété mardi que son gouvernement était en

faveur de la paix, avec ceux qui désarmeront.

"Nos cœurs sont ouverts à nos frères kurdes. Nous n'avons pas largué de bombes sur eux. Nous larguons des bombes sur les terroristes", a-t-il martelé, concluant: "Nous persisterons à combattre les terroristes aujourd'hui et demain, il n'y aura aucune concession".

Le PKK, mouvement interdit, combat le gouvernement d'Ankara depuis 1984 pour obtenir l'autonomie d'une région dans le sud-est peuplée majoritairement de Kurdes. Il est considéré comme une "organisation terroriste" par Ankara et de nombreux pays occidentaux.





## Un attentat anti-chiite fait 42 morts dans le nord de l'Irak

**Un homme a fait exploser les charges qu'il portait après être entré dans une mosquée où se déroulaient les funérailles d'un dignitaire local assassiné la veille.**

Par Marwan IBRAHIM | AFP

Un kamikaze s'est fait exploser mercredi au milieu d'une cérémonie de funérailles dans une mosquée chiite dans le nord de l'Irak, tuant 42 personnes et dévastant le lieu de culte.

Cet attentat, le plus meurtrier en six mois, a également fait 75 blessés, et risque d'accentuer les tensions dans le pays secoué par une crise politique et plus d'un mois de manifestations dans des régions majoritairement sunnites contre le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki.

L'attaque n'a pas été revendiquée, mais des extrémistes sunnites, notamment liés à Al-Qaïda, prennent régulièrement pour cible la communauté chiite afin d'attiser les tensions confessionnelles à l'origine d'un pic de violences en 2006 et 2007.

Le kamikaze a déclenché sa ceinture d'explosifs dans la mosquée Sayyed al-Chouhada à Touz Khourmatou, à 175 km au nord de Bagdad, pendant que s'y déroulait la cérémonie funéraire pour un parent d'un responsable politique, tué la veille.

Selon Niyazi Moammar Oghlu, secrétaire général du conseil régional de Salaheddine, province dont dépend Touz Khourmatou, le bilan s'élève à 42 morts et 75 blessés.

"Il y a des corps dans la husseiniyah (mosquée chiite)", a indiqué Chalal Abdoul, le maire de Touz Khourmatou, précisant que "le kamikaze est parvenu à entrer et à se faire exploser au milieu des fidèles endeuillés".

Parmi les blessés se trouvent plusieurs chefs tribaux et dirigeants locaux, dont Ali Hachem Moukhtar, vice-président du Front turkmène irakien et membre du conseil régional de Salaheddine.

### TENSIONS RÉGIONALES

Les victimes assistaient aux funérailles du beau-frère de M. Moukhtar, tué par balle mardi à Touz Khourmatou.

Les forces de sécurité étaient déployées autour de la mosquée après l'attaque, alors que des habitants anxieux attendaient devant l'hôpital de la ville pour avoir des nouvelles de leurs proches, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Les mosquées chiites lançaient pour leur part via haut-parleurs des appels aux locaux pour aider à enterrer les victimes dans une fosse commune.

La ville multiethnique est située dans une zone que se disputent les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien et le pouvoir central à Bagdad.

Ce différend constitue l'une des plus sérieuses menaces à long terme pour la stabilité de l'Irak, selon des diplomates et responsables.

L'attaque est la plus meurtrière depuis la mort de 42 personnes le 23 juillet dans une série d'explosions à Bagdad.

Mercredi, deux autres attaques ont eu lieu, l'une près de Mossoul (nord) où des hommes armés ont abattu le directeur d'une école, et l'autre près de Falloujah



**La ville multiethnique est située dans une zone que se disputent les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien et le pouvoir central à Bagdad**

(ouest) où un chef d'une milice anti-Qaïda a été tué par balle.

La veille, une série d'attentats à Bagdad et dans ses environs a fait 26 morts, après quelques jours d'accalmie ayant suivi plusieurs vagues d'attentats meurtriers.

Avec ces attaques, le bilan des violences pour le mois de janvier est d'ores et déjà plus élevé que celui des trois mois précédents, selon un bilan compilé par l'AFP à partir de chiffres fournis par des sources de sécurité et médicales.

Malgré à l'insécurité grandissante, les institutions politiques restent quasi-paralysées par une crise opposant M. Maliki à plusieurs des membres de sa coalition, notamment sunnites et kurdes, moins de trois mois avant un scrutin régional crucial.



## Le Kurdistan irakien "sûr" du respect par ExxonMobil d'un contrat pétrolier

BAGDAD, 24 janvier 2013 (AFP)

**LA RÉGION AUTONOME du Kurdistan irakien a indiqué jeudi être sûre du respect par la major pétrolière américaine ExxonMobil d'un accord d'exploration signé par la compagnie et considéré comme illégal par Bagdad.**

"Le gouvernement régional du Kurdistan est sûr qu'ExxonMobil respectera les contrats qu'il a signés avec la région (et) qui ont provoqué des problèmes avec le gouvernement à Bagdad", a indiqué le Premier ministre du Kurdistan irakien Nechirvan Barzani lors d'une conférence de presse à Erbil.

"Nous sommes sûrs qu'ExxonMobil (...) tiendra ses promesses", a-t-il ajouté.

Lundi, le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki a refusé une nouvelle fois de reconnaître la validité de cet accord et appelé ExxonMobil à respecter la Constitution lors d'un entretien avec le PDG d'ExxonMobil Tex Tillerson.

Se référant à la loi fondamentale, il a rappelé que les importantes réserves pétrolières du pays "appartiennent à tous les Irakiens".

Cette rencontre entre MM. Maliki et Tillerson, plutôt rare, a laissé penser qu'Exxon envisageait de revenir sur l'accord d'exploration pétrolière signé en octobre 2011 avec le Kurdistan et qui porte sur six zones, dont deux sont revendiquées à la fois par les autorités régionales kurdes et par le pouvoir central.

Bagdad affirme que tous les contrats pétroliers doivent lui être soumis et considère comme illégaux ceux qui ne le sont pas.

ExxonMobil et la compagnie anglo-hollandaise Shell ont signé en janvier 2010 un accord pour l'exploitation d'un champ pétrolier dans le sud de l'Irak, mais fin 2012 la compagnie américaine a annoncé à Bagdad vouloir revendre ses parts dans le projet afin de se concentrer sur le contrat signé avec le Kurdistan.

Le bureau du président kurde Massoud Barzani a par ailleurs annoncé jeudi que le Kurdistan avait attribué l'exploration d'un bloc, dans le sud de la région, au groupe énergétique américain Chevron.

Il s'agit de la zone d'exploration Qara Dagh et "un contrat sera bientôt finalisé", en marge du Forum économique de Davos, a indiqué le communiqué.

L'entreprise américaine avait indiqué en juillet avoir acquis deux blocs d'exploration au Kurdistan, malgré les protestations de Bagdad. ○

## Assassinat des Kurdes : le PKK assure que le suspect n'est pas des siens

**A**lors que le procureur de Paris, François Molins, a annoncé lundi la mise en examen d'Ömer Güney dans l'affaire de l'assassinat des trois activistes kurdes, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) s'est défendu ce mercredi de tout lien avec le suspect.

En effet, lors de son audition, l'homme était présenté comme un ressortissant turc de 30 ans qui disait appartenir depuis deux ans au PKK. Or Murat Karayilan, chef militaire du parti, exclut que le suspect soit lié à son mouvement armé.

Par ailleurs, le Centre d'information kurde (CIK) où avait été tuées les trois victimes le 9 janvier a également contesté les origines du suspect : « Contrairement à ce qu'affirme la presse pour alimenter la thèse du règlement de comptes interne au PKK, Ömer Güney, mis en examen dans le meurtre de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez, n'est pas Kurde et encore moins militant kurde ».

« Toutes les pistes restent ouvertes »

« Les allégations concernant les liens du suspect avec le PKK ne reflètent pas la réalité, car il n'est pas facile de devenir membre du PKK en deux ans. Le PKK ne recrute pas de cette façon en Europe », défend le principal commandant du PKK.



Trois militantes kurdes, dont Sakine Cansiz, une proche du chef rebelle Abdullah Öcalan, ont été exécutées d'une balle dans la tête à Paris.

Le procureur de Paris avait en effet indiqué que Ömer Güney avait été désigné par le PKK comme le « chauffeur et l'accompagnateur » à Paris de Sakine Cansiz, elle-même présentée par des médias turcs comme une membre fondatrice du PKK. « Ömer Güney s'était rapproché du milieu associatif kurde à partir de novembre 2011, en adhérant à une association kurde. Il affichait une attitude humble, innocente et serviable par laquelle il avait gagné la confiance de la communauté », précise le Centre d'information. « Après son arrestation, on a appris qu'il n'était pas kurde comme il le prétendait, mais turc de la région de Sivas, issu d'une famille proche de l'extrême droite nationaliste turque », poursuit le communiqué. Mais le procureur François Molins avait précisé qu'Ömer



Güney était né en avril 1982 à Sarkisla, dans la région d'Anatolie centrale et qu'il avait quitté la Turquie de très longue date. Ainsi, « toutes les pistes restent ouvertes en ce qui concerne le motif de ce triple assassinat ». □

## Irak: Bagdad et Erbil se renvoient la responsabilité de la crise politique

BAGDAD, 20 janvier 2013 (AFP)

**LE PREMIER ministre irakien Nouri al-Maliki et le dirigeant de la province autonome du Kurdistan se sont renvoyés dimanche la responsabilité de la crise politique que connaît le pays, en proie depuis plusieurs semaines à d'importantes manifestations anti-gouvernementales.**

Les relations entre le Kurdistan autonome et le gouvernement fédéral de Bagdad sont déjà tendues en raison de revendications territoriales et de différends sur des contrats pétroliers.

"Le gouvernement fédéral (...) a aggravé la crise avec ses négligences et ses menaces qui ont eu des conséquences dangereuses, et la non application de la Constitution et les accords", a estimé le dirigeant kurde, Massoud Barzani, dans un communiqué publié tard samedi.

"Depuis longtemps, l'Irak traverse une crise importante en raison de la négligence des services (proposés) aux citoyens (...)", a-t-il ajouté.

Il a apporté son soutien aux "demandes légitimes" des manifestants qui protestent, dans les régions majoritairement sunnites du pays, contre le gouvernement Maliki, dominé par les chiites.

M. Maliki a réagi dimanche se disant, dans un communiqué, surpris des propos

du dirigeant kurde "révèlent un désir d'empêcher le dialogue au sein de la population irakienne et ses composantes, et de relancer l'affreux conflit confessionnel."

"Il semble que ces factions n'aiment pas voir l'entente entre les Irakiens", a ajouté M. Maliki dans un communiqué.

La minorité sunnite a commencé à manifester quelques jours après l'arrestation le 20 décembre de gardes du corps du ministre sunnite des Finances, Rifaa al-Issawi.

Outre la libération de prisonniers détenus selon eux sans inculpation, les contestataires exigent l'abrogation de lois antiterroristes utilisées, selon eux, à l'encontre de la communauté sunnite par le gouvernement de M. Maliki, dominé par les chiites.

En signe d'apaisement, Bagdad a annoncé la libération de 400 prisonniers depuis la semaine dernière.

Cette crise intervient à trois mois d'importantes élections provinciales, qui constitueront un test pour M. Maliki et ses opposants, avant des élections nationales l'année prochaine.

Ces rassemblements ont renforcé l'opposition contre M. Maliki, accusé d'autoritarisme par ses détracteurs sunnites, mais aussi kurdes et chiites, membres de son gouvernement d'unité nationale. ○

# Turkey Cabinet Shuffle Supports Kurdish Peace Talks

By Emre Peker and Yeliz Candemir

**I**STANBUL—Turkey sent yet another strong signal of its desire to end a three-decade Kurdish insurgency on Thursday when Prime Minister Recep Tayyip Erdogan picked a moderate interior minister to replace a hawkish predecessor in a cabinet shuffle.

Muammer Guler, a lawmaker and former governor of Istanbul, took over the Interior Ministry from Idris Naim Sahin, who made headlines with his gaffes and nationalist outbursts during his one-and-a-half-year stint.

“We will let peace doves fly in the southeast. We will continue to work in a speedy fashion for everyone to be happy, safe and prosperous,” Mr. Guler said Friday in his first remarks after taking over as Interior Minister.

The move comes as Turkey restarted talks with the outlawed Kurdistan Workers’ Party, or PKK, whose armed struggle for autonomy in the country’s southeast has claimed more than 40,000 lives and cost the state as much as \$450 billion since 1984, according to the International Crisis Group, or ICG.

Solving the so-called Kurdish issue, which politicians and analysts identify as Turkey’s biggest problem, has become Mr. Erdogan’s top agenda item in the past months. And more than a year after the last discussions to establish peace and meet Kurdish demands collapsed, the premier’s focus culminated in direct talks in December between Turkey’s intelligence chief and Abdullah Ocalan, the PKK leader jailed in the Imrali island south of Istanbul since 1999.

“If the new Interior Minister Guler manages to play a more constructive role in these talks, his appointment might prove to be a medium- to long-run positive,” said economists at Finansbank. “We think that successful resolution of

Turkey’s age-old Kurdish conflict could significantly reduce Turkey’s risk premium and it would constitute the ultimate argument for re-rating Turkish economy and assets.”

While most investors shrug of the steady hum of Turkey’s fight against PKK, which is listed as a terrorist organization by the U.S. and the European Union, the humanitarian and economic toll on the country has been significant. Ankara blames the PKK for disrupting economic growth in the southeast, while government critics say state negligence, insufficient local investment, and pressure on Kurds is helping PKK recruitment.

Indeed, while Turkey’s \$800 billion economy expanded by an average of 9% in 2010 and 2011, with an expected growth of 3% last year despite a global slowdown, areas with majority Kurdish populations advanced at a much slower pace. Diyarbakir, regarded by Kurds as their capital in Turkey, dropped from third place in the country’s socio-economic development index in 1927, to 63rd among 81 provinces in 2003, according to ICG, while its per-capita income dropped to about a fifth of the national average.

While the Prime Minister left his internationally respected economic team intact, Mr. Erdogan also named new chiefs for the Culture and Tourism, Education, and Health Ministries. Yet the focus inevitably fell on Mr. Guler because of the key role the Interior Ministry plays in controlling the police, appointing governors and fighting the PKK.

The former Interior Minister was seen as having very strong nationalistic tendencies and reacting harshly on matters pertaining to the Kurdish issue. After suggesting that 34 Kurdish smugglers accidentally killed by Turkish jets in December 2011 were in cahoots with the PKK, Mr. Sahin drew fire from both opposition parties and members of the governing Justice and Development

Party. A spokesman for the Prime Minister’s party said Mr. Sahin’s remarks weren’t humane.

And because such statements ruled the day in the past decades, it’s a herculean task to clinch lasting peace with the Kurds, who make up as much as 20% of Turkey’s 75 million people, analysts say. But the rewards are great—whichever brokers a deal will have his name etched in gold into the republic’s 90-year history. And, analysts add, that’s no small reward for Mr. Erdogan as he eyes the presidency in the 2014 elections.

Since the so-called Imrali talks have started, the premier has kept up with his traditionally fiery rhetoric, accusing opposition parties of seeking to derail the peace process. Yet Mr. Erdogan has also been calling for calm and quietly taking legislative steps to meet Kurdish demands.

One landmark came late Thursday when parliament approved a measure that would meet another critical demand by Kurds: allowing the use of Kurdish in courtrooms.

That’s a significant victory for pro-Kurdish politicians and activists who have been pushing for a change in the law as thousands of Kurds imprisoned on terrorism charges refuse to speak Turkish in court. It also speaks to Mr. Erdogan’s ability to take unpopular steps, portrayed by the nationalist opposition as yielding to separatists, without losing political capital.

The talks have been a hot matter of debate in Turkey and tensions came to a head in the past two weeks, after three Kurdish activist women including a PKK founder were killed in Paris. But unlike previous efforts, the assassinations didn’t derail the process and masses showed significant restraint at their funerals in a sign of broad public support for the talks.

“Despite parties that support the status quo, miss the past, are used to darkness and blinded by the light, we will continue to resolutely defend change, light, brotherhood and democracy,” Mr. Erdogan told lawmakers from his party in the Ankara parliament on Tuesday. “The winner will definitely and absolutely be brotherhood, have no worries.” □

# 60 Kurd villages turn ghost towns

**AL AIDO (SYRIA)** — In this green, mountainous part of northwest Syria, the boom of shells vibrates every few hours through dozens of villages abandoned by their terrified Kurdish inhabitants.

Small groups of rebel fighters have now taken up position in some of the empty homes, patrolling the rocket-scarred streets in vehicles with markings declaring them to be the "Commission for Civilian Protection".

But with the civilians gone, the insurgents' real duty is to prevent any advance by Syrian forces located around five kilometres away.

"This is effectively the front line," the grizzled 65-year-old commander of one unit, going by the name Abu Feras, said.

"There's no clashes between the FSA (rebel Free Syrian Army) and the government, only shelling and bombing from the government positions," he said.

According to Feras, government officers are afraid that their platoons of conscripts could desert at the first opportunity, while the rebels are too low on weapons and ammunition to forge ahead.

The result is a stalemate which has made life impossible for the Kurdish civilians who used to live in the 60 villages in the area, in the northern reaches of



*Syrian refugee children who evacuated their homes due to shelling by regime forces pictured at a makeshift refugee camp set up in a school in Khirbet Al-Joz, in the northwest Syrian province of Idlib, on January 22, 2013. In the green, mountainous part of northwest Syria, the boom of shells vibrate every few hours through dozens of villages abandoned by their terrified Kurdish inhabitants.*

Latakia province. Almost all have left, moving farther north towards the Turkish border where they feel safer.

For now, they are crammed into small houses left vacant by better-off Syrians near the border and who are now waiting out the war in Turkey. But more arrive each day, putting a strain on both lodgings and charity.

A minority traditionally at the poorer end of Syrian society, the Kurds have neither the money nor the means to stay in Turkey. Instead they can be seen cooking bread or drinking tea by the side of the road. In Khirbet Al

Joz, a village butting the border, a local farmer was converting a parcel of his own land for use as a refugee camp able to shelter 10,000 people.

A large yellow bulldozer was seen levelling the earth for the 2,400 tents to be supplied by a Qatari company, which the farmer, Abdel Nasser Ahmed Fezoo, said was acting under Turkish authorisation.

"We want to build a refugee camp in an area under FSA control, close to the border," Fezoo said.

"There will be five to six people

per tent. Bottled water will be delivered through Turkey. They'll use ground water for washing. And I'll put latrines down by the creek," he said. Fezoo said he came up with the idea two months ago, when he saw that his village was "full". Funding and support, he said, was coming from Turkish donors — and from one foreign organisation that he declined to identify.

A 75-year-old Kurdish woman baking bread outside a borrowed house, Khadija, said she came to Khirbet Al Joz because shelling destroyed her home village, and a sniper shot dead her 21-year-old son. "Life here is terrible. There is no electricity, no food," she said. "I hope the new camp will be a good place."

In the local school, refugees, most of them women and children, have taken over the classrooms, and their donkeys now graze in the courtyard. One of the men speaking on their behalf, Abu Kosai, said: "It's very bad here. What do you think, when you see a child scrounging for firewood?" He urged support to have the new camp built as quickly as possible.

The plan for the camp is part of efforts to combat a refugee crisis in Syria. More than 650,000 people have fled abroad, according to UN figures, while countless more have been displaced within the country. (AFP)



## Bagdad demande à nouveau à Exxon de choisir entre le Kurdistan et l'Irak

BAGDAD, 27 janvier 2013 (AFP)

**LE MINISTRE irakien du Pétrole, Abdel Karim al-Luaybi, a demandé de nouveau dimanche au géant américain de l'énergie ExxonMobil de choisir entre son projet dans le sud de l'Irak et son contrat controversé dans la région autonome du Kurdistan irakien.**

M. Luaybi a indiqué devant des journalistes qu'aucune date limite n'avait été fixée à la major américaine pour faire son choix, mais précisé s'attendre à une décision dans les jours à venir.

"Bien sûr, (ExxonMobil) ne peut pas continuer avec les deux contrats. Par conséquent, il doit choisir entre coopérer dans le sud de l'Irak" dans le champ

de Qourna-Ouest, "ou au Kurdistan (nord)", a-t-il dit.

Le 12 novembre 2011, le vice-Premier ministre irakien Hussein Chahristani avait sommé pour la première fois ExxonMobil de faire un choix.

Jeudi, le Premier ministre du Kurdistan irakien Nechirvan Barzani s'est dit "sûr qu'ExxonMobil respectera les contrats qu'il a signés avec la région (et) qui ont provoqué des problèmes avec le gouvernement à Bagdad".

ExxonMobil a signé en octobre 2011 un accord d'exploration pétrolière avec le Kurdistan dans six zones, dont deux sont revendiquées à la fois par les autorités régionales kurdes et par le gouvernement central à Bagdad.

Ce dernier affirme que tous les contrats pétroliers doivent lui être soumis et considère comme illégaux ceux qui ne le sont pas. ○

TODAYS ZAMAN 24 JANUARY 2013

## CHP's Güler under fire for racism, fellow deputy resigns in protest

TODAY'S ZAMAN, ANKARA

A deputy from the Republican People's Party (CHP) has resigned from his position in protest against remarks of a fellow party official who said people of Kurdish origin cannot be equal to Turkish people.

In a written statement released on Thursday, CHP Adıyaman deputy Salih Fırat, Kurdish, said he had resigned from the party on account of a speech made by CHP İzmir deputy Birgül Ayman Güler at a meeting in Parliament on Wednesday.

"The Kurdish nation cannot be equal to the Turkish nation," Güler said, addressing the lawmakers who convened to discuss a law to allow suspects to use their mother tongue in court when delivering defense statements.

"There is no Kurdish conflict in Turkey," Güler further stated. Many deputies from the CHP and the Nationalist Movement Party (MHP) were seen applauding Güler's speech.

Güler became the target of criticism over her racist remarks following the parliamen-



CHP deputy Birgül Ayman Güler speaks during a press conference at CHP headquarters in Ankara. ( AA )

tary meeting, with many lawmakers from the CHP and the ruling Justice and Development Party (AK Party) condemning her comments.

AK Party deputy Galip Ensarioğlu blasted Güler's remarks as "grave," saying he wouldn't expect such "fascist" thoughts from a party which describes itself as a social democratic party on the left. Ensarioğlu also said he was appalled to see those from the CHP and MHP applauding Güler's speech.

Mustafa Destici, the leader of the nationalist Grand Unity Party (BBP), also said he cannot accept derogatory remarks from Güler even though his party has major differences with the government on how to solve terror problem.

Altan Tan, a deputy from the pro-Kurdish Peace and Democracy Party (BDP), said the CHP deputy's comment was a betrayal of not only the Kurdish people but also of all people living in Turkey.

MHP deputy Mehmet Şandır, on the other hand, said Güler's comments are not racist.

"It is those who visit İmralı [where the Kurdistan Workers' Party's (PKK) leader is jailed] and those who recognize the Kurdish

ethnicity that should be accused of racism," Şandır said.

Fırat, 52, is medical doctor by profession. He is member of the parliamentary commission investigating the Dec. 28, 2011 airstrike on Uludere, a district of Şırnak, that left 34 Kurdish civilians dead. Fırat has been an outspoken critic of the government on Kurdish issue, defending Kurdish rights for education and defense in mother's tongue.

Fırat also supported hunger strikes across prisons in Turkey launched by the terrorist PKK last year and attributed the strikes to the non-resolution of the Kurdish problem in Turkey.

With his reassignment, CHP's number of seats at Parliament dropped to 134, while seats of independents increased to seven.

In the meantime, CHP Deputy Chairman Gürsel Tekin said the resignation will not be accepted. Speaking to the Anatolia news agency, Tekin said he and several other CHP deputies spoke with Fırat to convince him to change his decision. Tekin also said Fırat will travel to Ankara and meet with Kılıçdaroğlu to discuss the matter.

In addition, CHP Chairman Kılıçdaroğlu has vehemently criticized Güler's statements, deeming the comments discriminatory. Speaking to reporters in the central province of Kayseri on Thursday, Kılıçdaroğlu dismissed Güler's approach in what seemed an open effort to cool down an internal crisis that is dividing the main opposition party. He said his fellow party members should endorse union and solidarity, and should not express discrimination.

Kılıçdaroğlu said Güler's remarks were unacceptable and nobody should try to exclude a certain ethnic identity in the country. ■

Hurriyet DailyNews.com

January / 28 / 2013

## Divisions sharpening in CHP over Kurdish row

ANKARA - Hürriyet Daily News

The main opposition party starts discussing the divisions within the party over the Kurdish issue after recent remarks by CHP deputy Güler

Turkey's main opposition is trying to tackle its recent intra-party turmoil following the resignation of a Kurdish deputy, yet the latest crisis could pave the way for a shaky process.

"That this line within the Republican People's Party (CHP) surfaced that starkly will be beneficial both for the CHP and for Turkey. The issues that the CHP did not debate before became debatable; this is good and healthy for the CHP and for Turkey. Unless the CHP faces these problems, its way will not be cleared," CHP

deputy chair Sezgin Tanrıku said on Jan. 26.

Tanrıku was responding to a question about CHP İzmir lawmaker Birgül Ayman Güler's statements about a bill extending the scope of mother tongue defense late Jan. 23. "You cannot make me consider the Turkish nation and Kurdish nationality as equal."

**Fırat resigns over remarks on Kurds**

CHP Adıyaman lawmaker Salih Fırat announced his "necessary" resignation from his party on Jan. 24, describing Güler's statements as one of the reasons behind his decision. Atilla Kart, a CHP member of Parliament's Constitution Reconciliation Commission, issued a statement on Jan. 26,



CHP Adıyaman lawmaker Salih Fırat has resigned from his party.

saying that no ethnic identity is superior to the other and stressing that the CHP advocates equality of all people. "Any discourse of discrimination actually serves the division of Turkey. No CHP member should serve this trap."

The CHP's other Constitution Reconciliation Commission member Süheyl Batur lent his support and agreement to Güler. "My esteemed friend Birgül Ayman

Güler said 'the king is naked.' She said that Kurdish nationalism is not progressive and leftist... But some ill-bred people made efforts to show her comments as 'Kurds and Turks are not equal.'

But Güler does not think like that. No CHP members discriminate against people based on their ethnic origin," Batum said. The CHP's charter panel members

already had disagreements over the constitutional definition of citizenship, as Sühely Batum insisted on inclusion of the notion of "Turkishness" in the proposal, while Atilla Kart and Rıza Türmen objected to his stance.

Güler's words drew a strong reaction from Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan, who said "Defending one

nation's superiority over another is a betrayal and disrespectful to the core of these lands." Deputy Prime Minister Bekir Bozdağ criticized the CHP, saying that "racism within the CHP became stronger." □

## Kurdish militant chief denies links to suspect in Paris murders

By Daren Butler

**ISTANBUL (Reuters)** - A Kurdish militant commander denied the suspect held over the killing of three activists in Paris was a member of his group, accusing the Turkish state of involvement in the murders in an interview with a rebel-linked news agency.

The murders overshadowed Turkey's moves to begin peace talks with the rebels and their top field commander, Murat Karayılan, said on Wednesday the government was conducting a "psychological war" rather than sincerely trying to end the conflict.

The Turkish government said it had begun talks with jailed PKK leader Abdullah Ocalan on how to end the 28-year-old conflict over Kurdish autonomy and soon after, on January 9, the activists, including a PKK founder, were killed execution-style.

Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan has suggested the motive for the triple murder may be an internal feud in the PKK.

Omer Guney, a driver of one of the women killed, was placed under investigation on Monday, the Paris prosecutor said. Guney, who told prosecutors he had been a PKK member for two years, denied the charges.

"This person definitely had no relationship with the PKK and the PKK leadership," the group's acting head Karayılan told the Fırat news agency at his base in northern Iraq, adding that Guney nonetheless did sometimes take part in demonstrations.

"We have no doubt that the Turkish state was involved in this business," he added.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union, has previously blamed the killings on shadowy elements within the Turkish state or foreign powers, but this is the first time it has blamed the state directly.

The PKK took up arms against Turkey in 1984 with the aim of carving out a Kurdish homeland and it now seeks autonomy for Turkey's Kurds. The conflict



Thousands attend the funeral ceremony of the three Kurdish activists shot in Paris, in Diyarbakir, the largest city in Turkey's mainly Kurdish southeast, January 17, 2013. REUTERS/Umit Bektas

has killed more than 40,000 people.

### "PSYCHOLOGICAL WAR"

The talks envisage a deal under which the PKK would stop fighting, withdraw from Turkish soil and disarm, according to media reports. In return, the government would carry out reforms boosting rights of a Kurdish minority numbering some 15 million.

But clashes between the Kurdistan Workers Party (PKK) and Turkish military have continued despite the peace moves. Kurdish politicians have criticised the military operations and the hardline stance of Erdogan, who said attacks on the fighters in southeastern Turkey and northern Iraq would continue.

The militant Karayılan voiced similar criticism.

"We can't see a sincere and confidence-inspiring approach from the AKP government towards solving the problem," he said.

"If a peace process is really wanted, this style and stance of psychological war must be put to one side. It is important that the parties respect one ano-

ther," he added.

Turkish security forces killed six PKK militants on Tuesday in the southeastern province of Mardin, near the border with Syria, security officials said.

Parliament is scheduled on Thursday to debate a draft law under which defendants will be able to use Kurdish, or other languages in court - a demand of Kurdish politicians.

The government presented the draft to the assembly in November during the course of a hunger strike by jailed PKK militants, whose demands included such legislation.

Courts' refusal to allow defendants who speak Turkish to use Kurdish in their defence has been a source of controversy in cases against hundreds of defendants accused of PKK links.

Erdogan's government has boosted Kurdish cultural and language rights since taking power a decade ago, but Kurdish politicians are seeking greater political reform. ■

Le Monde Mercredi 23 janvier 2013

## Meurtre des militantes du PKK : un suspect arrêté

Un suspect est sous les verrous, mais l'enquête sur le triple meurtre de trois femmes kurdes commis le 9 janvier au centre d'information du Kurdistan rue Lafayette, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, est loin d'être terminée. Après 96 heures de garde à vue, Omer Güney, 30 ans, a été mis en examen lundi 21 janvier « pour assassinat en lien avec une entreprise terroriste ». Dans la foulée, un juge des libertés et de la détention l'a placé en détention provisoire conformément aux réquisitions du parquet, qui a ouvert une information judiciaire confiée à trois juges antiterroristes parisiens.

L'homme n'a pas reconnu les

faits, mais selon des sources policières, s'il n'est pas avéré à coup sûr qu'il est l'auteur des huit coups de feu tirés contre les victimes, sa participation « ne souffre pas l'ombre d'un doute ». Sa présence sur les lieux, au moment de la tuerie, est certaine.

Le système de vidéo surveillance prouve que le 9 janvier, Omer Güney est resté 45 minutes dans l'appartement avec les trois femmes, entre 12 heures 11 et 12 heures 56. Or, les enquêteurs en ont la certitude, elles ont été exécutées avec une arme de calibre 7,65 de plusieurs balles dans la tête vers 12 heures 50. A 12 heures 45, elles étaient encore en vie car à ce moment-là, l'une d'elles a consulté l'ordinateur du centre. En revanche à 13 heures

21, lorsqu'une personne a appelé sur le portable d'une des victimes, celui-ci a sonné dans le vide.

Plus probant encore que cette conjonction temporelle, les enquêteurs disposent d'un élément qui conforte « ces indices graves et concordants ». Des traces de poudre provenant d'une arme ont été découvertes dans la sacoche du suspect. Autre fait troublant, dans les jours qui ont suivi le meurtre, Omer Güney a lavé la parka qu'il portait le jour du meurtre. En revanche, l'empreinte génétique relevée sur une douille est trop partielle et ne peut être utilisée pour les investigations.

### Le suspect n'est pas kurde

Il n'a fallu que neuf jours aux policiers de la brigade criminelle et de la sous-direction de l'antiterrorisme, pour confondre ce Turc, adhérent du PKK depuis deux ans, selon ses dires. Employé au centre culturel de Garges-lès-Gonesse (Val d'Oise) et résidant à La Courneuve

chez un ami, Omer Güney est né à Sarkisla, en Anatolie centrale. Il n'est donc pas kurde. A Paris, il était chauffeur occasionnel pour les responsables du PKK de passage à Paris. C'est ainsi que dans les jours qui ont précédé le triple assassinat de la rue Lafayette, il a servi de chauffeur à Sakine Cansiz, l'une des trois victimes, connue pour sa proximité avec Abdullah Öcalan, le chef du PKK actuellement emprisonné en Turquie.

Inconnu des services de police français, il aurait séjourné en Allemagne à son arrivée en Europe, avant de s'installer en France. Si les circonstances du drame semblent désormais établies, le ou les mobiles restent indéterminés. Règlement de compte interne au PKK ? Différend personnel ? Infiltration d'un extrémiste nationaliste turc à l'intérieur du mouvement de résistance kurde ? « Nous n'excluons rien », assure une source proche de l'enquête. ■

YVES BORDENAVE

Le Monde Mardi 29 janvier 2013

## Le profil de l'assassin présumé des militantes kurdes tuées à Paris fragilise la thèse du règlement de comptes interne

Omer Güney, âgé de 30 ans, est issu d'une famille nationaliste turque

Istanbul  
Correspondance

Qui est le meurtrier présumé de la gare du Nord, l'homme suspecté d'avoir froidement assassiné trois militantes kurdes affiliées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le 9 janvier, en plein cœur de Paris ? Les photos mises en ligne sur Internet montrent un jeune homme élégant, portant lunettes de soleil et cartable en cuir, posant appuyé contre une Ferrari, le long de l'avenue d'Iéna, dans l'ouest de Paris.

Sur le profil qu'il s'est constitué sur le réseau social Facebook, Omer Güney déclare travailler à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle (Val-d'Oise). Il y aurait été employé comme agent d'entretien par intérim pendant plusieurs mois au cours de l'année 2012. Ce ressortissant turc âgé de 30 ans, qui résidait à Garges-lès-Gonesse, a été mis en examen et écroué lundi 21 janvier pour « assassinats en relation avec une entreprise terroriste » et « participation à une association de malfaiteurs ».

Omer Güney était l'un des derniers à avoir vu vivantes Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez et il a été mis en cause, selon les premiers éléments de l'enquête, grâce aux caméras de vidéosurveillance et à des traces

de poudre détectées dans un sac qui lui appartenait.

Avant l'assassinat des trois militantes, il avait d'ailleurs été chargé par l'organisation clandestine de jouer les accompagnateurs pour Sakine Cansiz, l'une des fondatrices du PKK en 1978. Cette dernière était de passage en France pour renouveler sa carte de séjour et elle s'appretait à retourner en Allemagne, où elle résidait, lorsqu'elle a été tuée.

### Le commandement militaire du PKK a démenti l'appartenance d'Omer Güney au mouvement

Au cours de son interrogatoire, Omer Güney aurait déclaré qu'il était membre du PKK depuis deux ans. Pour Ankara, cet élément suffit pour conclure que le triple assassinat de Paris est le résultat d'un « règlement de comptes interne ».

Le commandement militaire du PKK, par la voix de son chef, Murat Karayilan, a démenti l'appartenance d'Omer Güney au mouvement. Le jeune homme s'était rapproché des structures

françaises du PKK et avait adhéré à l'une de ses nombreuses associations paravents, payant une cotisation de 50 euros au centre culturel kurde de Villiers-le-Bel, en novembre 2011. « On ne devient pas membre du PKK en un an, il faut pour cela passer par des camps de formation idéologique », fait remarquer un représentant politique kurde. « Il n'est pas kurde, et encore moins un militant kurde », a déclaré Mehmet Ülker, le président de la Fédération des associations kurdes de France.

Dans les médias turcs, la famille de l'assassin présumé a également nié toute appartenance au PKK. Son cousin, visiblement policier, pose sur sa page Facebook avec son badge, dans un véhicule des forces de l'ordre. Selon son oncle Zekai Güney, Omer n'aurait strictement aucun lien avec la rébellion armée active en Turquie depuis trente ans. « Nous sommes une famille nationaliste », a-t-il précisé. De plus, selon ce parent, le suspect serait atteint d'une tumeur au cerveau et sujet à de fréquentes pertes de mémoire...

Seul garçon d'une famille de quatre enfants, originaire du district de Sarkisla, une ville dirigée par un petit parti d'extrême droite, le jeune homme n'est pas originaire d'une région kurde. Au

contraire, la province de Sivas est connue pour ses militants turcs ultranationalistes. A Polat Pacha, son village, baptisé du nom d'un général commandant de l'invasion de Chypre en 1974, « il n'y a pas une seule famille d'ascendance kurde », assure le quotidien pro-gouvernemental *Sabah*. Selon l'imam du village, interrogé par les chaînes de télévision, la famille Güney a toujours donné sa voix au Parti de l'action nationaliste (MHP), les « Loups gris ».

Les commanditaires du triple meurtre dont Omer Güney est accusé demeurent inconnus. Une équipe des services de renseignement turcs, le MIT, a été envoyée à Paris pour mener l'enquête. Omer Güney avait quitté la Turquie à l'âge de 5 ans, avec sa famille, pour la France, où son père était parti travailler. Installé et marié en Allemagne en 2003, il était revenu en France après son divorce, il y a deux ans. Depuis, malgré des revenus modestes, il avait multiplié les allers et retours avec la Turquie : une dizaine de fois au cours de la seule année 2012.

En août, il était revenu pour faire refaire son passeport et, en décembre, il avait séjourné trois jours à Ankara dans un hôtel du centre-ville. Le motif de ses voyages demeure inexpliqué. ■

GUILLAUME PERRIER

## Portrait Cette sociologue qui vit en France est rejugée par Istanbul pour des faits qu'elle conteste

# Pinar Selek, une femme libre face à l'Etat turc

**Strasbourg**  
Envoyée spéciale

Dans son petit appartement, le sourire désarmant et la voix chaleureuse de Pinar Selek, qui masque mal son épuisement, interpellent. Comment cette sociologue turque, qui prépare une thèse à l'université de Strasbourg, peut-elle être si enjouée à l'aube d'un procès crucial, jeudi 24 janvier, devant la cour pénale d'Istanbul, où elle encourt la prison à perpétuité ? Si elle était condamnée, faute d'être protégée par le statut de réfugié politique qu'elle n'a pas sollicité auprès de la France, elle risque l'extradition, en vertu des accords franco-turcs.

Pinar Selek a été trois fois lavée de l'accusation d'avoir organisé, le 9 juillet 1998, un attentat sur le marché aux épices d'Istanbul, qui a fait sept morts. Mais l'acharnement d'un procureur et de la cour suprême lui vaut, fait exceptionnel, une quatrième comparaison.

A l'époque jeune sociologue de 27 ans, elle travaillait sur les discriminations dans la société turque, la persécution des Kurdes, mais aussi sur la situation des enfants des rues, des prostituées, des gitans, des transsexuels...

Arrêtée le 11 juillet 1998, torturée, elle a refusé de livrer à la police les noms des Kurdes rencontrés dans le cadre de son travail. Elle a gardé une douleur permanente dans les épaules d'avoir été suspendue par les bras, attachés dans le dos, et raconte les électrochocs « directement sur la tête, pour "réduire ton cerveau en bouillie", disaient mes tortionnaires ».

Aujourd'hui, elle refuse de se laisser submerger par l'angoisse et n' imagine pas d'autre issue que positive à ce nouveau procès. « Je représente tout ce que hait l'Etat : je suis turque et non pas kurde, donc une traîtresse, une sorcière. Aujourd'hui, je suis devenue un symbole de l'injustice », résume-t-elle.

Sa façon à elle de résister, c'est d'aimer la vie : « Il ne faut pas



Pinar Selek à Strasbourg, le 1<sup>er</sup> février 2012. FRÉDÉRIC FLORIN/AFP

*confondre la douleur et le malheur. Je souffre beaucoup, en particulier pour les êtres que j'aime, mais je suis heureuse aussi parce que j'aime !* » Pinar Selek aime danser, chanter, boire du bon vin, recevoir ses amis et leur mitonner de bons repas. Elle évoque la grande cuisine familiale de son enfance, où se croisaient en permanence une foule d'invités : « *Ce n'était pas une maison mais un lieu associatif de débats et de discussions.* »

### Motion de soutien

Son grand-père, Cemal Hakki Selek, est un des fondateurs du parti de gauche des travailleurs de Turquie. Son père, Alp Selek, 83 ans, avocat réputé, défenseur des droits de l'homme qui, après le coup d'Etat militaire de 1980, a passé cinq ans en prison. Sa sœur, qui a abandonné une carrière prometteuse pour finir son droit et devenir elle aussi avocate, a pris la tête avec son père d'un bataillon d'une trentaine d'avocats mobilisés

pour elle : « *Pour un père, défendre sa fille est aussi compliqué que, pour un chirurgien, opérer son enfant* », admet Pinar Selek.

Elle se dit fatiguée mais portée par la solidarité dont elle reçoit sans cesse les témoignages, ceux de centaines d'étudiants et lycéens turcs qui organisent des manifestations, mais aussi ceux de la ville de Strasbourg, du Parlement européen, et de l'université, dont le congrès, à l'unanimité, a adopté une motion de soutien. Les amies féministes resteront près d'elle en attendant le verdict : « *On va tous dormir dans mon petit appartement : ce sera très joyeux.* »

Ne pas se laisser dominer par la peur, c'est son combat et son sujet d'études, comme sociologue. Elle ausculte tous les rapports de domination : patriarcat, nationalisme, militarisme... Elle a créé la revue féministe *Amargi* et publié, en 2009, avec deux collègues masculins, un essai sur la construction de la virilité lors du service militaire

dans l'armée turque.

La force de Pinar Selek, c'est de savoir transformer les épreuves en expériences constructrices « *exceptée la torture, qui détruit l'identité* », précise-t-elle.

En prison de juillet 1998 à décembre 2001, période durant laquelle le régime est assez souple, elle écrit, apprend le kurde, la danse et enseigne le français à ses codétenus, la plupart prisonniers politiques.

Ce qui lui manque le plus ? Istanbul, sa ville multiethnique dont elle connaît chaque recoin, où se trouvent sa famille, son amoureux. Réfugiée en Allemagne, en 2009, elle a fait l'expérience de l'exil dont elle parle avec pudeur dans son essai *Loin de chez moi... mais jusqu'où ?*, traduit en français (éditions iXe, 2012) : « *J'ai ensuite compris que je ne rentrerais pas de sitôt chez moi, qu'il fallait être patiente, et j'ai choisi la France, dont je connais la langue.* » ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE



# Activists report massacre in Syria

BEIRUT

## Tally of Syrians fleeing surges to 700,000 from 500,000, U.N. reports

BY HANIA MOURTADA  
AND ALAN COWELL

An activist group with opposition contacts in Syria said Tuesday that the muddied bodies of scores of people, most of them men in their 20s and 30s,

had been found in a suburb of the northern city of Aleppo. Video posted by opponents of President Bashar al-Assad seemed to show that many had been shot in the back of the head while their hands were bound.

The Syrian Observatory for Human Rights, an activist organization based in Britain with a network of contacts in Syria, said at least 50 bodies had been located, some scattered along the banks of a small river in the Bustan al-Kaser neighborhood, which is mostly under rebel control. Later reports put the tally at 80.

"This is another new massacre that has been committed in Syria, adding to the constant massacres that have been occurring, while the world watches silently and the international and Arab community are being hypocrites," the Syrian Observatory said in statement.

The video emerged as the United Nations reported a fresh surge in the number of refugees known officially to have fled Syria, increasing the total in neighboring countries to more than 700,000 from 500,000 in December.

Also on Tuesday, President Barack Obama authorized an additional \$155 million in humanitarian aid for Syrians as his administration grappled for a way to stem the violence without direct U.S. military involvement, The Associated Press reported.

Mr. Obama announced the additional funds in a video directed at the Syrian people.

"The relief we send doesn't say 'Made in America,' but make no mistake — our aid reflects the commitment of the American people," he said in the video, which was posted on the White House Web site.

The new funds bring the total U.S. humanitarian aid to Syria over two years to \$365 million, according to the White House. Officials said the money was being used to immunize one million Syrian children, to buy winter supplies for a half million people and to help alleviate food shortages, The A.P. reported.



Many victims found near Aleppo were men in their 20s and 30s, often with hands bound behind their backs. It was not clear when the men had died or who they were.

Rebel fighters seeking Mr. Assad's overthrow appeared to have made advances in eastern Syria on Tuesday, raiding a security office in Deir al-Zour, a city where government forces had seemed to reduce their presence to concentrate on the center, giving rebels more freedom to maneuver and in some cases siphon fuel from gas and oil fields there.

Activists said the insurgents in Deir al-Zour included Islamist fighters from Al Nusra Front, which the United States regards as a terrorist organization. The rebels freed 11 detainees and captured a tank and three armed personnel carriers, said the Local Coordination Committees, an anti-Assad activist network in Syria.

In Aleppo, Syria's most populous city, where rebels and government forces are locked in a contest for control, video on YouTube — which was not independently verifiable — showed the shadow of a cameraman moving from one corpse to the next, briefly halting at each.

Many appeared to have their hands bound behind their backs. Another video showed five bodies jammed into what looked like a metal container or the back of a small truck, with more corpses lined up on the street outside and yet more on the flatbed of a pickup.

Video posted later showed what seemed to be another set of corpses, some of them older men with their arms bound in front of them. The wounds shown in the footage suggested that

## Rebels appear to have made advances in eastern Syria and have even been able to siphon fuel from gas and oil fields.

they had been shot in the temple or the chest.

Crowds of civilians milled around, some wearing blue surgical gloves.

It was not clear when the men had died or who they were.

SANA, the state news agency, made no immediate reference to the apparent mass killings.

The Syria conflict began in March 2011 as a peaceful protest but has since spiraled into civil war.

In Geneva, the Office of the U.N. High Commissioner for Refugees said Tuesday that there had been an "unrelenting flow of refugees" across Syria's borders, principally into Jordan, Lebanon, Iraq and Turkey.

The highest numbers were in Turkey, Jordan and Lebanon, but smaller numbers had been registered in Egypt and North Africa, said Sybella Wilkes, a spokeswoman for the refugee agency.

The total now exceeds 700,000, made up of about 580,000 who are registered and the rest waiting to be registered as refugees. The surge in refugees means that 200,000 have fled in less than two months since early December, when the total was about 500,000.

“We are trying to clear a backlog of people because the numbers have gone up so dramatically,” in Jordan and Lebanon particularly, Ms. Wilkes said.

The fighting has long ceased to be a straight contest between government and rebel forces. In the northern town of Ras al-Ain, on the border with Turkey, rebels have fought Kurds.

In Turkey, a second pair of Patriot missile batteries being sent by NATO countries are now operational, Reuters reported on Tuesday, citing a German security official.

And in Deir al-Zour, rivalries between the groups claiming to have overrun the security office demonstrated the competition to attract arms and recruits.

Omar Abu Layla, an activist documenting the fighting, said local and Nusra groups had joined in the fighting.

“Al Nusra are good in suicide attacks,” he said, “but our battalions are better than them at storming.”

In the west-central city of Homs, meanwhile, the toll of the fighting among the dwindling number of inhabitants seemed evident on Tuesday as government forces launched a rocket at-

tack on the Jouret al-Shiyah neighborhood.

“Mercy, dear God, mercy,” said Um Abdo, a resident in her 50s. “I don’t know what’s going on. I feel that they’re shelling right above us. I feel that the whole world is shaking. The shelling is so heavy and so close. Pray for us, please. I swear we are drained and exhausted.”

Alan Cowell reported from London. Hala Droubi contributed reporting from Dubai, and Anne Barnard and Hwaida Saad from Beirut.

## Le Monde

Mercredi 30 janvier 2013

# La dynamique de l'opposition syrienne semble s'essouffler

Divisée, la Coalition nationale syrienne n'a reçu qu'une partie de l'aide promise fin 2012

Deux mois et demi après son lancement en fanfare à Doha, au Qatar, la Coalition nationale syrienne (CNS), qui fédère la plupart des courants d'opposition au régime de Bachar Al-Assad, marque le pas. La dynamique qui avait abouti à sa reconnaissance, à la mi-décembre à Marrakech, au Maroc, par une centaine de pays, la France en tête, est en passe de retomber. Non seulement la CNS n'a récolté qu'une partie des 145 millions des dollars (108 millions d'euros) que ces Etats lui avaient promis, mais elle n'a reçu aucune des garanties politiques et militaires qu'elle estime nécessaires pour remplir son principal mandat, la constitution d'un gouvernement provisoire.

« Depuis Marrakech, on est au point mort, reconnaît la Syrienne Bassma Kodmani, directrice du centre de recherche Arab Reform Initiative, qui est proche des milieux d'opposition. La France est la plus déterminée dans son soutien, mais elle ne veut pas assumer le risque syrien toute seule. »

Lundi 28 janvier, alors qu'il accueillait à Paris les principaux cadres de la CNS et les représentants d'une cinquantaine de pays

étrangers pour une réunion de travail, le ministre des affaires étrangères français, Laurent Fabius, s'est inquiété : « Face à l'écroulement d'un Etat et d'une société, ce sont les groupes islamistes qui risquent de gagner du terrain si nous n'agissons pas comme nous le devons, a-t-il déclaré. Nous ne devons pas laisser une révolte qui avait démarré comme une contestation pacifique et démocratique dégénérer en affrontement de milices. » Une allusion à la prolifération de groupes armés sur le terrain et à la rivalité entre ceux d'obédience djihadiste et ceux rattachés à l'Armée syrienne libre (ASL), proche, en théorie, de la CNS.

Quelques jours plus tôt, le 24 janvier, M. Fabius avait estimé que la chute du régime syrien n'était pas proche, rompant avec l'optimisme qu'il manifestait jusque-là sur ce sujet sensible. « Les choses ne bougent pas, avait-il dit. Il n'y a pas de signe récent positif [vers] la solution que nous espérons. »

La réunion de Paris a apporté quelques nuances à ce tableau particulièrement sombre. De source diplomatique française, on affirme que la CNS est désormais « assu-

rée de pouvoir fonctionner sur plusieurs mois ». Le financement de ses bureaux à l'étranger serait, par exemple, acquis. Ses responsables, qui s'indignent que l'ONU coordonne son assistance humanitaire avec Damas, devraient être en mesure d'acheminer eux aussi de l'aide d'urgence dans les zones du nord sous contrôle de l'ASL. A l'instar de la France qui le fait depuis plusieurs mois, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne seraient prêts à subventionner des petits projets dans les communes libérées de la région d'Alep et d'Idlib.

cesseur dans le rôle du représentant numéro un de l'opposition, la CNS demeure la proie de querelles d'ego.

« C'est vrai qu'il y a des problèmes de fonctionnement, reconnaît Bassma Kodmani. Mais quel est le cap ? Il n'y a ni perspective de négociations ni perspective d'intervention militaire ou d'armement des insurgés. Tout le monde est paumé. Si la communauté internationale avait un projet précis, il nous serait beaucoup plus facile de nous organiser. » ■

BENJAMIN BARTHE

## Exigences prématurées

L'objectif est de faire de la CNS une « alternative au régime et à la radicalisation », professe-t-on dans l'entourage de M. Fabius, où l'on estime que les djihadistes, même s'ils montent en puissance, représentent « moins de 10 % » des combattants anti-Assad.

Sur la question du gouvernement provisoire, aucune avancée n'a été rendue publique lors de la réunion de Paris. Les dirigeants de la CNS, qui ne veulent pas d'un cabinet en exil, ambitionnent de s'installer dans le nord de la Syrie. Avant de franchir ce pas, ils veulent s'assurer qu'ils seront protégés contre les raids aériens du régime et qu'ils seront reconnus comme le nouvel exécutif syrien. Deux exigences prématurées sinon irréalistes, car elles supposent l'imposition d'une zone d'exclusion aérienne et la rupture des relations diplomatiques avec Damas, ce à quoi les chancelleries occidentales se refusent pour l'instant.

A leur décharge, il faut remarquer que les membres de la CNS ne sont toujours pas parvenus à s'accorder sur le nom d'un possible premier ministre. Comme le Conseil national syrien, son prédé-

# Turkey's KRG energy partnership

By Gonul Tol

Only a few years back, the idea of an independent Kurdistan bordering Turkey would have had Ankara up in arms. Not anymore. Past tensions have been supplanted by a new energy partnership and Turkey seems far less worried about the prospect of an independent Kurdistan. In May 2012, Turkey and the Kurdistan Regional Government (KRG) cut a deal to build one gas and two oil pipelines directly from Kurdish-controlled northern Iraq to Turkey without the approval of Baghdad, taking the rapprochement started between the two in 2009 one step further. If realized, the Kurdish pipelines will for the first time provide the Kurds direct access to world markets, bypassing the Baghdad controlled Kirkuk-Ceyhan (Turkey) pipeline bringing the KRG one step closer to the long-held dream of Kurdish independence.

Some pundits have argued that for this very reason Turkish approval of a Kurdish pipeline is a long shot. But the construction seems to be underway. According to Turkish press, the KRG has already begun construction on the oil and gas pipelines which are due to be operational by early 2014.

A couple of factors account for the sea change in Turkey's KRG policy. The first being Turkey's energy strategy. Turkey is an energy hungry country with a six to eight percent annual increase in demand. In order to sustain its economic growth, Ankara wants to strengthen its energy security, ensure diversification of suppliers, and establish itself as an energy hub between the energy-producing countries to its east and the energy-consuming countries to its west. Currently, Turkey relies heavily on imported energy from Russia and Iran. Recently, however, Iranian sanctions have driven up Turkey's energy costs. Moreover, the Syrian crisis has revealed that energy dependence on Iran and Russia might restrict Turkey's room for diplomatic maneuver. This is where the Iraqi Kurdish energy supply comes in handy. The Kurdish region sits on significant, nearly untapped oil and gas reserves. The KRG would offer Turkey a high quality low cost energy alternative to Iran and Russia while Turkey might serve as a conduit for KRG energy exports to Europe.

There are also geostrategic considerations behind Turkey's volte-face. The Syrian uprising has strained Turkey's once strong ties with Iran and Syria. In retaliation for Turkey's support of the Syrian opposition, Bashar al-Assad has given the Democratic Union Party (PYD), the PKK's Syrian offshoot, a free hand to establish itself in the country's north. Turkish intelligence reports indicate that Iran has been providing shelter



*Kurdistan Regional Government Natural Resources Minister Ashti Hawrami (R) shakes hands with Turkey's Energy Minister Taner Yildiz during a joint news conference in Erbil*

and logistical support for the PKK to launch attacks against Turkey as well. The KRG, on the other hand, has banned pro-PKK political parties, arrested PKK politicians, closed down PKK offices, and closely monitors pro-PKK activities. Against the backdrop of shifting dynamics in Turkey's immediate neighborhood and mounting PKK attacks, cultivating closer ties with the KRG has become one of the most important components of Turkey's anti-terror strategy and the government's most recent "Imrali process," the peace talks with the PKK's jailed leader Abdullah Öcalan.

Yet another intricacy for Turkey's regional policy has been the face off with Baghdad. An already strained relationship between Ankara and Baghdad due to diverging stances over Syria came to a head after the U.S. withdrawal. In an effort to consolidate his power, Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki issued an arrest warrant for Sunni Vice President Tareq al-Hashemi on terrorism charges. Turkey granted refuge to Hashemi and refused to extradite him dealing yet another blow to bilateral relations. The energy deals Turkey signed with the KRG are the latest in the Baghdad-Ankara confrontation. Baghdad is accusing Ankara of meddling in Iraqi affairs by "backing radical Sunni elements" in the country and signing "illegal" energy deals with the Iraqi Kurds, while Ankara is charging Maliki of provoking sectarian tensions and leading Iraq into civil war. Maliki's growing tilt toward Iran has only exacerbated the tension.

Facing a host of new challenges including an increasingly antagonistic Maliki government, growing Iranian influence in Iraq, mounting PKK attacks, and increasing energy demand, Turkey seems to have found an unlikely ally in its ordeal.

Strange as it may sound, the United States is not happy about Turkey's courtship with Iraqi Kurds. Since the first Gulf War,

Turkish-U.S. relations suffered multiple crises over the latter's support for Iraqi Kurds. This time, however, it is the other way around. Last week, Feridun Sinirlioglu, Undersecretary of the Turkish Ministry of Foreign Affairs, had a meeting with the State Department in which the United States reiterated its opposition to the energy deals directly between Ankara and the KRG fearing that closer energy ties might push Baghdad's Shiite government closer toward Tehran and threaten Iraqi unity.

Despite opposition from Baghdad and the United States, there seems to be little that can stop the ball from rolling on energy cooperation between Ankara and the KRG. In an interview with Turkish daily *Hurriyet* on January 8, Namik Tan, Turkey's ambassador to the United States, made it loud and clear: we will not turn our back on the KRG's energy resources.

The energy deals foreshadow a major shift in Turkey's Iraq policy. Gone are the days when the KRG was seen as part of the problem; it is now viewed as part of the solution. Turkey cannot only tolerate an independent Kurdistan but also benefit from it, as long as it remains dependent economically on Turkey. An independent Kurdistan could offer a source of energy, a buffer against a hostile Baghdad and Iran, and an important ally in Turkey's fight against the PKK.

Yet it is not all roses; risks abound for both parties. The oil pipeline deal will allow the Kurds to export up to one million barrels per day, but it might also make reconciliation between Erbil and Baghdad harder to achieve. If the KRG does not find a constitutional solution to its dispute with Baghdad over its contentious hydrocarbon law, the conflict will become regionalized inviting further meddling in Iraqi politics by neighboring powers. Ensuing instability carries the risk of scaring away badly needed foreign investment. Additionally, by bypassing Baghdad in its bilateral agreements with the KRG, Turkey risks losing investment in southern Iraq which holds the country's largest explored oil and gas reserves.

Regardless, Turkey seems ready to take the risk. In light of Turkey's long tortured history with the Kurds, such a radical shift seems nothing short of astonishing.

*Gonul Tol is the founding director of the Center for Turkish Studies at the Middle East Institute.*

# Vague d'arrestations de journalistes à Téhéran, à cinq mois de la présidentielle

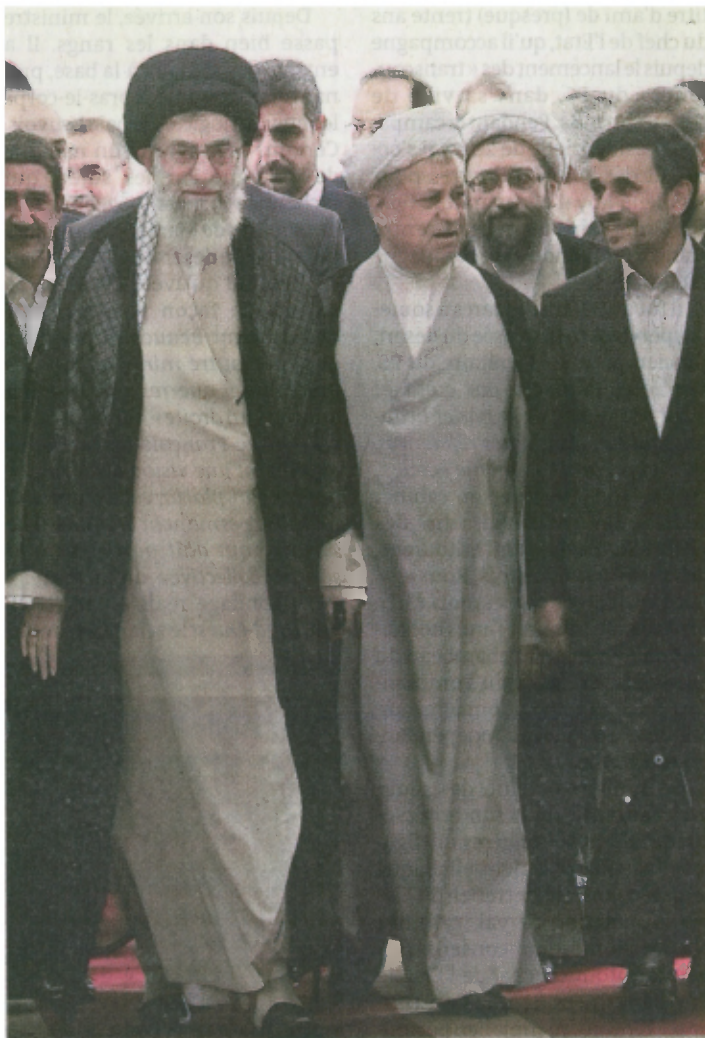
Quatorze journalistes iraniens ont été arrêtés depuis le 26 janvier dans ce qui s'apparente à une vague inédite de répression à l'approche de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu en juin en Iran. Parmi ces journalistes, travaillant en majorité pour des médias réformateurs, figurent cinq femmes, dont Motahareh Shafieh qui a été relâchée lundi 28 janvier au soir.

Ces arrestations ont donné lieu à des mises en scène particulièrement dramatiques avec des descentes de police dans quatre quotidiens et un hebdomadaire réformateurs, dont les locaux ont été ostensiblement filmés par les services de sécurité, ainsi que des interpellations à domicile.

Le bureau du procureur est resté muet sur les raisons de cette vague d'arrestations, la plus importante depuis l'été 2009, après les manifestations contre la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad. Mais l'agence semi-officielle Fars, proche des gardiens de la révolution, a annoncé que l'un des chefs d'accusation visant les journalistes arrêtés était « d'avoir essayé de prendre contact avec les médias étrangers », comme la BBC en persan, et des médias d'opposition « antirévolutionnaires » à l'instar de Radio Fardah, basée à l'étranger.

Parmi les journalistes arrêtés figurent Javad Daliri, Sasan Aghaei, Nasrin Takhayori, Milad Fadaei, Soleiman Mohammadi, Pouria Alami, Pejman Moussavi, Motahareh Shafieh, Narges Jodaki, Akbar Montajabi et Emily Amraei, qui travaillent pour les quotidiens *Shargh*, *Arman*, *Bahar* et *Etemad*, ou encore l'hebdomadaire *Aseman* et l'agence Inna.

Pour Abdolreza Tadjik, célèbre journaliste réformateur exilé à Paris depuis février 2012 et fin analyste politique, « le profil des journalistes arrêtés n'est pas homogène ». « Parmi eux, figurent des chroniqueurs politiques, tandis que d'autres s'occupaient d'art, de culture ou de société. Les circonstances de ces arrestations font penser que les autorités ont voulu faire passer un message aux militants et aux journalistes afin que soit mis fin à tout contact avec la presse à l'étranger avant la présidentielle. »



De gauche à droite le Guide suprême, Ali Khamenei, Ali Akbar Rafsandjani et le président Ahmadinejad à Téhéran, en août 2012. AP

« Les services de sécurité sont inquiets quant au déroulement de la présidentielle, poursuit M. Tadjik. Ils ne sont pas sûrs qu'elle se

**« Une élection animée veut dire que toutes les tendances doivent être présentes »**

**Ali Hachémi Rafsandjani**  
ex-président de la République

déroulera dans le calme et parlent déjà d'une nouvelle sédition. » Le mot sert à désigner le « mouvement vert » qui avait massivement contesté dans la rue la réélection de Mahmoud Ahmadinejad.

Cette hantise s'étend jusqu'aux cercles du pouvoir.

Abdolreza Tadjik n'écarte pas l'hypothèse d'un « règlement de compte entre radicaux [proches du Guide suprême Ali Khamenei et des gardiens de la révolution] et modérés comme Ali Akbar Hashémi Rafsandjani ». « Les radicaux savent parfaitement bien que leur seul moyen de survie est de créer des tensions. »

Dimanche, lors d'une rencontre avec des journalistes et des blogueurs, M. Rafsandjani, dont l'influence reste redoutée malgré sa disgrâce après 2009, a déclaré : « Aujourd'hui, nous avons besoin d'élections glorieuses, qui obligent nos ennemis à reconnaître qu'elles

## Le groupe des Six propose de nouvelles négociations

Les six Etats impliqués dans les négociations avec l'Iran sur son programme nucléaire lui ont demandé d'organiser un nouveau cycle de négociations en février, a déclaré, lundi 28 janvier, Michael Mann, porte-parole de la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. M<sup>me</sup> Ashton avait déclaré, une semaine plus tôt, que Téhéran ralentissait les efforts diplomatiques pour reprendre les discussions sur son programme nucléaire. Les dernières discussions sur le sujet ont eu lieu en juin 2012 à Moscou. — (Reuters.)

sont conformes aux normes modernes internationales. » L'ancien président (1989-1997) a pourtant pris soin d'éviter l'expression « élection libre », qui a le don de hérisser le Guide. « Une élection animée veut dire que toutes les tendances doivent être présentes, a-t-il ajouté. Il ne faut pas que nous puissions être accusés d'être une dictature antidémocratique. »

De fait, la nature du régime de la République islamique, dans lequel régnait un pluralisme limité, a changé après 2009 et l'arrestation, l'assignation à résidence ou le départ en exil de centaines de militants et de cadres intellectuels iraniens. En décembre 2012, 45 journalistes étaient emprisonnés en Iran, selon le Comité pour la protection des journalistes (CPI).

« Ce régime est une république dans la forme, mais il n'est ni islamique ni républicain, juge M. Tadjik. Les institutions comme le Parlement et les procédures démocratiques comme les élections existent toujours, mais, ces quatre dernières années, le système s'est transformé en une dictature, dirigée par une seule personne. » Tous les observateurs extérieurs s'accordent à dire que le gagnant du scrutin présidentiel sera nécessairement choisi par le Guide Ali Khamenei. ■

CHRISTOPHE AYAD ET ASSAL REZA



# Kurdish militants set for Turkey ceasefire in February - paper

January 29, 2013 / By Daren Butler (Reuters)

**ISTANBUL - Kurdish militants will halt hostilities with Turkey in February according to the timetable of a fledgling peace process aimed at ending 28 years of insurgency, a report in a mainstream newspaper said on Tuesday.**

Turkish intelligence officials began talks with jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan in late 2012 and preliminary talks have also been held with PKK members in northern Iraq, where most of the group's several thousand militants are based, it said.

More than 40,000 people have been killed in fighting since the rebels took up arms in 1984 with the aim of carving out a Kurdish state in southeastern Turkey. The PKK, designated a terrorist group by Ankara, the United States and the European Union, has since moderated its goal to one of autonomy.

The conflict is the chief domestic problem facing Prime Minister Tayyip Erdogan after 10 years in power.

"According to the timetable on the table, the PKK will announce its decision to halt hostilities in February right after an official call by Abdullah Ocalan," the paper said.

As an initial confidence-building step, around 100 PKK fighters will hand in their weapons and leave Turkey, the Hurriyet daily said.

Hurriyet, which is regarded as authoritative on security-related matters, did not identify its sources and there was no immediate comment from Turkish officials.

When asked about the report, PKK spokesman Roj Welat said the group had not as yet declared any ceasefire.

"The PKK officially has made no such declaration for the moment," Welat told Reuters by telephone. "There is no such information in our

hands."

The militants have announced unilateral ceasefires in the past, but these have been ignored by Turkish security forces.

Under a framework discussed with Ocalan, all PKK fighters will eventually disarm after the withdrawal from Turkey and in return the government will improve the rights of Kurds, who make up some 20 percent of Turkey's population of 76 million.

As part of those reforms, Turkey's parliament last week passed a law allowing defendants to use Kurdish in court in a move seen aimed at breaking a deadlock in the trials of hundreds accused of links to the PKK.

## NORTHERN IRAQ TALKS PLANNED

Only Erdogan and a few officials are believed to have first-hand knowledge of the peace framework. They have not disclosed details of the plan, nor have they denied reports on it by media close to the government.

With next year's local and presidential elections in mind, Erdogan has limited time and is keen to keep the process under wraps due to fears of a nationalist backlash against talks with a group reviled by most Turks.

A more senior delegation from the MIT national intelligence agency, possibly including its head - Hakan Fidan, was due to travel to Arbil in northern Iraq for more talks with the PKK in the coming week, the liberal Radikal daily reported.

Among those expected to take part in the meeting was Sabri Ok, a senior figure in the PKK who participated in previous peace talks with Fidan in Oslo. Those negotiations unravelled in 2011 when recordings of them were leaked to the media.

The planned withdrawal of PKK fighters from Turkish territory is expected to be monitored by representatives of non-governmental organisations.

The militants previously withdrew from Turkish territory on Ocalan's orders after his capture in 1999, as part of moves towards peace. However, several hundred militants are estimated to have been killed by security forces during that withdrawal.

In an apparent bid to ease PKK concerns, Erdogan gave his word this month that the same thing would not happen again. ●



## Le PKK dément qu'il serait prêt à se retirer de Turquie

ANKARA, 31 janvier 2013 (AFP)

**LE PARTI des travailleurs du Kurdistan (PKK) a démenti jeudi une série d'informations de la presse annonçant un prochain retrait de ses combattants du territoire turc dans le cadre des négociations de paix engagées avec Ankara.**

"Les informations sur un retrait des combattants du PKK vers le nord de l'Irak ne sont que des mensonges", a écrit le PKK dans un communiqué cité par l'agence de presse pro-kurde Firatnews.

"Les informations publiées n'ont rien à voir avec la réalité", a souligné le mouvement, dénonçant la "guerre psychologique" menée contre lui par l'Etat et la presse turcs.

Les autorités turques ont repris en décembre des pourparlers avec le chef du PKK Abdullah Öcalan, qui purge depuis 1999 une peine d'emprisonnement à vie dans une prison turque.

Plusieurs journaux turcs ont affirmé que, dans le cadre des discussions en cours, les combattants de PKK seraient prêts à se replier vers leurs bases du nord de l'Irak.

Jeudi, le quotidien progouvernemental Sabah a rapporté qu'Abdullah Öcalan devait décréter une trêve dans dix jours, suivie d'un premier retrait du PKK du sol turc à partir du 21 mars, le jour du nouvel an kurde.

Le quotidien Hürriyet a affirmé mardi de son côté que les rebelles devaient entamer un désarmement symbolique au printemps.

Selon Hürriyet, un accord conclu entre Ankara et Abdullah Öcalan prévoit que le PKK déclare un cessez-le-feu en février et qu'un premier groupe de cent rebelles dépose symboliquement les armes au printemps dans les montagnes du sud-est de la Turquie.

Le PKK dispose d'une force estimée entre 4 à 5.000 hommes, dont plus de la moitié retranchés dans le nord de l'Irak.

Ces informations pour lesquelles les deux journaux n'ont pas précisé leur sources, n'ont pas été confirmées de source officielle.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a promis la semaine dernière aux combattants kurdes qu'ils pourraient quitter librement la Turquie s'ils le souhaitent et s'ils déposent les armes. Il a toutefois rappelé que les opérations de l'armée turque contre les "terroristes" se poursuivraient jusqu'à ce qu'ils renoncent à la lutte armée. ○

# Murder on the Rue Lafayette

**Ten shots. Three dead. Despite the arrest of a suspect, the mystery of the assassination of three Kurdish women in Paris earlier this month deepens. Christopher Dickey reports.**



BY CHRISTOPHER DICKEY

The roses have withered and the garlands have wilted in front of the murder scene at 147 Rue Lafayette in Paris. The candles arranged on the sidewalk to spell PKK no longer burn. The photographs of the three women who were shot multiple times in the face have curled in the rain. They were activists tied to the Kurdistan Workers Party, the PKK, at war with the Turkish government. Now the winter wind whips the flags of protest and independence, some of them bearing the likeness of PKK leader Abdullah Ocalan, imprisoned on an island in the Sea of Marmara since the CIA helped catch him in 1999, and reportedly engaged in peace talks.

A couple of French cops are parked next to a poster on the police barricade that says “the Kurdish people demand the whole truth,” but the officers are more interested in the games on their cellphones than in the scene around them. After all, on Jan. 21 a suspect was arrested for the murders that took place only 12 days before.

But, of course, there is no whole truth here. The narrative of this mystery has only begun to develop. And in the parts of Paris between the Gare du Nord and the Porte Saint Denis sometimes known as Little Kurdistan, many people have their own truths. The police and prosecutors have theirs as well, but are only revealing parts of them. And they admit they don’t yet have a motive. The suspect has denied the charges. A security official from Ankara fighting the PKK guerrillas in eastern Turkey, when I reached him by phone, had his own version of the crime: “But this is speculation,” he said, “not intelligence.” He thinks the Iranians or Syrians may have been involved. But what really upset him, he said, is that after the murders French President François



Hollande said he actually knew one of the victims personally.

One remembers other cases involving the shadowy world of assassins in European cities, including the Turkish gunman who nearly killed Pope John Paul II in 1981. Conspiracy theories still abound about that case. Kurdish leaders were murdered in Vienna in 1989 and Berlin in 1992 by Iranian hit teams, and there are even persistent rumors, ferociously denied, that the present president of Iran, Mahmoud Ahmadinejad, was somehow involved in the Vienna case. The Kurds fighting for autonomy or independence in Turkey, Iraq, Iran, and Syrian have no end of enemies, and no shortage of vendettas among themselves. So it is no wonder the Paris killings have such a puzzling, and such a sinister, air about them.

“What is stunning about these murders is that on the one hand they were so amateurish,” says Rusen Werdi, head of the human rights office at the Kurdish Institute, a mainstream organization in Paris, “and on the other hand they are so professional.”

The most obvious example of that paradox is the video captured by the news crews that flocked to Rue Lafayette when the corpses of the three Kurdish activists were first discovered in the dark early morning of Jan. 10, more than 13 hours after they were shot. Clearly visible in the corners of several video clips, standing just outside the doors of 147 watching the crime scene investigators go in and out, is a man who looks very much like 30-year-old Omer Guney, who worked with two of the victims as a driver, translator, and factotum.

Later that day, according to members of the Kurdish community, Guney took part in protests against the killings, and that weekend he went to a memorial service for the dead. For good measure Guney visited the police



voluntarily and told them his story of seeing the victims the day they were murdered, but he didn’t seem to realize there were closed circuit cameras that recorded him going in and out of the building at times decisively different than those he gave. He was filmed leaving the apartment with a heavy bag, which later showed traces of gunpowder. And thus he quickly became the prime suspect.

This is not exactly the performance of a professional hit man. And yet, the shooting itself appears to have been just that. The office-apartment of what is called the Kurdish Information Bureau was up one flight of stairs in a gray, 19th-century building with a chiseled stone arch above a battered wooden door and a wrought-iron balcony on one of the upper floors. Two of the rooms look out on the busy street just a few feet above the heads of pedestrians and the customers who are constantly going in and out of the electronic supply store and the little grocery next door at midday on a Wednesday, which was the time of the killing. But the third room of the office is at the back, and that is where the assassin apparently persuaded all three women to go.

Paris public prosecutor François Molins has said there were no signs of struggle. Indeed, four glasses of water were found in the room, one presumably offered to the assassin. Each of the women was killed with three or, ■■■

■■■ in one case, four bullets to the head, the impact so close and powerful that their eyes came out of their sockets. Ten shots. Apparently no misses. And it seems no one heard a sound, leading to the presumption that the killer—or killers—used a silencer.

“There is very serious evidence that [Güney] committed the assassination,” says Fayik Yagizay, the observer of the (Kurdish) Democratic People’s Party at the European Parliament, who knew all three victims and is openly sympathetic to the PKK. “But my personal view is that he was not alone. It is impossible that one person can kill three women.” Other Kurdish activists note that two of the victims, www.ekurd.net Sakine Cansiz and Leyla Soylemez, had fought in the mountains of Turkey. Indeed, the 55-year-old Cansiz was one of the cofounders of the PKK. They were not pushovers.

The third, Fidan Dogan, was a representative of a political front organization and manager of the information bureau. Although the Turkish press assumed that Cansiz was the one Hollande had known, in fact Dogan was the woman who had contact with Hollande when he was head of the Socialist Party, and it was Dogan who had the best political and diplomatic connections generally, which raises the possibility she was a target, not just a bystander.

In any case, the challenge for the assassin is not the rate of fire. Police have not released specifics about the ballistics, but, for example, the Glock 19, a common semi-automatic pistol in the United States that became very common in Iraq as well as during the American occupation and flooded the Turkish underworld in the middle of the last decade, can easily fire 10 shots from a standard magazine in less than two seconds. The challenge is hitting the target. Even at close range, that takes considerable skill and deadly calm.

If Güney was the killer, where did he learn to shoot like that?

The sketch of Güney that has emerged from press reports in Turkey, law enforcement briefings in Paris, and the impressions of members of the Kurdish community who knew him, is of a young man with a past so murky it’s hard to imagine how he won the confidence of a senior figure in the PKK like Cansiz or a sophisticated French-Kurdish fighter like Dogan.

**It seems no one heard a sound, leading to the presumption that the killer—or killers—used a silencer.**

Güney was born in Sarkisla, a small town in the center of Turkey that is known for its nationalist and right-wing sympathies. According to Werdi, the Kurdish parties won not a single vote there in recent elections.

But Güney moved to France when he was about 5 years old, living with family in the suburbs of Paris. At one point he married and moved to Germany, but reportedly divorced in 2011 and returned to France. It was not until then that anyone remembers him showing interest in the PKK and its related civilian organizations. Güney seems to have been charming enough to win the confidence of Dogan, who also spent most of her life in France and was fluent in French. She appears to have been the one who introduced him to Cansiz.

The middle-aged Cansiz, with her distinctive face and flaming red hair, had worked alongside Ocalan to found the PKK in the late 1970s, became “a legend” while in prison in the early 1980s, and went on to lead the PKK women’s movement, which by some accounts makes up about a third of the organization. In the early 1990s she was dispatched to Europe, first operating out of Germany and then in France.

Although the PKK has long been designated a terrorist organization by both the United States and the European Union, it has extensive networks of sympathizers among the hundreds of thousands of Kurds in the diaspora, and it operates through legal political and cultural organizations as well.

“I am a representative of the BDP (the Democratic People’s Party),” says Yagizay, a former English teacher in Turkey who is now exiled in Strasbourg, France. “We have 36 members in [the Turkish] Parliament; we have 100 mayors; in the Kurdish region we are the biggest party. But there are 10,000 of our members in prison because of their sympathy to the PKK. Most Kurdish people with the BDP are sympathetic to the PKK. My brother was a member of the PKK who was killed in the mountains. Nearly every member of the BDP has a relative, a son, a daughter, a brother, a sister in the PKK. We have common objectives but our methods are different.”

According to French authorities, PKK operatives raise funds by imposing a “revolutionary tax” on Kurdish merchants, which gives them a substantial war chest—and potentially a treasure to fight over. There have been frequent hints leaked to the French press suggesting the murders on Rue Lafayette were linked to that racket in some way. But few Kurdish analysts find that argument plausible. They note, on the other hand, that the Turkish government floated the idea last spring of hefty rewards for the capture of PKK leaders living in Europe and northern Iraq. That raises the question of whether the killer was, or wanted to be, a bounty hunter.

Although PKK sympathizers were quick to point the finger at the government of Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan, it’s far from clear why he would

have thought it necessary to work outside the normal channels of cooperation with French authorities. In 2011 alone, the French arrested 32 alleged members of the PKK, and in October last year they jailed a prominent activist and politician, Adem Özen, in a sting operation that implicated him in alleged arms trafficking.

Many Kurds—and some Turkish security sources—say they believe that Güney was infiltrated into the organization around Dogan and Cansiz expressly for the purpose of carrying out an assassination if the moment should arise, and the peace talks with Ocalan created that moment. But the Kurds tend to favor the hypothesis that Güney was working for extreme right-wing nationalists opposed to any sort of settlement with the PKK. The security sources tend to think there were outside players.

“The easiest way to make peace is through the leaders of the PKK,” says one of these Turkish security officers. “But there are lots of pieces of the PKK.” And both Syria and Iran, squared off against Erdoğan in the fight over the future of the Assad regime in Damascus, have reason to want to keep Ankara distracted by the continued fight against Kurdish guerrillas. “Iran does not want Turkey to be powerful in the region, and Iran does everything to eliminate its enemies,” said this official. “It is a fact right now that the PKK is being influenced by the Iranians very much.”

What appears certain is that Güney, while claiming to be an activist with the PKK, made many trips back to Turkey over the last year. Apparently he did not contact his relatives there, and both French and Turkish investigators are now focused on the question of just whom he did see. The extent and the result of that teamwork may be a test of Ankara’s real commitment to find the people behind the crime. “If the Turkish state does not cooperate with the authorities,” says Yagizay, “It means they are part of this game.”

The whole truth? Not any time soon.

.....  
*Christopher Dickey is the Paris bureau chief and Middle East editor for Newsweek and The Daily Beast. He is the author of six books, including Summer of Deliverance and, most recently, Securing the City: Inside America’s Best Counterterrorism Force—the NYPD.*

# Syrian opposition suggests talks

BEIRUT

## Leader's offer comes with conditions and provokes criticisms

BY HANIA MOURTADA AND RICK GLADSTONE

Syria's top political opposition leader on Wednesday expressed willingness for the first time to talk with representatives of President Bashar al-Assad, softening what had been an absolute refusal to negotiate with the government in an increasingly chaotic civil war.

The opposition leader, Sheik Ahmad Moaz al-Khatib, coupled his offer with two demands: the release of what he described as 160,000 prisoners held by Mr. Assad's government, and the renewal of all expired passports held by Syrians abroad — a gesture apparently aimed at disaffected expatriates and exiled opposition figures who could not return home even if they wanted to.

Sheik Khatib's offer, published in Arabic on his Facebook page, quickly provoked sharp criticism from others in the Syrian opposition coalition, with some distancing themselves and complaining that the leader had not consulted with colleagues in advance. The sheik later clarified in a second statement that he was expressing his personal opinion, while he chided critics among his colleagues whom he described as "those

sitting down on their couches and then saying, 'Attack — don't negotiate.'"

Nonetheless, the offer still represented a potential opening for dialogue in a nearly two-year-old conflict that has threatened to destabilize the Middle East.

The conflict's potential to entangle neighbors was underscored on Wednesday with unconfirmed reports that Israeli warplanes had bombed a truck convoy in Syria that had been headed for the Lebanon border. The Associated Press quoted unidentified regional and U.S. officials as saying the target was a shipment of weapons, including sophisticated anti-aircraft missiles, possibly meant for delivery to the Shiite militant group Hezbollah, which is aligned with Mr. Assad and considers Israel its main enemy.

Israeli, Lebanese and American defense officials all declined to comment on the report, but the Lebanese Army issued a statement that four Israeli aircraft had violated Lebanon's airspace at least twice Wednesday.

Sheik Khatib made the offer as the United Nations was scrambling to raise money to manage the humanitarian crisis caused by the conflict, which has sent at least 700,000 Syrians into neighboring countries and left more than one million people displaced inside Syria. A donor conference under way in Kuwait has produced commitments for about \$1 billion of the \$1.5 billion that the United Nations is seeking.

"I announce that I am willing to sit down with representatives of the Syrian

regime in Cairo or Tunisia or Istanbul," Sheik Khatib said in the offer. His motivation to make such an offer, he said, was "to search for a political resolution to the crisis, and to arrange matters for the transitional phase that could prevent more blood."

There was no immediate Syrian government response to Sheik Khatib, a respected Sunni cleric who once had been the imam of the historic Umayyad mosque in Damascus. His unified Syrian opposition coalition, created at a meeting in Qatar two months ago, has been formally recognized by the Arab League, the European Union and the United States.

Sheik Khatib's offer was made less than a day after Lakhdar Brahimi, the

peace envoy for Syria from the United Nations and the Arab League, gave the U.N. Security Council a pessimistic prognosis for negotiations.

It also followed a grisly massacre discovered Tuesday in the contested northern city of Aleppo, from which anti-Assad activists posted videos online of scores of bound victims who had been shot in the head and dumped in a river. Some insurgents said the death toll exceeded 100, mostly abducted men in their 20s and 30s.

Both sides in the conflict blamed the other for those killings, just as they have traded accusations for other atrocities, including two major explosions a few weeks ago that killed more than 80 people at the University of Aleppo. Outside assessments based on video of the university blasts have suggested that a Syrian military missile was responsible.

Sheik Khatib did not hide his contempt for Mr. Assad's government in his statement, saying, "One can't trust a regime that kills children and attacks bakeries and shells universities and destroys Syria's infrastructure and commits massacres against innocents, the last of which won't be the Aleppo massacre, which is unprecedented in its savagery."

But he decided to reach out, he wrote, partly because the Syrian government had publicly invited political opposition leaders this week to return to Damascus for what it called a dialogue.

Three weeks ago, Mr. Assad said in a speech that he was open to reconciliation talks but not with political opponents he described as terrorists, the government's generic term for armed insurgents. At the time, most members of the political opposition dismissed Mr. Assad's speech as meaningless.

The opposition's longstanding position has been that Mr. Assad must resign as a precondition for any talks and that he cannot be part of any transitional government. Mr. Assad and his aides have said he has no intention of resigning and may even run for another term in elections next year.



**Heavy fighting in Damascus** Top, the Free Syrian Army fighter on the right was hit by sniper fire in the Ain Tarma neighborhood on Wednesday. Above, his comrade tried to drag him to safety; the man died of his wounds.



## Turquie: 6 rebelles kurdes tués dans des combats

(Belga) Six rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont deux femmes, ont été tués dans des combats avec l'armée survenus mardi dans la province turque de Mardin, a indiqué une source de sécurité locale. Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, s'est directement adressé mardi aux combattants kurdes.

Les heurts, qui se poursuivaient encore

mardi après-midi, se sont produits dans une zone rurale de la localité de Dogançay, selon cette source. Ces combats surviennent alors que les autorités turques ont entamé un nouveau dialogue avec le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, afin d'obtenir de la rébellion qu'elle dépose les armes. Par ailleurs, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a promis mardi aux combattants kurdes qu'ils pourraient quitter librement

la Turquie s'ils le souhaitent et déposent les armes, réaffirmant sa détermination à négocier la fin du conflit avec le groupe séparatiste du PKK qui a fait 45.000 morts en 30 ans. Mais il a également répété que l'armée continuera "à combattre les terroristes sans concession", pour ceux des Kurdes qui continueraient la lutte armée. "Si vous êtes sincère et honnête, vous déposez vos armes", a lancé Erdogan à l'adresse du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), devant des députés de son Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, au pouvoir depuis 2002. (DEL) ●

## Fate of Kurdish minority at present rests in Syria: report

(The Daily Star / Lebanon)

**BEIRUT:** As fighting continued Tuesday between anti-government rebels and the Kurdish population in northeast Syria, International Crisis Group released a report contending that the minority's "fate at present rests in Syria."

Although describing the conflict as an opportunity for the minority group to "rectify historic wrongs and push for more autonomy," the Crisis Group emphasized that it is with "Syrians that [the Kurds] must negotiate their role in the coming order and ensure, at long last, respect for their basic rights."

Crisis Group's Middle East Analyst Maria Fantappie said the message the report seeks to convey is the importance for Syria's Kurds to ensure their struggle is part of the greater struggle for citizenship rights in Syria.

For his part, Peter Harling, Crisis Group's Syria, Egypt and Lebanon project director, said: "For the foreseeable future, the fate of Syria's Kurds lies in Syria and rests on their ability to manage relations with the surrounding society and an emerging, pluralistic political scene."

The Crisis Group report concludes: "It would be enormous progress if Kurds could say in hindsight, some years from now, that their decision to



Free Syrian Army fighters carrying weapons are seen in the town of Ras al-Ain, near the province of Hasaka, 600 km (373 miles) from Damascus December 5, 2012. (REUTERS/Samer Abdullah/Shaaam News Network/Handout)

join [the Syrian] political struggle earned them a position as full citizens with their rights protected under the constitution."

However, the report also outlines several obstacles to such an outcome: internal divisions, poor relations with Syria's non-Kurdish opposition and regional rivalries.

"Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle" warns Kurdish factions, which are playing an increasingly significant role in the 22-month-old conflict in the country, against becoming entangled in a larger regional battle over Kurdish independence and encourages them to "reach out to a broader

Syrian society" and "refrain from stoking fears of Kurdish secessionism."

Fantappie warned that Syria's conflict and regional interference in the Kurdish areas "risks creating divides between both the Kurds and the rest of Syria, and within the Kurdish population."

Long the victims of discrimination under Assad family rule, Syria's Kurds – particularly the Democratic Union Party (PYD), an offshoot of Turkey's PKK insurgent group – took advantage of the regime's preoccupation with the uprising in the west and south of the country to oust government officials and secu-

rity forces from Kurdish-majority areas in the northeast in July 2012.

The minority has set up also Kurdish schools and cultural centers, as well as police forces and militias, in these areas.

But, Crisis Group reports, the Kurdish population of Syria has become increasingly fractured, with differences of opinion on goals and tactics as well as "petty rivalries" creating divisions.

On one side there is the militarily strong PYD, with its dependence on the PKK, the report says, while on the other there is a collection of smaller parties without effective military presence in Syria.

Coupled with this has been the rising schism between the Kurdish factions and the mainstream opposition to the regime of President Bashar Assad, the report says. The former are alienated by the latter's Arab nationalist and Islamic rhetoric, it adds.

"Already there are clashes between the PYD fighters and opposition armed groups. Worse clashes may come," Crisis Group warned in the media release to accompany the report. The report itself also warns that "open conflict" could break out between the Kurdish factions.

The report also notes that the conflict in Syria, and the Kurdish role in it, has aggravated the fight between the Kurdish populations in Syria, Iraq, Turkey and Iran over the form the Kurdish national movement should take. □

# Danielle Mitterrand et les Kurdes

## TÉMOIGNAGE

par Kendal NEZAN le 14 janvier 2013

**I**l y a un an, à l'annonce de la mort de Danielle Mitterrand le Parlement du Kurdistan irakien décréta un Deuil national, les drapeaux furent mis en berne et les chaînes de télévision interrompirent leurs programmes pour diffuser des émissions spéciales.

L'émotion fut également forte dans les autres parties du Kurdistan où un peu partout des hommages furent rendus à celle qu'on avait pris l'habitude d'appeler « la mère des Kurdes ». Des Kurdes d'Europe affluèrent par centaines pour assister à ses funérailles à Cluny. Son nom fut donné à des écoles, à des places et des boulevards dans nombre de villes du Kurdistan.

Ces marques de ferveur et de reconnaissance furent à la mesure de son engagement constant et passionné en faveur du peuple kurde et de ce Kurdistan qu'elle visita une demi-douzaine de fois, qu'elle aima et qu'elle considérait comme sa « seconde patrie ».

On ne saurait, dans le cadre de ce bref article évoquer que quelques fait marquants de cette aventure humaine insolite.

Tout a commencé en 1982, lorsqu'avec le cinéaste Yilmaz Gueny, qui venait de s'évader des geôles turques et obtenir à Cannes la Palme d'or avec son film YOL nous sollicitâmes le soutien de la Première Dame à notre projet de création à Paris d'un institut culturel kurde.

Elle nous reçut chaleureusement à l'Élysée pour un « déjeuner de travail ». Après nous avoir longuement écoutés, posé quelques questions, elle promit de nous aider, notamment en nous mettant en relation avec les ministères concernés. « La cause d'une culture menacée défendue par un cinéaste et un physicien au Collège de France ne peut les laisser indifférents » conclut-elle avant de me demander de ne pas hésiter à la tenir informée de l'évolution de notre projet et de la situation du peuple kurde.

L'Institut fut inauguré en février 1983, malgré les protestations véhémentes d'Ankara et de Bagdad. Ses efforts donnèrent progressivement une certaine visibilité au sort des Kurdes. Mais celui-ci ne cessait de se dégrader : exécutions sommaires de résistants kurdes par des « tribunaux révolutionnaires » iraniens, déportations et massacre de dizaines de milliers de Kurdes en Irak, procès de masse contre les militants kurdes en Turquie.

Informée régulièrement de ces événements tragiques, « Danielle », comme elle aimait qu'on l'appelle, recevait des témoins, dépêchait des missions d'observation aux procès des prisonniers politiques en Turquie. Parmi ces derniers, celui, de Mehdi Zana, élu en 1977 maire de la capitale kurde Diyarbakir, jeté en prison dès septembre 1980, atrocement torturé qui au total passera 14 ans dans les geôles turques. Parmi les chefs d'accusation : sa coopération avec les mairies socialistes françaises (Clermont-Ferrand, Grenoble et Rennes) qui lui avaient fait don d'une trentaine d'autobus et bennes



réformés afin d'améliorer le sort de ses administrés.

Sur l'Irak, l'action de Danielle rencontra de très fortes résistances, le régime de Saddam Hussein bénéficiant alors d'un soutien des milieux d'affaires, du RPR de son ami Jacques Chirac, de l'extrême droite mais aussi d'un bon nombre de responsables socialistes éminents. Son parti Baas était invité aux congrès du PS car, malgré ses origines national-socialistes, ce parti passait pour être « laïc, modérniste et socialiste ». Certes, « il a la main un peu lourde à l'égard des Kurdes, mais la Révolution française n'a pas été tendre non plus avec les Vendéens », nous disaient les plus charitables.

Lors du gazage de milliers de Kurdes à Halabja en mars 1988, la France, pourtant dépositaire des protocoles de Genève de 1925 prohibant l'usage des armes chimiques et bactériologiques, se contenta d'exprimer son « inquiétude ». De son côté, la Sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, en août 1988, décida par 11 voix contre 8 de ne pas blâmer l'Irak. Ni les pays de l'Est ni ceux de l'Ouest n'avaient envie de montrer du doigt leur allié irakien en guerre contre l'Iran.

Danielle était d'autant plus outrée que l'on la suspectait de « se faire manipuler par des Kurdes ». Que faire face à cette puissante coalition d'intérêts rassemblant les marchands d'armes, une grande partie de la classe politique et les nombreux obligés du dictateur irakien ? Sur ma proposition, et pour s'en donner le cœur net, elle décida d'aller rencontrer les rescapés des gazages dans les camps de réfugiés en Turquie. Malgré d'innombrables obstacles dressés tant ici qu'en Turquie pour empêcher cette visite, sa détermination paya. Elle s'y rendit en mai 1989, visita les trois camps où elle recueillit des témoignages poignants.

Cette visite constitua un tournant dans l'engagement de Danielle et dans sa façon de juger la classe politique française. Bouleversée, elle engagea une campagne internationale pour faire connaître la tragédie kurde. Elle commença par aller à Moscou alerter Mikhaïl Gorbatchev. Quelques semaines plus tard, à l'occasion d'une visite officielle aux États-Unis, elle passa son temps à plaider cette cause auprès de G. Bush. En août la France accueillit en Auvergne quelques centaines de réfugiés rapatriés des camps turcs dont les témoignages émurent l'opinion française. En octobre, une conférence internationale fut organisée à Paris, avec des délégations de 32 pays et rassemblant tous les mouvements kurdes afin d'internationaliser la question kurde. Plus tard des conférences similaires furent organisées à Washington et à Moscou.

L'invasion du Koweït par les armées irakiennes en août 1990 donna à la question kurde une occasion inespérée de médiatisation. Les

⇒

→ pays occidentaux, hier encore alliés peu regardants de Saddam Hussein, cherchaient maintenant à préparer leur opinion publique à une guerre contre ce « nouvel Hitler » dont les crimes contre les Kurdes trouvèrent enfin une large place dans les média.

Au cours de cette guerre menée au nom du « Droit International bafoué », les Alliés appelèrent les Irakiens à se soulever contre leur tyran. C'est ce qu'ils firent en libérant 14 des 18 provinces irakiennes. Mais une fois l'émir de Koweït remis sur son trône, les armées du général Schwarzkopf reçurent l'ordre de ne pas marcher sur Bagdad et de laisser au régime irakien l'usage de ses unités d'élite et de ses hélicoptères pour les besoins de l'établissement de l'ordre. Celui-ci se traduisit par le massacre de 300 000 chiïtes et l'exode vers les frontières de l'Irak et de la Turquie de plus de 2 millions de Kurdes où ils mourraient par centaines, de froid et d'épuisement. L'opinion publique était révoltée par l'attitude des Alliés dans la Guerre du Golfe, qui, sous prétexte de respect de la souveraineté irakienne assistaient sans réagir à cette tragédie humaine.

Danielle Mitterrand joua alors un rôle primordial pour convaincre la France de saisir le Conseil de sécurité, lequel après plusieurs jours de consultations finit par adopter par 10 voix contre 3 et 2 abstentions (Chine et Inde) la résolution 688 prévoyant, au nom du devoir d'ingérence humanitaire, la protection des populations civiles kurdes et leur retour dans une zone de protection sécurisée par l'aviation alliée. C'est dans cette « zone » dévastée, où plusieurs villes et 4500 des 5000 villages kurdes avaient été rasés par l'armée irakienne, que les Kurdes devaient se bâtir un destin libre. Après avoir rendu visite aux camps de réfugiés installés dans le Kurdistan irakien, Danielle franchit, à travers les champs de mine, la frontière irakienne pour y rencontrer Massoud Barzani, le chef de la résistance kurde, et reconforter les résistants. Plus tard, sa fondation et l'Institut kurde imprimèrent à Paris de centaines de milliers de manuels scolaires en kurde transportés par une dizaine de camions vers les écoles de fortune aménagées souvent sous des tentes, pour assurer la rentrée scolaire d'automne 1991 avec l'aide des instituteurs dévoués, payés 4 ou 5 dollars par mois ! Sa fondation concentra son action sur la construction d'écoles.

Danielle fut présente tout au long de ce difficile mais exaltant processus de reconstruction matérielle et politique du Kurdistan irakien. Elle soutint l'organisation des élections libres et assista en juillet 1992, à la mise en place d'un Gouvernement d'union nationale du Kurdistan. Au cours de ce voyage en se rendant à la ville martyre de Halabja, son convoi fut l'objet d'un attentat ourdi par les services irakiens où six de ses gardes du corps kurdes périrent. Émue mais déterminée, elle déclara qu'elle poursuivrait son action car « je ne suis pas une fille à renoncer ». Elle joua un rôle de réconciliation entre les deux chefs kurdes, Barzani et Talabani, lors qu'ils s'affrontaient pour le pouvoir. En octobre 2002, nous franchîmes ensemble « illégalement » la frontière syro-irakienne, en fait celle séparant les territoires kurdes de Syrie et d'Irak, pour assister à l'ouverture du Parlement kurde réunifié et inaugurer la place François Mitterrand à Erbil.

On se souviendra aussi de la campagne menée par Danielle en faveur des députés kurdes emprisonnés en Turquie. En 1994, une dizaine de députés furent arrêtés pour « liens avec le PKK ». Leur figure emblématique, Leyla Zana, première femme kurde élue députée, reçue à l'Élysée par le Président quelques semaines plutôt, était passible de la peine de mort pour séparatisme pour avoir prononcé une phrase en kurde sur l'amitié entre les Kurdes et les Turcs lors de son discours d'investiture. Avec l'appui du Président nous fîmes ensemble le tour des chancelleries occidentales pour les informer de la gravité de la situation et leur deman-



*François Mitterrand et Kendal Nezan en 1994  
François Mitterrand reçoit Kendal Nezan et une délégation  
de parlementaires turcs, le 4 février 1994 à l'Élysée (DR/IFM)*

der d'intervenir auprès d'Ankara pour sauver la vie de ces députés. Ceux-ci furent finalement condamnés à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison pour délit d'opinion. Leyla Zana, honorée du Prix Sakharov du Parlement européen resta 10 ans derrière les barreaux. Tout au long de ces années Danielle entretint avec elle une correspondance et prit soin de ses deux jeunes enfants recueillis à Paris. Elle créa avec Ségolène Royal, des juristes et des parlementaires de plusieurs pays européens, un comité pour la libération de Leyla Zana et de ses amis.

Femme engagée, solidaire et généreuse, Danielle Mitterrand soutint, des Indiens d'Amérique aux Tibétains, Timorais, Sahraouis et Sud-Africains, de nombreux peuples en lutte pour leur liberté. Mais tant en France qu'à l'étranger elle était surtout identifiée à la cause kurde. Ainsi, lors d'un dîner officiel à l'occasion du 50e anniversaire du Débarquement, son voisin de table, Bill Clinton lui dit : « Madame, voulez-vous me parler des Kurdes ? Je serais heureux de profiter de vos connaissances sur ce peuple et son histoire ». Et, la leçon privée continua jusqu'au café, me rapporta-t-elle plus tard.

En octobre 2009, lors de son voyage d'adieu au Kurdistan, elle s'adressa à la session plénière du Parlement pour parler de l'importance des questions de l'eau et de l'environnement et du devoir de solidarité des Kurdes irakiens envers leurs frères des pays voisins. Nous parcourûmes ensemble ce Kurdistan jadis dévasté, désormais reconstruit et prospère où les libertés étaient assurées. Elle était fière de savoir que c'était la seule région du Moyen-Orient où il n'y avait aucun prisonnier politique et où toutes les croyances, tous les courants politiques cohabitaient pacifiquement. « On a fait du chemin, n'est-ce pas ? On a perdu des amis proches, Guney (décédé en 1984), Ghassemlou (assassiné en 1989 par l'Irak), et tant d'autres. Mais au moins une partie des Kurdes sont libres. La voie est ouverte, l'exemple est là. Les générations suivantes reprendront le flambeau ».

Elle nous a donné, à nous Kurdes, et à tant d'autres une magnifique leçon d'humanité, de fraternité et de résistance !

*Kendal Nezan est le Président de L'Institut Kurde de Paris*

# Justice pour les trois militantes kurdes assassinées à Paris

## Kendal Nezan

Président de l'Institut kurde de Paris

**L**a communauté kurde a été bouleversée par l'assassinat le 9 janvier, à Paris, de trois militantes kurdes.

L'une d'elles, Sakine Cansiz, était une figure historique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), à la création duquel elle avait participé au côté d'Abdullah Öcalan. Arrêtée dès 1979, elle a passé douze ans dans les terribles geôles turques. Ses tortionnaires ont poussé la barbarie jusqu'à la mutiler au niveau des seins. Sans la faire plier. Son courage lui a valu une grande estime, y compris chez les militantes turques de gauche et les féministes qui croupissaient par dizaines de milliers dans les prisons de la jeune militaire turque de l'époque.

Que pouvait-elle faire d'autre, après une si cruelle épreuve, que de combattre un régime qui l'avait humiliée et qui interdisait toute expression de son identité kurde? Une jeune fille qui, dans une société démocratique, aurait été une institutrice ou une avocate, devenait ainsi une maquisarde. L'Etat turc a évacué et rasé 3 500 villages kurdes, déplacé plus de deux millions de Kurdes et fait assassiner des milliers d'intellectuels. Mais Ankara est considéré comme un modèle de démocratie car il est membre de l'OTAN, alors que les Kurdes qui résistent à leur destruction sont traités comme des terroristes, y compris ici en France.

Fruit de la violence étatique turque et de l'idéologie marxiste-léniniste des années 1960, le PKK a évolué vers un mouvement nationaliste qui a renoncé à son objectif d'un Kurdistan indépendant, se contentant de revendiquer des droits culturels dans le cadre d'une Turquie décentralisée et démocratique. La Turquie a, elle aussi, changé : elle n'est plus dominée par les militaires éradicateurs des années 1980-1990. Après avoir essayé toutes les techniques anti-insurrectionnelles, tous les procédés d'assimilation forcée des Kurdes, elle réalise, après bientôt trente ans d'une guerre qui a fait 45 000 morts – dont 90% de Kurdes – et qui a détruit l'économie agropastorale du Kurdistan, coûtant près de 400 milliards de dollars (297 milliards d'euros) au budget turc, qu'il n'y a pas de solution militaire à la question des 18 à 20 millions de Kurdes de Turquie.

Elle se résout enfin à engager le dialogue avec le chef du PKK pour mettre un terme à la guerre et débattre dans un climat serein du règlement équitable du lancinant problème kurde qui, depuis des décennies, hypothèque la vie politique et les relations internationales de la Turquie. Ce processus fragile, à l'issue incertaine, suscite des espoirs auprès des populations turques et kurdes fatiguées de la guerre. Il provoque aussi une vive hostilité chez les nationalistes turcs, et dans certains cercles militaires. Au sein même du PKK, des voix s'élèvent pour critiquer « la liquidation de la cause kurde » par leur leader emprisonné. L'Iran et la Syrie s'activent pour saborder ce processus de paix qui, s'il aboutissait, renforcerait le poids régional de leur rival et ennemi turc.

Il y a dix ans, la tentative d'un règlement pacifique engagée par le courageux président turc, Turgut Özal (1927-1993), s'est terminée de façon tragique. Les faucons de l'armée, selon de nombreux témoignages, dont celui de la famille de Turgut Özal, ont fait empoisonner le chef de l'Etat. Le gouvernement de M. Erdogan

a eu le mérite de réduire le rôle politique de l'armée et le courage de faire traduire en justice des généraux impliqués dans les réseaux d'Ergenekon, équivalent turc du réseau d'espionnage anticommuniste Gladio. Il a aussi normalisé ses relations avec le Kurdistan irakien, dont le sous-sol regorge de pétrole et de gaz, tant convoités par l'économie turque.

C'est donc ce contexte nouveau qui a incité Sakine Cansiz à espérer dans l'ouverture d'Ankara en direction du chef du PKK, tout en sachant que c'est l'actuel gouvernement turc qui a envoyé en prison plus de 8 000 militants kurdes, dont des députés et des maires ainsi que 46 journalistes et une quarantaine d'avocats. Ni elle ni son amie Rojbin (Fidan Dogan) ne verront l'issue de ce processus ni la liberté de leur Kurdistan chéri pour laquelle elles ont payé le prix le plus fort.

L'enquête risque d'être longue et difficile, surtout si l'on veut remonter aux commanditaires de ce crime. Jusqu'ici, elle a permis d'arrêter un suspect. Il s'agit d'un ressortissant turc issu d'une famille proche de la mouvance de l'extrême droite nationaliste. Celle-ci a été impliquée dans des centaines d'assassinats politiques en Turquie, dans l'attentat contre le pape Jean Paul II, ainsi que dans les attentats antiarméniens en France. Le suspect, Omer Guney, maîtrisant le français et l'allemand, a pu, en offrant ses services d'interprète, infiltrer avec une facilité confondante, en à peine un an, certai-

## Le procédé semble indiquer que les commanditaires des crimes pourraient être les faucons des services turcs, désireux de saboter le processus de dialogue

nes associations proches du PKK, dont les membres sont de modestes travailleurs immigrés. Au point de se voir confier l'accompagnement de Sakine Cansiz à la préfecture de police pour la prolongation de sa carte de séjour. Le train de vie de ce « chômeur » qui, selon le témoignage de son colocataire, posséderait une quarantaine de costumes de marque et plusieurs téléphones portables, ses voyages fréquents en Turquie et en Allemagne, ne laissent guère de doute sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un électron libre agissant pour son propre compte ni d'un dissident du PKK engagé dans un règlement de comptes interne.

L'enquête doit déterminer le rôle exact de ce suspect dans ces assassinats, mettre au jour le ou les auteurs de ces terribles crimes, leurs mobiles et leurs commanditaires. Le procédé semble indiquer que ces derniers pourraient être les faucons des services turcs, désireux de saboter le processus de dialogue engagé par le gouvernement. Ces réseaux occultes que les Turcs qualifient d'« Etat profond » ont à maintes reprises su manipuler les militants de l'extrême droite, mais aussi ceux de l'extrême gauche, pour commettre des attentats afin de déstabiliser les gouvernements civils.

Dans cette hypothèse, le choix de Paris n'est pas anodin. La France, en raison de sa position sur la question de la reconnaissance du génocide des Arméniens et de sa sympathie supposée envers les Kurdes, est considérée comme « antiturque » dans ces milieux ultranationalistes. L'exemple de Mehmet Ali Ağca, auteur de l'attentat contre le pape en 1981, nous rappelle combien ces extrémistes aguerris et leurs commanditaires sont passés maîtres dans l'art de brouiller les pistes. Nous espérons donc que la justice française sera exemplaire. ■